

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 11

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Aujourd'hui toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires. De préférence aux notes de bas de page, nous avons choisi un regroupement des remarques en fin de document, chacune se trouvant annoncée dans le corps du texte étudié par un soulignement en gras et par une référence numérique.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit, à nos yeux, que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule est consacré aux **relations de Marx et d'Engels avec le chartisme**.

Il contient les **5 cahiers** suivants :

Préambule

1. **Vue d'ensemble sur le chartisme**, paginé VeC, de 1 à 6
2. **Chronologie**, paginé Ch., de 1 à 32
3. **F. Engels, La situation de la classe laborieuse en Angleterre**, paginé SCLA de 1 à 14
4. **Protagonistes**, paginé P, de 1 à 20
5. **Documents**, paginé Doc, de 1 à 62

- 5.1. K. Marx, Tories et Whigs (*New York Daily Tribune* du 21.08.1852)
- 5.2. F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (*The Northern Star* du 25.07.1846)
- 5.3. F. Engels, La crise commerciale en Angleterre, le mouvement chartiste et l'Irlande (*La Réforme* du 23.10.1847)
- 5.4. F. Engels, Le programme agraire des chartistes (*La Réforme* du 01.11.1847)
- 5.5. F. Engels, Le banquet chartiste (*La Réforme* du 6.11.1847)
- 5.6. F. Engels, Le mouvement chartiste (*La Réforme* du 22.11.1847)
- 5.7. K. Marx, Discours sur la Pologne (*Deutsche-Brüsseler-Zeitung* du 29 novembre 1847)
- 5.8. F. Engels, Discours sur la Pologne (*Deutsche-Brüsseler-Zeitung* du 29 novembre 1847)
- 5.9. F. Engels, L'agitation chartiste (*La Réforme* du 30.12.1847)
- 5.10. F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (*La Réforme* du 8.01.1848)
- 5.11. F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la classe ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (*Northern Star* du 8.01.1848)
- 5.12. F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (*Deutsche-Brüsseler-Zeitung* du 09.01.1848)
- 5.13. F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (*La Réforme* du 19 janvier 1848)
- 5.14. K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (*New York Daily Tribune* du 25.08.1852)
- 5.15. K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (*The People's Paper* du 18.03.54)
- 5.16. K. Marx et F. Engels sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif

Table générale

Préambule

On sait que la rencontre entre Marx et Engels s'est déroulée **en deux temps**.

Le premier épisode est dû à l'initiative du jeune Friedrich Engels, il a 22 ans, qui vient de terminer, le 8 octobre 1842, son service militaire à Berlin et que son père envoie en stage à Manchester pour y apprendre le métier de patron dans l'entreprise *Ermen & Engels*. F. Engels fait le détour par Cologne où il rencontre, le 16 novembre 1842, dans les locaux de la *Rheinische Zeitung*, 99, Schildergasse, le rédacteur en chef du journal, Karl Marx, un jeune homme de 24 ans qui vient d'être nommé dans cette fonction en octobre dernier et avec qui il souhaite établir une future collaboration sur les affaires anglaises. Les deux hommes ne se connaissent pas, sinon de réputation dans le milieu restreint des jeunes hégéliens qui constituent la principale opposition intellectuelle, à défaut d'être politique, au régime prussien. C'est du reste à propos de cette appartenance d'école que l'entrevue sera plutôt froide, Marx associant son visiteur au groupe berlinois des « Affranchis » avec lesquels il est depuis peu en conflit ouvert en raison de leur goût pour la provocation dans les papiers qu'ils adressent au journal et qu'il est contraint de censurer lui-même avant que la censure officielle, avec laquelle il est confronté chaque jour, ne s'en charge.

La rencontre d'Engels, à cette occasion, avec Moses Hess sera du reste pour lui autrement importante. M. Hess¹ est non seulement l'un des fondateurs du journal, mais il est un auteur qui compte parmi les intellectuels radicaux allemands qui, à cette époque, se réclament explicitement du communisme, fût-ce sur un mode religieux comme chez Wilhelm Weitling. Il vient de faire paraître en 1841 un ouvrage intitulé *La Triarchie européenne*² : comparant les apports historiques de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, il y développe la thèse selon laquelle c'est en Angleterre que va se décider l'avenir et que s'achèvera, le subsumant sur une base *économique* cette fois, le cycle commencé au 16^e siècle sur le plan *spirituel* par la Réforme en Allemagne et poursuivi sur le plan *politique* par la Révolution française de 1789³. Au moment où Engels prend la route pour Londres, il est tout imprégné des idées de Hess sur le rôle primordial de l'Angleterre dans le surgissement du monde nouveau. Témoin la seconde contribution qu'il adresse à la *Rheinische Zeitung* dès le 9 décembre 1842 : intitulée « Les crises intérieures », elle pose d'emblée la question « Une révolution est-elle possible en Angleterre ou même simplement vraisemblable ? De cette question dépend l'avenir du pays.⁴ ».

Toutefois l'expérience anglaise d'Engels va lui faire découvrir des réalités bien plus complexes que les vues *jeune-hégéliennes* de Moses Hess sur la logique des cycles révolutionnaires. Il apprend plutôt à bien comprendre ce qui est à l'œuvre dans la violente exploitation sociale qu'il a sous les yeux. Il acquiert surtout la double conviction que la force politique émergente est désormais représentée par le nouveau prolétariat industriel et que la révolution se jouera au sein même de la « société civile » sur la question des rapports sociaux de production, empruntant une autre voie que strictement politique au sens hégélien du terme ou sur le modèle français centré sur la prise du pouvoir d'Etat⁵.

Le second épisode se déroule en août 1844, lorsque Engels, de retour sur le continent, fait le détour pour rencontrer à Paris les dirigeants du Vorwärts ainsi que Marx avec lequel il a entretenu une correspondance de travail dans le cadre de la publication, en février de cette année, de l'unique numéro *des Annales franco-allemandes*.

Or, même à courte distance, deux ans à peine, **les deux hommes ne sont plus les mêmes**.

Après l'interdiction de la *Rheinische Zeitung* en mars 1843, après l'échec éditorial des *Annales franco-allemandes* en février 1844, **Marx** se trouve non seulement dans la position, même choisie et assumée, de réfugié poli-

¹ M. Hess évoque cette rencontre dans une lettre à Auerbach du 19 juillet 1843 souvent citée. Il écrit : « L'année dernière, alors que j'étais sur le point d'aller à Paris, Engels, qui est maintenant en Angleterre où il écrit un gros ouvrage sur ce pays, arriva à Cologne, venant de Berlin. Nous parlâmes des questions du jour et lui, qui est un révolutionnaire de l'An I, me quitta entièrement converti au communisme. » (Cité par A. Cornu, *Moses Hess et la gauche hégélienne*, PUF, Paris, 1934, p. 65). Sur M. Hess, nous renvoyons à notre fascicule 7, en particulier aux chapitres 3.1 (« Moses Hess, une biographie intellectuelle »), 3.2 (« Marx, Engels, et Moses Hess : chronique d'une rupture ») et 3.3 (« Moses Hess, *Les derniers philosophes* »). Nous avons précédemment fourni dans notre fascicule 1, chapitre 5.1, une lecture commentée de l'étude de M. Hess, *L'essence de l'argent*.

² L'ouvrage a paru sous le titre *Berlin, Paris, Londres (la Triarchie européenne)* aux Editions du Lérot, Tusson, 1988, traduit et présenté par Michel Espagne.

³ On trouve ici l'origine d'un cliché qui fera carrière dans le mouvement communiste sur *les trois sources du marxisme*, à partir de Karl Kautsky (« Les trois sources du marxisme » publié en 1908 pour le 25^e anniversaire de la mort de Marx), puis de Lénine (« Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme » publié en 1913 à l'occasion du 30^e anniversaire de la mort de Marx).

⁴ F. Engels, *Lettres d'Angleterre*, chez Aubier, édition bilingue, dans la collection « Connaissance de Marx », Paris 1974, page 123

⁵ Nous renvoyons sur ce point aux analyses d'Eustache Kouvélakis, en particulier au chapitre IV (« F. Engels : 1842-1845, A la découverte du prolétariat ») de *Philosophie et révolution, de Kant à Marx*, PUF, Actuel Marx Confrontation, Paris 2003, pp. 213-278.

tique (et très bientôt d'apatride), mais sa famille et lui sont sans ressources et il manque de perspective professionnelle. Dès février 1844, il a entrepris de rédiger un ouvrage sur les questions de l'économie politique qu'il aborde dans une optique philosophique d'inspiration feuerbachienne : ces pages qu'il vient juste de terminer en août ne seront publiées que bien plus tard, en 1932, sous le titre de *Manuscrits de 1844* ou *Manuscrits philosophico-économiques*. Elles marquent son passage sur les positions du communisme.

De son côté, **Engels** emporte dans ses cartons les notes de travail qui lui serviront à rédiger, de septembre 1844 à mars 1845, son ouvrage *La situation de la classe ouvrière Angleterre* dont il fournit par avance plusieurs pages au *Vorwärts* sous la forme de deux articles⁶ publiés en septembre et octobre 1844. Mais encore il revient comme l'auteur de *l'Esquisse d'une critique de l'économie politique*⁷, une étude qui a constitué une pièce importante du numéro des *Annales franco-allemandes* et dont Marx, l'évoquant dans la préface de 1859 à sa *Contribution à l'économie politique*, dira sans détour qu'elle est « une géniale esquisse⁸ ». Tout indique qu'elle a joué un rôle dans l'orientation des travaux de Marx vers les matières d'économie politique.

Les conditions d'une étroite complicité intellectuelle et d'une exceptionnelle amitié sont cette fois réunies. Le premier résultat sera la rédaction en commun de *La sainte famille* contre Bruno Bauer et consorts⁹. Le second résultat sera un voyage en commun en Angleterre, à Manchester et à Londres, en juillet et en août 1845, au cours duquel ils rencontrent les représentants de la « Ligue des Justes » (en pleine crise) ainsi que la gauche du mouvement chartiste. C'est au retour de ce voyage qu'ils décideront de rédiger *L'Idéologie allemande*.

L'enchaînement des évolutions intellectuelles et politiques de Marx et d'Engels montre ainsi toute **l'importance du mouvement ouvrier anglais** dans l'élaboration de leur pensée et de leurs objectifs politiques au cours des années qui précèdent la rédaction du *Manifeste du Parti Communiste*.

Documenter cette relation sera l'objet de ce 11^e fascicule.

⁶ Intitulés « La situation de l'Angleterre. Le 18^e siècle » et « La situation de l'Angleterre. La constitution anglaise », ils paraîtront dès le 31 août 1844 puis au cours des mois de septembre et octobre sur plusieurs numéros du journal.

⁷ « Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie » (chez Aubier, édition bilingue, coll. Connaissance de Marx, Paris 1974, pp. 33-106) : nous renvoyons à notre commentaire suivi de cette étude d'Engels au chapitre 1.4 du fascicule 2.

⁸ « Friedrich Engels, avec qui depuis la publication dans les *Annales franco-allemandes* de sa géniale esquisse d'une contribution à la critique des catégories économiques, j'entretenais par écrit un constant échange d'idées, était arrivé par une autre voie (comparez sa *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*) au même résultat que moi-même » : K. Marx, *Contribution à la Critique de l'Economie politique*, Editions sociales, Paris 1977, pp. 3-4

⁹ C'est-à-dire, de manière significative, contre ceux-là mêmes qui avaient provoqué l'échec de leur première entrevue en novembre 1842.

1. Vue d'ensemble sur le chartisme

Sources¹ :

1. *Histoire générale du Socialisme*, sous la direction de Jacques Droz. Le chapitre consacré au *socialisme anglais de 1848 à 1875* est dû à François Bédarida. (PUF, 1972)
2. *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, par A.-L. Morton et G. Tate, François Maspero, Cahiers libres N° 39-40, Paris 1963.
3. *Le chartisme (1831-1848), Aurore du mouvement ouvrier*, par Edouard Dolléans, Ed. Les Nuits rouges, 2003
4. Th. A. Rothstein, *Une Epoque du Mouvement ouvrier anglais*, Editions sociales internationales, Paris 1929
5. *The Chartists, The first national Workers' Movement*, par John Charlton, Pluto Press, 2001
6. *British Working Class Movements : Select Documents, 1789-1875*, par D.G.H Cole et A.W Filson, aux éditions MacMillan², Londres 1951.
7. Les ressources (principalement anglaises) de l'Internet³
8. Les données fournies par les encyclopédies Universalis et Wikipédia pour le domaine français, Britannica et Spartacus pour le domaine anglais

*

Les noms dont la première occurrence est suivie par un astérisque font l'objet d'une notice dans le quatrième cahier intitulé *Protagonistes*.

*

* *

Le chartisme est un puissant mouvement populaire qui apparaît en Angleterre à la fin des années 1830 et qui restera actif jusqu'au milieu du siècle. Lénine dira de lui qu'il est « le premier mouvement révolutionnaire prolétarien, réellement de masse, politiquement cristallisé »⁴.

Le mouvement chartiste s'explique fondamentalement par les conséquences de l'industrialisation capitaliste sur les structures professionnelles et sociales des classes laborieuses d'Angleterre, compte tenu de

¹ Les ouvrages de référence en anglais ne manquent évidemment pas. Par contre, les études en français sont plutôt rares. Le livre d'Edouard Dolléans, *Le Chartisme, Aurore du Mouvement ouvrier* semble même le seul disponible en librairie en cet hiver 2009. Hélas, pourrait-on dire, tant cette évocation par un historien d'inspiration proudhonienne multiplie de lourds jugements de valeur sur certains acteurs comme Feargus O'Connor systématiquement présenté comme un démagogue irresponsable, fourbe et lâche. (L'ouvrage est extrait d'une plus vaste étude publiée en 1912 à Paris chez H. Floury sous le titre *Le Chartisme (1830-1848)*). Les deux volumes sont accessibles en version électronique à l'adresse www.archive.org).

² L'ouvrage se trouve en version électronique sur le site (payant) de Questia (www.questia.com).

³ Fabrice Bensimon a publié dans le N° 1 (2002) du tome 55 de la revue « Etudes anglaises » sous le titre « Internet, un instrument pour les études sur l'Angleterre victorienne » un inventaire très détaillé des sites anglais offrant données et analyses sur le mouvement chartiste. Le document est disponible en consultation libre sur le site du CAIRN (www.cairn.info).

⁴ V. Lénine, « La IIIe internationale et sa place dans l'histoire », Œuvres complètes, Vol. 29, page 312, Editions sociales, Moscou, 1962. Un jugement quelque peu forcé, à vrai dire. Du chartisme, Lénine écrira par ailleurs qu'il correspond à l'« époque révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais ». (« Contre le boycottage », Œuvres complètes, volume 13, page 33). Il faut percevoir derrière ces appréciations, comme par contraste, la vive critique du réformisme trade-unioniste de son époque.

l'extrême violence de l'exploitation subie par les travailleurs et de leurs épouvantables conditions de vie, aggravées par la succession des crises économiques depuis le début du siècle¹.

Son émergence en 1836 résulte d'un faisceau de **trois facteurs**.

1. Un premier élément consiste dans la permanence du **radicalisme anglais**, un courant de pensée fortement ancré depuis le dernier tiers du 18^e au sein des classes moyennes, dans le petit peuple des villes industrielles du Nord, parmi les artisans qualifiés, les intellectuels et dans les professions libérales. L'agitation radicale porte sur les abus de l'appareil d'Etat, sur le clientélisme et la corruption de la classe politique dénoncée comme une caste de parasites. On peut penser à une sorte de jacobinisme centré sur la revendication de réformes démocratiques, celle du suffrage universel en priorité². Même si l'idéologie du mouvement tend à exalter les valeurs d'un passé national associé aux conquêtes contre l'absolutisme, le radicalisme transmet une culture de lutte et de résistance, notamment à l'autoritarisme d'Etat, sur laquelle le chartisme prolétarien va pouvoir s'appuyer³.

2. Le second facteur dont il faut tenir compte est la profonde déception causée par **la réforme électorale de 1832**. Cette réforme avait fait l'objet d'une intense campagne pour une modification radicale du système électoral anglais. Elle n'avait toutefois débouché que sur des aménagements mineurs sans conséquence sur l'hégémonie des grands propriétaires terriens: le cens électoral était maintenu et seuls la bourgeoisie industrielle et ses alliés des classes moyennes profitaient du redécoupage des circonscriptions et de la modeste redistribution des sièges qui en avait résulté⁴.

3. Le chartisme trouve aussi sa source dans le sentiment de révolte qu'a suscité le vote de la **loi sur les pauvres de 1834** (le Poor Law Amendment Act) par la majorité « whig » du parlement (autrement dit par la composante bourgeoise et libérale du pouvoir récemment issue de la réforme de 1832). Cette loi réformait la vieille législation anglaise de 1601 sur l'indigence en durcissant les conditions d'aide aux déshérités. C'est dans ce cadre qu'ont été créés dès 1837 les asiles sociaux que l'on a appelés *workhouses*, en vérité des sortes de bagnes (des « bastilles » disait-on à l'époque) où selon la volonté expresse d'un de leurs inspirateurs, l'économiste malthusien Nassau Senior, il s'agissait « de rendre la vie moins souhaitable encore que celle des plus malheureux des ouvriers indépendants⁵ ». Cette rupture avec la

¹ John Charlton note qu'en 1850, un ouvrier de quarante ans à peine pouvait avoir connu pas moins de 7 dépressions : en 1819, 1826, 1829, 1832, 1837, 1842 et 1848 (John Charlton, *The Chartists*, Pluto Press, Londres 1997, page 5). Parmi les documents qui témoignent de cette situation sociale, on lira le plaidoyer du dirigeant chartiste Richard Pilling lors de son procès en mars 1842 devant les assises de Lancaster (E. Dolléans, *Le Chartisme*, op. cit. pp. 277-287)

² En 1792, Thomas Hardy, cordonnier de profession, fonde à Londres une « Société de correspondance » sur le modèle des sociétés jacobines françaises organisées en réseau autour d'un centre parisien. Les revendications politiques visent notamment l'établissement du suffrage universel. Le pouvoir ne tardera pas à poursuivre les membres de cette société qu'il considère comme factieuse. Elle sera interdite en 1799 ainsi que toute organisation structurée sur le même modèle.

³ Signalons sans entrer dans la controverse, car elle est complexe, le débat ouvert par l'historien Gareth Stedman Jones sur le rôle déterminant à ses yeux du vocabulaire radical dans le développement du chartisme. La thèse de Stedman a ouvert ce l'on a nommé « le tournant linguistique » dans les études historiques et donc celles du chartisme : contre l'avis des historiens marxistes qui privilégiaient les paramètres sociaux, Stedman Jones et ses partisans fondaient leurs analyses sur la prégnance du registre discursif (vocabulaire et style) des revendications radicales héritées du 18^e siècle. Nous renvoyons à l'article de Stedman Jones, d'abord paru en 1982 en anglais, puis en français, avec une postface, en 2007, dans le volume 54 de la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, pp. 7-68 (version électronique distribuée par le Cairn à l'adresse www.cairn.info).

⁴ Le nombre d'électeurs était passé de 435.000 à 655.000 (E. Dolléans, op. cit. page 44). La proportion était de 28 électeurs sur 100 habitants, à comparer avec le rapport de 1 à 200 sous la monarchie de juillet en France. Les abus de ce qu'on appelait « les bourgs pourris » avaient à peine été corrigés. Ainsi en 1852 encore, 19 de ces bourgs avec moins de 300 électeurs envoyaient à la chambre 29 représentants alors que plus de 600.000 habitants de villes importantes n'étaient pas représentés. Liverpool avec 14.702 électeurs élisait le même nombre de députés que Andover avec 242 électeurs (chiffres cités par N. Riazanov dans l'édition des *Œuvres politiques* de Marx, chez Alfred Costes, tome II, Paris 1929, page 245).

⁵ Sur cette question de la législation anglaise sur les pauvres, il faut se reporter aux analyses de Marx à la huitième section du *Capital* consacrée à **l'accumulation primitive** et en particulier au chapitre XXVIII intitulé « Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XV^e siècle. Loi sur les salaires ». Marx fait apparaître clairement que l'extrême brutalité des lois réprimant l'indigence (allant, à certaines époques, jusqu'au marquage au fer rouge et à la pendaison) a eu pour effet de fournir aux premiers manufacturiers une main-d'œuvre forcée disponible à vil prix.

tradition d'une aide sociale de proximité fournie par les paroisses a été ressentie comme un véritable scandale moral. La loi aura pour effet de fournir au capital une masse de main-d'œuvre déracinée et donc prête à tout accepter pour survivre¹.

*
* *

Le chartisme va ainsi fédérer **deux mouvements revendicatifs**, l'un sur une base **institutionnelle** (et plutôt petite-bourgeoise, visant à obtenir en priorité la démocratie politique) et l'autre sur une base **so-ciale** (et plutôt prolétarienne, visant des conquêtes plus substantielles dans l'ordre des rapports sociaux)². Et cette double détermination explique sa particularité d'être à la fois **légaliste** dans le chef de la petite-bourgeoise radicale intéressée par la réforme électorale et tendanciellement **insurrectionnel**, marqué en tout cas par des poussées de violence sociale dans le chef d'un prolétariat surexploité.

Il couvre une période d'une douzaine d'années **entre 1836 et 1848**.

Son nom est attaché à un programme revendicatif appelé « **la Charte du Peuple** ».

Publiée en **1838** par l'*Association londonienne des Travailleurs* (la *London Working Men's Association*) que dirigeaient notamment William Lovett* et Henry Hetherington*, elle avançait un programme de revendications politiques en six points³ dont les plus importants réclamaient le suffrage universel masculin⁴ et une réforme du découpage des circonscriptions électorales. De mai à septembre 1838, de vastes meetings sont organisés pour soutenir le projet, réunissant des foules considérables : 150.000 à Glasgow en mai, 200.000 à Birmingham en août, 250.000 à Kearsal Moor près de Manchester en septembre.

*
* *

Le mouvement connaîtra **trois moments forts**.

1. C'est d'abord en **1839**, la préparation de la **première pétition** réclamant l'application de la Charte. Dès la réunion à Londres, le 4 février 1839, de la première Convention nationale, le mouvement **se di-verse** sur la question des objectifs et des moyens entre « chartistes de la force morale » et « chartistes de la force physique », c'est-à-dire entre ceux qui veulent s'en tenir à une stratégie pacifique fondée sur la persuasion et sur la noblesse de la cause elle-même et les partisans de l'affrontement de classe, de l'action de grève notamment (depuis 1838, on évoque dans tous les meetings la perspective d'une grève

¹ Au chapitre X du *Capital*, consacré à « La journée de travail », Marx raconte comment les patrons cottonniers du Nord de l'Angleterre en manque de main-d'œuvre se sont fait livrer par les commissaires chargés de l'application de la loi sur les pauvres de 1834 des ouvriers recueillis par les workhouses : « Ces paquets d'hommes furent livrés avec des étiquettes comme des ballots de marchandises, et transportés par la voie des canaux, ou dans des chariots à bagages. Quelques-uns suivaient à pied, et beaucoup d'entre eux erraient çà et là égarés et demi-morts de faim dans les districts manufacturiers. La Chambre des Communes pourra à peine le croire, ce commerce régulier, ce trafic de chair humaine ne fit que se développer, et les hommes furent achetés et vendus par les agents de Manchester aux fabricants de Manchester, tout aussi méthodiquement que les nègres aux planteurs de Etats du Sud » (édition Garnier Flammarion, 1969, page 202). Evoquant à nouveau la loi des pauvres de 1834, il parle, au chapitre XV, « de rafles d'enfants dans les comtés ruraux et de commerce d'esclaves blancs » (page 326).

² A vrai dire, la distinction entre démocratie politique et démocratie sociale n'est pas tranchée dans l'esprit des chartistes, les deux revendications allant de pair, avec des nuances, selon que l'une ou l'autre composante du mouvement privilégie la lutte institutionnelle pour le pouvoir politique ou qu'elle mette l'accent sur la mise en cause des rapports de propriété dans l'appareil de production. Il faut de plus tenir compte de l'inexpérience du jeune mouvement ouvrier anglais placé devant des choix politiques extrêmement complexes, sur la question notamment des alliances avec la classe moyenne et la paysannerie.

³ Ces six points sont : le suffrage universel, l'abolition du cens électoral, l'instauration du vote secret, un nouveau redécoupage des circonscriptions électorales, le renouvellement annuel du parlement et l'attribution d'une indemnité parlementaire aux élus.

⁴ Cette restriction ne doit pas occulter l'importance d'un chartisme féminin et féministe.

générale d'un mois, dit « le mois sacré », en cas de refus du gouvernement)¹. Cette différence d'appréciation s'explique notamment par la composition différente des populations ouvrières engagées dans le combat, d'une part, les ouvriers spécialisés de la région de Londres, une « aristocratie ouvrière » de sensibilité plus légaliste et d'autre part, les prolétaires de la nouvelle génération dans les villes industrielles du Nord, plus prompts à réagir par la force aux conditions d'exploitation qu'ils subissent. Feargus O'Connor* jouera un rôle déterminant dans l'affirmation de la stratégie « classe contre classe », son journal *The Northern Star** devenant l'organe du mouvement. Une vaste campagne de propagande est organisée dans tout le pays. Les grèves destinées à soutenir cette pétition sont toutefois un échec. Le pouvoir engage l'épreuve de force en réprimant, le 4 juillet, un rassemblement à Birmingham et en procédant à une vague d'arrestations : plus de 80 responsables chartistes sont jetés en prison dont le très pacifique William Lovett*. En fin de compte, la pétition (elle a recueilli plus d'un million de signatures) est rejetée par la chambre des Communes le 12 juillet 1839 par un vote de 235 voix contre 46. Placée devant ses responsabilités, la Convention chartiste envisage d'abord de lancer un mouvement de grève générale mais les débats s'enlisent et n'aboutissent qu'à recommander 3 jours de protestation populaire avec « meetings et processions appropriés ». Des troubles éclatent dans le pays mais c'est à Newport dans le sud du pays de Galles, que les incidents sont les plus graves. Le 4 novembre 1839, deux mille mineurs gallois conduits notamment par John Forst* tentent d'obtenir par la force la libération de leurs compagnons emprisonnés, dont Henry Vincent*. Ils sont accueillis par l'armée qui ouvre le feu : il y a 14 morts. Le pouvoir réagit sans tarder et emprisonne la plupart des dirigeants du mouvement chartiste : on compte plus de 500 arrestations².

2. Après un temps d'arrêt, le mouvement chartiste va se recomposer autour d'une opposition désormais plus tranchée et plus conflictuelle entre les partisans de la *force morale* entraînés par William Lovett qui amorcent un rapprochement avec les classes moyennes et les partisans de l'affrontement de classe qui se reconnaissent dans le leadership de Feargus O'Connor. Les deux courants se dotent cette fois d'une organisation qui leur est propre. En **1842**, en pleine dépression économique, un **deuxième pétitionnement** est organisé par la *National Chartist Association*. Malgré le nombre croissant de signatures recueillies (plus de 3 millions, cette fois), c'est le même échec : la chambre repousse le projet en mai 1842 par 287 voix contre 49. Aussitôt après, en août 1842, mais pour des raisons essentiellement salariales, un mouvement de grèves se déclenche dans les régions industrielles du Nord et de l'Ecosse. Les chartistes de la *NCA* s'efforcent de politiser l'action³ mais les grèves doivent cesser dès la fin du mois. Le pouvoir se livre à une sévère répression. Plusieurs dirigeants sont à nouveau emprisonnés dont Feargus O'Connor. En décembre 1842, la tentative de ralliement des chartistes de la Force morale avec les dirigeants des classes moyennes, dont Joseph Sturge, échoue en raison des manœuvres déloyales des radicaux qui tentent d'évincer les dirigeants de la National Charter Association, O'Connor en particulier. William Lovett s'en trouve déconsidéré et quitte définitivement la scène politique chartiste. Dès janvier 1843, Feargus O'Connor entreprend de mobiliser le chartisme sur un projet d'établissements agricoles. Il s'agit d'une entreprise d'inspiration owénienne⁴ d'achat de parcelles de terre en vue de créer une classe nouvelle de travailleurs agricoles. Le *Land Plan* est présenté comme le remède à la fois au chômage et au paupérisme. L'entreprise suscitera à ses débuts un réel engouement mais elle connaîtra très vite un échec retentissant.

3. Enfin en **1848**, une **troisième pétition** aboutit, après une période de vive agitation sociale, à une grande manifestation à Londres. Réunie à Kennington Common, au sud de Londres, le 10 avril 1848, la manifestation devait se diriger vers le Parlement mais le pouvoir qui craint (ou feint de craindre) un coup d'Etat sur le modèle de la récente révolution de février à Paris et qui a mobilisé l'armée ainsi que de nombreuses forces de police, décide d'engager l'épreuve de force en interdisant aux manifestants de traverser la Tamise. Les chartistes imaginent alors de constituer un parlement « fantôme » et d'y siéger jusqu'au moment où le parlement réel acceptera la Charte. Cette assemblée ne tardera pas à se dissoudre elle-même. En fin de compte O'Connor, qui est député depuis août 1847, présentera seul les signatures, moins nombreuses qu'annoncé et dont certaines se révéleront à l'examen irrecevables, ce qui

¹ Les appels à la violence directe sont surtout le fait à cette époque du pasteur méthodiste John Rayner Stephens qui n'hésite pas à multiplier des incitations à l'insurrection armée.

² Morton et Tate notent à ce propos : « Nous entrons ici dans la période la plus obscure du chartisme : ceux qui connaissaient les faits n'ont jamais parlé, et tous les rapports publiés à l'époque sont pleins de contradictions et d'invéraisemblances. » (op. cit. page 109)

³ Avec cette réserve que les grèves leur apparaissent comme manipulées par l'Anti Corn Law League. C'est en tout cas la thèse de Feargus O'Connor. Il semble bien en effet que les manufacturiers aient provoqué les brutales diminutions de salaires dans le but de pourrir le climat social et de faire ainsi pression sur le gouvernement, laissant entendre de surcroît que si la misère sociale était due au coût trop élevé des subsistances par rapport aux salaires, ils étaient au fond porteurs des revendications ouvrières pour l'abrogation des lois sur les céréales.

⁴ Sauf qu'à l'opposé d'une exploitation communautaire, c'est sur le mode de la propriété individuelle que les parcelles devaient être accordées.

donnera un prétexte au pouvoir pour discréditer la pétition. Le mouvement chartiste ne se relèvera pas de cet échec.

*
* *

Entre 1848 et 1852, George Julian Harney* et Ernest Jones*, tous deux proches de Marx, tenteront bien de relancer la dynamique sur une base prolétarienne mais le contexte a radicalement changé, le mouvement ouvrier se tournant vers le trade-unionisme et vers les associations coopératives de type owénien. Le 04.02.1852, Marx écrit à Engels : « Dans cette agitation chartiste, O'Connor est devenu fou (...), Harney stupide et Jones a fait faillite¹ ».

*
* *

Trois remarques terminales

1. On retiendra du chartisme qu'il a été un mouvement centré sur **la conquête du pouvoir politique**. Il se distingue en cela des autres composantes contemporaines de l'action sociale en Angleterre, syndicale et coopérative, et sous cet angle il anticipe sur la position sans cesse affirmée par Marx et Engels quant à l'importance pour la classe ouvrière de se constituer en acteur politique autonome. Tous les chartistes, qu'ils soient « de la force morale » ou « de la force physique », ont partagé la conviction que la conquête du suffrage universel ouvrait par elle-même la voie de réformes révolutionnaires, une conviction qui s'appuyait sur une sorte d'évidence sociologique, majorité politique et majorité sociale se trouvant réunies. Marx et Engels eux-mêmes multiplient à cette époque, entre 1847 et 1852, des déclarations qui laissent entendre que la configuration anglaise de la lutte des classes ouvre la perspective d'une transformation sociale par la voie parlementaire. Il s'agit bien sûr d'articles de presse ou de propos de tribune qui ont une consistance de style et de pensée très différente d'un écrit théorique. Il n'est pas moins vrai qu'en dépit de l'exemple français² d'avril 1848, le suffrage universel leur paraît rendre possible une hégémonie de la classe ouvrière anglaise dans son contexte.

2. On retient souvent du chartisme qu'il a été **un mouvement violent**. Bertrand Russell raconte qu'en 1869, son père, sur son lit de mort, soudain alarmé par un grand bruit de rue, s'était pris de panique devant ce qu'il pensait être le déclenchement de la révolution, signe, écrivait Russell, de l'impact sur les imaginations et dans les mémoires d'une certaine violence chartiste³. Le mouvement chartiste, il est vrai, a su organiser de vastes meetings selon des rituels impressionnants, mais il est abusif de parler à son sujet de violence. A l'exception de l'aventure de Newport en 1839, les manifestations chartistes n'ont donné lieu à aucune action collective qui ne s'explique par le climat d'affrontement social de l'époque et s'il faut chercher des exemples de brutalité, on les trouvera du côté du pouvoir qui n'a jamais hésité à mobiliser tout l'arsenal de son appareil répressif. Les discours des orateurs chartistes de la force physique eux-mêmes n'ont le plus souvent de violence que rhétorique, avec des accents de sermons puritains où l'on se promet volontiers de jeter les méchants dans les feux de l'enfer. Le révérend John Rayner Stephens* fournit un exemple typique de ce style. Et lorsque la Convention, en mai 1839, à la veille donc de présenter la première pétition, envisage des mesures de résistance dans l'éventualité d'un coup de force du pouvoir, c'est en multipliant les conseils de loyalisme qu'elle invite les chartistes à

¹ *Correspondance Marx Engels*, Editions sociales, tome III, page 42

² Après la révolution de février 1848, la Constituante est élue au suffrage universel (masculin) pur et simple avec pour résultat de légitimer le retour au pouvoir de la classe politique que la révolution avait évincée. Dans son *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx attribuera d'abord ce résultat à l'isolement de la classe ouvrière au sein d'une nation paysanne. Pour l'Angleterre, au contraire, il se fonde encore sur l'idée d'une majorité sociologique des forces de changement. Mais il ne tarde pas à prendre toute la mesure des paramètres spécifiquement *idéologiques* dans la lutte politique (au *sens technique du terme idéologie*, lequel désigne, selon la très juste formulation d'Althusser, les « rapports imaginaires des individus à leurs conditions réelles d'existence »)

³ L'anecdote est rappelée par François Béradié, *L'ère victorienne*, PUF, Coll. Que sais-je ? N° 1566, page 43. Elle se trouve à la page 20 d'un recueil d'études publié en 1949, sous le titre, *Ideas and Beliefs of the Victorians* aux éditions Sylvan Press.

s'armer, témoin ce discours de Bronterre O'Brien* où l'on perçoit toute l'irrésolution des leaders chartistes ou pour le moins leur extrême prudence sur cette question: « *Le gouvernement essaie de provoquer une insurrection prématurée afin d'avoir des motifs de dissoudre la Convention, pour interdire les meetings en faveur de la Charte et pour abolir ce qui reste des garanties constitutionnelles (...) Le conseil que nous vous donnons est d'obéir strictement à la loi, mais en même temps de vous préparer à obliger vos oppresseurs à y obéir aussi. Soyez sur vos gardes en ce qui concerne les espions et les fous qui voudraient vous pousser à des actes d'illégalité, mais en même temps sachez que vous avez le même droit de vous armer que vos ennemis, et que si vous abandonnez ce droit, vos libertés sont à jamais perdues. Soyez prudents et vigilants mais en même temps fermes et inflexibles. Ne faites pas parade de vos armes aux meetings mais gardez-les reluisantes et toutes préparées à la maison afin d'être prêts à toute éventualité et à tout moment pour défendre votre reine, votre pays et vos libertés. En apportant sans besoin vos armes dans les lieux public, ne donnez pas à vos oppresseurs une excuse pour violer le droit inviolable que vous avez de vous réunir et de discuter vos revendications, mais en même temps n'oubliez pas de vous préparer à résister les armes à la mains à toute tentative inconstitutionnelle faite pour supprimer par la force physique votre agitation pacifique.¹ »*

3. On a retenu du mouvement chartiste qu'il a été **un échec**. Parmi les causes de cet échec, on notera la ferme **détermination du pouvoir** de ne céder sur rien² et l'intelligence avec laquelle il a su mobiliser un impressionnant appareil répressif, s'appuyant sur des troupes loyales et sur un efficace réseau de renseignements. On relèvera aussi **les contradictions au sein de la classe ouvrière** dans une période de brusques mutations sociales où les masses prolétarisées de la grande industrie prennent l'avantage sur les artisans qualifiés depuis longtemps engagés dans les combats du radicalisme. On insistera sur **l'absence d'une véritable direction politique** du mouvement, la Convention chartiste se laissant entraîner le plus souvent par les événements. Mais surtout on relèvera **l'inexpérience** du jeune mouvement ouvrier placé dans les conditions d'une lutte de classe particulièrement intense et **qui avait tout à inventer** : comment s'organiser dans l'unité de ses composantes, comment consolider ses propres alliances de classe, comment articuler ses luttes sur les terrains politique et économique, comment conquérir une position hégémonique dans le débat social, toutes questions que l'Histoire, il est vrai, a laissées ouvertes.

¹ Cité par E. Dolléans, op. cit. page 159.

² Sauf, à mesure, sur quelques revendications des classes moyennes.

2. Chronologie

Sources

- John Charlton, *The Chartist, The First National Worker's Movement*, Pluto Press, London, 2001
- G.D.H. Cole, *A Short History of the British Working Class Movement 1789-1927*, Vol.1 1789-1848,
- G.D.H. Cole and A.W. Filson, *British Working Class Movements. Select Documents 1789-1875*. Ed MacMillan & Co LTD, London 1951
- Edouard Dolléans, *Le Chartisme, Aurore du Mouvement ouvrier*, Ed Les nuits Rouges, Sens, 2003
- A-L Morton et G.Tate, *Histoire du Mouvement ouvrier anglais*, Editions Maspero, Cahiers libres. N° 39-40, Paris 1963
- Th. A. Rothstein, *Une époque du mouvement ouvrier anglais. Chartisme et trade-unionisme*, Éditions sociales Internationales, Paris 1929

1815-1836 : l'agitation radicale

Le chartisme se développe dans la continuité du radicalisme, un mouvement de type jacobin porteur vers la fin du 18^e siècle de revendications démocratiques, en particulier celle du suffrage universel. Parmi les grandes figures du radicalisme anglais, il faut compter, à la charnière du 18^e et du 19^e siècles, **John Cartwright**. Fondateur de la *Society for Constitutional Information*, le Major John Cartwright¹ est l'auteur en 1776 d'un pamphlet intitulé *Take your Choice* où il plaide pour le suffrage universel (masculin). En 1780, le duc de Richmond² dépose une proposition de loi en ce sens devant la Chambre des Lords. Au début du 19^e siècle, les principaux représentants de ce mouvement seront **William Cobbett**³, **Francis Burdett**⁴ et **Francis Place**⁵.

Les années qui suivent la fin des guerres contre la France **sont des années de crise**. Plus de 300.000 soldats ont été renvoyés dans leur foyer et ne trouvent pas d'emploi en raison des progrès de la mécanisation et du travail des femmes et des enfants. Les commandes de guerre ne soutiennent plus l'activité économique (no-

¹ **John Cartwright** (1740-1824) fait d'abord carrière dans la Royal Navy qu'il quitte en 1770 en raison de son soutien aux colons américains. Devenu major dans la milice de la région de Nottingham, il publie en 1776 son projet de réforme « Take Your Choice » où il défend le principe du suffrage universel. En 1778, il crée la *Society for Constitutional Information* dont sera issue, en 1791, la *London Corresponding Society*. En 1805, il s'installe à Londres où il entre en contact avec William Cobbett et Francis Place. Il fonde en 1812 le premier des **Hampden Clubs** qu'il s'efforce de disséminer ensuite dans tout le pays en vue d'établir une alliance entre les classes moyennes et la classe ouvrière, ce qui lui vaudra d'être arrêté en 1813 pour organisation de réunions séditieuses. Ces clubs seront par la suite étroitement surveillés par les espions du pouvoir. En 1819, les dirigeants des *Hampden clubs* de Manchester fondent la *Manchester Patriotic Union Society* qui sera à l'origine du meeting de Spa Field le 16 août 1819. (Ces clubs se référaient à John Hampden (1595-1643), un leader parlementaire qui a joué un rôle central dans la guerre civile qui, de 1642 à 1649, vit le Parlement britannique s'opposer au roi Charles Ier.)

² **Charles Lennox** (1735-1806), 3^e duc de Richmond

³ **William Cobbett** (1762-1835). Autodidacte d'origine paysanne, il devint au début du 19^e siècle l'un des chefs de file des réformateurs radicaux. En 1810, il est condamné à 2 ans de prison pour ses écrits dans sa revue « *Political Register* », un journal d'une très grande diffusion. Il est élu en 1832 à la Chambre des Communes où il sera l'un des plus farouches adversaires de la loi sur les pauvres votée en 1834 par la nouvelle chambre issue de la réforme électorale de 1832.

⁴ **Francis Burdett** (1770-1844) est issu d'une famille de petite noblesse. Son mariage avec la fille d'un banquier lui assure une confortable fortune. Elu député en 1796, il acquiert une réputation de réformateur radical. En 1807, il entre en conflit avec la Chambre pour avoir publié dans le *Political Register* de Cobbett un libelle qu'elle estime injurieux. L'affaire lui vaut d'être emprisonné (son arrestation en avril 1810 donnera lieu à une véritable émeute). En 1820, un nouvelle polémique à propos du massacre de Peterloo l'envoie en prison pour 3 mois. Il est l'auteur de multiples initiatives d'inspiration radicale, dont, en 1817, un projet de loi sur le suffrage universel et d'autres dispositions qui anticipent sur les revendications de la Charte.

⁵ **Francis Place** (1771-1854). Président de la *London Corresponding Society* jusqu'en 1797, l'action de ce tailleur de profession consistera surtout à soutenir par ses travaux les élus radicaux. Il participe ainsi à la campagne contre la législation anti-syndicale qui aboutit à la réforme de 1824, laquelle autorise l'existence des associations ouvrières, marquant ainsi le début du déploiement des structures syndicales. Il est l'auteur d'une étude sur la question de la population dans laquelle il préconise une politique contraceptive qui sache éviter la brutalité des solutions malthusiennes. En 1836, il rejoint le groupe fondateur de la LWMA et sera l'un des rédacteurs de la Charte. Chartiste « de la force morale », il quittera le mouvement lorsque O'Connor en prendra la direction. A partir de 1841, il participe à la campagne des libre-échangistes pour l'abrogation des Corn Laws.

tamment dans l'industrie lourde) et de mauvaises récoltes ont renchéri les produits alimentaires, sans compter l'effet des lois protectionnistes (les *Corn Laws*) de 1815 sur le prix des céréales. La famine menace et des troubles éclatent dans le pays. Ce contexte explique le regain de l'agitation radicale.

1815

Vote des Corn Laws Ces lois protectionnistes sur le commerce des céréales vont concourir à rompre l'alliance de fait entre les propriétaires fonciers (qui en étaient les bénéficiaires) et la bourgeoisie industrielle de plus en plus consciente de son pouvoir et qui exige de partager le pouvoir en proportion de sa puissance économique.

1816

novembre Dans une édition spéciale de son *Political Register* (l'édition atteindra 200.000 exemplaires), William Cobbett publie sa *Letter to the Journeymen and Labourers*. Il s'agit d'un appel direct à la classe ouvrière pour qu'elle abandonne le recours à violence contre le machinisme (les grandes révoltes luddites¹ dans le nord ouest du pays datent de 1811-1813 mais éclateront encore sporadiquement jusqu'en 1817) et pour qu'elle s'engage dans un projet politique en collaboration avec les classes moyennes radicales dans la perspective notamment d'une réforme parlementaire et de l'instauration du suffrage universel.

2 décembre La police réprime un meeting convoqué à **Spa Fields Islington**, dans la banlieue de Londres, par les partisans de **Thomas Spence** (1750-1814), un leader radical prônant une société égalitaire à travers le partage des terres et dont les disciples s'étaient réunis en 1812 au sein de la *Society of Spencean Philanthropists*. Leurs dirigeants James Watson, Thomas Preston et Arthur Thistlewood sont inculpés, mais ils gagneront leur procès en juin 1817 en raison du rôle trop voyant des espions de la police dans cette affaire.

1817

janvier Le gouvernement fait voter une série de lois répressives, dites « Gagging Bills » (« lois de bâilonnement ») : elles suspendent l'habeas corpus et encadrent sévèrement toute manifestation publique.

10 mars **Marche des Blanketeers** (des « porteurs de couverture ») : une centaine de chômeurs de l'industrie textile du Lancashire, pour la plupart des tisseurs à la main, organisent une marche de protestation de Manchester à Londres pour remettre une pétition au Prince Régent. Chacun emporte une des couvertures de leur fabrication (*blanket*, en anglais) et dans laquelle il transporte ses affaires et s'enveloppe la nuit, au long des routes. Les marcheurs seront dispersés dès le départ par la police et leurs leaders arrêtés.

9 juin « Insurrection » dans le Derbyshire à partir du petit village de Pentrich. L'émeute est connue sous le nom de « **Pentrich revolution** » : une maigre troupe de quelque 50 à 100 désespérés conduits par Jeremiah Brandreth entreprennent de prendre les armes (quelques fusils, des piques, des fourches, des faux) et de marcher sur Nottingham puis sur Londres : on les a convaincus qu'un soulèvement général est imminent. Ils sont aisément désarmés par un détachement des hussards du Roi. Le procès montrera que l'aventure a été manipulée par des

¹ Le **luddisme** se manifeste par des actions armées menées par les artisans du textile pour détruire les premiers métiers mécaniques. Le mouvement prendra un caractère insurrectionnel au cours de l'hiver 1811-1812. Il faut se garder de réduire le luddisme à une violence contre les seules machines : il a surtout été un mouvement de lutte contre les salaires de misère et les conditions de travail que devaient subir des travailleurs dont les organisations étaient contraintes à la clandestinité. Une loi de 1812 punira de mort tout acte de destruction des machines.

agents provocateurs (dont un certain William Richards, dit « Oliver¹ ») afin de créer un climat insurrectionnel susceptible de justifier le vote de lois répressives. Brandreth et deux de ses compagnons, Isaac Ludlam et William Turner, seront exécutés en novembre 1817. Les autres condamnés seront déportés. Pour sa part, Cobbett préfère s'enfuir en Amérique.²

1818

De grandes grèves éclatent dans les districts textiles. Elles sont violemment réprimées. On voit néanmoins apparaître des projets d'union syndicale dont, sous un nom bizarre, celui des « Philanthropic Hercules » à l'initiative de John Gast³. L'entreprise est toutefois éphémère en raison de la rigueur du **Combination Act**⁴. La répression des grèves de 1818 aura pour conséquence que les dirigeants ouvriers se tourneront vers la revendication politique en rejoignant les mouvements radicaux pour la réforme parlementaire. De grands meetings sont organisés à cet effet dans tout le pays.

1819

16 août Un meeting pacifique tenu au nom de la *Manchester patriotic Union Society* par **Henry Hunt** devant quelque 60.000 personnes à **St Peter's Field**, une vaste plaine près de Manchester, est violemment réprimé par les hussards de l'armée. On compte 11 tués (dont une femme et un enfant) et 400 blessés (dont plus d'une centaine par des coups de sabre). Cette sauvagerie soulèvera une intense indignation dans le pays. Très vite la presse parle du « **Massacre de Peterloo** » en référence à Waterloo et au terrain de St Peter's Field où se sont produits les événements. Le gouvernement ne tarde pas à voter un ensemble de lois d'exception (les **Six Acts**) entre autres sur la détention des armes, le droit de réunion et de manifestation et la censure de la presse.

1820

Les années 1820-1825 sont une période de prospérité économique et, malgré les obstacles de la loi, une période de revendications ouvrières. Des tentatives de coordination syndicale voient le jour à l'initiative notamment de **John Gast** à Londres.

février **Conspiration de Cato Street** : il s'agit d'une tentative d'assassiner le premier Ministre et la plupart des ministres de son cabinet réunis à l'occasion d'un repas d'affaires à Londres. Les conjurés appartiennent à la *Society of Spencean Philanthropists* impliquée dans le précédent procès de Spa Fields. Avec à leur tête **Arthur Thistlewood**, ils envisageaient de déclencher à cette occasion un soulèvement populaire et de constituer un comité de Salut Public sur le modèle français. L'organisation est infiltrée depuis le début par les espions et agents provocateurs du gouvernement et les conjurés ne tardent pas à être arrêtés. Leur procès aura lieu le 28 avril 1820, se terminant par de lourdes peines : Thistlewood sera exécuté le 1^{er} mai 1820 à la prison de Newgate et ses compagnons condamnés à la déportation.

1824

Le **21 juin 1824**, après une campagne menée notamment par Francis Place et Joseph Hume, le Parlement tory vote une loi qui abroge la loi de 1799 sur les associations (les Combination Acts) et donc le délit de conspiration qui empêchait les ouvriers de se coaliser en vue de défendre leurs intérêts. Les travailleurs obtiennent le **droit de libre association**, sauf respect des contraintes libérales d'usage, dont le respect de la liberté du travail. C'est le début du déploie-

¹ Le personnage sévissait dans le Nord du pays en se faisant passer pour le délégué d'une société révolutionnaire centralisée prête à lancer un soulèvement général. Il sera finalement dénoncé en juin 1817 dans la presse radicale.

² Source : Pentrich Historical Society, à l'adresse www.pentrich.org

³ Charpentier de métier, **John Gast** (1772-1837) jouera un rôle de premier plan en 1802 lors de la grève des charpentiers de marine de Londres. C'est en 1822 qu'il fonde les « Hercules philanthropiques » qui est un essai d'intersyndicale. En 1836, il sera membre de la LWMA.

⁴ *The Combination act* (« An Act to prevent Unlawful Combination of Workmen ») a été voté en juin-juillet 1799 à la demande des patrons (les filateurs de Londres introduisent une pétition en ce sens dès avril 1799) pour interdire les syndicats ouvriers dans un contexte de lutte contre les forces jacobines anglaises. Il sera abrogé en 1824.

ment du mouvement syndical¹.

Cette période marque aussi l'essor du **mouvement coopératif owéniste** qui va connaître durant toute une décennie (1824-1834) de multiples développements en relation étroite avec le mouvement syndical.

1826

Développement de la *London Co-operative Society* et d'une *Co-operative Fund Association*. La société avait été créée en 1824 dans le but de fonder une communauté autogérée près de Londres. Elle ne prendra vraiment son essor qu'en 1826, soutenue dès janvier par un journal « The co-operative magazine ». C'est William Lovett qui en est le magasinier. Ces coopératives de distribution (on achète en gros et on revend au détail aux coopérateurs) évolueront bientôt vers des coopératives de production animées par un réseau d'artisans. La perspective est de permettre à la classe productive d'imposer une alternative au capitalisme en le battant sur le terrain de la production et des échanges. La stratégie est très différente des visées strictement politiques du radicalisme.

1829

Après une campagne de masse lancée dès 1823 par **Daniel O'Connell** à la tête de l'*Association catholique d'Irlande*, le parlement (divisé sur cette question) vote le 24 mars 1829 une loi (le *Roman Catholic Relief Act*) accordant **l'émancipation des catholiques**² (elle sera promulguée le 13 avril). Elle leur donnait accès désormais aux fonctions publiques et aux professions libérales. La campagne avait été soutenue par les réformateurs anglais (notamment par l'association « The friends of Civil and Religious Liberty » ainsi que par les milieux ouvriers qui percevaient le lien entre les privilèges religieux de l'Église anglicane et la situation d'injustice économique et politique en général).

octobre

Fondation de la *London radical Reform Association* qui publie, le 19 octobre, une *Adresse au peuple de Grande Bretagne*.

1830

Les révolutions de 1830 sur le continent relancent l'agitation radicale dans un véritable climat de crise de régime³. On assiste à une intense mobilisation dans le cadre des *Unions politiques* des classes moyennes à Birmingham, Manchester et Leeds. Dans le nord, ce sont les premières organisations syndicales de masse qui se mettent en place.

En novembre 1830, les élections générales mettent fin à la domination tory. Les réformateurs du parti whig ne tarderont toutefois pas à réprimer durement les mouvements de travailleurs, une violence qui a pour effet de justifier la défiance de ces derniers à l'égard de la bourgeoisie whig et de les inciter à se doter d'organisations qui leur soient propres. Le 16 décembre 1830, un discours du Lord whig **Thomas Babington Macaulay** exprime bien la position des classes dominantes. Il dénonce « *les deux extrêmes* » : « Une oligarchie étroite au sommet ; une multitude furieuse à la base ; d'un côté les vices engendrés par le pouvoir ; de l'autre les vices engendrés par la détresse, un parti aveuglément hostile à l'amélioration, l'autre parti réclamant aveuglément à grands cris la destruction »⁴. On voit se dessiner une stratégie d'alliance « des ordres moyens et supérieurs de la société contre la classe ouvrière », ce qui donnera lieu à la réforme de 1832.

janvier

Fondation de la *Birmingham Political Union*

Cette sorte de confédération organisée en réseau est une initiative de la bourgeoisie radicale et en particulier du banquier **Thomas Attwood** : elle est mise en place pour promouvoir une réforme qui corrige les abus les plus manifestes du système électoral. Il s'agit d'un mouvement très modéré qui est le reflet de la classe moyenne de cette ville où dominent les artisans et les petits ateliers avec

¹ Par comparaison, la loi dite Le Chapelier du 17 juin 1791 qui, en France, proscrivait les corporations n'a été abrogée qu'en deux étapes, une première fois le 21 mai 1864 par la loi Ollivier qui abolissait le délit de coalition puis le 21 mars 1884 par la loi Waldeck-Rousseau qui légalisait enfin les organisations ouvrières.

² Le droit de siéger ne sera accordé aux non catholiques qu'en 1858.

³ E.P. Thompson estime qu'entre mai 1831 et mai 1832, une révolution était dans l'ordre du possible.

⁴ Cité par Roland Marx, *Histoire de l'Angleterre*, Fayard, 1993, page 390.

une forte présence de dissidents religieux. Les premiers meetings de la BPU étaient loin, par exemple, d'envisager le suffrage universel.

juillet Création de la *National Association of United Trades for the Protection of Labour*

Créée à l'initiative de **John Doherty**¹, la **NAPL** est le premier syndicat général, une structure interprofessionnelle qui prend le relais de la *Grande Union générale des ouvriers fileurs du Royaume-Uni* fondée par le même John Doherty à la fin de 1829. La NAPL disparaîtra en 1832, mais elle est un des acteurs significatifs de l'activité syndicale de masse de cette période. En 1831, elle pouvait revendiquer 100.000 membres.

En juillet, une **révolte de travailleurs agricoles** se propage dans le Sud et l'Est de l'Angleterre sous le nom de « Captain Swing Riots ». Elle s'accompagne de destructions de machines (de nouvelles moissonneuses-batteuses récemment introduites) et d'intimidations sur les fermiers pour obtenir des augmentations de salaire. Le mouvement se caractérise toutefois par une grande retenue envers les personnes. Au contraire, le nouveau gouvernement Wigh va se montrer d'une extrême brutalité dans la répression. Il mobilise la troupe et obtient de sévères condamnations : 9 verdicts de pendaison, 457 bannissements, plus de 400 peines de prison. Parmi les pendus, un jeune homme de 19 ans, **Henry Cook** de Micheldever, condamné à mort pour avoir donné un coup de bâton à un certain William Bingham Baring, juge de paix de son état. Cette répression est à la base du ressentiment populaire envers le nouveau pouvoir whig (issu des élections d'août 1830) dont la principale préoccupation aura été, à cette occasion, de rassurer les classes dominantes.

septembre Le 29 septembre, **Richard Oastler** publie dans le *Leeds Mercury* un manifeste contre le travail des enfants en usine. Oastler est un conservateur philanthrope. Opposé au suffrage universel, il estime que les classes dominantes ont le devoir moral de protéger les plus faibles. Il sera l'un des animateurs du *Mouvement pour la loi des 10 heures*. Cette loi sera votée en 1847 pour les seuls enfants et femmes des entreprises textiles. Elle ne deviendra une loi pour tous les ouvriers qu'en 1867.

octobre **Henry Hetherington** lance les *penny-papers for the people*. C'est le début du mouvement de contestation contre la taxe sur la presse qui faisait des journaux un objet inaccessible aux lecteurs populaires. Le premier de ces journaux sera *The Poor's Man Guardian*. A l'endroit où devait se trouver le timbre fiscal, l'éditeur avait placé cette déclaration « Savoir, c'est pouvoir » d'inspiration typiquement owéniste. La répression contre cette presse populaire sera très sévère, les éditeurs se voyant plusieurs fois condamnés à de nombreux mois de prison. La contrainte fiscale ne sera levée en partie qu'en 1836 et supprimée en 1855.

La presse non estampillée, le *Poor's man Guardian* sous la direction de **Bronterre O'Brien** en particulier mène résolument campagne

¹ Né en 1798 en Irlande, **John Doherty** quitte le pays à 18 ans pour se faire engager dans l'industrie textile à Manchester en 1816 où il ne tarde pas à militer dans la *Manchester Spinner's Union*. Emprisonné pendant deux ans en 1818 pour activité de grève, il rejoint en 1821 les militants radicaux, dont Henry Hunt, dans leur combat pour la révocation du *Combination Act* et pour le suffrage universel. Malgré son handicap d'être catholique et irlandais, il devient en 1828 le dirigeant de la *Manchester Spinner's Union* et s'engage dans la lutte contre le travail des enfants, fondant la *Society of The protection of Children Employed in Cotton Factories*. Il mène en avril 1829 une grève de six mois contre des réductions de salaire. Après l'échec du mouvement, il mesure la nécessité d'une structure syndicale nationale et contribue à fonder *The Grand General Union of Operative Spinners of the United Kingdom*. En mars 1830, il publie un journal syndical et coopératiste, *The United Trade's Co-Operative Journal*, aussitôt interdit et en juillet 1830, il fonde à Manchester le premier syndicat interprofessionnel moderne de la classe ouvrière anglaise : la **NAPL** (The National Association for the Protection of Labour) qui peut très vite revendiquer 100.000 adhérents. Elle disparaît toutefois en 1832. En mai 1832, il ouvre à Manchester un librairie et un coffee-shop où il diffuse la presse radicale et son propre « The Voice of the People », ce qui lui vaut d'être à nouveau emprisonné. Après 1833, il rejoint Robert Owen au sein de la *Society for Promoting National Regeneration* qui milite pour la réduction du temps de travail. Il demeure un militant actif jusqu'à sa mort, le 14 avril 1854.

contre les projets de réforme électorale qui aboutiront à la réforme de 1832. L'alliance avec les radicaux des classes moyennes est présentée comme une duperie pour le mouvement ouvrier.

novembre

Le wigh **Earl Grey** devient premier ministre.

1831

avril

National Union of the Working Classes and Others (NUWC)

L'*Union nationale des classes ouvrières* est fondée par William Lovett, John Cleave, James Watson et Henry Hetherington. L'association a pour objectif clairement exprimé la conquête des droits politiques de la classe ouvrière comme telle. Elle est en cela directement concurrente des « Unions Politiques » bourgeoises. Le *Poor's Man Guardian* dénonce du reste le Reform Bill comme une supercherie.

Ces militants sont nommés les *rotondistes* en rapport avec la forme de leur salle de réunion qui sera le quartier général de la gauche radicale à Londres durant toute la campagne pour le Reform Bill. On y retrouve **Bronterre O'Brien** et **William Benbow** qui y propose sa stratégie de la grève générale. L'influence de **Richard Owen** reste néanmoins prépondérante. L'organisation disparaîtra en 1834 dans le climat de déception et de repli qui résulte du vote de la réforme électorale.

juin

Entre les 2 et 6 juin 1831, dans le village gallois de **Merthyr Tydfil**, une émeute oppose des milliers de mineurs et de sidérurgistes aux forces de l'ordre. Merthyr est le type même de ces villages qui ont connu une industrialisation fulgurante au début du siècle en raison d'importants gisements de fer et de houille. C'est là qu'a été mise en circulation la première locomotive, le 21 février 1804. L'insurrection, dont le déclenchement est dû à une saisie de biens pour cause de dettes, trouve ses véritables causes à la fois dans les conditions sociales de la jeune classe ouvrière et dans le climat de revendication pour la réforme électorale menée par les Unions politiques radicales. Les insurgés résisteront à l'armée pendant quatre jours. Les pertes dans leurs rangs seront importantes. Malgré une pétition et de multiples preuves de son innocence, le chef de file des mineurs, **Dic Penderyn** (le nom sous lequel était connu Richard Lewis), un jeune homme de 23 ans, est condamné à mort, accusé « de tentative de meurtre » pour avoir blessé un soldat écossais chargé de la répression : il est pendu publiquement à Cardiff (non loin des actuelles Halles) le 13 août 1831. Manifestement, le ministre de l'intérieur, Lord Melbourne, avait voulu faire un exemple. Dic Penderyn sera honoré comme l'un des premiers martyrs de la classe ouvrière anglaise. Son souvenir jouera un rôle indéniable dans la résolution des insurgés de 1839 à Newport.

8 octobre

Rejet du projet de Réforme par la Chambre des Lords par une majorité de 199 contre 158. Des troubles éclatent dans diverses parties du pays, notamment à Nottingham, à Derby puis à Bristol.

Fondation de la *London National Political Union*

Fondée par Francis Place après que la Chambre des Lords eut rejeté le second projet de réforme électorale, cette association concurrente de la NUWC visait à réaliser une alliance entre les radicaux bourgeois et les dirigeants ouvriers en vue d'appuyer le projet de réforme électorale en cours mais sur des bases qui excluaient le suffrage universel, un objectif estimé trop révolutionnaire. Elle saura mener une vigoureuse campagne d'opinion (sur le thème « The Bill, the whole Bill, and nothing but the Bill ») destinée à faire céder les résistances de la Chambre des Lords, leur présentant la réforme comme un moindre mal.

7 nov.

Meeting de la NUWC qui appelle à la réunion d'une Convention en décembre et lance un vaste mouvement pour la revendication du suffrage universel.

1832

janvier		William Benbow publie dans <i>The Tribune of People</i> , un journal radical, sa brochure intitulée « <i>Grand national Holiday</i> » où il avance l'idée de grève générale, une grève d'un mois que les chartistes évoqueront comme « le mois sacré » (Sacred Month) ou « les grandes vacances nationales » (The Grand National Holiday), une période pendant laquelle doit se réunir un <i>Congrès des classes productrices</i> chargé de réformer la société sur des bases rationnelles et justes.
7 juin	Vote de la loi de réforme électorale	Le « Reform Act ¹ » est voté après une campagne de manifestations massives sur le thème « No Bill, No Taxes ». Le roi renvoie alors le tory Wellington et fait appel au whig Lord Charles Grey. La réforme a pour résultat d'intégrer à l'appareil d'Etat la bourgeoisie industrielle et ses alliés des classes moyennes. La classe ouvrière reste exclue des institutions et demeure sous la dépendance politique des classes moyennes). Ce qui domine à partir de 1832 dans les couches populaires est un fort sentiment de trahison.
3 sept.	<i>National Equitable Labour Exchange</i>	A son retour des Etats-Unis en 1829 après l'échec de sa colonie « La nouvelle Harmonie », Robert Owen a découvert l'ampleur du mouvement coopératif qui s'est développé indépendamment de lui parmi ses disciples, et notamment des artisans qui ont créé des bourses d'échange pour la vente de leurs produits sur base de la quantité de travail qu'ils contiennent. Un <i>Exchange Bazaar</i> avait déjà été ouvert à Londres en 1830 à l'initiative de la London Co-Operative Society. En mai 1831, un premier congrès des sociétés coopératives et des marchés du travail s'était tenu à Manchester donnant lieu à d'intenses débats entre Owen et William Thompson ² .

¹ L'habitude des démocrates anglais sera de nommer cette loi *effective* (« an Act », donc) par son appellation de *projet de loi* (« a Bill »), une manière pour eux d'exprimer leur rejet de cette loi qui décevait toutes les attentes.

² **William Thompson (1775-1833)** est né à Cork, en Irlande, dans une famille de riches marchands. A la mort de son père en 1814, il s'installe à Glandore au sud de Cork et se distingue au sein de l'Ascendancy anglo-irlandaise par ses préoccupations sociales et par son soutien aux revendications des catholiques irlandais. Il est typiquement un intellectuel des Lumières, admirateur de Condorcet, ami et disciple de Bentham avec qui il entretient une longue correspondance. En 1824, il publie « An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth » dans lequel il applique la catégorie de valeur travail avancée par David Ricardo, à la différence qu'il en déduit clairement une théorie de l'exploitation. Il insiste sur les principes d'une répartition égalitaire des produits, polémique sur ce point avec un autre réformateur social, Thomas Hodgskin. Adversaire résolu de Malthus, W. Thompson n'était pas moins partisan d'une politique de contraception qu'il associait à un processus d'émancipation des femmes. En 1825, il publie un pamphlet féministe « Appeal of One Half the Human Race, Women, Against the Pretensions of the Other Half, Men, to Restrain Them in Political, and thence in Civil and Domestic Slavery ». L'ouvrage est signé de son seul nom mais en réalité il a été écrit en collaboration avec **Ann Doyle Wheeler***, comme l'atteste leur correspondance. En 1827, il publie « Labor Rewarded » qui devient un des ouvrages de référence du mouvement coopératif. Se rapprochant du mouvement associatif, Thompson se montre très critique envers les conceptions et les tendances autoritaires de Richard Owen. Leur confrontation deviendra publique lors du 3^e congrès du mouvement coopératif 1832 à Londres, Thompson soutenant le développement de petites unités de production coopératives alors que Owen n'envisageait qu'une structure nationale de grande envergure. Le débat sera interrompu par sa mort quelques mois plus tard, le 28 mars 1833. Sa volonté de transmettre sa fortune au mouvement associatif donnera lieu aux protestations de ses héritiers et à l'un des procès les plus longs de l'histoire juridique de l'Angleterre

***Ann Doyle Wheeler (1785-1848)** est une figure importante du mouvement féministe des débuts du 19^e siècle. Mariée à 15 ans, elle se sépare d'un époux alcoolique et brutal en 1812 et trouve refuge chez son oncle, Sir John Doyle, gouverneur de Guernesey. Veuve en 1820, elle partage sa vie entre Londres, Dublin, Paris et Caen devenant ainsi une propagandiste active des idées réformatrices de l'époque, de Saint-Simon (qu'elle découvre au contact d'une collectivité saint-simonienne de Calais) et de Charles Fourier (qu'elle rencontre à Paris et dont elle traduit les textes à destination de ses amis owénistes). Elle entretient d'étroites relations avec les utilitaristes et c'est par le biais de Bentham qu'elle rencontre en 1820 William Thompson avec qui elle noue des liens de profonde amitié. (Source : Margaret Mc Fadden, *The Golden Cables of Sympathy*, Ed University Press of Kentucky, 199, pages 134-142)

Dès juin 1832, Owen annonce son intention de donner de l'ampleur au mouvement et fonde en septembre le *National Equitable Labour Exchange* avec pour ambition de substituer pacifiquement au marché capitaliste un vaste réseau de coopératives de production et d'échange. Il ouvre à Londres, Gray's Inn Road, un Bazaar, où l'on procède à l'échange des marchandises sur base d'un principe d'équité. L'entreprise échouera dès 1834 en raison notamment des difficultés à évaluer les produits selon les nouveaux critères compte tenu du marché.

14 déc.

Premières élections après la réforme électorale. Feargus O'Connor est élu aux Communes, député de Cork, avec le soutien de Daniel O'Connell. Il sera réélu en 1835, mais invalidé.

1833

mai

Un meeting réunit quelque 180.000 personnes à Birmingham pour exprimer la déception ressentie devant les résultats de la réforme électorale de 1832.

Vote du *Factory Act*

La loi est la première mesure sociale du parlement réformé : elle introduit une réglementation du travail des enfants dans l'industrie textile (sauf dans le domaine de la soie) : interdiction du travail de nuit pour les travailleurs de moins de 18 ans, limitation à 12 heures pour les enfants de 14 à 18 ans, à 8 heures pour ceux entre 9 et 13 ans, et interdiction d'employer des enfants de moins de 9 ans. Mise en place d'un corps de 4 inspecteurs d'entreprise pour faire respecter la loi. Il faudra attendre 1867 pour voir ces règles appliquées dans l'industrie tout entière.

septembre

Se tient à Manchester, sous la direction de James Morrisson, un dirigeant syndical owéniste, la Conférence nationale de l'**OBU** (Operative Builders Union) créée en 1832 par les ouvriers du bâtiment avec pour perspective de créer des « Union shops » capables d'organiser la production de façon autonome. Les patrons ne vont pas tarder à riposter à cette initiative en imposant à leurs ouvriers de signer une déclaration attestant qu'ils ne sont pas membres de cette organisation. L'OBU connaîtra des tensions internes en raison d'une minorité (*the exclusives*) opposée à l'orientation owéniste de l'Union. Une vague de grèves et de lock-out aura bien vite raison de sa trésorerie.

1834

17 février *Grand National Consolidated Trades Union (GNCTU)*

Mise en chantier lors d'une conférence syndicale présidée par Robert Owen en octobre 1833, cette confédération syndicale est véritablement conçue comme un « parlement des travailleurs » dans la lignée de ce qu'avait tenté Doherty. Il s'agit de mettre en compétition le capitalisme et de le vaincre en instaurant un système coopératif sous contrôle des travailleurs. Le succès est immédiat. En février, on débat de l'organisation d'une grève générale en vue de la journée de travail de 8 heures. L'organisation déclinera toutefois très vite en raison, d'une part, de la résistance des patrons qui font tout pour briser le syndicat et, d'autre part, des divergences internes entre Richard Owen (qui refuse tout affrontement de classe) et la gauche syndicale.

18 mars

Les patrons ne vont pas tarder à réagir à la création de la GNCTU en

la déclarant hors la loi : comme précédemment dans le cas de l'OBU, les ouvriers sont contraints, sous peine de licenciement, à signer un document attestant qu'ils ne sont pas membres de cette organisation. Dans le village de **Tolpuddle** près de Dorchester, six journaliers agricoles, militants de la GNCTU, sont arrêtés, condamnés à 7 ans de travaux forcés et déportés en Australie pour appartenance à une association illégale. L'affaire soulève une protestation nationale (une pétition réunit plus de 250.000 signatures) et concourt à rendre plus sensible le besoin d'une organisation politique centrale qui fédère tous les mouvements.

juillet	Vote du <i>Poor Law Amendment Act</i>.	Après la déception de la réforme électorale, le vote de cette loi d'assistance publique par la majorité whig va constituer le deuxième facteur qui démontre clairement le caractère de classe du gouvernement whig et va favoriser l'émergence du chartisme. Cette loi qui instaure le système des workhouses est d'emblée ressentie comme une législation de classe destinée à forcer les indigents à accepter n'importe quel travail au prix du marché et à provoquer ainsi la dépression des salaires.
août	Dissolution de la GNCTU	La GNCTU n'a pu résister ni à l'offensive patronale (une classe d'entrepreneurs sûre d'elle-même et sans scrupule dans la défense de ses intérêts) ni à ses difficultés internes, qu'elles soient d'ordre organisationnel (elle n'a jamais pu se doter d'un exécutif centralisé) ou idéologiques (la personnalité de Richard Owen l'empêchait d'envisager une lutte des classes résolue). Owen décide de sa dissolution au profit d'une société plus conforme à sa pensée : « The British and Foreign Consolidated Association of Industry, Humanity and Knowledge », (Association unifiée, britannique et étrangère du Travail, de l'Humanité et de la science) soutenue par un nouveau journal au titre significatif : « The New Moral World » ¹ .

La dissolution de la GNCTU marque la fin de la période coopérative et syndicale owéniste. Le moment est venu pour le chartisme de prendre le relais.

1836

avril		Début de la crise financière
mars	Vote du Newspaper Act	Il a pour effet de réduire le droit de timbre sur les journaux. Cette loi est l'aboutissement d'une longue lutte des leaders radicaux qui vont se trouver à la base de la création de la LWMA.
16 juin	Fondation de la <i>London Working Men's Association (LWMA)</i>	Quel est le contexte politique en 1836 , outre la déception ressentie après le <i>Reform Act</i> de 1832 ? D'une part, on assiste à la disparition des leaders de la génération radicale : William Cobbett et Henry Hunt meurent au début de 1835. L'owénisme a définitivement échoué. Les <i>Unions politiques</i> sont en léthargie. Enfin, le mouvement syndical se remet mal de la disparition de la GNCTU en 1834. Bref, le mouvement ouvrier se trouve sans perspective politique. C'est dans ces conditions qu'un groupe de 33 militants, dont William Lovett, John Cleave, Henry Hetherington, James Watson fondent la <i>London Working Men's Association</i> . Ils viennent des milieux d'artisans spécialisés londoniens qui ont milité dès 1831 pour la NUWC, puis dans le combat pour la presse non estampillée ainsi que dans le mouvement coopératif owénien. L'association se donne

¹ Source : Introduction et notes de A.L. Morton aux *Textes choisis* de Robert Owen, Editions sociales, les Classiques du Peuple, Paris 1963, pp. 14-54

pour but de créer les conditions de l'émancipation de la classe ouvrière en tant qu'acteur politique autonome, en formant d'abord son élite. Fortement influencés par l'owénisme, les fondateurs préconisent une stratégie réformiste d'alliance avec les classes moyennes et déclenchent une vaste campagne d'agitation (avec envoi de « missionnaires ») sur le thème du suffrage universel.

Fin 1836, la LWMA publie une brochure intitulée « The Rotten House of Commons » (*La chambre pourrie des communes*) où elle dénonce les groupes sociaux oisifs et parasites qui imposent leur loi à l'ensemble des travailleurs.

novembre

Envoi d'un manifeste à la classe ouvrière belge par la LWMA sur le thème de la solidarité internationale. Cette dimension internationaliste se manifeste dès la fondation de l'association. En novembre 1837, c'est à la classe ouvrière canadienne qu'une semblable Adresse est envoyée.

La première pétition

1837

- | | | |
|------------|--|--|
| janvier | <i>East London Democratic Association</i> | Cette association est fondée conjointement par George Julian Harney , qui en est le secrétaire, et par Feergus O'Connor pour combattre les thèses réformistes de la LWMA. Elle regroupe une classe ouvrière en première ligne des restructurations capitalistes, des catégories de travailleurs plus pauvres et moins formés que les artisans de la LWMA. Elle défend une ligne politique opposée à toute alliance avec les classes moyennes, accusée de détourner les travailleurs de leurs propres intérêts. Elle est surtout porteuse de revendications sociales et économiques (la journée de huit heures par exemple ou la suppression du travail des enfants) qui dépassent largement les objectifs strictement politiques de la Charte. |
| 28 février | Meeting de la LWMA à la Crow and Anchor Tavern sur le Strand | Ce meeting a pour objet l'adoption d'une Adresse au parlement en 6 points. C'est le véritable point de départ du chartisme. Pour l'essentiel, cette charte rédigée par William Lovett sous les conseils de Francis Place était encore largement formulée dans le vocabulaire des revendications radicales des années 1790 et du début du siècle. |
| mars | | Les premiers « missionnaires » de la LWMA sont envoyés en province. Ils vont multiplier les meetings de masse. |
| avril | | Nouvelle répression d'une direction syndicale lors d'une grève de fileurs de coton à Glasgow. Cela rappelle l'affaire de Tolpuddle 4 ans plus tôt. Un comité de défense se met en place avec William Lovett pour secrétaire. |
| mai | Relance de <i>l'Union Politique de Birmingham</i> (la BPU) | Mise en veilleuse après la réforme de 1832 où elle a joué un rôle majeur, l'UPB manifeste un regain d'activité sous la direction du banquier radical et député Thomas Attwood (ce dernier soutiendra un certain temps un projet inflationniste basé sur le papier monnaie et destiné à provoquer une hausse des prix et donc, affirmait-il, une hausse des salaires. Bronterre O'Brien ne cessera de combattre ce projet dans son <i>Poor's Man Guardian</i>). La BPU arrêtera sa collaboration avec les chartistes dès que les manifestations de la lutte des classes prendront une tournure plus violente. |
| 19 juin | | Meeting à Birmingham en faveur du suffrage universel |

juillet		Elections générales
		Les tisseurs de coton de Glasgow se mettent en grève en réaction contre des diminutions de salaires. La grève durera jusqu'en août et donnera lieu à mort d'homme. Les dirigeants du syndicat des fileurs sont aussitôt arrêtés et après un procès retentissant en novembre de cette année, ils sont condamnés à 7 ans de bannissement.
18 nov.	Parution du <i>Northern Star</i> à Leeds	Succès immédiat de la publication qui va peu à peu devenir le moniteur du chartisme.
décembre	Alliance de la LWMA avec la BPU d'Attwood	Cette alliance n'empêchera pas la montée en puissance de l'aile chartiste opposée au recours à la « force morale ».

1838

1 ^{er} janvier		Appels à la violence par le pasteur Joseph Rayner Stephens au cours du meeting du jour de l'an à Newcastle-upon-Tyne. Il déclare notamment : « Nous avons juré par notre Dieu, par la Terre, par le Ciel et par l'Enfer que, de l'Ouest à l'Est, du Nord au Sud, nous envelopperons d'une flamme dévorante, à laquelle aucun bras ne pourra résister, les manufactures des tyrans du coton et les monuments de leurs rapines et de leurs meurtres, édifiés sur la misère de millions d'êtres que Dieu, notre Dieu, le Dieu de l'Ecosse a faits pour être heureux. ¹ »
mars		En mars 1838, soit deux mois avant la publication de la Charte, George Harney fait paraître dans <i>The Northern Star</i> un article où il dénonce les leaders de la « force morale » et affirme la primauté de l'antagonisme de classe. Il est rejoint sur cette ligne par Bron-terre O'Brien.
8 mai		Publication de la Charte du Peuple par la WMA. Le rappel à cette occasion du Bill de Réforme déposé en 1780 à la Chambre des Lords par le Duc de Richmond assure la continuité avec le mouvement radical.

De mai à septembre se déroule une campagne de meetings pour commenter les termes de la pétition et pour élire les délégués à la future Convention nationale

21 mai	Glasgow : adoption de la première pétition	Le meeting (qui réunit 150.000 personnes dans la ville ²) est organisé conjointement par la WMA et par la BPU. Il est présidé par Thomas Attwood qui n'hésite pas à menacer le parlement d'une grève générale s'il ne s'incline pas devant la volonté du peuple. Les chartistes de la force morale commencent à perdre du terrain.
	The <i>East London Democratic Association</i> devient <i>The London Democratic Association</i>	

¹ Cité par Dolléans, op. cit. p. 129

² Ces chiffres et d'autres sont donnés à titre indicatif. Ils varient selon les sources.

27 juin	Meeting de Newcastel	Feergus O'Connor y réaffirme la stratégie classe contre classe
6 août	Meeting à Birmingham	Fort succès de foule à nouveau (on évalue à 200.000 le nombre des participants). Le très modéré Thomas Attwood (qui préside) relance l'idée d'une grève générale d'une semaine en cas d'insuccès de la pétition. Désormais cette perspective sera intégrée à la propagande chartiste.
10 sept.		Création à Manchester de l'Anti-Corn Law Association . La réunion se tient à l'hôtel York de Manchester. Un groupe de leaders radicaux rencontrent John Bowring sous la présidence de Archibal Prentice. Au cours de la première semaine d'octobre, un comité se met en place avec déjà des leaders importants : John Bright et George Wilson. Richard Cobden est en voyage à l'étranger mais rejoint très vite l'association. On encourage la création d'associations similaires dans tout le pays et on prend contact avec le principal opposant aux corn-laws au parlement, le député Villiers de Wolverhampton ¹ .
17 sept.	Meeting à Londres	Les modérés de la force morale (Lovett, Hetherington) tentent mais en vain de reprendre l'initiative.
25 sept	Meeting à Kersal Moor près de Manchester	Stephens et O'Connor haranguent une foule très nombreuse estimée à 250.000 personnes.
	Meeting de Peer Green près de Leeds	Feergus O'Connor y réaffirme le droit à l'insurrection.
14 nov.	Meeting de Hyde	On voit se répéter des meetings à la tombée du jour , juste après la journée de travail, avec manifestations aux flambeaux, avec armes et piques. Stephens multiplie les appels à l'insurrection et à des violences contre les possédants. Le gouvernement (jusque là plutôt tolérant) prendra des mesures pour interdire ces manifestations. Montée en puissance de la popularité de F. O'Connor.
28 déc.		Arrestation de J.R. Stephens : il est condamné à 18 mois de prison. C'est la première arrestation d'un militant chartiste.
1839	C'est une année décisive. Elle commence par la Convention de Londres et se termine par l'émeute de Newport.	
28 janvier		Conférence des associations de l'Anti-Corn Law Association à Manchester. On y discute des statuts qui anticipent sur la future League. On nomme un petit exécutif : JB Smith comme président, secondé par Cobden, Wilson et Prentice. Le rapport financier indique que les souscriptions affluent.
février		Conférence de Londres des sections de l'Anti-Corn Law Association L'ambiance des radicaux de Londres est différente. On décide de lancer une pétition vers la chambre. On met en place un comité pour financer la campagne. Apports financiers importants des manchestériens

¹ Source : Norman McCord, *The Anti-Corn Law League (1838-1846)*, Ed. Taylor & Francis, 2006, pp. 34-55

On notera le parallélisme de ce calendrier avec le mouvement chartiste.

- 04 fév. 1ère Convention nationale à Londres, de février à mai¹. Le terme de Convention est un rappel direct de la Convention jacobine. Pour les modérés, il ne s'agit que d'un organe destiné à faire aboutir la pétition. Pour les chartistes plus militants, il s'agit au contraire d'un véritable « parlement ouvrier » en charge de prendre des mesures de type révolutionnaire. La convention réunit 53 délégués. C'est William Lovett qui en est élu président, à l'unanimité. Elle s'ouvre sur cette prière du Dr Wade : « O Dieu créateur et protecteur de l'humanité tout entière, nous t'offrons nos plus humbles et nos plus ardents remerciements pour les grâces que tu as répandues sur cette terre autrefois heureuse. Fais, Dieu des nations, que la folie et la perversité de nos dirigeants ne privent pas plus longtemps le pauvre des biens de la vie et ne refuse à ton peuple aucun de ses droits sociaux et politiques.² »
- 12 fév. La Convention débat de la question du libre-échange (l'Anti-Corn Law League est en voie de constitution) et réaffirme, par la voix notamment de Bronterre, la priorité des objectifs politiques de la Charte.
- 26 fév. La collecte des signatures prend du retard. La convention décide d'ajourner la remise de la pétition et d'envoyer 15 représentants en mission. Ceux-ci prennent la mesure de la radicalisation populaire en province et seront un facteur d'évolution de la ligne majoritaire de la Convention dominée à ses débuts par les chartistes de la force morale. G.J. Harney et les membres de la LDA font pression pour envisager l'éventuel refus de la pétition et, en ce cas, le recours à des actions susceptibles de forcer la décision, notamment la grève générale selon la proposition défendue par William Benbow (on notera qu'il s'agit dans l'esprit de Benbow d'une action spécifiquement politique dans la tradition radicale, une manière pour le peuple de manifester sa force).
- mars Le Général Major Charles Napier prend le commandement de la région militaire du Nord.
- 11 mars Meeting de la Crown and Anchor Il se tient sous la présidence de **John Forst**. Affirmation des thèses de l'aile favorable au recours « à la force physique ».
- Richardson fit voter une motion préconisant le droit à l'insurrection armée en cas de refus de la pétition. Bronterre O'Brien se rallie aux thèses de « la force physique » et recommande aux chartistes de s'armer.³ Les modérés se retirent (dont le Dr Wade).
- 13 mars Adoption d'une motion contre le **factory System** : la Convention déborde largement les objectifs strictement politiques de la charte.

¹ Cette durée n'est pas sans conséquence sur la composition sociologique de l'assemblée, les travailleurs au sens strict étant empêchés de s'absenter aussi longtemps. Selon le témoignage de William Lovett, elle comptait 53 délégués (3 magistrats, 6 rédacteurs en chefs, 1 pasteur anglican, un pasteur non-conformiste, 2 médecins, le reste étant des commerçants et des ouvriers). Le site « Chartist ancestors » fournit la liste de tous les membres ainsi que leur profession.

² Cité par Dolléans, op. cit. p. 142

³ Il déclare : « Organisez-vous, mettez-vous dans un état de défense tel que si une tentative était faite pour suspendre les lois et la constitution de ce pays, puisque vous êtes le bras droit de l'Etat, puisque vous êtes ceux que le gouvernement appelle aux armes, vous puissiez être en mesure de précipiter les traîtres dans l'éternité. » (cité par Dolléans, page 305 de la version électronique).

20 mars	Création de l' <i>Anti-Corn Law League</i>	<p>La conférence de Londres aboutit à la création de l'anti-Corn Law League. Les responsables de la <i>League</i> vont s'efforcer d'obtenir le ralliement de l'opinion chartiste en avançant deux arguments principaux : l'un affirmant que la misère du peuple est pour l'essentiel la conséquence de la cherté du pain et que l'abolition des lois sur le blé doit permettre de fournir aux travailleurs un pain à bon marché ; le second argument soutenant que le libre-échange permettra d'ouvrir les marchés internationaux à l'industrie anglaise et de réduire ainsi le chômage. Cette propagande sera systématiquement combattue par les dirigeants chartistes unanimes sur ce point, par Bronterre O'Brien en particulier, et les militants chartistes ne cesseront de troubler les meetings de la ligue pour affirmer la priorité de leur mot d'ordre sur le suffrage universel et la réforme sociale.</p> <p>On assiste en fait à une vive concurrence entre les deux mouvements chartiste et libre-échangiste, avec au service de ce dernier, les moyens d'une très coûteuse campagne d'opinion. Ces libéraux trouveront dans le mouvement chartiste une forte opposition venue de ceux qui, comme O'Connor, sont encore tournés vers un passé d'Angleterre préindustrielle (à la différence des chartistes londoniens implantés dans le petit artisanat et prêts à admettre le cours de l'industrialisation).</p>
30 avril		<p>Bronterre O'Brien et F.O'Connor proposent que la Convention chartiste déplace son siège à Birmingham. Bronterre déclare à la Convention : « Le peuple est anxieux de voir la Convention à Birmingham à l'abri des fusils que fabriquent les travailleurs. »¹</p>
6 mai		<p>La pétition est apportée en grandes pompes au domicile d'Attwood qui doit la présenter au parlement. Elle ne réunit qu'un million deux cent cinquante mille signatures au lieu des trois millions escomptés.</p>
7 mai		<p>Arrestation de Henry Vincent à Londres pour avoir participé à un rassemblement interdit à Newport. Il sera condamné en août à 12 mois de prison. Le pouvoir engage l'épreuve de force. La situation va avoir pour effet de radicaliser l'aile du mouvement chartiste favorable à l'action directe. Ce jour-là se tient une réunion de la Convention nationale et l'on voit William Lovett lui-même se rallier à l'idée d'une riposte par la force physique en cas de provocation du gouvernement (ce qu'il avouera être de sa part un « acte de folie »). Le lendemain <i>The Northern Star</i> titre un article sur « la conversion de la <i>force morale</i> à la <i>force physique</i> ».</p>
13 mai	Réunion de la Convention à Birmingham	<p>On y discute d'un <i>Manifeste</i> (rédigé par James Bronterre O'Brien) à mettre en débat dans les prochaines réunions chartistes. Le document soumet aux assemblées prévues le 20 mai un ensemble de 8 questions destinées à déterminer à quoi le mouvement se déclare prêt. Parmi ces possibles actions : opérer le retrait de toutes les économies des banques², convertir le papier monnaie en or, décréter le boycott des commerces non sympathisants, mais aussi se mettre en grève générale pour un mois³, et même se défendre par les armes en cas de besoin. Les débats vont se poursuivre au sein de la Convention sur la question de la grève générale sans parvenir</p>

¹ Cité par Dolléans, version électronique, page 314

² Une mesure à vrai dire sans effet pour des ouvriers dépourvus d'épargne.

³ Cette grève inspirée du pamphlet de William Benbow de janvier 1832 est la seule proposition innovante. John Charlton fait remarquer qu'il s'agit d'un mot d'ordre strictement politique au sens radical d'une manifestation de la volonté du Peuple. Il s'agit moins de faire pression sur le pouvoir économique que d'exprimer publiquement la puissance des forces populaires. L'idée est que l'armée dépose les armes et rejoigne le peuple unanime dans sa détermination réformatrice (*The Chartists*, op. cit. page 19).

à une position majoritaire claire. Plusieurs délégués « de la force morale » déposent leur mandat. La réunion se tient dans un climat répressif entretenu par Lord John Russell qui mobilise d'importantes forces policières. De surcroît la pétition ne pouvant être prise en considération que vers le milieu du mois de juin, la convention se trouve en décalage avec son programme d'agitation.

14 juin	Présentation de la Charte au parlement	Elle est le résultat de plus de 500 meetings dans plus de 200 villes d'Angleterre. Elle compte 1.280.000 signatures. Elle ne sera débattue que le 12 juillet.
1 juillet	Réunion de la Convention à Birmingham	On y discute de nouveau des mesures à prendre en cas de refus de la pétition. La grève générale est au centre des débats : la décision est reportée au 13 juillet.
4 juillet	Répression d'un rassemblement chartiste sur le Bull Ring de Birmingham (un vaste espace triangulaire entre le centre ville et les quartiers pauvres).	Des renforts policiers envoyés de Londres répriment brutalement un rassemblement chartiste sur le Bull Ring de Birmingham, la place où se tiennent tous les meetings de la ville depuis 1831. La répression s'accompagne d'arrestations massives : plus de 80 militants et responsables chartistes dont William Lovett sont jetés en prison dès le 5 juillet (au seul motif, dans le cas de Lovett, d'avoir protesté contre la violence policière).
10 juillet	Réunion de la Convention à Londres	Vote d'une motion qui autorise le recours à la violence en cas de nouvelle agression de la police.
12 juillet	Rejet de la pétition par la Chambre des Communes par 235 votes contre 46.	Comme convenu, la pétition a été défendue par Thomas Attwood qui ne manque pas d'argumenter à l'occasion pour ses projets de réforme monétaire. Lord John Russell qui assure la réplique a beau jeu de stigmatiser la violence des pétitionnaires en s'appuyant sur les incidents de Birmingham.
13 juillet		Robert Lowery fait voter (avec une très courte majorité et contre l'avis d'O'Connor) une décision de grève générale pour le 12 août mais la Convention hésite à diffuser cette décision et reporte le débat. De toute façon elle a peu de prise sur les organisations syndicales.
15 juillet	Seconde émeute à Birmingham sur le Bull Ring	Le mouvement est laissé sans direction politique tant les dirigeants chartistes tergiversent.
16 juillet		Reprise du débat sur la grève générale. La motion de Lowery est d'abord confirmée mais divers dirigeants dont O'Connor interviennent pour faire annuler la décision.
6 août		La Convention décide de remplacer la grève générale d'un mois par une « fête » populaire (une grève d'avertissement) de 3 jours avec « processions et meetings solennels ». O'Connor multiplie les meetings dans tout le pays pour expliquer la décision (qui est mal reçue dans le pays de Galles en raison de la répression qui sévit et des traditions de lutte locales que l'arrivée des « missionnaires » chartistes en 1838-1839 avait avivée).
14-16 août		Réunion à Glasgow pour coordonner les activités chartistes en Ecosse
12 sept.		La Convention décide de se séparer.

04 nov. **Emeute de Newport dans le pays de Galles** Le revirement de la Convention a été mal reçu au pays de Galles où s'exprime une tradition de lutte¹. Le premier chartisme gallois avait été plutôt petit-bourgeois mais il avait connu ensuite une radicalisation prolétarienne. Dans la nuit du 3 au 4 novembre, deux mille mineurs gallois conduits en trois colonnes par John Frost, Zephaniah Williams et William Jones tentent d'obtenir par la force la libération de leurs compagnons emprisonnés (dont Henry Vincent qui se trouvait détenu à Monmouth). Ils se présentent (en désordre) devant l'Hôtel Westgate de Newport où ils sont accueillis par l'armée qui fait feu : il y a 14 morts et plus de 50 blessés. Le coup de force de Newport faisait-il partie d'un plan plus général d'insurrections dans le pays ? ². Les historiens du chartisme sont prudents sur cette question. Le pouvoir n'hésite pas en tout cas à réprimer durement le mouvement. Il reste que l'insurrection de Newport **est la première insurrection armée d'envergure de la nouvelle classe ouvrière anglaise.**

La première phase du chartisme se termine ainsi sur l'arrestation de plus de 500 de ses dirigeants.

La deuxième pétition

1840

Après un temps d'arrêt en raison de l'emprisonnement des principaux dirigeants, le mouvement chartiste va se recomposer à partir de l'Ecosse autour d'une opposition désormais plus tranchée et plus conflictuelle entre les partisans de la force morale qui amorcent un rapprochement avec les classes moyennes et les partisans de l'affrontement de classe qui se reconnaissent dans le **leadership de Feargus O'Connor**. Les deux courants se dotent cette fois d'une organisation qui leur est propre.

11 janvier **Conspiration de Sheffield** Un groupe de chartistes dirigés par **Samuel Holberry** établissent les plans d'une insurrection visant à s'emparer de l'hôtel de ville. Le complot est dénoncé par un indicateur de police. Holberry sera condamné à quatre ans de prison. Il meurt au cours de sa détention en 1840, victime des mauvais traitements qu'il a subis.

16 janvier Condamnation de John Forst et de ses compagnons, Zephaniah Williams et William Lloyd Jones. L'extravagante **violence** de la sentence est un signe de la détermination du pouvoir : ils sont en

¹ De 1832 à 1835, le mouvement social du pays de Galles voit s'activer une société secrète, **The Scotch Cattle** (les « bovins écossais »), constituée dès 1822 afin de faire respecter la solidarité de classe en temps de grève et de sévir contre les briseurs de grève. Le mouvement décline en 1835 après qu'un de ses dirigeants, **Edward Morgan**, est pendu en 1834. Par ailleurs, de 1838 à 1844, le pays de Galles est le théâtre d'**émeutes** dites **de Rebecca et de ses filles** (« Rebecca riots », en anglais). Il s'agit d'expéditions punitives menées par des paysans déguisés en femmes contre les barrières de péage qui grevaient leurs déplacements de multiples taxes. Le phénomène commence le 13 mai 1839 à Efaïwen pour prendre ensuite de l'ampleur. Ce ne sont pas seulement les barrières de péage qui sont attaquées mais on brûle aussi les récoltes des magistrats trop zélés. Se développe ainsi un climat d'insurrection ouverte dans lequel s'exerce une justice populaire immédiate. Les incidents cesseront dès que les droits de péage diminueront de manière significative (Source : Hervé Abalain, *Histoire du Pays de Galles*, Editions JP Gisserot, 1993, pp. 80-82)

² Morton et Tate notent à ce propos : « Nous entrons ici dans la période la plus obscure du Chartisme : ceux qui connaissaient les faits n'ont jamais parlé, et tous les rapports publiés à l'époque sont pleins de contradictions et d'invéraisemblances. Il semble pourtant qu'il y ait effectivement eu des projets de soulèvement armé vers la fin de 1839, les centres d'activité étant Bradford, le sud du pays de Galles, Birmingham et peut-être d'autres villes » (*Histoire du mouvement ouvrier anglais*, Maspero 1963, p. 109). L'existence d'un plan général d'insurrection est soutenue par l'historien Malcolm Chase (*Chartism : a new History*) qui estime toutefois que Feargus O'Connor n'était pas impliqué par le projet. En revanche, Edouard Dolléans n'hésite pas à accuser O'Connor de mensonge (pour avoir prétendu ne rien savoir), de lâcheté (pour s'être « enfui » en Irlande au moment des faits) et même de fourberie (pour avoir manigancé contre le projet). (Dolléans, *Le chartisme*, Editions Les Nuits rouges, pp. 200-2002)

effet condamnés à être d'abord **pendus**, puis **décapités** et enfin **écartelés**. Ils seront en fin de compte bannis en Australie après qu'un vaste mouvement d'opinion eut réclamé la clémence à leur égard.

17 mars

Condamnation de F.O'Connor à 18 mois d'emprisonnement pour libelles séditieux dans *The Northern Star*. Il ne sortira de prison qu'en août 1841. Il ne jouera pas moins un rôle décisif dans la direction de la nouvelle organisation à travers son journal « The Northern Star » qui devient l'organe de référence du mouvement.

Une vaste pétition est organisée au printemps pour la libération de Forst et de ses compagnons.

20 juillet

Fondation de la *National Charter Association* (NCA) à Manchester

23 délégués de la nouvelle génération chartiste proche de F. O'Connor créent une organisation centrale qui va se révéler le **premier parti de masse de la classe ouvrière** (Tate, op.cit. page 111). La NCA comptera quelque 50.000 membres dès la première année de sa création. Selon Morton et Tate, la NCA « peut prétendre, à juste titre, être le premier véritable parti de la classe ouvrière »¹.

25 juillet

William Lovett sort de prison, très affaibli par les conditions de détention. Il refuse d'adhérer à la NCA. Le leader de la *force morale* publie l'ouvrage qu'il vient de rédiger en prison en collaboration avec **John Collins**. Intitulé *Le Chartisme, une nouvelle organisation du Peuple. Projet pour l'éducation et l'amélioration politique et sociale du peuple*, il annonce clairement un programme réformiste de type owéniste centré sur une politique éducative censée créer les conditions d'une véritable émancipation du peuple par lui-même. Il annonce aussi la prochaine création d'une association nationale concurrente de la NCA.

19 déc.

De sa prison, Henry Vincent lance un appel en faveur du **teetotalisme**, l'association d'abstinence totale qu'il a décidé de rejoindre désormais.

1841

janvier

Harney lance dans *The Northern Star* une violente campagne pour dénoncer l'alliance des chartistes du *New Move* et des partisans de Sturge qui ne sont que des libre-échangistes déguisés en démocrates.

avril

William Lovett fonde la *National Association of the United Kingdom for Promoting the Political and Social Improvement of the People*.

En mars 1841, William Lovett publie une « Address to the political and social Reformers » appelant à fonder la *National Association* en concurrence directe avec la NCA. L'association envisage de refonder le chartisme sur un projet d'éducation populaire : création d'un système national d'éducation sur une base séculière et indépendante de tout contrôle d'Etat. La dimension morale du *New Move* est accentuée par son alliance avec les sociétés de lutte pour la tempérance (le mouvement de Teetotalisme, (pour Te(mperance)To(tal)) dont les principaux animateurs sont Henry Vincent et Robert Lowery.

La rupture est accomplie avec Feargus O'Connor qui dénonce violemment les dérives bourgeoises du mouvement. Lovett plaide ouvertement pour une alliance avec les classes moyennes, avec Joseph Sturge en particulier.

¹ A-L. Morton et George Tate, *Histoire du Mouvement ouvrier anglais*, Maspero, 1963, page 110. Le développement de la NCA comme appareil centralisé ne sera pas moins entravé par les effets toujours en vigueur du « *Corresponding Society Act* » de 1799 qui interdisait toute organisation entretenant des filiales en province.

25 mai	La pétition pour la libération de John Forst, Williams Jones et Zephaniah Williams, les inculpés de Newport, recueille 1,3 millions de signatures, ce qui est un signe de vitalité de la nouvelle organisation (O'Connor et Lovett sont à ce moment en prison). C'est Thomas S. Duncombe qui présente la pétition au parlement.	
juillet-août	Entre le 10 juillet et le 7 août, F. O'Connor (qui est en prison) publie dans le <i>Northern Star</i> une série de lettres sous le titre « Letters to the Landlords » : il propose aux propriétaires fonciers irlandais de passer une sorte d'alliance avec la classe ouvrière contre le capital industriel en abandonnant leurs immenses cultures de rente au profit d'une allocation de parcelles à de petits paysans qui se livreraient à des cultures intensives. Il s'agit d'un projet d'appropriation individuelle de la terre très différent par exemple des propositions d'un Bronterre O'Brien sur la nationalisation pure et simple de la terre. O'Connor considère le retour à la terre comme une solution aux problèmes sociaux de l'Angleterre industrielle. A ses yeux, 3 ou 4 ans suffiront pour établir plusieurs millions de petits propriétaires paysans.	
août	Elections générales	Victoire des tories (que les chartistes, par tactique, avaient décidé de soutenir). Robert Peel devient premier ministre.
30 août		Libération de Feargus O'Connor de la prison de York. Il engage aussitôt l'action pour la seconde pétition et prend résolument la tête du mouvement. Libération de Bronterre O'Brien qui manifeste ses divergences avec O'Connor.
novembre		De retour d'un voyage aux Etats-Unis, le banquier et marchand de céréales Joseph Sturge lance sa campagne pour le suffrage universel qu'il appelle « suffrage complet ». Il fonde à Birmingham une « Complete Suffrage Union » et publie en décembre une brochure intitulée <i>Réconciliation entre les classes moyennes et les classes ouvrières. (Reconciliation between the Middle and Lower Classes</i> ». Il obtient d'emblée l'adhésion des chartistes du <i>New Move</i> avec qui il organise en février et avril 1842 une série de meetings destinés à clarifier le programme de la CSU.
1842		
mars		L'exécutif de la NCA publie une circulaire sur l'attitude à adopter par ses membres à l'égard des orateurs de l'Anti-Corn Law League qui souhaitent participer aux meetings chartistes : ces orateurs ne peuvent prendre la parole qu'après avoir déclaré leur accord total avec les six points de la Charte.
5 avril	Création de la <i>National Complete Suffrage Union</i>	La conférence unitaire du 5 avril au 8 avril à Birmingham réunit 87 délégués : elle est organisée pour tenter de rapprocher les réformateurs partisans de Sturge et l'organisation chartiste dans une structure unique. Il s'agit clairement d'une tentative de redonner la main aux classes moyennes et scellant une alliance avec la composante réformiste du mouvement chartiste au moment où celui-ci vient de s'autonomiser. La plupart des groupes chartistes hostiles à O'Connor rejoignent Sturge qui obtient, outre celui de Lovett, le ralliement de Henry Vincent et de James Bronterre O'Brien, ce qui conduit à une vive polémique avec Feargus O'Connor dans <i>The Northern Star</i> . Le même jour, F. O'Connor tient dans la ville un meeting au cours duquel il met en garde les chartistes contre les manœuvres des sturgistes.
		O'Connor ne tentera pas moins d'opérer un rapprochement des chartistes avec les couches des classes moyennes qui sont liées à la consommation populaire (il s'appuie pour cela sur la différence

entre « middle classmen », qui forment l'élite de la bourgeoisie industrielle et « middling classmen » représentés par les petits commerçants). Il entraînera les chartistes, et les plus militants eux-mêmes comme Cooper, à faire ainsi campagne pour Sturge au début de mai 1842 lors d'une élection partielle (a by-election) à Nottingham. Ce dernier sera néanmoins battu par le tory John Walter. La NSCSU disparaîtra en juillet 1844 après cet échec électoral de Sturge.

Du 12 avril au 5 mai	Réunion de la deuxième Convention de la NCA à Londres	Elle réunit 25 délégués qui siègent pendant 3 semaines. Ce sont les derniers préparatifs de la pétition qui réunit quelque 3.250.000 signatures ¹ (sur une population adulte de moins de 10 millions de personnes). Elle se réunit dans un climat conflictuel, entre O'Connor et Bronterre notamment.
		En mars, le NCA publie une circulaire sur l'attitude à adopter par ses militants à l'égard de l'Anti-Corn Law League. Les orateurs de cette association ne peuvent participer aux meetings chartistes que s'ils se déclarent d'abord en total accord avec toutes les revendications de la Charte.
20 mai		Fondation par Francis Place de la <i>Metropolitan Parliamentary Reform Association</i> avec pour objectif le suffrage universel.
4 mai	Rejet de la seconde pétition par 287 voix contre 49	A la Chambre, le député Thomas Macaulay sera le principal porte-parole des opposants à la pétition. Lors du débat parlementaire du 3 mai, il justifie son vote en référence directe avec le pouvoir que seule la propriété est en mesure de conférer. Il déclare : « je crois que le suffrage universel serait fatal à tout ce qui justifie l'existence même d'un gouvernement, à tout ce pourquoi les aristocraties existent, et qu'il est totalement incompatible avec l'existence même de la civilisation. (...) Je considère que la civilisation repose sur la sécurité de la propriété (...) C'est pourquoi nous ne pouvons en aucun cas, sans courir un terrible danger, confier le gouvernement suprême du pays à une classe qui, sans aucun doute, pratiquerait des incursions graves et systématiques contre la sécurité de la propriété. ² »
juin		Déroutement à Sheffield des obsèques de Samuel Doherty, mort en prison. 50.000 personnes suivent le cercueil.
juillet		O'Connor inaugure dans le <i>Northern Star</i> une campagne sur l'utilité du Land Plan présenté comme le remède au chômage et au paupérisme (à la loi sur les pauvres en particulier qui condamne les indigents aux terribles rigueurs des workhouses). Le retour à la terre doit permettre de réduire l'armée de réserve des chômeurs et d'offrir une autonomie aux travailleurs. C'est non moins un remède à la surproduction industrielle. Il y a de l'archaïsme dans ce projet d'autonomie de production centrée sur la cellule familiale et la petite propriété terrienne.
juillet-août		Déclenchement d'un mouvement de grève d'une ampleur sans précédent dans un contexte de sévère récession économique qui entraîne un chômage de masse et de dramatiques diminutions de salaires ³ . La grève mobilisera ½ million de travailleurs de l'Ecosse au pays de Galles. Les troubles avaient commencé dès juillet dans la région d'Ashton, de Stalybridge et de Dukinfiels et se sont très vite étendus. Dans le Lancashire, la grève prendra le nom de « Plug Plot » (complot des bouchons) en raison de la tactique des grévistes consistant à retirer les bouchons des réservoirs des machines

¹ Les chiffres varient selon les sources. C'est en tout cas plus du double de la première pétition.

² Cité par Morton et Tate, page 114. Les minutes du discours de Macaulay du 3 mai 1842 ont été archivées sur le site officiel du parlement britannique et sont accessibles dans la rubrique « Hansard » à l'adresse www.publications.parliament.uk

³ Voir le témoignage poignant de Richard Pilling au procès de Lancaster en 1843, page 277-287 de l'ouvrage d'Edouard Dolléans, *Le Chartisme, Aurore du Mouvement ouvrier*, op. cit. aux éditions *Les Nuits rouges*.

afin d'empêcher la reprise du travail. Les arrêts de travail se généralisent partout dans le Lancashire, le Yorkshire et le Staffordshire (l'épicentre du mouvement est le triangle Stalybridge / Ashton / Manchester), les assemblées syndicales marquant clairement leur appui au programme de la Charte en votant des résolutions liant la fin de la grève à l'adoption de la Charte. La grève prend une tournure politique. Les grévistes mettent en place des structures d'auto-organisation qui leur donnent le contrôle de la région¹. Le pouvoir mobilise massivement l'armée mais ne peut empêcher l'extension du mouvement. Entre le 10 et le 20 août, les rassemblements de masse se multiplient. Ils sont dispersés par la troupe qui n'hésite pas à tirer et à tuer, comme le 14, à Preston.

15-16 août

Se tient à Manchester un important meeting (« The Great delegate trades conference ») réunissant quelque 200 délégués² des syndicats sous la présidence d'**Alexander Hutchison** (qui est un militant chartiste notoire). On vote une motion en faveur de la Charte : la grève durera jusqu'à son adoption par la Chambre. La motion est confirmée par une seconde réunion le 15 août.

16-17 août Réunion de la NCA à Manchester

C'est par **une pure coïncidence de calendrier** que la conférence se réunit à Manchester en pleine grève sous la présidence de James Arthur de Carlisle (la date avait été choisie en fonction d'une commémoration du massacre de Peterloo et de l'inauguration d'un monument à la mémoire de Henry Hunt). Les quelque 60 délégués débattent de la question de la grève générale mais les avis sont partagés. A côté de dirigeants chartistes de première ligne comme **Peter Murray Mac Douall**, **Thomas Cooper** et **James Leach** qui soutiennent la poursuite de la grève et son extension en grève générale jusque l'adoption de la Charte, d'autres dirigeants comme **O'Connor** et **Julian Harney** affirment au contraire que le mouvement de grève est manipulé par l'Anti-Corn Law League qui ne pousse le peuple au désespoir que pour servir les seuls intérêts des patrons³. Il semble bien, en effet, que les industriels aient provoqué de brutales diminutions de salaires dans le but de pourrir le climat social et de faire ainsi pression sur le gouvernement, laissant entendre de surcroît que si la misère sociale est due au coût élevé des subsistances, ils étaient porteurs des revendications ouvrières pour l'abrogation des lois sur les céréales. Beaucoup d'autres leaders chartistes ont une attitude équivoque sur la question. La crainte d'un affrontement avec l'armée joue aussi un grand rôle dans l'indétermination de la direction chartiste. En fin de compte, la NCA n'apportera pas à la grève l'unité de direction qu'elle réclamait pour réussir.

La motion finale (une adresse signée au nom de l'exécutif de la NCA) exprime en fin de compte le soutien de la NCA aux grévistes, ce qui vaut à l'ensemble de l'exécutif d'être aussitôt arrêté. Mac-Douall s'enfuit en France pour un exil de 2 ans.

25 août Fin de la grève

Depuis le 16 août, le gouvernement a mobilisé la troupe qui n'hésite pas à tirer, à Preston, le 14 août (4 ouvriers tués), à Newcastle-under-Lyme, à Halifax et à Skipton notamment. La fin de la grève est marquée par une **vague d'arrestations massives** : plus de 1.500 personnes. Morton et Tate notent : « La crise de 1842 fut la meilleure, la dernière et peut-être l'unique chance de victoire pour le Chartisme et elle fut perdue faute de direction.⁴ ».

¹ Les comités de grève se chargent notamment d'assurer le maintien de l'outil (pompage des eaux dans les puits de mines, par exemple) et les services de première nécessité.

² En dépit des différences réelles entre chartisme et mouvement syndical et du caractère spontané de la grève, la plupart des délégués ont le double statut de militants syndicaux et de chartistes.

³ Dans son article pour le *New York Herald Tribune* du 15 novembre 1853, Marx évoque l'époque où « en 1842 (...) l'école de Manchester, brandissant la bannière du libre-échange, entraîna le prolétariat industriel dans des mouvements insurrectionnels pour l'abandonner ensuite traitreusement à l'heure du danger. » (Marx, *Œuvres*, Éditions de la Pléiade, Tome IV, page 745).

⁴ op. cit. page 118

En effet la NCA n'a pas été capable d'assurer le lien avec le mouvement social qui s'est développé sans qu'elle puisse en prendre la direction politique.

Le pouvoir se venge : 1.500 travailleurs sont arrêtés à travers le pays. 800 sont traînés devant les tribunaux, 700 devant les commissions spéciales. 49 seront déportés. 116 seront emprisonnés¹. Les travailleurs viennent de recevoir une leçon en terme de pouvoir de classe. Néanmoins l'expérience de 1842 a permis à la classe ouvrière de prendre conscience de son potentiel.

30 sept.

Arrestation de Feargus O'Connor

27-30 décembre 2^e Conférence de Birmingham de la National Complete Suffrage Union (NCSU)

Après la conférence d'avril, il s'agit nettement d'une manœuvre visant à mettre en minorité O'Connor et ses partisans au profit d'une union entre les classes moyennes et les chartistes de la force morale conduits par William Lovett. Or les sturgistes commettent l'erreur de vouloir substituer au texte de la Charte un nouveau projet de loi rédigé par eux (et intitulé « New Bill of Rights ») au prétexte que le nom de la Charte était lié à des souvenirs de violence. Lovett lui-même ne peut admettre le procédé et, après de multiples tentatives de conciliation, il se trouve amené à s'opposer à la prise en considération de ce document nouveau. Le conflit éclate entre les sturgistes de la conférence et les chartistes de la NCA, avec pour résultat **le retrait définitif de William Lovett de la scène politique**. Feargus O'Connor est désormais seul à la commande du mouvement.

1843

Dans un contexte de retour à la prospérité économique (c'est l'époque de la création d'un vaste réseau de chemins de fer) et de bonnes récoltes, les travailleurs se tournent vers l'action syndicale et le mouvement coopératif (les **Pionniers de Rochdale** ouvrent en 1844 leur premier magasin coopératif). Toutefois le mouvement chartiste maintient son réseau grâce notamment au journal *The Northern Star*. O'Connor est au sommet de sa popularité ; son leadership sur le mouvement chartiste est incontestable : il va dominer tout le mouvement au cours de ces deux prochaines années 1843 et 1844.

14 janvier

O'Connor publie dans le *Northern Star* un article intitulé « La terre, le seul moyen de salut pour les travailleurs réduits à la famine ». Il poursuit ainsi sa campagne pour la **Land Company** avec pour nouveau slogan : « The Charter and the Land ». Il s'agit d'un projet d'inspiration owéniste d'achat de parcelles de terre en vue de créer une classe de travailleurs agricoles (sauf qu'à l'opposé d'une exploitation de type communautaire, c'est sur le mode de la propriété individuelle que les parcelles devaient être accordées). L'investissement viendra des travailleurs eux-mêmes par souscription de parts dans une société coopérative soutenue par une banque, l'attribution des parcelles se faisant par tirage au sort à fur et à mesure du développement de la Société. La *Land Company* est présentée comme le remède à la fois au chômage et au paupérisme. Le *Northern Star* présente les objectifs de la *Land Company* en ces termes : « acheter de la terre pour y installer ses membres afin de prouver aux classes laborieuses du royaume : premièrement la valeur de leur terre en tant que moyen de les rendre indépendantes du capitaliste oppresseur, et deuxièmement la nécessité d'assurer la mise en vigueur de la Charte du Peuple qui développerait sur le plan national ce que sa société se propose de réaliser localement, l'émancipation des classes laborieuses asservies et avilies étant l'objectif primordial de cette société² ». En avril,

¹ Chiffres cités par John Charlton, op.cit. page 116

² Cité par Morton et Tate, page 119

O'Connor publiera une brochure intitulée « A practical Work on the Management of small Farms », où il expose ses conceptions en matière de culture intensive.

Le projet implique le maintien des lois protectionnistes sur les céréales, ce qui explique les polémiques de O'Connor contre les libre-échangistes (et notamment son débat public du 5 août 1844 contre Cobden).

- 21 janvier O'Connor lance un défi aux libéraux de l'Anti Corn Law League qui redoublent leur propagande ; il les invite à un débat contradictoire sur la question du libre échange et de la condition ouvrière. Le débat public aura lieu le 4 août 1844 à Northampton entre O'Connor et Cobden.
- mars Le procès des inculpés d'août 1842 se déroule pendant huit jours à Lancaster. Ils sont 58 chartistes dont O'Connor à être jugés pour divers chefs d'inculpation. Jugement : 7 relaxés, 19 acquittés, les autres étant condamnés à diverses peines, même si les charges tomberont en fin de compte pour fautes de procédure.
- 5 sept. Réunion de la NCA à Birmingham Le **Land Plan** (ou Land Scheme) est à l'ordre du jour. La conférence avalise le projet et nomme en même temps F. O'Connor au poste de trésorier de la NCA.

1844

- avril Réunion de la Convention à Manchester
- 5 août Débat contradictoire à Northampton sur la question du libre-échange entre O'Connor d'un côté, Bright et Richard Cobden, de l'autre. L'opposition de O'Connor se montre moins déterminée qu'à son habitude et anticipe sur son prochain revirement libre-échangiste.
- 21 déc. Un groupe de 28 tisserands de Rochdale fonde un magasin coopératif de vente de produits alimentaires au N° 31, Toad Lane. La **Rochdale Equitable Pioneers Society** deviendra un modèle. Les « principes de Rochdale » sont aujourd'hui au fondement du mouvement coopératif : adhésion volontaire, contrôle démocratique, composante éducative, distribution des bénéfices en fonction des achats.

1845

- 25 avril Réunion de la 3^e Convention à Londres Elle est essentiellement consacrée à la mise en œuvre de la Chartist Land Co-opérative Company. Il faut noter que seulement 15 délégués assistent à cette conférence, membres de l'exécutif inclus. Le *Northern Star* rend compte des travaux dans ses éditions des 26 avril et 3 mai 1845. Il rapporte « qu'en quelques années, un grand nombre de travailleurs en surnombre trouveront bonheur et prospérité sur le sol de leur patrie¹ ».
- Arrivée de Harney** : il succède à la direction du *Northern Star* à Joshua Hobson qui est en conflit avec O'Connor.
- 5 mai **Thomas Cooper** termine la peine qui lui a été infligée en mars 1843 et dès sa sortie de prison, il s'oppose à O'Connor sur la question du Land Scheme. Il sera avec Bronterre O'Brien le principal opposant à Feargus O'Connor sur ce qu'il appelle « une loterie agraire ». Il sera exclu de la NCA.

¹ Source : Max Beer, *A History of British Socialism*, London, Ed. G. Allen & Unwin, 1953, pp. 154-159

été		Echec de la colonie owénienne de Queenwood.
sept	Création des Fraternal Democrats	La société réunissait la gauche chartiste (notamment G. J. Harney et E. Jones), des membres de la <i>Ligue des Justes</i> , et des révolutionnaires émigrés d'autres nationalités.
octobre		Les récoltes de blé sont catastrophiques. La maladie de la pomme de terre affame l'Irlande . L'anti-Corn Law League redouble d'efforts dans sa propagande sur le thème « Ouvrez les portes ». Dès le 31 octobre, le premier Ministre Sir Robert Peel évoque l'abrogation des Corn Law qui sera une réalité le 13 mai 1846. En conflit avec O'Connor, Joshua Hobson , rédacteur en chef du <i>Northern Star</i> , l'attaque en justice pour rupture de contrat : il lance de graves accusations sur la gestion du journal et de la <i>Land Company</i> .
29 nov.		Les Fraternal Democrats organisent un meeting en l'honneur de l'insurrection de la Pologne en 1830, avec la participation de Marx et d'Engels.
22 déc.		Réunion de la Convention à Manchester. La NCA abandonne son attitude hostile sur la question des Corn Laws.
1846		
janvier		O'Connor essaie de faire enregistrer la Chartist Land Company comme « Friendly society », c'est à dire comme « société mutuelle », ce qui lui est refusé au prétexte que la société présente toutes les caractéristiques d'une association politique. C'est le début d'une longue période d'instabilité statutaire au cours de laquelle la société portera trois noms : successivement celui de <i>Chartist Co-operative Land Company</i> , puis de <i>National Co-opérative Land Company</i> , enfin, à partir de mars 1847, de <i>National Land Company</i> . Malgré ces déboires administratifs, l'entreprise connaît un succès immédiat : entre 46 et 48, ce ne sont pas moins de 75.000 souscripteurs qui la rejoignent (pour seulement 230 personnes établies). Une nouvelle tentative d'enregistrement échouera le 31 juillet 1846
10 mars		Remise d'une pétition de 1.4000.000 signatures pour réclamer la libération de Frost, William et Jones, les condamnés de Newport en 1839.
14 mars		Achat du domaine de Heronsgate (Herringsgate, à cette époque) près de Watford dans la banlieue de Londres. Le terrain sera divisé en 35 parcelles pour un ensemble de 103 acres (1 acre = 16.000 m ²) L'allocation des parcelles par tirage au sort aura lieu le 20 avril.
15 mai	Abrogation des Corn Laws par le gouvernement de Robert Peel	Le débat avait commencé aux Communes le 27 janvier 46 à l'annonce par Robert Pell d'un plan en trois ans d'abrogation progressive des lois sur les céréales. Il est aussitôt violemment combattu par le jeune Benjamin Disraeli qui établit sa notoriété en conduisant l'aile protectionniste des Tories. Le vote pour une abrogation cette fois immédiate est acquis le 15 mai par une majorité de 327 voix contre 229, composée de tories partisans de Pell, mais surtout de whigs et de radicaux libre-échangistes. Elle passe le 25 juin à la Chambre des Lords avec une semblable majorité. Peel tombera bientôt sur la question de l'Irish Coercion Bill.
juin		Thomas Cooper lance sa polémique contre O'Connor sur la question de la Land Company : il publie une lettre ouverte aux chartistes puis une série d'articles dans la presse pour dénoncer O'Connor et l'accuser de malversations financières.

juillet	« by election » à Nottingham	O'Connor se présente contre Sir John Cam Hobhouse. Il remporte le scrutin « by the show hands ». Il reçoit à cette occasion les félicitations des « <i>German Democratic Communists of Brussel</i> »
3-6 août	Conférence de la NCA	Elle donne lieu à un affrontement entre Cooper et O'Connor. C'est Ernest Jones qui mène le combat contre Cooper dont il demande et obtient l'exclusion.
24 oct.		Deuxième lotissement de la Land Company à Lowbands dans le Worcestershire (170 acres) ¹
12 déc.		Fondation de la <i>Land and Labour Bank</i> destinée à réunir le capital pour l'achat des lotissements. Insuccès en raison d'abord du fait que la crise ne laisse aucune épargne aux travailleurs, en raison ensuite de l'intérêt trop bas (par rapport à ce qu'offrent les emprunts levés à cette époque pour la construction des chemins de fer) Par ailleurs, on assiste au début de la polémique de Joshua Hobson contre O'Connor. Les attaques vont se poursuivre pendant toute l'année 1847 sur le thème des manipulations financières douteuses.

La troisième pétition

1847

Les conditions économiques se dégradent. Les promesses des libre-échangistes sur le coût des subsistances se révèlent un leurre. On assiste au contraire à une nouvelle crise, une crise très sévère, à la fois agricole (en raison de mauvaises récoltes), financière et industrielle, avec de nouvelles baisses de salaires. De nombreuses émeutes dans le pays montrent que l'on entre dans une nouvelle phase revendicative. Le renouveau chartiste se fera néanmoins sur une base sociale plus étroite. D'une part, en effet, les ouvriers qualifiés et organisés dans les trades unions se concentrent sur une action syndicale plus restreinte. D'autre part, les travailleurs manuels hors fabriques sont entrés dans l'ultime phase de leur déclin et ne constituent plus une force qui compte vraiment. En Irlande, la Grande Famine fait des ravages.

janvier		Campagne de presse de Bronterre O'Brien contre la Land Company : une série d'articles paraissent les 05.01, 17.04, 1-15 et 22.05 dans son journal <i>The national Reformer</i> . Il observe qu'une classe de petits propriétaires paysans est la meilleure sécurité qu'on puisse offrir aux forces conservatrices du pays. Il écrit « Quiconque rejoint cette société se place lui-même pratiquement du côté du gouvernement et contre sa propre classe ² ».
24 mai		La propriété d'Herongsgate est baptisée O'Connorville.
8 juin	Bill des 10 heures³	Le « Factory Act » est présenté à la signature de la reine. La loi se-

¹ Les autres lotissements seront inaugurés respectivement le 8 juin 47 à Snig's End dans le Gloucestershire (268 acres), le 24 juin 47, à Minster Lovell dans le Oxfordshire (300 acres) et en hiver 1847 à Great Doford dans le Worcestershire (280 acres)

² Source : Slowson, *The Decline of the Chartist Movement*, New York, 1916, (édition électronique de l'université de Colombia, sur www.Archive.org)

³ Marx écrit à ce propos dans le manifeste inaugural de l'AIT : « Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le bill de dix heures. Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plaît maintenant à les re-

ra effective le 1^{er} juillet : elle impose désormais **la journée de dix heures** pour les femmes et les adolescents dans l'industrie textile. La semaine effective est alors réduite à 63 heures. Elle le sera à 58 heures le 1^{er} mai 1848. Elle est l'aboutissement de la campagne du « *Ten Hours Movement* » animée par des toriers philanthropes comme **Richard Oastler** et **Lord Shaftesbury**. Elle peut être envisagée comme une mesure de rétorsion des propriétaires fonciers contre la récente suppression des lois sur le blé.

juillet	O'Connor est élu à Nottingham	Les élections générales donnent lieu à une victoire des whigs. John Russell devient Premier Ministre. O'Connor est cette fois élu à Nottingham. Il bat le ministre whig John Cam Hobhouse par 1267 voix contre 839. Harney, pour sa part, se présente contre Lord Palmerston lui-même à Tiverton. Il y remporte largement le vote « à mains levées » mais ne se présente pas au scrutin « légal » réservé aux électeurs censitaires.
17 août		Inauguration officielle de O'Connorville. Les 30 premiers fermiers s'y étaient établis dès le 1 ^{er} mai. O'Connor se tient sur l'estrade tenant en main un énorme chou. A cette date, la société compte 43.847 souscripteurs.
23 octobre		Polémique de O'Connor dans le <i>Northern Star</i> contre 6 journaux radicaux qui relaient les accusations lancées contre lui par Thomas Cooper dans la gestion de la <i>Land Company</i> ¹ .
25 octobre		Banquet organisé à Londres pour rendre hommage à O'Connor. Engels en rend compte dans un article de <i>La réforme</i> le 6 novembre 1847.
26 octobre		O'Connor organise un vaste meeting à Manchester pour se défendre des critiques des adversaires du <i>Land Plan</i> (dont celles d'Hobson).

1848

Reprise de l'agitation dans un contexte marqué par **la révolution de février à Paris**. Par ailleurs, la mort récente, le 15 mai 1847, du leader nationaliste irlandais Daniel O'Connell lève le principal obstacle à une possible alliance entre le chartisme et les Repealers² irlandais : le pouvoir prendra cette menace très au sérieux³. Le 2 mars, un vaste meeting proclame sa solidarité avec les révolutionnaires français. Une délégation composée de Jones, McGrath et Harney sera envoyée à Paris. Les meetings se multiplient, avec des débuts d'émeutes ici et là, dont à Londres, le 6 mars. Le pouvoir en profite pour agiter devant les classes moyennes le danger d'une révolution venue de l'étranger.

février	O'Connor introduit au parlement une pétition pour soutenir un projet de loi visant à conférer par voie parlementaire un statut adéquat pour la <i>Land Company</i> . La procédure déclenche la mise en place d'une commission parlementaire enquêtant sur la viabilité de la société.
06-08 mars	Une manifestation est convoquée à Trafalgar square (alors en construction) par Charles Cochrane , un leader radical, pour protester contre un projet d'impôt sur le revenu. Elle réunit quelque 10.000 personnes. Des incidents éclatent à la fin du rassemblement et tournent à

connaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action. »

¹ A ce propos, Engels écrit à Marx, le 25 octobre 1847 : « Lis donc l'article d'O'Connor contre les six journaux radicaux, c'est un chef-d'œuvre dans l'art génial de proférer des injures, souvent meilleur que Cobbett et friant Shakespeare » (Correspondance, tome 1, page 500, Éditions Sociales, Paris 1971)

² du verbe *to repeal*, révoquer (un acte officiel) pour désigner les partisans d'une révocation de l'*Act of Union* de 1801 par lequel le pouvoir britannique supprimait l'autonomie politique de l'Irlande en l'intégrant dans le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande.

³ Dans le contexte, faut-il le rappeler, de l'épouvantable famine qui sévit en Irlande depuis 1845.

l'émeute. Les combats engagés avec la police dureront jusqu'au 8 mars. Il y aura 127 arrestations. Le même jour éclate à Glasgow des émeutes provoquées par la répression d'une manifestation de chômeurs : on assiste à des scènes de pillage de boulangeries et d'armureries. L'armée fait trois victimes parmi les manifestants. A Manchester, le pouvoir fait appel à l'armée pour réprimer une manifestation.

Les meetings se multiplient pendant tout le mois de mars pour acclamer la révolution du peuple français et le début du « printemps des peuples » en Allemagne, en Autriche et en Italie. Le contexte européen et la situation sociale particulièrement dégradée laissent présager le déclenchement d'une phase révolutionnaire.

22 mars	Fondation de la <i>London Charter Union</i>	On trouve parmi les fondateurs James Watson, Henry Hetherington et Richard Moore qui sont trois parmi les signataires de la première Charte. L'organisation se posait nettement comme une organisation rivale de la NCA . Elle deviendra le 5 avril la <i>People's Charter Union</i> . Adversaire du recours à l'action violente, elle ne participera pas à la manifestation de Kennington Common, le 10 avril 1848. Elle publiera de mai à juillet 48 un journal intitulé <i>The cause of the People</i> dont même William Lovett dira qu'il « a été l'un des plus méprisables journaux qui aient jamais été publiés. ».
4 avril	Réunion de la Convention à Londres	On y décide d'organiser la manifestation de Kennington Common à Londres pour présenter au parlement les signatures de la troisième pétition. On annonce 5.700.000 signatures. On vote aussi un programme en 5 points dont un appel à la Reine pour dissoudre le parlement en cas de refus de la Charte et pour une mobilisation nationale le 21 avril afin d'élire des délégués à une Assemblée nationale, celle-ci devant se réunir le 24 avril.
8 avril		Le gouvernement fait voter dans l'extrême urgence (deux jours avant la réunion chartiste de Londres) une loi répressive, le « Crown and Government Security Act » (nommée bientôt « Gagging Act » ou loi de bâillonnement) qui prévoit notamment d'infliger une peine de 7 ans de prison pour discours et réunions incendiaires.
9 avril		Lors d'un meeting à South Chartist Hall Lambeth, Bronterre O'Brien annonce qu'il remet son mandat de délégué car il est en désaccord avec la politique décidée par la Convention. Son attitude est ressentie comme une désertion.
10 avril	Meeting de Kennington Common	Le pouvoir mobilise massivement l'armée et la police dans un climat où il diffuse la rumeur d'un possible coup d'Etat ¹ . Londres est en état de siège. Les chartistes n'osent pas braver l'interdiction de traverser le pont de la Tamise vers le Parlement. La manifestation est contrainte de se disperser. C'est une lourde défaite pour le mouvement chartiste. O'Connor est obligé de présenter seul la pétition au parlement. Les signatures annoncées (5.700.000) se révèlent moins nombreuses qu'en réalité (1.975.500 selon la commission chargée de les compter). Rejet de la pétition : elle ne trouve que 15 députés des Communes pour voter en sa faveur.
17 avril	Réunion la Convention	La perspective de la réunion d'une Assemblée Nationale pour le 24 avril est maintenue. O'Connor s'y oppose, affirmant qu'elle serait illégale.
28 avril	Convocation de l' « Assemblée nationale »	Réunie à Londres du 1 ^{er} au 13 mai 1848, elle ne peut que constater le rapport de forces. La réunion aboutit à l'élection d'un nouvel exécutif de 5 membres, dont Mc Douall et Jones. Elle marque la rupture de Feargus O'Connor avec le mouvement.

¹ On évalue à 150.000 hommes les troupes mobilisées par le gouvernement. Parmi ces policiers, un certain Louis Napoléon Bonaparte. Le nombre des manifestants varie évidemment selon les sources : 250.000 personnes selon le Northern Star, 20.000 selon le Times.

1 ^{er} mai	Bill des 10 heures	Deuxième phase du « Factory Act » de juillet 1847. La semaine de travail est réduite à 58 heures (pour les femmes et les enfants en dessous de 18 ans dans l'industrie textile).
mai-juin		Le pouvoir lance une nouvelle vague d'arrestations , dont celle d'Ernest Jones condamné à 2 ans de prison (de juin 48 à juillet 1850)
20 juin		Le vétéran radical Joseph Hume présente à la chambre son projet de « petite charte » (que O'Connor, en rupture avec le mouvement chartiste, décide de soutenir) : il s'agit d'un projet de suffrage par ménage (« household suffrage ») combiné avec une redistribution des sièges. Le projet est rejeté par 358 voix contre 84.
30 juillet		La commission parlementaire mise en place le 6 juin remet ses conclusions sur la <i>Land Company</i> dont elle conteste la viabilité et le statut juridique. La société est déclarée illégale pour au moins trois raisons : refus d'enregistrement comme « friendly society », tenue incorrecte des comptes, perte de documents essentiels ¹ , illégalité de l'attribution des parcelles par loterie.
16 août		Le 12 juin, Peter Muray McDouall préside une réunion qui établit les plans d'une insurrection à Londres. Les conspirateurs sont d'emblée infiltrés par la police. L'exécutif de la NCA est quant à lui tenu à l'écart de la conspiration. L'action est d'abord prévue pour le 16 juin puis reportée au 16 août. Ce jour là, la police arrête dans divers cafés, dont l'Orange Tree public house (ce qui explique le nom d' Orange Tree Conspiracy) une vingtaine de chartistes, dont Thomas Fay, William Cuffay et William Dowling. Les condamnations se traduiront par des bannissements à vie en Australie.

Marx écrira en novembre 1848 : « A Londres, le 10 avril, ce ne fut pas seulement la puissance révolutionnaire des Chartistes, ce fut la propagande révolutionnaire de Février qui fut brisée pour la première fois² »

Relance, déclin et disparition

La plupart des historiens s'accordent pour considérer que le chartisme cesse d'être un mouvement politique significatif après 1848. Et cependant, l'échec de Kennington Common n'est pas vraiment ressenti comme tel. L'agitation se poursuit en province au cours du printemps et de l'été 1848. Le gouvernement qui a eu l'intelligence d'éviter l'affrontement direct n'a pas moins pris l'initiative dès le 8 avril, soit deux jours avant la manifestation de Londres, de faire voter une loi répressive dite « **Crown and Government Security Act** », plus connue sous le nom de « **Gagging Act** » (« loi de bâillonnement » : elle réprimait tout acte de trahison envers la souveraine³) ainsi que, le 11 mai, l'« **Aliens Removal Act** » (qui permet d'expulser tout étranger, et les Français en premier, soupçonné de menées séditionnelles). **Mais il est vrai qu'après les arrestations du mois d'août, on peut dire que le chartisme a vécu comme mouvement de masse.** Entre 1848 et 1852, George Julian Harney et Ernest Jones, tous deux proches de Marx, tenteront bien de relancer la dynamique et de fonder un parti spécifiquement prolétarien. Mais le contexte a radicalement changé. A partir de 1850, l'économie entre dans un cycle de prospérité et le mouvement ouvrier se tourne vers le trade-unionisme ainsi que vers les associations coopératives. A cela s'ajoute un fort mouvement d'immigration des ouvriers anglais soit vers les États-Unis soit vers l'Australie.

¹ O'Connor s'est montré sur ce point très négligent. L'enquête a dénoncé le caractère particulièrement désorganisé de ses finances et de son administration qui n'archive rien et ne rend de compte à personne. Il a été toutefois blanchi de l'accusation d'avoir tiré profit de l'entreprise ; tout indique au contraire qu'il y est allé largement de sa poche.

² « *de février* » : autrement dit de la révolution de Février 1848 à Paris. K. Marx, « Le mouvement révolutionnaire en Italie » dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, Edition sociales, Paris 1969, volume II, pages 192-196

³ Un détail : elle interdisait l'entrée à la Chambre des Communes de plus de dix personnes à la fois, ce qui visait le projet des chartistes de venir en procession présenter leur pétition.

1849

- Création de l' *Association nationale pour la réforme du Parlement et des finances* L'association des « *Financial and Parliamentary Reformers* » est créée à l'initiative de bourgeois radicaux (soutenus notamment par Cobden et Bright) avec l'espoir d'obtenir le ralliement d'une partie du mouvement chartiste : elle reçoit à vrai dire le soutien de O'Connor qui défend une politique d'alliance avec la bourgeoisie libérale. Elle disparaîtra en 1855. Dans sa lettre à Engels du 19 août 1849, Marx insiste sur l'alliance entre le mouvement chartiste et les dirigeants libre-échangistes : « dans le dernier meeting qui s'est tenu à Londres, O'Connor et le colonel Thompson, comme un seul homme.¹ »
- août **O'Connor perd le contrôle de lui-même.** Il envoie une lettre délirante à la reine Victoria, la nommant « Cousin bien aimé » et signant au titre de « Cousin de votre Majesté, Feargus, Roi par la grâce du Peuple »)
- octobre National Reform League Création par Bronterre O'Brien de la *National Reform League (for the peaceful Regeneration of Society)* sur un programme de nationalisation de la terre et de la monnaie.
- décembre Conférence de la NCA 289 délégués se réunissent pour élire un exécutif provisoire.

1850

- juin En conflit avec O'Connor, Georges Julian Harney fonde le *Red Republican* qui paraîtra sur 24 numéros jusqu'en novembre 1850.
- août Dissolution de la *Chartist Land Company* par le parlement.
- octobre Marx écrit dans la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* : « L'actuelle organisation du parti chartiste est (...) sur le point de se dissoudre. Les petits-bourgeois qui adhèrent encore au parti, associés à l'aristocratie des travailleurs, constituent une fraction purement démocratique dont le programme se réduit à la Charte du peuple et quelques autres réformes petites-bourgeoises. La masse des ouvriers dont les conditions de vie sont vraiment prolétariennes appartient à la fraction révolutionnaire des Chartistes. A la tête de la première se trouve Feargus O'Connor, les chefs de la seconde sont Julian Harney et Ernest Jones »².
- décembre Harney lance *The Friend of People* qui paraîtra jusqu'en avril 1852.

1851

- 26 janvier Les partisans de Feargus O'Connor convoquent un congrès à Manchester contre l'avis de l'exécutif de la NCA. J. Harney demande à Engels d'y assister comme observateur tandis que Jones fait le déplacement pour empêcher toute manœuvre hostile à la direction de la NCA. « Le congrès organisé ici par O'Connor a tourné purement et simplement à la farce, » écrit-il à Marx le 29 janvier 1851 (*Correspondance*, tome II, page 123)
- 31 mars - Réunion de la Convention Elle a pour but d'adopter un nouveau programme élaboré sur le

¹ *Correspondance Marx Engels*, volume 2, Editions sociales, page 29

² K. Marx, *œuvres*, volume IV (Politique I) Bibliothèque de la Pléiade, page 408

10 avril à Londres

slogan : « **La Charte mais pas seulement la charte** ». C'est sur cette base politique qu'Ernest Jones et George Julian Harney vont s'efforcer de réorganiser le mouvement chartiste autour d'un programme de caractère socialiste qui préconise notamment la nationalisation de la terre et des mines. Il s'agit d'un véritable tournant politique. **Le chartisme devient ouvertement un mouvement socialiste.** Cette convention a donné lieu à une lutte serrée entre la tendance Jones/Harney et l'aile du chartisme favorable avec O'Connor à un rapprochement avec les classes moyennes (James Leach, Daniel Donovan, Ph. Mac Grath). La date du 10 avril fait écho à l'échec de la manifestation de Londres en 1848.

Dans l'article de *La Neue Rheinische Zeitung-Revue* de mai-octobre 1850, Marx écrivait : « Le principal objet de litige entre les deux fractions chartistes, c'est la question de la terre. O'Connor et son parti voudraient s'appuyer sur la Charte pour installer une partie des ouvriers sur de petites parcelles de terre et étendre finalement le morcellement des terres à toute l'Angleterre. On sait comment a échoué sa tentative pour organiser ce morcellement sur une petite échelle au moyen d'une société par actions. Le tendance de toute révolution bourgeoise à démanteler la grande propriété foncière pouvait donner un certain temps l'impression aux ouvriers anglais que ce morcellement de la terre avait quelque chose de révolutionnaire, bien que son corollaire régulier soit la tendance inévitable de la petite propriété à se concentrer et à succomber devant la grande agriculture. La fraction révolutionnaire des chartistes oppose à cette revendication du morcellement la revendication de la confiscation de la totalité de la propriété terrienne et elle exige que celle-ci, loin d'être partagée, reste propriété nationale. »¹

mai

Fondation par Ernest Jones de *Notes to the People* qui durera jusqu'en mai 1852 où il sera remplacé par *People's Paper*.

août

Dissolution de la *National Land Company*. O'Connorville subsistera encore quelque temps, les parcelles ayant été acquises individuellement. En 1858, il ne reste plus que trois parcelles. O'Connorville redevient Heronsgate

1852

En mars 1852, Engels écrit à Marx : « D'après tout ce que je vois, les chartistes sont dans une telle confusion et si totalement désorganisés et désorientés, en même temps ils souffrent d'un tel manque d'hommes utilisables, qu'ils vont ou bien se désagréger tout à fait et se décomposer en factions, devenir donc pratiquement un simple appendice des *Financial Reformers*, ou bien devoir se reconstruire sur une base toute nouvelle et sous la direction d'une type capable. Jones est bien et nous pouvons nous dire que, sans notre doctrine, il n'aurait pas trouvé la bonne voie ni jamais découvert qu'on peut - d'une part non seulement conserver l'instinctive haine de classe que les ouvriers éprouvent à l'égard des bourgeois industriels, seule base sur laquelle on peut reconstruire le parti chartiste, mais encore l'élargir, le développer en utilisant comme soubassement du travail d'explication, - d'autre part ne pas cesser d'être progressiste et s'opposer aux appétits réactionnaires des ouvriers et à leurs préjugés². »

avril

Conflit entre Jones et Harney qui s'empare du *Northern Star* sur le déclin (il paraîtra d'avril 1852 à décembre 1852 sous le nom de *Star of Freedom*). Harney défend une ligne d'alliance avec les classes moyennes.

¹ K. Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de La Pléiade, tome IV, page 409

² Correspondance Marx Engels, volume III, page 83

17-21 mai Convention à Manchester

juin De retour d'un voyage aux Etats-Unis, **O'Connor est déclaré en état de démence et interné en juin pour des problèmes mentaux** (consécutifs à une infection par la syphilis). Il avait auparavant passé 7 jours en prison après une altercation avec un policier lors d'une soirée théâtrale. Marx rend compte de la nouvelle dans le *New York Daily Tribune* du 3 mai 1853 en citant l'hommage de Jones.

décembre Disparition du *Northern Star*. E. Jones fonde un hebdomadaire *The People's Paper* mais au tirage restreint et qui connaîtra bientôt des difficultés financières. Marx et Engels y collaboreront jusqu'en décembre 1856.

1853

De nombreuses grèves éclatent à partir de l'été 1853 pour des augmentations de salaires. Marx commente ces mouvements dans un article du 17 octobre 1853 dans le *New York Daily Tribune*.¹

janvier Harney fonde *The Vanguard* qui paraîtra jusqu'en mars

juin - juillet Sous la direction de Jones, la NCA organise une série de meetings de masse : Blackstone le 19 juin, Halifax le 26 juin, Oldham le 17 juin, Newcastle, le 3 juillet, Mornt Sorrel le 10 juillet

septembre **Grève des tisserands de Preston.** Les patrons y répondent par un lock-out qui touche 25.000 des 30.000 travailleurs de la ville. Le lock-out durera jusque février 1854. Les travailleurs ne réussissent pas moins à réunir d'importants fonds de solidarité de sorte que la grève se poursuivra jusque mai 1854.

octobre Grève des mineurs de Wigan dans le Lancashire. La troupe intervient ; un ouvrier est tué.²

20 nov. Meeting à Manchester : on y décide de convoquer un parlement du travail.

1854

6/18 mars Réunion du Parlement du travail (**Labour parliament**) à Manchester Le parlement se réunit dans un contexte de conflit social à Preston dans le Lancashire où les patrons ont recouru au lock-out dans une grève que les ouvriers parviennent à prolonger d'octobre 1853 à mai 1854 grâce à des fonds de soutien. Le « parlement chartiste », s'empare de la question en délibérant de l'organisation de structures de solidarité. Il quitte ainsi le domaine des revendications strictement politiques du chartisme pour s'engager sur un terrain plutôt syndical (création d'une structure permanente chargée de perce-

¹ K. MARX, Œuvres, Bibliothèque de la Pléiade, tome IV, page 741. « Bientôt, écrit Marx, il aura à se battre contre des réductions de salaires, mais alors leur sphère d'action s'étendra au champ politique, et les nouvelles organisations syndicales conquises dans les grèves seront pour eux d'une valeur inestimable ».

² Marx en rend compte dans une correspondance au *New York Daily Tribune* du 15 novembre 1853. C'est l'occasion pour lui de dénoncer l'hypocrisie des pacifistes de l'école de Manchester qui plaident la concorde dans le conflit entre « La Russie et l'Europe » (c'est ainsi qu'il désigne la guerre de Crimée qui venait de commencer en octobre 1853 entre la Russie et la Turquie) mais qui se livrent en Angleterre à une guerre sociale sans merci contre leur classe ouvrière (Marx, Œuvres, Bibliothèque de la Pléiade, tome IV, pages 745-746)

voir des cotisations en vue de l'achat notamment de terres agricoles à mettre en location et de la création de coopératives ouvrières, ateliers et magasins). Marx rendra compte de l'ouverture du « Parlement ouvrier » dans ses correspondances du 24 mars et du 29 mars 1854 pour le *New York Times* (où il fournit le détail du plan d'action prévu par le parlement ouvrier). Il publiera une lettre ouverte parue le 18 mars 1854 dans *The People's Paper* où il s'excuse de ne pouvoir répondre à l'invitation qui lui avait été adressée d'être délégué d'honneur au Parlement.

1855

- juin Implication du mouvement chartiste dans les protestations de masse (on comptera une manifestation de quelque 200.000 personnes) à Londres contre un projet de loi interdisant toute activité le dimanche et notamment l'ouverture des magasins. Une seconde manifestation, sera organisée en juillet. Elle sera brutalement réprimée. **Ce sera la dernière manifestation d'envergure du mouvement chartiste.**
- 30 août **O'Connor meurt fou.**
- 11 sept. Funérailles de Feargus O'Connor. Marx y consacrera un billet intitulé Begräbnis O'Connors (une note très sobre et strictement descriptive) paru le 15 septembre 1855 dans la *Neue Oder-Zeitung*.

1856

- mars Jones propose au mouvement chartiste de le nommer avec James Finlen comme membres permanents de la direction.
- 14 avril Marx participe au banquet en l'honneur de 4^e anniversaire de la fondation du journal *People's paper*. Il y prononce un petit speech, déclarant notamment : « Pour venger les méfaits de la classe dominante, il existait, en Allemagne, au Moyen Age, un tribunal secret appelé *Vehmgericht*, la *Sainte-Vehme*. Quand on voyait une maison marquée d'une croix rouge, on savait que son propriétaire était condamné par la *Vehme*. De nos jours, toutes les maisons d'Europe sont marquées de la mystérieuse croix rouge. Le juge, c'est l'histoire - celui qui exécute la sentence, c'est le prolétaire¹ »

1858

- 05.02.58 **Réunion de la dernière convention chartiste.** Elle compte 41 délégués. Jones se résout à recommander une alliance avec les bourgeois radicaux. « Les temps ont changé, déclare t-t-il, et il faut tendre la main aux classes moyennes si leurs propositions sont raisonnables² ». Il plaide pour ne retenir des six revendications tradi-

¹ Cité par Maximilien Rubel, *K. Marx, Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris 1994, page CXVII

² Le *People's Paper* du 13 février 1848 rend compte du discours de Jones en ces termes : « M. Ernest Jones, qui a été reçu par un tonnerre d'applaudissements, a déclaré que l'une des actions les plus importantes jamais entreprises par l'Organisation chartiste était à présent en voie de réalisation. Les temps ont changé et dans ces circonstances nouvelles, les résultats que l'on peut escompter sont également différents; aussi a-t-il invité l'assemblée à lire la deuxième proposition du programme. Il a considéré que les chartistes devraient aller à la rencontre des classes moyennes et accepter leurs propositions si elles étaient raisonnables. S'ils n'obtenaient qu'une franchise de £ 5, cela n'aboutirait qu'à céder le leadership aux classes moyennes et à élargir la distance entre elles et la classe ouvrière. Mais si celle-ci pouvait obtenir le Suffrage Universel, alors les chartistes pour-

tionnelles du chartisme que la seule revendication du suffrage universel pour les hommes de plus de 21 ans. Une conférence commune se tient le 08.02.1858 à Londres. Marx et Engels rompent alors leurs relations amicales avec Jones.

04.10 58 **Après un meeting tenu à Manchester le 04.10.1858, Engels écrit à Marx : « Après cette histoire, on serait vraiment tenté de croire que le mouvement prolétarien anglais doit disparaître totalement sous son ancienne forme, sous sa forme chartiste traditionnelle, pour pouvoir renaître sous une forme nouvelle et viable et pourtant on ne peut prévoir à quoi cela ressemblera¹. »**

raient renoncer pour quelque temps aux autres points de la Charte. S'ils obtenaient le droit de vote, ce serait suffisant pour un certain temps et s'ils pouvaient obtenir ces deux points, le rapport de force basculerait du côté de la classe ouvrière et les autres points devraient suivre bientôt. (Acclamations). Il s'était opposé aux initiatives unilatérales des classes moyennes, mais il ne s'opposerait pas aux actions des classes moyennes qui seraient avantageuses à la classe ouvrière. Si les classes moyennes ne tendaient pas la main les premières et ne faisaient aucune avance, ce devrait être à l'organisation chartiste de le faire. Ils étaient tout à fait qualifiés pour agir ainsi. Si les classes moyennes les rejoignaient, ils pourraient avancer ensemble; mais dans le cas contraire, les Chartistes iraient de l'avant seuls sans perdre de temps. Aujourd'hui le moment était venu de se décider et l'occasion était propice. Les classes moyennes avaient reconnu que cette action était la meilleure. Il fallait leur tendre une main amicale et insister pour obtenir les droits justes et honorables de l'organisation chartiste. Ils n'allaient pas abandonner la Charte; mais ils allaient obtenir ce qui était possible dans cette perspective, menant en même temps une campagne pour l'ensemble des six points. Il les appelait aujourd'hui à s'unir avec les classes moyennes pour le Suffrage Universel. » (Traduit par nous)

¹ *Correspondance*, tome V, page 222

3. F. Engels, *La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre*

Sur le chartisme

Engels a consacré au chartisme une partie importante de son chapitre sur les **mouvements ouvriers anglais** dans son étude de 1845, ***La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre***¹.

Le développement que nous nous préparons à lire intervient après qu'Engels, qui a décrit dans les chapitres précédents les conditions de vie de la classe ouvrière britannique, examine le contexte de la lutte des classes que lui impose la bourgeoisie, soit ouvertement soit sous les apparences de la paix sociale :

« Nous aurons certes à relater certains cas de violence individuelle et même de brutalité, mais il ne faut pas perdre de vue que l'Angleterre est en guerre sociale ouverte et que si la bourgeoisie a intérêt à mener cette guerre hypocritement, sous les apparences de la paix et même de la philanthropie, pour l'ouvrier, mettre à nu ses véritables conditions de vie, battre en brèche cette hypocrisie, ne peut que les servir ; et par conséquent, les actes d'hostilité les plus violents commis par les ouvriers contre la bourgeoisie et ses valets ne sont que l'expression ouverte et non déguisée de ce que la bourgeoisie inflige en cachette et perfidement aux ouvriers ». (p. 268)

Il trace ainsi une sorte d'histoire des formes prises par cette « guerre sociale ouverte », distinguant d'abord la première forme, « la plus brutale et la plus stérile » de cette révolte ouvrière, que fut *le vol* (« nous avons vu que le nombre des délits s'accrut avec l'expansion de l'industrie et que le nombre annuel des arrestations est en rapport constant avec celui des balles de coton vendues sur le marché (p. 269) », puis, de manière cette fois plus collective, la résistance à l'introduction des machines².

En 1824, une loi accorde à la classe ouvrière anglaise *le droit d'organisation* et permet ainsi la diffusion rapide sur tout le territoire et dans toutes les branches de l'industrie d'associations publiques³, les trade-unions, avec pour but de négocier les salaires notamment par le moyen de la grève et d'organiser la solidarité en cas de chômage, tout cela, évidemment dans des conditions de lutte très difficiles. Si ces luttes connaissent leurs limites sur le plan politique,

« L'histoire de ces associations est une longue suite de défaites ouvrières, interrompue par quelques rares victoires. Il est normal que tous ces efforts ne puissent changer les lois de l'économie, que le salaire soit régi par le rapport de la demande à l'offre sur le marché du travail. C'est pourquoi ces associations ne peuvent rien contre les grandes causes qui agissent sous ce rapport (...) ». (p. 272)

elles ne restent pas moins de première importance pour les combats défensifs en matière de salaires. Et d'avantage, car l'important, souligne Engels, est de résister à l'oppression :

« On se demandera alors pourquoi les ouvriers cessent le travail en pareil cas, puisque l'inefficacité de la mesure est évidente ? C'est tout simplement parce qu'ils se *doivent* de protester contre la baisse de salaire et même contre la nécessité de la baisse, parce qu'ils doivent expliquer qu'eux, en tant qu'hommes, n'ont pas à se plier aux circonstances, mais que bien au contraire, les circonstances doivent se plier à eux, qui sont des êtres humains; parce que leur silence équivaldrait à une acceptation de ces conditions de vie, une acceptation du droit de la bourgeoisie à les exploiter pendant les périodes économiques favorables, et à les laisser mourir de faim dans les mauvaises périodes. Les ouvriers se doivent de protester là-contre tant qu'ils n'ont pas perdu tout sen-

¹ Ce passage occupe les pages 283-297 du chapitre intitulé « Mouvements ouvriers » dans l'édition de 1975 aux Editions sociales qui sera référence.

² De 1811 à 1813 s'est développé dans le secteur textile de plusieurs régions industrielles du Nord un violent mouvement de résistance à l'introduction des machines qui a pris le nom de **luddisme**, du nom d'un ouvrier, John Ludd, probablement imaginaire, qui aurait détruit deux machines à tisser à la fin du 18^e siècle. Le mouvement prendra une tournure insurrectionnelle et le pouvoir devra mettre en œuvre d'importantes forces répressives pour en venir à bout (notamment un loi condamnant à la peine de mort les auteurs de bris de machines).

³ Elles prennent le relais des associations secrètes qui ont dominé jusqu'alors.

timent humain et s'ils protestent de *cette manière* et non d'une autre, c'est qu'ils sont anglais, c'est-à-dire des gens pratiques qui appuient leur protestation par un *acte* et ne font point comme les théoriciens allemands qui s'en vont tout tranquillement se coucher dès que leur protestation est dûment enregistrée et déposée *ad acta*, pour y dormir elle aussi du même sommeil tranquille que les protestataires. En revanche, la protestation concrète de l'Anglais fait son effet, elle maintient la cupidité de la bourgeoisie dans certaines limites et tient constamment en éveil l'opposition des ouvriers contre la toute-puissance sociale et politique de la classe possédante, tout en leur faisant admettre, il est vrai, que les associations d'ouvriers et les *Turn-outs*¹ ne suffisent pas pour briser la domination de la bourgeoisie. (pp. 273-274)

Engels évoque à ce moment des exemples plus circonstanciés de résistance ouvrière par la violence. Il mentionne aussi le rôle que joue cette résistance sur l'inventivité des patrons en matière de machinisme. Et il se risque à une **comparaison entre les classes ouvrières anglaise et française** :

« On dit sur le continent que les Anglais, et surtout les ouvriers, sont lâches, qu'ils sont incapables de faire une révolution, parce qu'ils ne se livrent pas tous les jours, comme les Français, à des émeutes, parce qu'ils supportent avec tant de tranquillité apparente le régime bourgeois. C'est absolument faux. Les ouvriers anglais ne le cèdent en courage à aucune nation; ils sont aussi peu paisibles que les Français mais ils combattent d'une autre manière. Les Français, qui sont essentiellement des politiques, combattent les maux sociaux aussi sur le terrain politique; les Anglais, pour qui la politique n'existe qu'en vue de l'intérêt bourgeois, de la société bourgeoise, au lieu de lutter contre le gouvernement, luttent directement contre la bourgeoisie; et cette lutte, pour l'instant, ne peut être efficace qu'avec des moyens pacifiques. Le marasme économique et la misère qui s'ensuivit eurent pour effet à Lyon, en 1834, l'insurrection pour la République, en 1842 à Manchester le *turn out* général pour la Charte du peuple et de hauts salaires. Mais qu'il faille pour un *turn out* aussi du courage et souvent un courage beaucoup plus grand, beaucoup plus élevé, un esprit de décision beaucoup plus hardi, beaucoup plus ferme que pour une émeute, cela va de soi. Ce n'est vraiment pas une petite affaire pour un ouvrier qui sait par expérience ce qu'est la misère, que d'aller à sa rencontre avec sa femme et ses enfants, d'endurer la faim et le besoin durant des mois, et de rester malgré tout ferme et inébranlable. Qu'est-ce que la mort, que sont les galères qui attendent le révolutionnaire français, auprès de la lente famine, auprès du spectacle quotidien d'une famille affamée, de la certitude que la bourgeoisie se vengera un jour, que l'ouvrier anglais choisit cependant plutôt que de se soumettre au joug de la classe possédante ? (pp. 280-281)

Sur les vertus révolutionnaires de l'ouvrier anglais, Engels apporte le témoignage de l'insurrection galloise de 1839, de la grève de 1842 et d'une fusillade à Manchester en mai 1843 (pp. 281-282).

*
* *

Puis il en vient au chartisme, rappelant les conditions dans lesquelles s'est mise en place la revendication de la *Charte du Peuple* : « dans le chartisme c'est toute la classe ouvrière qui se dresse contre la bourgeoisie et singulièrement contre son pouvoir politique et qui donne l'assaut au rempart légal dont elle s'est entourée » (p. 284).

Nous abordons son texte à la page 285. Les notes de bas de page marquées ES proviennent du texte publié aux Editions sociales. Nous avons supprimé quelques-unes de ces notes sur des détails liés au manuscrit. Par souci d'allègement, avons également écarté les notes bibliographiques d'Engels.

¹ Turn-out : Le turn-out est le mouvement par lequel les ouvriers vont d'usine en usine pour entraîner leurs camarades dans la grève.

L'étude d'Engels date de mars 1845. On comprend donc qu'elle ne couvre que la période des deux premiers pétitionnements entre 1839 et 1845.

*
* *

Le texte se prête à une division en **six séquences**.

*

La première couvre la période d'alliance entre la composante spécifiquement ouvrière du mouvement chartiste et les radicaux des classes moyennes déçues par la réforme électorale de 1832. Elle se termine à la fin de la décennie après le rejet de la première pétition en juillet 1839 et au moment où la grande bourgeoisie libérale et libre-échangiste se mobilise en priorité sur la question des lois protectionnistes sur le blé dans le cadre de l'Anti-Corn Law League¹.

Sur le rôle éphémère, même si spectaculaire, de Joseph Rayner Stephens, nous renvoyons à la rubrique qui lui est consacrée dans le 4^e cahier de ce fascicule intitulé « Protagonistes ».

Remarquons qu'Engels évoque sans préciser davantage l'existence, en 1839, après le rejet de la première pétition, d'un projet insurrectionnel concerté entre les chartistes du Nord (sous la direction de John Taylor), du Yorkshire (sous la direction de Peter Busey) et du pays de Galles (sous la direction de John Frost). Les historiens du chartisme sont très prudents sur cette question. On lit par exemple, sous la plume de Morton et Tate² : « Nous entrons ici dans la période la plus obscure du Chartisme : ceux qui connaissaient les faits n'ont jamais parlé, et tous les rapports publiés à l'époque sont pleins de contradictions et d'invraisemblances. Il semble pourtant qu'il y ait effectivement eu des projets de soulèvement armé vers la fin de 1839, les centres d'activité étant Bradford, le sud du pays de Galles, Birmingham et peut-être d'autres villes. ».

G.D.H. Cole résume bien l'avis que partagent la plupart des observateurs de cette période. Il écrit :

« Il est excessivement difficile de démêler le vrai du faux dans les versions contradictoires que l'on a gardées des événements qui ont suivi la dissolution de la première convention chartiste. Un groupe de chartistes a-t-il projeté oui ou non, une insurrection générale dans tout le pays ? Si oui, quels étaient les chefs, quelles étaient les zones concernées et quelle forme l'entreprise devait-elle prendre ? Ou n'y a-t-il vraiment eu aucun plan de cette sorte sinon dans l'imagination enfiévrée du gouvernement et de la presse ? Ou bien faut-il parler d'une action principalement manipulée par des espions et des informateurs du Gouvernement et dans laquelle un petit nombre de chartistes imprudents se sont laissés entraîner ? »

Ces questions n'admettent aucune réponse tranchée. Il est clair que les perspectives d'un mouvement insurrectionnel ont été librement discutées dans les cercles chartistes et qu'un grand nombre de chartistes sont allés jusqu'à se procurer des armes. Mais il est difficile de savoir dans quelle mesure ces groupes sont passés à l'acte, ou s'il y avait une direction nationale derrière les efforts sporadiques de petits groupes locaux. A l'évidence les espions du Gouvernement ont joué un rôle important dans l'emballement des discours et dans la préparation des actions qu'ils ont ensuite trahies devant les autorités. Mais il est difficile de savoir s'ils étaient les principaux responsables du mouvement, ou s'ils ont agi tout simplement sur quelque chose qui a existé indépendamment d'eux.

Dans l'ensemble, il semble probable que les partisans les plus résolus de la "force physique", désespérés par l'inaction de la Convention dans ses dernières délibérations, en soient vraiment arrivés à former un groupe secret et aient entrepris de planifier un mouvement général d'insurrection. John Frost, pour le Pays de Galles Sud, Peter Bussey, pour Yorkshire, Dr John Taylor, pour le Nord et le Polonais Beniowski semblent avoir été les principaux planificateurs de cette entreprise. Après en avoir délibéré, les chefs semblent être partis chacun dans son propre district pour évaluer le contexte local et, si possible, pousser plus avant les préparatifs. Il apparaît que les chartistes plus modérés ont été gardés entièrement dans l'ignorance de ces plans et que même Feargus O'Connor n'était au courant d'aucune façon de ce qui se préparait.

¹ En vérité, les distances entre les classes moyennes et la composante ouvrière de chartisme se marquent dès la réforme de 1832 qui accorde une représentation parlementaire aux classes moyennes (la notion anglaise de Middle Class est une catégorie plus vaste qu'en français de même que la notion de classe laborieuse qui incluait la bourgeoisie industrielle par opposition à la caste des oisifs : les catégories de classe sont encore loin d'être clairement fixées). A partir de cette date, les futurs dirigeants chartistes comme Lovett et Hetherington insistent sur les intérêts particuliers des classes laborieuses identifiées au peuple véritable.

² A.-L. Morton et George Tate, *Histoire du Mouvement ouvrier anglais*, François Maspero, 1963, page 109

Le pays de Galles et le Yorkshire, cela semble clair, étaient les deux centres les plus impliqués dans le plan. Mais pendant que les leaders locaux se livraient à leurs préparatifs, aucun ne semble avoir su ce qu'en définitive l'autre faisait. Birmingham, où l'aile gauche était majoritaire, a été aussi probablement impliquée et devait servir de maillon entre le Pays de Galles et le Nord.

À ce stade toutefois le mouvement était toujours loin d'avoir pris la forme d'un plan national organisé de révolution. Il est peu probable, par exemple, qu'une date commune pour un soulèvement ait été jamais fixée, ou qu'il y ait eu plan d'ensemble concerté. L'histoire selon laquelle l'insurrection devait commencer au Pays de Galles et que le signal de son extension était d'être la non-arrivée à Birmingham de la malle apportant le courrier gallois peut avoir un fond de vérité; mais on peut en douter car n'y avait à ce moment-là aucune liaison directe de cette sorte entre Newport, le centre de l'insurrection, et Birmingham. Ce point a été établi au cours du procès de Frost.

Dans l'ensemble, donc, l'évidence plaide contre toute planification d'une insurrection nationale, mais il semble bien qu'un tel mouvement avait été évoqué et esquissé et qu'il y avait eu des contacts particuliers à ce sujet entre le Yorkshire et le Pays de Galles du Sud, les deux principaux centres de la "force physique". Cette planification ne peut, cependant, qu'être restée à un stade préliminaire, car lorsque les Gallois sont finalement passés à l'action, les chartistes du Yorkshire semblent n'avoir pas eu connaissance ni de leurs intentions ni du déroulement de l'action.

Cela peut avoir été dû en partie au fait qu'O'Connor, apparemment instruit du plan presque au dernier moment, au lieu d'en assumer la direction, a fait ce qu'il pouvait pour l'arrêter. Son action peut expliquer l'échec de l'insurrection dans le Yorkshire (...). Il est établi que O'Connor a tenté, par l'intermédiaire d'un émissaire spécial, d'arrêter le soulèvement gallois, mais que son initiative a été repoussée parce que trop tardive. En tout cas, le seul mouvement armé de quelque importance accompli par les chartistes après la dissolution de la Convention fut l'insurrection de Newport de novembre 1839. Cette affaire, assez mineure en soi et vite liquidée, est le noyau autour duquel légendes et controverses ont foisonné¹. »

Le chartisme fut (...) dès ses débuts en 1835², un mouvement essentiellement ouvrier, mais il n'était pas encore nettement séparé de la petite bourgeoisie radicale. Le radicalisme ouvrier marchait la main dans la main avec le radicalisme bourgeois; la Charte était leur *Schibboleth*³ commun, ils tenaient leurs «conventions nationales» chaque année ensemble; ils semblaient ne faire qu'un parti. La petite bourgeoisie semblait à cette époque douée d'une combativité particulière, elle voulait du sang en raison de la déception qu'elle avait éprouvée devant les résultats du bill de Réforme, et à cause des années de crise économique de 1837 à 1839; la violence de l'agitation chartiste était donc loin de lui déplaire. En Allemagne on se fait difficilement une idée de cette violence. Le peuple fut invité à s'armer, souvent aussi appelé ouvertement à se révolter; on fabriqua des piques comme naguère au temps de la Révolution française⁴, et en 1838 le mouvement comptait entre autres un certain Stephens, pasteur méthodiste, qui déclara au peuple de Manchester rassemblé:

« Vous n'avez rien à craindre de la force du gouvernement, des soldats, des baïonnettes et des canons dont disposent vos oppresseurs; vous avez un moyen plus puissant que tout cela, une arme contre laquelle les baïonnettes et les canons ne peuvent rien; et un enfant de 10 ans peut manier cette arme – vous n'avez qu'à prendre quelques allumettes et une poignée de paille trempée dans la poix, et je voudrais bien voir ce que le gouvernement et ses centaines de milliers de soldats peuvent faire contre cette arme, si on l'utilise hardiment . »

Mais c'est à cette même époque qu'apparut le caractère spécifique, *social* du chartisme ouvrier. Le même Stephens déclare lors d'un rassemblement de

¹ G.D.H. Cole, *A short History of the British Working Class Movement, 1789-1925*, Vol. 1 (1789-1848), Ch. VII, page 151, Ed. George Allen, Londres 1927. C'est nous qui traduisons.

² L'usage s'est établi de faire dater la naissance du chartisme de la fondation de la London Working Men's Association, en 1836. (ES)

³ Mot hébreu. (...) Il est ici synonyme de point de rencontre. (ES)

⁴ Dans les faits, cette violence est le plus souvent demeurée dans l'ordre du symbolique, soutenue dans le chef des orateurs par une rhétorique aux accents religieux, en particulier dans le cas de Stephens avant son arrestation le 28 décembre 1838 (c'est la première arrestation d'un militant chartiste) et sa conversion dans l'action sociale au service des enfants placés dans les workhouses.

200.000 personnes sur le Kersal Moor¹, le *Mons sacer*² de Manchester que nous avons déjà mentionné.

« *Le chartisme, mes amis, ce n'est pas une question politique, où il s'agit de vous faire obtenir le droit de vote ou quelque chose de ce genre; non, le chartisme c'est une question de fourchette et de couteau, la charte signifie bon gîte, bien manger et bien boire, de bons salaires et une journée de travail courte.* »

Aussi, dès cette époque, les mouvements dirigés contre la nouvelle loi sur les pauvres et réclamant le bill des dix heures étaient en étroite liaison avec le chartisme. On put voir le *tory* Oastler³, participer à tous les meetings de cette période, et outre la pétition nationale adoptée à Birmingham en faveur de la Charte du Peuple, des centaines de pétitions pour l'amélioration sociale de la situation des ouvriers furent adoptées; en 1839, l'agitation se poursuivit avec la même intensité, et lorsqu'elle commença de faiblir vers la fin de l'année⁴, Bussey, Taylor et Frost se hâtèrent de déclencher en même temps une émeute dans le nord de l'Angleterre, dans le Yorkshire et le pays de Galles. Frost fut forcé de lancer l'affaire trop tôt, car son entreprise avait été éventée, et ce fut l'échec; ceux du nord apprirent cette issue malheureuse assez tôt pour pouvoir faire marche arrière; deux mois plus tard, en janvier 1840, plusieurs émeutes dites « policières » (Spy-outbreaks)⁵, éclatèrent dans le Yorkshire, par exemple à Sheffield et Bradford, puis l'agitation se calma peu à peu.

*

La seconde séquence débute avec la montée en puissance de l'Anti-Corn Law League et culmine dans la grande grève de juillet-août 1842.

Ici nous faut être attentifs à la chronologie des faits car le récit d'Engels tend à écraser l'enchaînement des événements.

Après l'échec de la première pétition en juillet 1839, le mouvement chartiste se reconstitue en consacrant la rupture entre les deux courants qui se sont opposés au cours de la première période, celui de la « force physique » et celui de la « force morale ». La première tendance prend l'initiative, avec Feargus O'Connor, de créer, en juillet 1840, la **National Charter Association**. La seconde tendance, animée par William Lovett, crée, en avril 1841, une association concurrente : **The National Association of the United Kingdom for Promoting the Political and Social Improvement of the People**.

Or l'on voit intervenir à cette époque **deux protagonistes nouveaux**.

¹ Engels mentionne ici le meeting du 25 septembre 1838 au cours duquel Joseph Rayner Stephens prend la parole à Manchester en compagnie de Feargus O'Connor.

² L'expression latine « Mons sacer » (Mont sacré) réfère de manière très significative à la révolte des plébéiens de Rome durant les premières années de la République. A deux reprises, en 494 et en 493, ceux-ci se sont retirés sur cette colline de Rome refusant leur enrôlement dans l'armée afin de protester contre les lois qui réduisaient en esclavage les citoyens libres incapables de payer leurs dettes. Cette sécession (une véritable grève) avait eu pour résultat d'instituer la fonction des tribuns de la plèbe, une magistrature importante (les deux tribuns disposaient d'un droit de véto) interdite aux patriciens.

³ Ce qui distingue **Richard Oastler (1789-1861)** parmi ceux qui ont milité contre le Factory System, c'est qu'il est un tory et comme tel fermement opposé au suffrage universel. Simplement, il estime que les classes dominantes ont le devoir moral de protéger les plus faibles : il milite donc à la fois contre la loi sur les pauvres et contre le travail des enfants. Il est un des grands orateurs dans la campagne pour la loi des 10 heures. En 1836, il n'hésite pas à préconiser le recours à la grève pour faire aboutir les objectifs. En 1840, il sera poursuivi par son employeur pour dettes et, malgré un vaste mouvement de solidarité à son égard, il sera condamné à ce titre à une peine de 3 ans de prison. Il termine sa carrière comme éditeur d'un journal, *The Home*, qui paraîtra de 1851 à 1855. Une souscription nationale lui dressera une statue à Bradford.

⁴ Curieusement, Engels ne mentionne pas **le rejet de la première pétition par le Parlement, le 12 juillet 1839**. Or c'est dans ce contexte que s'explique le soulèvement de Newport, après que la Convention du 13 mai eut délibéré des actions à entreprendre en cas de rejet de la pétition (dont le recours aux armes) et que la session du 6 août eut décidé de supprimer toute action de masse (et notamment le recours à la grève générale).

⁵ On appelait « émeutes policières » des heurts entre chartistes et policiers qui étaient le fait de provocateurs et eurent pour conséquence, à Sheffield, Bradford et ailleurs l'arrestation de dirigeants et de membres du mouvement ouvrier. (ES)

D'une part, ce sont les militants de l'**Anti-Corn Law League**. Récemment créée en mars 1839, à la même date quasiment que la première Convention chartiste, cette association d'industriels libre-échangistes dispose de moyens de propagande considérables et s'active pour occuper le devant de la scène.

D'autre part, ce sont les partisans de **Joseph Sturge**, un banquier philanthrope qui envisage de créer une organisation politique nouvelle sachant réunir les classes moyennes et la classe ouvrière sur un projet politique basé sur le suffrage universel, nommé pour l'occasion « suffrage complet ».

Or le rapprochement entre les partisans de W. Lovett et ceux de J. Sturge s'accomplit dès **le 5 avril 1842** à la conférence unitaire de Birmingham qui voit la création de la **National Complete Suffrage Union** : les deux associations vont en effet tenir une série de meetings communs aux cours des mois de février et d'avril de cette année. C'est de cette collaboration qu'Engels parle lorsqu'il écrit, réduisant en quelque sorte le « camp » chartiste aux seuls partisans de Lovett : « Bref, si les deux partis radicaux s'étaient quelque peu éloignés, ils s'allièrent à nouveau; le 15 février 1842 ¹, lors d'une réunion de libéraux et de chartistes à Manchester, on rédigea une pétition réclamant aussi bien l'abolition des lois sur les grains que la mise en vigueur de la charte et qui fut adoptée le lendemain par les deux partis. »

« **La crise de 1842** » n'éclate en vérité qu'en août 1842, **le 5 août** précisément, lorsque se déclenche, d'Ecosse au pays de Galles, un **mouvement de grève d'une ampleur sans précédent**.

Or, il se trouve que le mouvement chartiste a été incapable d'assumer la direction politique de cette grève. La **NCA** se trouve en effet profondément divisée sur l'opportunité de soutenir ou non le mouvement, les uns, comme Peter Murray MacDouall et Thomas Cooper, plaidant pour son extension vers une grève générale porteuse des revendications de la Charte, les autres, comme Julian Harney et Feargus O'Connor, soutenant que cette grève est manipulée par les manufacturiers libre-échangistes de l'Anti-Corn League qui instrumentalisent leurs ouvriers dans le seul but de faire pression sur le gouvernement et d'obtenir satisfaction sur leurs revendications propres.

C'est la thèse que défend ici Engels.

Entre-temps, la bourgeoisie se lança dans des projets plus pratiques, plus avantageux pour elle, en particulier dans les lois sur les grains ; l'association contre la loi sur les grains fut créée à Manchester et eut pour conséquence un relâchement des liens entre la bourgeoisie radicale et le prolétariat. Les ouvriers eurent tôt fait de comprendre que l'abolition de la loi sur les grains ne serait pas pour eux d'un grand bénéfice, alors qu'elle profiterait au contraire beaucoup à la bourgeoisie; et c'est pourquoi il fut impossible de les gagner à ce projet. La crise de 1842 éclata. L'agitation reprit avec autant de violence qu'en 1839. Mais cette fois, la riche bourgeoisie industrielle qui eut justement beaucoup à souffrir de cette crise, y participa. La Ligue contre la loi sur les grains, tel était à présent le nom² de l'association fondée par les industriels de Manchester, manifesta une tendance à l'extrémisme et à la violence. Ses journaux et ses propagandistes tenaient un langage ouvertement révolutionnaire, qui s'expliquait en partie aussi parce que le parti conservateur était au pouvoir depuis 1841. Comme l'avaient fait jadis les chartistes, ils poussaient maintenant sans détours à la révolte; quant aux ouvriers qui avaient le plus à souffrir de la crise, eux non plus ne restaient pas inactifs, comme le montre la pétition nationale de cette année-là, avec ses trois millions et demi de signatures³. Bref, si les deux partis radicaux⁴ s'étaient quelque peu éloignés, ils s'allièrent à nouveau; le 15 février 1842 ⁵, lors d'une réunion de libéraux et de chartistes à Manchester, on rédigea une pétition réclamant aussi bien l'abolition des lois sur les grains que la mise en vigueur de la charte et qui fut adoptée le lendemain par les deux partis. Le printemps et l'été se passèrent dans une très vive agitation, tandis que la misère s'aggravait. La bourgeoisie était décidée à imposer l'abrogation des lois sur les grains en profitant de la crise, de la misère qui s'ensuivait et de l'excitation générale. Cette fois, alors que les tories étaient au pouvoir, elle abolit même à moitié sa propre légalité; elle voulait faire la révolution mais avec les ouvriers. Elle voulait que les ouvriers tirent

¹ Le 14 pour être précis (...) (ES)

² Fondée à Londres le **20 mars 1839**, l'Anti-Corn Laws **League** succède à une précédente association nommée Anti-Corn Law **Association** qui avait vu le jour à Manchester le 10 septembre 1838.

³ La seconde pétition a été rejetée par la Chambre le **4 mai 1842** par 287 voix contre 49.

⁴ Engels force ici la polémique en désignant comme un *parti radical* l'aile du chartisme qu'animent ceux-là mêmes (William Lovett et Henry Hetherington, par exemple) qui sont historiquement les promoteurs du mouvement en juin 1836.

⁵ Le 14 pour être précis (...) (ES)

pour elle les marrons du feu et s'y brûlent les doigts pour le plus grand bien de la bourgeoisie. Déjà on avait repris de divers côtés l'idée lancée jadis par les chartistes (en 1839) d'un « mois sacré », d'un arrêt général de travail de tous les ouvriers ; mais cette fois, ce n'étaient pas les ouvriers qui voulaient cesser le travail : c'étaient les industriels qui voulaient fermer leurs usines, envoyer les ouvriers dans les communes rurales, dans les propriétés de l'aristocratie pour contraindre ainsi le Parlement tory et le gouvernement à abroger les droits de douane sur les grains. Naturellement, il en serait résulté une révolte, mais la bourgeoisie restait en sécurité à l'arrière-plan et pouvait en attendre l'issue sans se compromettre, en cas d'échec. Vers la fin du mois de juillet, les affaires commencèrent à mieux aller ; il était grand temps, et pour ne pas laisser échapper l'occasion, trois usines de Stalybridge abaissèrent alors les salaires *en période de hausse de la conjoncture économique* (cf. les rapports commerciaux de Manchester, de Leeds, de la fin juillet et du début août) - agissant de leur propre chef, ou en accord avec les autres industriels et principalement avec la Ligue - je ne saurais trancher ce point. Deux d'entre elles cependant, reculèrent, la troisième, la firme William Bayley et frères, tint ferme et répondit aux protestations des ouvriers que s'ils n'étaient pas contents, ils feraient peut-être mieux d'aller jouer aux billes quelque temps. Les ouvriers accueillirent ces propos ironiques avec des hourras, quittèrent l'usine et parcoururent la localité en invitant tous les ouvriers à cesser le travail. En quelques heures, toutes les usines étaient arrêtées, et les ouvriers se rendirent en cortège à Mottram Moor pour y tenir un meeting. C'était le 5 août. Le 8, une colonne de 5,000 hommes se dirigea vers Ashton et Hyde, ils y arrêtèrent toutes les usines et les mines et tinrent des meetings, où il fut question non pas d'abolition de la loi sur les grains, comme l'espérait la bourgeoisie mais « de salaire quotidien équitable pour un travail quotidien équitable » (*a fair day's wages for a fair day's work*). Le 9 août, ils se rendirent à Manchester, où les autorités, qui étaient toutes libérales, les laissèrent entrer et ils stoppèrent les usines ; le 11, ils étaient à Stockport, et c'est seulement là qu'ils se heurtèrent à une certaine résistance lorsqu'ils prirent d'assaut la maison des pauvres¹, cet enfant chéri de la bourgeoisie ; le même jour, Bolton était le théâtre d'une grève générale et de troubles auxquels, là non plus, les autorités ne s'opposèrent pas ; bientôt, la révolte s'étendit à tous les districts industriels et toute activité cessa, sauf la rentrée des récoltes et la préparation des denrées alimentaires. Cependant, les ouvriers en révolte ne commirent pas d'excès². Ils avaient été poussés à cette révolte, sans le vouloir vraiment ; les industriels, *tout à fait contre leurs habitudes*, ne s'étaient pas opposés à cet arrêt de travail, à l'exception d'un seul : le tory Birley de Manchester ; l'affaire avait débuté sans que les ouvriers eussent un objectif précis. C'est pourquoi tous étaient certes d'accord pour ne pas se faire tuer pour le plus grand bien de leurs patrons, partisans de l'abrogation des lois sur les grains ; mais par ailleurs, les uns voulaient imposer la Charte du Peuple, tandis que les autres, jugeant cette entreprise prématurée, cherchaient simplement à arracher les barèmes de salaires de 1840. C'est ce qui causa l'échec de toute l'insurrection. Si elle avait été dès le début une insurrection ouvrière consciente, voulue, elle aurait réellement réussi ; mais ces foules jetées dans les rues par leurs patrons, sans l'avoir voulu, sans but précis, ne pouvaient rien faire. Dans l'intervalle, la bourgeoisie qui n'avait pas remué le petit doigt pour mettre en application l'alliance du 15 février, eut tôt fait de comprendre que les ouvriers se refusaient à devenir ses instruments, et que l'inconséquence avec laquelle elle s'était écartée de son point de vue « légal » la mettait maintenant elle-même en danger ; elle en revint donc à sa légalité d'antan et se rangea aux côtés du gouvernement contre les ouvriers qu'elle avait elle-même excités à la rébellion et poussés ensuite à se révolter. Les bourgeois et leurs fidèles serviteurs prêtèrent serment en qualité de constables spéciaux - même les négociants allemands de Manchester prirent part à cette mascarade et paradèrent sans rime ni raison dans la ville, leurs gourdins à la main, cigare aux lèvres - la bourgeoisie fit tirer sur le peuple à Preston, et c'est ainsi que cette révolte populaire, sans objectifs, se heurta tout d'un coup non seulement aux forces militaires gouvernementales mais en outre à la classe possédante tout entière. Les ouvriers, qui n'avaient d'ailleurs pas d'idée directrice, se séparèrent et l'insurrection s'éteignit peu à peu sans conséquences graves. Par la suite, la

¹ Autrement dit le workhouse, l'un de ces asiles sociaux qui étaient régulièrement l'objet de la violence populaire.

² On note au contraire que les responsables de la grève assureront le maintien de l'outil et la fourniture des denrées essentielles, ce qui témoigne d'une réelle maturité du mouvement.

bourgeoisie continua de commettre infamie sur infamie, chercha à se blanchir en affectant à l'égard de la violente intervention populaire, une horreur s'accordant mal avec le langage révolutionnaire qu'elle avait tenu au printemps; elle rejeta la responsabilité de l'insurrection sur les « meneurs » chartistes, etc... alors qu'elle en avait fait bien plus qu'eux pour mettre sur pied cette insurrection, et elle reprit son point de vue d'antan, le respect sacro-saint de la légalité, avec une impudence sans pareille. Les chartistes, qui n'avaient presque pas participé à la révolte, et n'avaient fait que ce que la bourgeoisie aussi avait eu l'intention de faire, c'est-à-dire profiter de l'occasion, furent jugés et condamnés alors que la bourgeoisie s'en tira sans dommage, vendant avantageusement ses stocks durant l'arrêt de travail.

*

Troisième séquence : Engels enchaîne en mettant sur le compte de la bourgeoisie les oppositions qui ont surgi au sein du mouvement chartiste lui-même, entre ceux qui, comme Feargus O'Connor, préconisaient l'usage d'une « force physique » pour faire aboutir les revendications et ceux qui, comme William Lovett, se fondaient sur une propagande pacifique, essentiellement persuasive, basée sur la seule « force morale » du mouvement.

Encore une fois, il nous faut être attentifs à la chronologie des faits car le récit d'Engels pâtit d'une certaine approximation.

Ainsi la rupture entre les deux ailes du chartisme est consommée dès 1839, après l'échec de la première pétition. Lorsque se constitue, le 20 juillet 1840, la **National Charter Association**, à l'initiative de militants proches de Feargus O'Connor, William Lovett refuse d'adhérer à la nouvelle organisation. Il publie l'ouvrage qu'il vient de rédiger en prison en collaboration avec John Collins. Intitulé *Le chartisme, une nouvelle organisation du Peuple* avec pour sous-titre *Projet pour l'éducation et l'amélioration politique et sociale du Peuple*, cet ouvrage annonce un programme de type owénien porteur d'une politique éducative censée créer les conditions d'une véritable émancipation du peuple par lui-même. C'est sur cette base qu'il crée, en avril 1842, une organisation concurrente de la NCA : la **National Association of the United Kingdom for Promoting the Political and Social Improvement of the People**. Lovett et ses partisans, dont Henry Vincent et James Bronterre O'Brien, répondent dès novembre 1841 à l'invitation de Joseph Sturge et participent du 5 au 8 avril 1842 à la conférence unitaire de Birmingham qui verra la création de la **National Complete Suffrage Union**. La convention nationale de Birmingham dont Engels parle, et qu'il situe en janvier 1843, s'est tenue en vérité du 27 au 30 décembre 1842 : elle marque l'échec du rapprochement entre les radicaux libre-échangistes et l'aile modérée du chartisme. Les sturgistes, en effet, commettent à cette occasion l'erreur de vouloir substituer au texte de la Charte un nouveau projet de loi rédigé par eux et intitulé *New Bill of Rights*, cela au prétexte que la Charte était associée à des souvenirs de violence. Lovett lui-même ne peut admettre le procédé et après de multiples tentatives de conciliation, il se trouve amené à s'opposer à la prise en considération du document. Cette rupture entraînera le retrait définitif de William Lovett de la scène politique. Feargus O'Connor est désormais seul à la commande du mouvement qu'il va bientôt lancer dans l'aventure du Land Plan.

La séparation totale fut consommée entre la bourgeoisie et le prolétariat, et ce fut là le fruit de l'insurrection. Jusqu'à ce moment, les chartistes n'avaient pas fait mystère de leur intention de faire passer leur charte par tous les moyens, y compris la révolution; la bourgeoisie, qui comprenait à présent tout d'un coup quel danger recelait toute subversion violente pour sa situation, ne voulut plus entendre parler de « force physique » et prétendit réaliser ses desseins uniquement par la « force morale » - comme si celle-ci était autre chose qu'une menace directe ou indirecte du recours à la force physique. Ce fut là le premier sujet de litige, écarté cependant quant au fond par l'affirmation ultérieure des chartistes - qui sont tout de même aussi dignes de foi que la bourgeoisie libérale - déclarant ne pas vouloir non plus recourir à la force physique. Mais le second point litigieux, le plus important, celui qui fit apparaître le chartisme dans toute sa pureté, fut la question de la loi sur les grains. La bourgeoisie radicale y était intéressée, mais non le prolétariat. Le parti chartiste se sépara alors de ce fait en deux partis, dont les principes politiques déclarés concordent parfaitement, mais qui sont cependant tout à fait différents et inconciliables. Lors de la Convention nationale de Birmingham en janvier 1843, Sturge, le représentant de la bourgeoisie radicale, proposa de rayer le mot « Charte » des statuts de l'Association chartiste, sous prétexte que ce nom serait lié, à cause de l'insurrection, à des souvenirs révolutionnaires violents - liens qui, du reste, dataient déjà de longues années et auxquels M. Sturge n'avait eu jusqu'alors rien à objecter. Les ouvriers ne voulurent pas abandonner ce nom et lorsque Sturge fut battu aux voix, ce Quaker devenu

tout à coup un loyal sujet, quitta la salle en compagnie de la minorité et fonda une *Complete Suffrage Association* formée de bourgeois radicaux. Ces souverains étaient devenus si odieux à ce bourgeois jacobin la veille encore, qu'il alla jusqu'à transformer l'expression suffrage universel (*universal suffrage*), en cette locution ridicule : « suffrage complet » (*complete suffrage*). Les ouvriers se rirent de lui et poursuivirent leur chemin.

A partir de ce moment, le chartisme devint une cause purement ouvrière, libérée de tous les éléments bourgeois, etc... Les journaux « complets » - *Weekly Dispatch*, *Weekly Chronicle*, *Examiner*, etc...- sombrèrent peu à peu dans le style soporifique des autres journaux libéraux, défendirent la cause de la liberté du commerce, attaquèrent le bill des dix heures et toutes les motions exclusivement ouvrières, faisant somme toute fort peu apparaître leur radicalisme. La bourgeoisie radicale s'allia dans tous les conflits avec les libéraux contre les chartistes et, d'une façon générale, elle fit de la loi sur les grains - qui est, pour les Anglais, la question de la libre concurrence - sa préoccupation principale. Elle tomba ainsi sous le joug de la bourgeoisie libérale et joue actuellement un rôle des plus lamentables.

*

Quatrième séquence : elle permet à Engels de distinguer nettement les revendications sociales du chartisme, touchant aux rapports sociaux de production, des revendications strictement politiques, de tradition plus radicale, des *six points* de la Charte. On remarquera l'importante restriction introduite par Engels à propos de l'*allotment system*. Elle vise expressément le **Land Plan** de Feargus O'Connor qui, loin d'être en effet un projet révolutionnaire (et même novateur : c'est au contraire un pur retour vers l'owénisme), va engager le chartisme dans une impasse et provoquer une crise interne qui lui sera fatale.

Pour rappel, c'est au lendemain de sa victoire sur Lovett et les sturgistes que Feargus O'Connor lance sa propagande pour la constitution d'une société chargée de collecter des fonds destinés à l'achat de domaines agricoles que l'on diviserait en parcelles pour les allouer à des familles de travailleurs sans emploi. Outre les prétendues vertus d'un retour à la terre, le système présentait le double avantage aux yeux de ses promoteurs de réduire la pression sur les salaires industriels en orientant une partie de la classe ouvrière vers le secteur agricole et de créer une classe nouvelle de propriétaires dotés du droit de vote. Dès janvier 1843, il publie dans le *Northern Star*, ses « Letters to the Landlords » où il défend l'idée qu'une juste répartition de la terre est la solution aux problèmes sociaux de l'Angleterre industrielle. Après de multiples campagnes de presse sur ce thème et dans un contexte de détresse alimentaire causée par la maladie de la pomme de terre à l'automne de 1845, il fonde, en janvier 1846, la Chartist Land Co-operative Company. En dépit de persistantes difficultés à faire enregistrer la compagnie comme société mutuelle (« friendly society »), l'entreprise rencontre un réel succès. Elle ne connaîtra pas moins un échec retentissant en raison aussi bien de l'exiguïté des parcelles, de la pauvreté des sols, de l'inexpérience des ouvriers dans les matières agricoles que des errements de gestion de sa direction. Elle soulèvera de vives polémiques au sein du mouvement chartiste sur la consistance politique d'un projet de cette sorte. En mai 1828, une enquête parlementaire examinera les comptes de la société qui sera déclarée illégale le 31 juillet 1848 et dissoute en août 1851.

Les ouvriers chartistes par contre prirent avec une ardeur redoublée leur part de tous les combats du prolétariat contre la bourgeoisie. La libre concurrence a fait assez de mal aux ouvriers pour être maintenant un objet de haine pour eux; ses représentants, les bourgeois, sont leurs ennemis déclarés. L'ouvrier n'a que désavantages à espérer d'une libération totale de la concurrence. Les revendications qu'il a formulées jusqu'à présent : bill des dix heures, protection de l'ouvrier contre le capitaliste, bon salaire, situation garantie, abrogation de la nouvelle loi sur les pauvres, toutes choses qui sont des éléments du chartisme au moins aussi essentiels que les « six points », vont directement à l'encontre de la libre concurrence et de la liberté du commerce. Il n'est donc pas étonnant - et c'est ce que toute la bourgeoisie anglaise ne peut comprendre - que les ouvriers ne veuillent point entendre parler de libre concurrence, de liberté du commerce et d'abrogation des lois sur les grains, et qu'ils éprouvent à l'égard de cette dernière tout au plus de l'indifférence, mais par contre, à l'égard de ses défenseurs la plus vive animosité. Cette question est précisément le point où le prolétariat se sépare de la bourgeoisie, le chartisme du radicalisme; et la raison d'un bourgeois ne saurait le comprendre parce qu'elle ne peut comprendre le prolétariat.

Mais c'est en cela aussi que réside la différence entre la démocratie chartiste et tout ce qui fut jusqu'ici la démocratie politique bourgeoise. *La nature du*

chartisme est essentiellement sociale. Les « six points » qui sont aux yeux du bourgeois le *nec plus ultra*, devant tout au plus entraîner encore quelques modifications de la constitution, ne sont pour le prolétaire qu'un moyen. « Notre moyen : le pouvoir politique, notre but : le bonheur social ». Tel est le mot d'ordre électoral, clairement formulé, des chartistes. La « question de fourchette et de couteau » du prédicateur Stephens ne représentait une vérité qu'aux yeux d'une fraction des chartistes de 1838; en 1845, tous savent que c'est la vérité. Parmi les chartistes il n'y a plus un seul homme qui soit uniquement politicien. Et, bien que leur socialisme soit encore très peu évolué, bien que leur principal moyen dans la lutte contre la misère soit jusqu'à présent le morcellement de la propriété foncière ¹ (*allotment system*) déjà dépassé par l'industrie (...), bien que, somme toute, la plupart de leurs projets pratiques (protection des ouvriers, etc.), soient en apparence de nature réactionnaire, ces mesures impliquent, d'une part, la nécessité ou bien de retomber sous le joug de la concurrence et de recréer l'état de choses existant - ou de mener à bien eux-mêmes l'abolition de la concurrence; et, d'autre part, l'imprécision actuelle du chartisme, la scission qui l'a séparé du parti purement politique, exige que continuent d'être développées, précisément, *les caractéristiques destructives* du chartisme, qui résident dans son orientation sociale. Le rapprochement avec le socialisme est inévitable, surtout si la prochaine crise - qui succédera obligatoirement à la prospérité actuelle de l'industrie et du commerce au plus tard en 1847, mais vraisemblablement, dès l'année prochaine, crise qui dépassera de loin en violence et en intensité toutes les précédentes - oriente les ouvriers, par suite de leur misère, de plus en plus vers les moyens sociaux au lieu des moyens politiques. Les ouvriers imposeront leur charte : c'est normal; mais d'ici là ils se rendront clairement compte de bien des choses qu'ils peuvent imposer à l'aide de leur charte et qu'ils ignorent encore actuellement en grande partie.

*

Cinquième séquence : après avoir clairement établi les limites politiques du mouvement, Engels termine sur les relations entre chartisme et socialisme **qu'il identifie à la personne de Robert Owen**. Le contenu sémantique du vocable « socialisme » est à cette époque encore très imprécis. Il s'identifie pratiquement aux coopérateurs disciples de Owen.

Engels donne ici toute la mesure de son intelligence matérialiste en fondant l'avenir non pas sur les constructions abstraites des réformateurs owénistes, établies sur des principaux moraux, mais sur la réalité du processus de « désagrégation de l'ordre social » à l'œuvre sous le capitalisme, un processus qui produit sans aucun doute la misère prolétarienne mais qui promet, selon une dialectique toute hégélienne, un prochain dépassement effectif du système. Ces réformateurs, écrit Engels, sont « trop métaphysiciens », une formule qui connaîtra une brillante carrière dans le discours des militants communistes pour désigner, pour dénoncer plutôt, les idéologues de classe prisonniers de leurs abstractions et incapables de comprendre la complexité du réel ainsi que la dialectique qui s'y trouve à l'œuvre.

Entre-temps l'agitation socialiste progresse elle aussi. Nous ne considérons ici le *socialisme* anglais que dans la mesure où il exerce une influence sur la classe ouvrière. Les socialistes anglais réclament l'instauration progressive de la communauté des biens dans des « colonies »² de 2 à 3.000 personnes - pratiquant l'industrie et l'agriculture et jouissant des mêmes droits et de la même éducation - et préconisent un allègement des formalités du divorce et l'institution d'un gouvernement rationnel, garantissant une totale liberté d'opinion et l'abolition des peines qui seraient remplacées par un traitement rationnel des délinquants. Telles sont leurs propositions *pratiques*. Leurs principes théoriques ne nous intéressent pas ici. A l'origine du socialisme il y a un industriel, Owen et c'est pourquoi - bien que sur le fond il dépasse l'opposition prolétariat-bourgeoisie - dans sa forme il fait preuve cependant d'une grande indulgence envers la bourgeoisie et d'une grande injustice envers le prolétariat. Les socialistes sont tout à fait doux et pacifiques; ils tiennent l'état de choses actuel, si déplorable soit-il, pour justifié, dans la mesure où ils réprouvent toute autre voie que celle de la persuasion du grand public, et ils sont cependant en

¹ Allusion aux plans agraires de F. O'Connor. (...) (ES)

² *Home colonies* (qu'Engels traduit par *Heimatskolonien*) était le nom donné par Robert Owen aux communautés qu'il voulait fonder. (ES)

même temps si abstraits, que la forme actuelle de leurs principes ne saurait jamais leur permettre de convaincre l'opinion publique. En outre, ils ne cessent de se lamenter sur l'immoralité des classes inférieures, ne voient absolument pas l'élément de progrès que recèle cette désagrégation de l'ordre social, et ne songent pas un instant que l'immoralité provoquée par l'intérêt privé et l'hypocrisie est bien pire dans les classes possédantes. Ils n'admettent pas d'évolution historique, et c'est pourquoi ils veulent plonger la nation immédiatement dans l'état communiste, sans attendre, sans poursuivre la politique actuelle jusqu'au terme où elle se dissout elle-même¹. Certes ils comprennent pourquoi les ouvriers se dressent contre les bourgeois, mais ils considèrent que cette colère, qui est pourtant le seul moyen de faire progresser les ouvriers, est inféconde et ils prêchent une philanthropie et un amour universel encore plus stérile pour la situation présente en Angleterre. Ils n'admettent que l'évolution psychologique, l'évolution de l'homme abstrait, sans aucun lien avec le passé, alors que le monde entier repose sur ce passé et l'individu aussi. C'est pourquoi ils sont trop érudits, trop métaphysiciens, et ne réalisent pas grand-chose. Ils se recrutent en partie dans la classe ouvrière, dont ils n'ont attiré que bien peu d'éléments, les esprits les plus cultivés et les caractères les plus fermes, il est vrai. Dans sa forme actuelle, le socialisme ne pourra jamais devenir le patrimoine de la classe ouvrière tout entière; il lui faudra même s'abaisser à revenir en arrière quelque temps pour se placer sur le point de vue chartiste², mais le socialisme authentiquement prolétarien, qui sera passé par le chartisme, épuré de ses éléments bourgeois, tel qu'il se développe aujourd'hui déjà chez de nombreux socialistes, et chez de nombreux dirigeants chartistes, qui sont presque tous socialistes, assumera certainement - et sous peu - un rôle important dans l'histoire du peuple anglais. Le socialisme anglais qui, pour ce qui est de sa base, dépasse de loin le communisme français, mais qui dans son développement³ reste loin derrière lui, devra rétrograder quelque temps au point de vue français, pour le dépasser ensuite. D'ici là, certes, les Français aussi feront sans doute des progrès de leur côté. Le socialisme est en même temps l'expression la plus catégorique de l'irréligiosité régnant parmi les ouvriers, et si catégorique même que les ouvriers qui sont irréligieux *inconsciemment*, simplement dans la vie pratique, hésitent souvent devant le caractère tranchant de cette expression. Mais sur ce point également la nécessité contraindra les ouvriers à abandonner une foi dont ils comprennent de plus en plus qu'elle ne sert qu'à faire d'eux des êtres faibles et soumis à leur sort, dociles et fidèles à la classe possédante qui les vide de leur substance.

Nous voyons donc que le mouvement ouvrier est divisé en deux fractions : les chartistes et les socialistes. Les chartistes sont le plus en retard, le moins évolués, mais en revanche, authentiquement, physiquement prolétaires, représentants valables du prolétariat. Les socialistes voient plus loin, proposent des mesures pratiques contre la misère, mais sont issus, à l'origine, de la bourgeoisie et par là dans l'incapacité de s'amalgamer à la classe ouvrière. La fusion du socialisme avec le chartisme, la reconstitution du communisme français sur le mode anglais sera la prochaine étape et elle a déjà en partie commencé. C'est seulement lorsqu'elle sera réalisée, que la classe ouvrière sera la véritable maîtresse de l'Angleterre - l'évolution sociale et politique se poursuivra dans l'intervalle, favorisant la naissance de ce nouveau parti, ce progrès du chartisme.

*

La sixième et dernière séquence est consacrée à la composante éducative du mouvement ouvrier anglais.

Outre les classiques des Lumières comme Helvétius, d'Holbach et Diderot et à côté de contemporains comme l'Allemand David Strauss et le Français Pierre-Joseph Proudhon, Engels mentionne deux auteurs anglais, **Jeremy Bentham** et **William Godwin**, qui appellent un commentaire, même trop sommaire. En effet leur qualification comme « les deux plus grands philosophes pratiques de ces derniers temps », Godwin étant dit « la propriété presque exclusive du prolétariat », est fournie par Engels sans trop de distance critique (sauf pour Bentham) alors que les thèses libérales/libertaires de ces deux philosophes et réformateurs sont très, très étrangè-

¹ Dans les éditions anglaises de 1887 et de 1892, on lit ici - *up to the Point at which this transition becomes possible and necessary...* (... jusqu'au point où la transformation devient possible et nécessaire ...) (ES)

² (1892) : socialistes naturellement au sens général, et non au sens owénien du mot. (F. E.)

³ Dans les éditions anglaises de 1887 et 1892 : *Theoretical development* (développement théorique). (ES)

res à la conception des mécanismes sociaux que Marx et lui se préparent à élaborer dans le cadre du matérialisme historique¹.

*

Le nom du **Jeremy Bentham** (1748-1832) est associé à l'**utilitarisme**, une philosophie morale et politique dont il est l'initiateur.

Au fondement de l'utilitarisme, on trouve le principe d'*utilité* envisagé comme la faculté d'une action à concourir au plus grand bonheur *individuel* et *collectif*. Il s'agit sous cette vue d'obtenir « le plus grand bonheur du plus grand nombre ». Il faut insister sur la double dimension de l'effet recherché. Cette tension entre les sphères individuelle et publique justifie en effet qu'on se livre à un véritable *calcul de plaisirs* en refusant à la fois l'ascétisme religieux (l'abstinence pour tous) et la satisfaction égoïste (la jouissance pour un seul). Le critère de l'utilité écarte, on le voit, toute considération purement morale ou métaphysique. La valeur d'une action dépend non pas d'une norme éthique pensée dans l'absolu mais de sa capacité à entraîner des effets bénéfiques pour l'individu et pour la société.

L'utilitarisme sera l'idéologie de référence du radicalisme anglais du début du 19^e siècle. Il prône un individualisme libéral mais affiche des tendances solidaristes. Il valorise l'esprit d'entreprise et le goût du risque mais réclame l'égalité des chances et la récompense de l'effort. Il vise la démocratie parlementaire mais avec une grande prudence sur la question du suffrage universel auquel il préfère le suffrage capacitaire. Il est malthusien mais recommande une politique éducative. Il défend le principe de la liberté privée mais il plaide pour une progressivité de l'impôt et des retenues sur les héritages. Bref, il soutient un idéal démocratique fondé sur les talents et sur une liberté encadrée.

Le rôle de l'Etat est de garantir un revenu minimum pour tous, d'encourager la croissance économique pour le bien-être général et d'assurer une redistribution de la richesse. Le caractère progressiste de ces propositions est indiscutable dans le contexte de l'époque. Il existe toutefois une parenté tout aussi indiscutable entre l'idéal hédoniste d'une maximalisation du bonheur collectif par la maximalisation des plaisirs individuels et la confiance typiquement libérale dans les vertus du marché dont la « main invisible » assure le bien-être social par la maximalisation des profits privés. Pour Bentham en effet, il ne peut y avoir de conflit entre l'intérêt de l'individu et celui de la société. Du reste, le lien social aux yeux des utilitaristes n'est que la résultante des comportements régis par les seuls intérêts des agents privés. **Ces thèses utilitaristes sur la concordance fondamentale entre intérêts privés et publics servent de fondements aux théories économiques libérales, voire ultra-libérales** (celles d'un Friedrich Hayek par exemple).

Bentham est par ailleurs l'inventeur d'un projet d'architecture carcérale qu'il a nommé le *panoptique* : il s'agit d'une prison modèle dans laquelle les détenus sont constamment sous le regard des surveillants, ce qui garantit l'exercice de l'autorité en l'absence même de ces gardiens. Certains plans d'usine ont été élaborés sur ce modèle. Le dispositif a fait l'objet des commentaires de Michel Foucault dans son ouvrage *Surveiller et punir* aux éditions Gallimard en 1975

Notons sans insister que l'utilitarisme trouvera ses principaux développements au 19^e siècle dans l'œuvre de John Stuart Mill (1806-1873) et de Henry Sidgwick (1838-1900).

*

William Godwin (1756-1836) est connu pour être un précurseur de l'**anarchisme**. Il est du reste revendiqué comme tel par le mouvement libertaire.

Fils de pasteur calviniste, pasteur lui-même de la secte égalitaire des glassistes², il découvre en 1780 l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau. Devenu déiste, il évoluera bientôt vers des convictions athées. Il délaisse en tout cas son ministère en 1782 et décide de vivre de sa plume. La révolution française, du moins à ses débuts, trouve en lui un fervent partisan au nom des idéaux de la Grande Révolution anglaise de 1688 et de la Déclaration des Droits de l'Homme (et cela dans un contexte politique tendu où les jacobins anglais sont considérés comme des ennemis de la nation et traités comme tels par le gouvernement de William Pitt le Jeune).

C'est en 1793 qu'il publie l'ouvrage qui le rend célèbre : « Enquiry concerning Political Justice, and its Influence on General Virtue and Happiness (Enquête sur la justice politique et son influence sur la vertu et le bonheur en général).

Il y défend un **individualisme absolu**. L'homme est à ses yeux un être de raison opprimé par les dispositifs autoritaires que sont l'Etat et les institutions, tous appareils dont la vie sociale peut et doit se passer. Il annon-

¹ Ils entreprendront la rédaction de *l'Idéologie allemande* au retour de leur voyage en Angleterre en juillet-août 1845. Rappelons que la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* a paru en mars 1845.

² Fondée par John Glas en rupture avec l'Eglise d'Ecosse et prolongée à Londres par son gendre Robert Sanderman, cette secte préconisait notamment une vie communautaire fondée sur le partage des biens.

ce la réalisation pacifique d'une société idéale réglée sur la collaboration d'individus libres de toute entrave et guidés par des principes strictement rationnels.

L'individualisme de Godwin s'appuie sur les thèses de l'utilitarisme de Bentham selon lequel le lien social n'a pas d'autonomie structurale mais n'est que la résultante des comportements privés. Toutefois à la place de l'individu centré sur la recherche hédoniste de ses intérêts personnels, Godwin donne le premier rôle à un **sujet altruiste**, l'altruisme étant à ses yeux le seul choix rationnel qui puisse s'imposer à la conscience d'un individu affranchi des préjugés sociaux. Les calculs de l'individu altruiste et le souci qu'il a des autres dans ses choix ne sont possibles que si les relations interpersonnelles sont limitées, ce qui justifie que Godwin ne conçoit la vie sociale que sous la forme de petites communautés décentralisées affranchies de tout pouvoir d'Etat (par nature contraire aux interactions réfléchies des sujets rationnels)¹.

C'est dans la dernière partie de son ouvrage consacrée à la propriété et à la répartition des richesses que Godwin expose les éléments les plus radicaux de sa réflexion. On y trouve un projet égalitaire sur base d'une abolition de la propriété privée et de l'Etat qui laisse la place à des communautés auto-suffisantes pour lesquelles le bien-être culturel doit primer sur les consommations matérielles.

Godwin laisse surtout une œuvre de romancier². Son roman le plus connu « Les aventures de Caleb Williams » a été publié aux éditions Phébus en 1997.

Ces différentes fractions d'ouvriers, qui souvent conjuguent leurs efforts et souvent agissent séparément - membres des associations, chartistes et socialistes - ont créé par leurs propres moyens un grand nombre d'écoles et de salles de lecture pour élever le niveau intellectuel du peuple. Chaque institution socialiste et presque chaque institution chartiste possèdent un établissement de ce genre, et de nombreux corps de métiers en possèdent également. On y donne aux enfants une éducation véritablement prolétarienne, exempte de toutes les influences bourgeoises, et dans les salles de lecture on trouve exclusivement ou presque des journaux et des livres prolétariens. Ces établissements représentent un très grave danger pour la bourgeoisie qui est parvenue à soustraire un certain nombre d'instituts de ce genre, les *Mechanics' Institutions*³, à l'influence du prolétariat et à les transformer en instruments destinés à répandre parmi les ouvriers les connaissances utiles à la bourgeoisie. On y enseigne les sciences de la nature qui distraient les ouvriers de leur lutte contre la bourgeoisie, et peuvent leur donner les moyens de faire des découvertes qui rapporteront de l'argent aux bourgeois - alors que la connaissance de la nature est en vérité *actuellement* sans aucune utilité pour l'ouvrier, car bien souvent il n'a pas même l'occasion de voir la nature dans la grande ville où il vit, accaparé qu'il est par son travail prolongé; on y prêche aussi l'économie politique, dont l'idole est la libre concurrence et d'où il résulte seulement, pour l'ouvrier qu'il n'a rien de plus raisonnable à faire que de mourir de faim avec une calme résignation; toute l'éducation qu'on y donne tend à rendre docile, souple, servile à l'égard de la politique et de la religion régnantes, si bien qu'elle n'est, pour l'ouvrier, qu'une continuelle exhortation à l'obéissance tranquille, à la passivité et à la soumission à son destin. Naturellement la grande masse des ouvriers ne veut pas entendre parler de ces instituts et s'adresse aux salles de lecture prolétariennes; elle s'oriente vers les discussions de rapports sociaux, qui l'intéressent directement; alors la bourgeoisie, dans sa suffisance, prononce son *dixi et salvavi*,⁴ et elle se détourne avec mépris d'une classe qui « préfère à une éducation sérieuse les éclats violents et passionnés de démagogues malintentionnés ». Du reste les nombreuses conférences sur des sujets scientifiques, esthétiques et économiques qui sont organisées très souvent dans tous les instituts prolétariens, surtout les instituts socialistes, et qui sont très suivies démontrent assez que les ouvriers ont aussi

¹ Source : Philippe Adair, « L'utilitarisme libertaire de William Godwin », *Revue française de science politique*, 1992, vol. 42, N°6, pp. 1008-1022.

² Il a été l'époux en première noce de l'écrivaine féministe Mary Wollstonecraft, morte peu après la naissance de leur fille Mary Shelley qui deviendra l'auteure de *Frankenstein*.

³ Écoles du soir où l'on donnait aux ouvriers une formation générale et parfois technique. Les premières furent fondées à Glasgow (1823) et Londres (1824). Au début des années 40, on comptait en Angleterre plus de 200 établissements de ce genre, principalement dans les villes industrielles du Lancashire et du Yorkshire. Naturellement, la bourgeoisie se servait de ces écoles pour former les ouvriers qualifiés dont elle avait besoin et les influencer dans un sens favorable à ses intérêts. (ES)

⁴ « J'ai parlé et me suis sauvé. » La citation complète est *dixi et salvavi animam meam* » (*j'ai parlé et j'ai sauvé mon âme*). (ES)

le goût d'une « éducation sérieuse », lorsque celle-ci n'est pas mêlée aux préceptes intéressés de la bourgeoisie. J'ai souvent entendu des travailleurs, dont les vestes de velours étaient en loques, parler de géologie, d'astronomie et d'autres choses avec plus de connaissances que n'en possède sur ces sujets maint bourgeois allemand cultivé. Et ce qui montre à quel point le prolétariat a su acquérir une culture propre, c'est que les œuvres modernes qui font époque en philosophie, en politique et en poésie sont lues presque uniquement par les ouvriers. Le bourgeois, valet servile du régime social existant et des préjugés qu'il implique, s'effraie et se signe devant tout ce qui est susceptible de constituer un progrès. Le prolétaire, lui, garde les yeux ouverts devant ces progrès et les étudie avec plaisir et succès. Sous ce rapport les socialistes surtout ont apporté une contribution incommensurable à la culture du prolétariat; ils ont traduit les matérialistes français : Helvétius, d'Holbach, Diderot, etc., et ils les ont diffusés dans des éditions à bon marché à côté des meilleurs ouvrages anglais¹. *La Vie de Jésus* de Strauss² et *La Propriété* de Proudhon³, ne sont répandus également que dans le prolétariat. Shelley, le génial et prophétique Shelley et Byron avec son ardeur sensuelle et sa satire amère de la société existante comptent chez les ouvriers leur public le plus nombreux; les bourgeois n'en possèdent que des éditions expurgées, les *family editions*, qu'on a accomodées au goût de la morale hypocrite du jour. Les deux plus grands philosophes pratiques de ces derniers temps Bentham et Godwin sont eux aussi, et surtout ce dernier, la propriété presque exclusive du prolétariat; bien que Bentham ait fait aussi école parmi la bourgeoisie radicale, seul le prolétariat et les socialistes sont parvenus à dégager un enseignement progressiste de sa doctrine. Sur ces bases le prolétariat s'est constitué une littérature propre, composée surtout de brochures et de journaux et dont la valeur dépasse de loin l'ensemble de la littérature bourgeoise. Nous en reparlerons ailleurs.

Il faut faire encore une remarque : les ouvriers d'industrie et parmi eux surtout ceux des districts cotonniers constituent le centre moteur des mouvements ouvriers. Le Lancashire et particulièrement Manchester, sont le siège des associations ouvrières les plus puissantes, le centre du chartisme, la région qui compte le plus de socialistes. Plus le système industriel envahit une branche et plus les ouvriers participent au mouvement, plus l'antagonisme entre ouvriers et capitalistes est aigu, plus la conscience prolétarienne de l'ouvrier est développée et aiguë. Bien que les petits patrons de Birmingham soient aussi victimes des crises, ils sont sur une position fautive, à mi-chemin du chartisme du prolétaire et du radicalisme du boutiquier. Mais en général tous les ouvriers d'industrie sont gagnés à une des deux formes de révolte contre le capital et la bourgeoisie; et ils sont unanimes à penser qu'ils constituent, en tant que *Working men* - titre dont ils sont fiers et apostrophe par laquelle commencent d'habitude les réunions chartistes - une classe particulière qui possède des intérêts et des principes propres et des conceptions particulières en face de tous les possédants et, en même temps, qu'en eux réside la force et la faculté de développement de la nation.

¹ *The New Moral World*, le journal de R. Owen, recommandait à ses lecteurs *Queen Mab*, de Shelley, *Le Contrat Social* de J.J. Rousseau et le *Système de la Nature* de D'HOLBACH. (ES)

² Dans un article sur l'Angleterre publié dans la revue de MARX et RUGE, les *DeutschFranzösische Jahrbücher*, 1844, I et II, Engels affirmait qu'aucun éditeur « respectable » ne se chargerait de la traduction et de la publication de *La vie de Jésus*. Henry Hetherington (1792-1849), propagandiste socialiste, la traduisit à partir de la version française de Littré (1839), à l'intention des ouvriers de Manchester, Birmingham et Londres. Ce n'est qu'en 1846 que parut la traduction officielle en trois volumes, due à la future romancière George Eliot. (ES)

³ *Qu'est-ce que la propriété?* parut en 1840 ; traduit en anglais en 1846. (ES)

4. Protagonistes

Les rubriques réunies dans ce chapitre recueillent et collationnent les données disponibles en diverses sources, dont les encyclopédies Universalis et Wikipédia pour le domaine français, Britannica et Spartacus pour le domaine anglais.

*
* *

William Benbow (1784-1841)

William Benbow est né à Manchester en 1784.

Cordonnier de profession, il révèle des dons d'orateur et milite dès 1815 au sein du mouvement radical. Entre 1815 et 1825, il est éditeur, publiant des éditions bon marché des poètes anglais, Byron en particulier.

A Londres, il collabore avec William Cobett assurant la continuité du journal *The Political Register* lorsqu'en 1817, Cobett devra s'exiler aux Etats Unis afin d'éviter la prison pour propagande séditeuse. Les autorités arrêteront en fin de compte Benbow lui-même, l'emprisonnant derechef lorsque, une fois libéré, il publiera un libelle intitulé *Les Crimes du Clergé*.

En 1831, il collabore avec James Watson et Henry Hetherington au sein de la *National Union of the Working Class and Others*, convaincu de la nécessité de l'action révolutionnaire. C'est aussi l'époque où il ouvre un cabaret (le *Commercial Coffe House*) au N° 205 de Fleet Street à Londres.

Il est surtout connu pour avoir préconisé le recours à la grève générale comme préalable au soulèvement armé. Durant cette période d'un mois de grève, un *Congrès des classes productrices* était censé se réunir pour délibérer des principales mesures susceptibles de réformer les fondements de la société.

Ce sera le thème du célèbre pamphlet qu'il publie le 14 janvier 1832 sous le titre de *Grand national Holiday, and congres of the productive classes* et qu'il développe dans un journal, *The tribune of People* (qui n'aura qu'une brève existence). En 1839, il parvient à convaincre les principaux dirigeants chartistes, dont George Julian Harvey, qui font adopter par la Convention nationale de 1839 le mot d'ordre de grève générale pour le 12 août 1839. Les chartistes évoqueront cette grève sous le nom de « Sacred Month » (le mois sacré).

Benbow sera arrêté en août 1839, une semaine avant le déclenchement de l'action. Malgré une longue défense de près de dix heures à son procès en avril 1840, il est condamné à 16 mois de prison. Il meurt en détention en 1841 à une date inconnue.

*
* *

James Bronterre O'Brien (1805-1864)

James O'Brien est né en Irlande en 1805. Il est issu de la classe moyenne : son père était un négociant en vins et spiritueux et possédait une fabrique de tabac avant de faire faillite et de s'expatrier dans les Indes. Après des études de droit à Dublin, il s'établit à Londres en 1829 pour y mener une carrière d'avocat. Il rencontre Henry Hunt, William Cobbett et Henry Hetherington avec qui il partage la revendication du suffrage universel. A partir de 1837 il collabore au *Poor Man's Guardian* de Hetherington, signant ses articles du nom de *Bronterre* qu'il adoptera comme son second prénom. Il assurera la continuité du journal lorsque Hetherington sera emprisonné sous le coup de la loi réprimant les journaux non estampillés. Owéniste à ses débuts comme la plupart des progressistes anglais de cette époque, il s'écarte bientôt des conceptions de Richard Owen sur l'action coopérative et revendiquera la primauté de l'action politique pour la classe ouvrière.

En 1836, il publie une traduction de Filippo Buonarroti sur la Conspiration des Egaux, dite de Babeuf. Après un séjour à Paris, il entreprend une biographie de Robespierre et se forge une conviction de jacobin radical fondée sur l'égalité des droits et sur la pureté des engagements citoyens. La conquête de la démocratie politique est indissociable à ses yeux de la conquête de droits sociaux nouveaux et il ne cesse de plaider dans le *Poor Man's Guardian* pour que les trade unions s'engagent dans l'action politique. Il écrit dans son journal *The National Reformer* en 1837 : « Je ferai observer que le but que j'ai en vue, c'est l'égalité sociale pour chacun et pour tous. Pour obtenir celle-ci, il faut d'abord que nous ayons l'égalité politique pour chacun et pour tous. Pour obtenir l'égalité politique, il faut que nous réalisons une organisation plus vaste et plus efficace des classes laborieuses¹ »

Par ailleurs, sa critique de l'aristocratie terrienne et de la propriété foncière le conduit à revendiquer une réappropriation collective des sols et des mines, un socialisme agraire² qu'il complète par une réforme des circuits de l'échange et du crédit dans l'esprit d'Owen.³

Dès 1838, il apporte son soutien à Feargus O'Connor sans toutefois marquer son accord avec les options les plus violentes des chartistes « de la force physique ».

Après que le *National Reformer* a cessé de paraître, il travaille pour le *Northern Star*. Ses articles ont largement contribué à la diffusion du journal. Il jouera un rôle central dans la clarification des objectifs politiques du mouvement chartiste.

En 1840, il est arrêté pour discours séditieux et condamné à 18 mois de prison. A sa libération, il entre en conflit avec Feargus O'Connor sur la stratégie du mouvement, notamment sa stratégie électorale, Bronterre préconisant des candidatures spécifiquement chartistes alors que F. O'Connor souhaitait soutenir des candidats tory.

En fin de compte, il rompt avec O'Connor et rejoint la *Complete Suffrage Union* de Joseph Sturge avec Henri Vincent et Robert Gammage. En 1843, il entreprend de relancer avec Hetherington le *Poor Man's Guardian*, sans grand succès toutefois.

En octobre 1849, il fonde la *National Reform League* sur un programme de nationalisation de la terre et de la monnaie.

Dans les années 1850, il se consacre à des projets d'éducation. Sa santé se dégrade et ses dernières années sont celles d'un grabataire. Il meurt le 23 décembre 1864.

*
* *

Richard Cobden (1804-1865)

Orphelin de son père dès son jeune âge, Richard Cobden doit accepter un emploi de commis puis de représentant de commerce en mousseline et calicot dans l'entreprise de son oncle. Après la faillite de ce dernier, il s'associe en 1828 pour monter à Manchester une entreprise d'impression de cotonnades qui prospère.

Parallèlement il se dote de la formation intellectuelle qui lui a manqué. Il devient le correspondant du *Manchester Times* pour les questions commerciales et économiques.

¹ Cité par Edouard Dolléans, *Le Chartisme, Aurore du Mouvement ouvrier*. Ed. Les nuits rouges, 2003, page 77

² Le 1^e septembre 1832, il écrit dans le *Poor's Man Guardian* : « La terre n'a pas de valeur si elle n'est pas cultivée ; et, comme les cultivateurs ont été placés par la Providence sur la terre, il est assez évident qu'ils ont droit à ses produits aussi longtemps qu'ils sont disposés à la cultiver. L'aristocratie doit s'apercevoir que sa propriété n'est que le résultat du consentement public, qu'elle n'existe que parce que le peuple la supporte. Qui peut prédire le moment où les producteurs de la richesse prendront la résolution de révoquer cette permission et de dire aux voleurs de la terre : vous n'avez plus de rentes parce que vous êtes durs de cœur, - et aux capitalistes : désormais nous n'aurons plus de capital parce que nous vous le prenons » (cité par Dolléans, op.cit. page 83)

³ Il s'agit d'un système d'échange basé sur la circulation de *bons de travail* permettant à chaque producteur d'échanger ses produits pour la contrepartie de leur valeur dans des bazars d'échange, sortes de magasins publics destinés à recevoir toutes les marchandises échangeables. Owen a donné à ce système le nom de « National and Equitable Labour Exchange ».

Sa fortune lui permet de se livrer dès la trentaine à sa passion des voyages.

Il publie en 1835 *L'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique par un fabricant de Manchester* puis en 1865 un ouvrage sur la Russie.

Il prend position contre les politiques protectionnistes en matière d'échanges commerciaux.

En 1838, il est à la base de la création de *l'Anti Corn-Laws League* qui a pour objectif d'abolir la loi sur l'importation des céréales et plus globalement toute mesure protectionniste : il en sera incontestablement le principal dirigeant pendant huit ans. Il est l'inspirateur d'une formidable campagne d'opinion sur le lien entre prospérité et libre-échange.

En 1841, il est élu aux Communes.

L'abrogation, le 16 mai 1846, des Corn Laws par le gouvernement conservateur de Robert Peel marque le point culminant de sa carrière.

Une souscription publique sera organisée en 1854 à la fois pour le remercier de son rôle dans la lutte contre les Corn Laws et pour le sauver de la ruine après de mauvaises affaires : la hauteur des sommes collectées témoigne de sa grande popularité.

Il se consacre alors à la cause pacifiste, complémentaire à ses yeux de son engagement pour le libre-échange censé assurer la paix entre les peuples par la voie du commerce. C'est lui qui signera en 1860 avec Michel Chevalier, ministre de Napoléon III, l'accord de libre-échange avec la France.

Il meurt le 2 avril 1865.

*
* *

Thomas Cooper (1805-1892)

Thomas Cooper a été un militant et un poète du chartisme.

Orphelin de son père dès son très jeune âge, il reçoit une formation de cordonnier. C'est un parfait autodidacte qui choisit, pour mieux apprendre lui-même, d'enseigner aux autres : à 23 ans, il a fondé sa propre école où il accueille des enfants pauvres.

Après avoir œuvré comme prédicateur méthodiste et travaillé comme journaliste, il rejoint le mouvement chartiste en 1840 et devient aussitôt un fervent admirateur de Feargus O'Connor.

En 1842, il joue un rôle important dans le soutien des grèves qui éclatent en août dans le Lancashire, le Yorkshire et la région de Stafford. A Leicester, il organise les chartistes en « brigades shakespeariennes » dont il se proclame le général¹. Le 17 août, à la conférence chartiste de Manchester, au moment même où les grèves sont à leur apogée, il vote avec MacDouall pour une extension du mouvement sous la forme d'une grève générale sur les objectifs de la Charte. Pour sa part, Feargus O'Connor faisait une analyse toute différente, considérant que les grèves en cours n'étaient en vérité qu'une manipulation des patrons affiliés à *l'Anti-Corn Laws League*.

Son soutien aux grèves et son rôle dans l'agitation chartiste de cette période lui vaudra s'être condamné à 2 ans de prison pour activités séditeuses et conspiratives.

C'est dans la prison de Stafford qu'il écrit son poème épique *Le Purgatoire des suicides (Purgatory of Suicides)*.

A sa sortie de prison, il est un autre homme. Il prend ses distances avec le mouvement et surtout il engage une vive polémique contre F. O'Connor qu'il accuse de malversations dans la gestion de la *Land Company*. Il sera en fin de compte exclu de la *National Chartist Association*.

¹ Ainsi nommées en raison du nom de leur local « The Shakespearean Room »

En 1855, il rejoint l'Église baptiste dont il devient l'un des prédicateurs.

Il est l'auteur en 1872 d'une autobiographie : *The Life of Thomas Copper*.

*
* *

Feargus Edward O'Connor (1796 -1855)¹

Fils d'un nationaliste irlandais, Feargus Edward O'Connor est l'une des figures importantes du mouvement chartiste.

Après une formation d'avocat, il est élu en 1832 à la chambre des Communes avec le soutien de Daniel O'Connell² et sur un programme qui revendiquait notamment l'autonomie de l'Irlande ainsi que le suffrage universel mais il sera destitué en 1835 pour ne pas correspondre aux conditions de fortune exigées pour être éligible.

En 1836, il rejoint la *London Working Men's Association* mais il fonde très vite une association concurrente, la *London Democratic Association*, sur une ligne de lutte de classe puis il relance en 1837, à Leeds, le journal *The Northern Star* qui va devenir l'organe principal du mouvement chartiste.

Au sein du mouvement, il entre en conflit avec les fondateurs tels que William Lovett et Henry Hetherington qui ne veulent compter que sur la force morale du mouvement pour atteindre ses objectifs.

Le 17 mars 1839, il est condamné à 18 mois de prison pour des articles dans le *Northern Star* considérés comme séditionnels. A sa sortie de prison, il prend le contrôle du mouvement chartiste.

En 1845, il cède la direction du *Northern Star* à Julian Harney et fonde la *Chartist Co-Operative Land Company* (qui prendra le nom de *National Land Company*). Il s'agissait avec cette association d'acquérir des parcelles de terre agricole afin de les louer à des ouvriers en chômage. L'entreprise connaît un début de réalisation avec l'acquisition du domaine de Herongate près de Rickmansworth dans le Gloucestershire (que l'on rebaptise bientôt O'Connorville) mais très vite, c'est l'échec, d'abord en raison de la mauvaise qualité des terres acquises, ensuite à cause de l'inexpérience des ouvriers en matière d'agriculture. Le parlement veillera du reste à enquêter sur la légalité de l'entreprise, puis à l'interdire. Cet échec contribuera au déclin du chartisme.

Il devient en août 1847 le premier (et le seul) député chartiste.

En avril 1848, il est l'organisateur de la grande manifestation chartiste de Kennington Park dans le sud de Londres

L'échec de la manifestation et les critiques adressées à la pétition (dont le nombre des signatures a été très exagéré, certaines se révélant de surcroît fantaisistes) achèvent de discréditer le personnage et le mouvement chartiste lui-même.

Il connaît à la fin de sa vie des problèmes de dérangement mental qui le font interner. Il meurt en août 1855.

La personnalité de Feargus O'Connor est l'une des plus contestées.

Edouard Dolléans³ ne cesse par exemple de prononcer à son sujet des jugements extrêmement sévères, l'accusant de n'être qu'un démagogue opportuniste, un ambitieux sans principe et un lâche (notamment dans la crise de Newport où il aurait abandonné John Frost à son sort).

Dans leur *Histoire du mouvement ouvrier anglais*⁴, A-L Morton et G. Tate donnent une appréciation plus mesurée. Ils écrivent : « (...) tout en étant un meneur sans pareil, par son énergie et sa force de caractère, il manquait de ces qualités particulières qui font les organisateurs et les dirigeants. Il était vaniteux et arrogant et, ce qui est plus grave, il n'avait pas de théorie politique solide ni de compréhension profonde des transformations qu'avait apportées en Grande-Bretagne la Révolution industrielle. Il était donc

¹ Plusieurs sources donnent 1794 comme date de naissance.

² Avec lequel il ne va pas tarder à rompre.

³ Edouard Dolléans, *Le Chartisme, Aurore du mouvement ouvrier*, Editions Les nuits rouges, 2003

⁴ Aux Editions Maspéro, Cahiers libres N° 39-40, Paris 1963, pp. 113-114.

enclin à s'appuyer sur les travailleurs les moins avancés, ceux qui regardaient encore en arrière. Il idéalise le paysan et la forme de société qu'il préconisait était essentiellement composée de propriétaires paysans. En cela il rejoignait sans doute les milliers de chartistes qui n'avaient quitté que tout récemment la terre pour l'industrie et regrettaient souvent la vie paysanne (...). De telles conceptions ne lui donnaient pas les atouts nécessaires pour assumer la direction indispensable en cas de crise. Il le prouva en 1839. ».

Marx écrit dans le numéro de mai/octobre 1850 de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* : « Le vieux O'Connor, squire irlandais et prétendu descendant des vieux rois de Munster, est un authentique représentant de la vieille Angleterre, malgré ses origines et ses tendances politiques. Il est conservateur jusqu'au bout des ongles et plein d'une haine profonde à la fois contre le progrès industriel et contre la révolution. Tous ses idéaux sont de bout en bout patriarcaux, petits-bourgeois. Il concilie en sa personne un nombre incalculable de contradictions qui trouvent leur solution et leur harmonie dans un certain *common sense* banal et qui lui permettent bon an mal an d'écrire dans le *Northern Star* ses interminables lettres hebdomadaires dont chacune est en conflit ouvert avec la précédente. (...) Ses épaules, sa voix tonitruante, le remarquable talent de boxeur avec lequel il est censé avoir tenu tête à plus de vingt mille personnes au marché de Nottingham, tout cela fait de lui un représentant typique de la vieille Angleterre. Évidemment un homme comme O'Connor ne peut être qu'un grand obstacle dans le mouvement révolutionnaire¹. »

*
* *

Les Fraternal Democrats² (1845-1853)

La société est précédée par la création, en **octobre 1844**, à l'initiative de Karl Schapper et de William Lovett, d'une association nommée « The Democratic Friends Of All Nations » (*Les Amis démocratiques de toutes les nations*) fondée à la suite d'un meeting organisé le **22 septembre 1844** à Londres en l'honneur de Weitling. Il s'agit sans doute du premier meeting internationaliste de l'histoire du mouvement ouvrier. C'est William Lovett qui en rédige la première et unique adresse « To the friends of humanity and justice among all nations » avec pour devise : « Tous les hommes sont frères » (« All Men are Brethren »).

Elle aura une existence très éphémère, en raison des conflits de tendance qui apparaissent dès le début dans le mouvement chartiste entre les partisans de la « force morale » et ceux de la « force physique » qui préconisent une ligne de classe plus ferme.

La société des Démocrates fraternels (Society of Fraternal Democrats) est ensuite fondée à l'initiative de G.J. Harney à la suite d'un congrès « des démocrates de tous les pays » organisé à Londres le **22 septembre 1845** pour fêter l'anniversaire de la première république française de 1792. Officiellement constituée le 15 mars 1846, elle regroupe la gauche du chartisme (G.J. Harney, E. Jones, Thomas Clark, F. MacGrath, W. Dixon), les militants de la *Ligue des Justes* (Karl Schapper, Joseff Moll) et des émigrants révolutionnaires d'autres nations présents à Londres (les Polonais sont représentés par Louis Oborski, les Français par Jean Michelot³)

Les *Fraternal Democrats* sous la direction de G.J. Harney organisent le **29 novembre 1847** la *Fête des Nations* au *German Society's Hall* pour célébrer l'anniversaire de la révolution polonaise de 1830. Marx et Engels qui se trouvent à Londres pour assister au deuxième congrès de Ligue des Communistes y prennent la parole. Il est décidé ce jour-là d'organiser à Bruxelles en octobre 48 un congrès international sur le modèle du congrès sur le libre échange qui venait de se tenir dans cette ville entre le 16 et le 18 septembre 47.

Le rôle de Harney a été déterminant dans l'affirmation d'une position internationaliste résolue.

Ces deux sociétés, et en particulier les *Fraternal Democrats*, peuvent être tenues comme les premières structures ouvrières internationalistes. Elles sont les précurseurs de la première Internationale.

¹ Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, pp. 408-409

² Source : Th Rothstein, *Une époque du mouvement ouvrier anglais*, Editions sociales internationales, Paris 1929, pp. 141-175

³ Marx et Engels étaient présents à Londres à l'été 1845 mais ils avaient quitté l'Angleterre le 21 août 1845.

Les *Fraternal Democrats* ont été pour l'essentiel une société de propagande. Toutes les occasions étaient mises à profit pour commémorer les événements révolutionnaires anciens ou contemporains au cours de banquets où l'on votait maintes motions et Adresses.

Le mouvement connaîtra son apogée en 1848.

En mars de cette année, Harney accompagne au nom des *Fraternal Democrats* la députation ouvrière chartiste qui rencontre, à Paris, Garnier-Pagès et Ledru Rollin. Il commence à publier dans le *Northern Star* puis dans les journaux qui lui succéderont la série des billets qu'il signe « L'Ami du peuple », avec au total plus de 80 billets en deux ans.

L'échec de la manifestation chartiste londonienne d'avril 1848 va placer l'association en position très difficile, en raison particulièrement du vote de l'*Alien Act*, une loi d'exception qui accordait au ministre de l'intérieur le droit d'expulser tout étranger jugé indésirable. Harney parvient toutefois à maintenir en activité une structure réduite¹. Le 6 juillet, par exemple, elle se réunit pour fêter le départ pour l'Allemagne de Karl Schapper et proclame à cette occasion une *Adresse aux unions ouvrières allemandes*. Un manifeste sera publié au début de 1849, suivi d'un banquet en l'honneur de la révolution de février en France, ce qui prouve que l'association demeure active, même si pour l'essentiel elle tente de réunir des fonds de soutien pour les militants anglais et étrangers en détresse.

La société disparaît à la fin de l'année 1852 dans un contexte de dissensions² et de défaites pour le mouvement ouvrier.

*
* *

John Frost (1784-1877)

John Frost est né le 25 mai 1784 à Newport dans le pays de Galles. Orphelin dès sa petite enfance, il est élevé par ses grands parents.

En 1806, après avoir exercé comme apprenti drapier à Londres, il ouvre une boutique à Newport et s'engage dans la vie politique locale.

En 1821, un conflit avec l'avocat Thomas Prothero, un puissant notable de la ville, l'envoie en prison pour six mois au motif d'avoir diffamé son adversaire.

En 1835, il est élu comme conseiller municipal de Newport et nommé juge d'instruction. L'année suivante, il devient maire de la ville mais ne peut se maintenir à ce poste.

Il s'engage alors dans le mouvement chartiste, soutenant l'aile favorable au recours à la force physique pour faire aboutir les revendications. Il est aussitôt relevé de ses fonctions de juge d'instruction.

En août 1839, le militant chartiste Henry Vincent est emprisonné pour avoir tenu des discours considérés comme incendiaires. Le 4 novembre 1839, Frost, convaincu que le moment est venu pour le mouvement de s'engager dans l'action, prend la tête d'un cortège de plusieurs milliers d'hommes, des mineurs et des ouvriers des fonderies. Ils sont armés et marchent de nuit en trois colonnes sur l'hôtel de Westgate au centre de Newport pour exiger la libération de Vincent et celle d'autres chartistes détenus. L'armée les attend et n'hésite pas ouvrir le feu. On comptera plus de 20 morts. L'échec est total, d'autant que l'espoir de voir de semblables actions se reproduire dans le nord s'est révélé vain.

Le 16 janvier 1840, Frost et deux de ses compagnons, Zephania Williams et William Jones³, sont jugés pour haute trahison et condamnés à mort.⁴ L'indignation est vive dans le mouvement chartiste qui engage une longue campagne d'opinion dans le pays pour dénoncer ce jugement. La peine sera commuée

¹ Rothstein cite le chiffre de 261 membres en janvier 1851 (op. cit. page 166)

² C'est l'époque aussi que la rupture entre Harney et Jones, entre Harney et Bronterre O'Brien.

³ Ils commandaient les deux autres groupes mais sont arrivés en retard sur les lieux du combat.

⁴ Une sentence d'une cruauté tout à fait extravagante : ils sont en effet condamnés à être pendus, puis décapités, puis ... écartelés. Tels sont les termes mêmes de la sentence : « that each of you be there hanged by the neck until you be dead, and that afterwards the head of each of you shall be severed from his body and the body of each, divided into four quarters » (que chacun d'entre vous soit pendu par le cou jusqu'à votre mort et qu'ensuite la tête de chacun soit détachée de son corps et le corps de chacun, divisé en quatre quarts »).

en bannissement le 11 février 1840. Frost et ses compagnons seront exilés en Australie. En 1854, Thomas Duncombe obtiendra une grâce de la part de Lord Aberdeen, alors Premier Ministre. Frost est alors autorisé à partir pour New York. Il rentre au pays en 1856 et se retire près de Bristol. Il meurt en 1877 à l'âge de 93 ans.

*
* *

George Julian Harney (1817 - 1897)

George Julian Harney est né le 17 février 1817 à Deptford, près de Londres. Fils de marin, il est d'abord inscrit à 11 ans à l'école navale de Greenwich, mais il s'aperçoit très vite que la vie en mer ne lui convient pas. Engagé en 1832 comme vendeur de journaux à la sauvette par Henry Hetherington, l'éditeur du *Poor Man's Guardian*, il subit entre 1834 et 1836, trois peines d'emprisonnement pour vente de journaux clandestins.

A sa sortie de prison, il noue des liens d'amitié avec Bronterre O'Brien, biographe de Robespierre, qui lui fait découvrir les révolutionnaires français de 89, dont Marat (il donnera le titre *L'ami du peuple* à l'un de ses journaux). Il fonde avec lui l'*Association démocratique de Londres* (LDA) en concurrence avec la *London Working Men's Association* (LWMA) de William Lovett (les deux associations diffèrent par leur composition sociale, davantage prolétarienne dans le cas de la LDA).

Cette précoce expérience de la répression le conduit à rejoindre ceux des dirigeants du mouvement chartiste, comme William Benbow et Feargus O'Connor, qui étaient des chartistes « de la force physique », autrement dit des chartistes partisans du recours à l'action et notamment à la grève générale pour faire aboutir les objectifs du mouvement.

Arrêté en 1839 pour appels à la révolte lors du premier pétitionnement chartiste, il est relâché lors de son procès à la cour d'Assises de Birmingham.

Après un bref séjour en Ecosse où il se marie, il se voit à nouveau emprisonné lors des grèves de 1842 qui éclatent au cours du second pétitionnement. Jugé avec ses compagnons à Lancaster, en mars 1843, il gagne son procès en appel et rejoint le journal *The Northern Star* dont il devient le rédacteur en chef en 1845 après que Feargus O'Connor s'est lancé dans son projet de fonder des colonies agricoles dans le cadre de la *Chartist Land Company*.

En 1845, il contribue avec Jones à la fondation des *Fraternal Democrats*, une organisation qui le met en contact avec le comité central londonien de la *Ligue des Justes*, laquelle deviendra bientôt la *Ligue des Communistes*. Il rencontre Marx à l'occasion du voyage que celui-ci accomplit avec Engels en Angleterre en juillet 1845.

Sa lettre du 30 mars 1846 à Engels montre qu'il a été pressenti pour faire partie du *Comité de correspondance* lancé par Marx à Bruxelles. En mars 1848, Harney est du reste présent à Paris¹ où il participe à la reconstitution du comité central de la *Ligue des communistes*².

Nous disposons sur cette époque d'un document qui témoigne de la personnalité de Harney. Il s'agit d'une correspondance entre Engels et lui à propos de sa participation au *Comité de correspondance communiste*. Harney parle de lui-même pour répondre aux éloges que Engels vient de lui adresser. Il écrit :

« Tu as jugé bon (...) de me parler de toutes les vertus révolutionnaires. Tu dis que je suis « anti-national », « révolutionnaire », « énergique, prolétaire », que « je tiens plus du Français que de l'Anglais, que je suis « athée républicain et communiste ». Je suis trop vieux routier pour rougir de cette accumulation de vertus portées à mon crédit, mais en serait-il ainsi, il ne s'ensuit pas que je sois qualifié pour le « leadership ». (...) Un leader populaire doit avoir un grand courage animal, mépriser la douleur et la mort et ne pas tout ignorer des armes et de la science militaire. Jusqu'à présent aucun chef ou

¹ Il faisait partie d'une délégation de chartistes venus pour rencontrer le gouvernement provisoire de la République. Ils seront reçus par Ledru-Rollin, Garnier-Pagès et Marrast. L'entrevue donnera lieu à une protestation du gouvernement anglais.

² Lettre de Marx à Engels du 12 mars 1848, *Correspondance Marx Engels*, tome 1, page 522, Editions Sociales, Paris 1977. Dès mars 1848, Marx et Engels présentent Jones et Harvey comme les « chefs des chartistes anglais (lettre de Marx à Etienne Cabet de fin mars 1848, op. cit. page 533).

leader dans le mouvement anglais n'a fait preuve de telles qualités, nous n'avons jamais eu un Barbès, par exemple. Ces qualités me font entièrement défaut. Je ne connais rien aux armes, je n'ai pas de cœur au ventre pour me battre et j'aimerais mieux mourir de quelque autre manière que par balle ou pendaison (...) Tu comptes l'énergie au nombre de mes vertus révolutionnaires ? Je sais que je possède une sorte d'énergie qui, lorsque l'exige l'occasion, me rend capable d'inciter d'autres à l'effort en donnant moi-même l'exemple mais il s'agit d'énergie morale : ; quant à l'énergie physique qui fait les Cromwell, les Napoléon etc., je crains d'en être totalement dépourvu. Dans certaines circonstances, je tomberais, hélas, comme Robespierre, faute du courage nécessaire pour me sauver moi-même. Et ce n'est pas tout car les qualités dont tu me gratifies et que tu résumes dans la phrase « tu es le seul Anglais réellement libéré de tous les préjugés qui distinguent l'Anglais de l'homme du continent » suffiraient déjà à m'empêcher d'être un leader. Si le suis « le seul Anglais, etc », il s'ensuit que je serais un chef sans armée, un leader sans partisans. A moi-même, ma propre position me paraît claire : je suis un « pionnier », j'enseigne d'étranges doctrines, les principes que je proclame heurtent le grand nombre et ne sont reconnus que timidement par une minorité ; et le rôle de pionnier est sûrement utile, et il n'est certes pas dépourvu de gloire. Tu vois, je suis tout à fait franc. Je parle de moi-même comme peu d'hommes le feraient, mais je ne voudrais pas te décevoir pour que tu n'aies pas d'illusions ni n'en déçoives d'autres. Je ne suis qu'un des humbles travailleurs dans le grand mouvement du progrès, et c'est comme tel que je voudrais être considéré.¹ »

En 1848, il affronte Lord Palmerston² à l'occasion des élections à Tiverton, dans le Devon.

L'anecdote mérite d'être racontée. Le système électoral anglais avait cette particularité que le scrutin était organisé en deux phases. On réunissait d'abord l'assemblée de tous les citoyens devant lesquels on procédait à une présentation des candidats, toutes les personnes présentes ayant alors le droit de manifester son opinion par un vote à main levée. Or ce vote n'avait qu'une valeur indicative. Ce n'était qu'un reflet sans conséquence de l'avis majoritaire de la population, le véritable scrutin qui avait lieu le lendemain étant réservé aux bourgeois qui s'étaient acquittés du cens électoral. Harney n'a donc aucune chance d'être élu lorsqu'il décide de défier Palmerston à Tiverton. Il a 30 ans. Palmerston en a 63 dont 40 années d'expérience parlementaire. Le débat a duré 7 heures devant quelque 3.000 personnes. Harney sera désigné vainqueur lors du vote à mains levées par 2/3 des voix. Palmerston ne sera pas moins élu dès le lendemain comme député de Tiverton³ par un corps électoral réduit à 400 électeurs (sur un total possible de 7.000).

La même année, il entre en conflit avec O'Connor et doit démissionner du *Northern Star*. Il fonde alors *The Red Republican* où sera publiée, en 1850, la première traduction anglaise du *Manifeste du Parti Communiste*⁴.

En avril 1850, il est l'un des signataires « au nom des communistes anglais » des statuts de la très éphémère *Société universelle des Communistes révolutionnaires* que Marx fonde à Londres au moment de sa brève collaboration avec August Willich.

A partir de 1850, il est, avec Ernest Charles Jones, à la tête du comité exécutif de l'Association nationale des Chartistes où il défend une ligne prolétarienne contre O'Connor.

Marx commente cette rupture au sein du mouvement chartiste dans le troisième (et dernier) numéro de sa revue *Die Neue Rheinische Zeitung-Revue* de 1850 où il écrit : « L'actuelle organisation du parti chartiste est également sur le point de se dissoudre. Les petits-bourgeois qui adhèrent encore au parti, associés à l'aristocratie des travailleurs, constituent une fraction purement démocratique dont le programme se réduit à la Charte du peuple et quelques autres réformes petites bourgeoises. La masse des ouvriers dont les conditions de vie sont vraiment prolétariennes appartient à la fraction ré-

¹ Cité par Maximilien Rubel, dans sa notice sur la fin de la Ligue des communistes, Karl Marx *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, volume IV, page 1396.

² L'un des chefs du parti whig depuis 1830 ; il sera ministre des Affaires étrangères en 1849 et Premier Ministre en 1855.

³ Fabrice Bensimon, *Les Britanniques face à la Révolution de 1848*, L'Harmattan, page 96.

⁴ Le texte a été publié dans les n° 21 à 24 entre le 9 et le 30 novembre 1850. Marx et Engels y sont désignés nommément comme les rédacteurs du texte.

volutionnaire des chartistes. A la tête de la première se trouve Feargus O'Connor, les chefs de la seconde sont Julian Harney et Ernest Jones. »¹

Les relations entre Marx et Harney ne vont toutefois pas tarder à se dégrader en raison des liens de Harney avec les milieux l'immigration allemande et française à Londres, Marx lui reprochant d'ouvrir les pages de son journal à des personnages comme Karl Schapper et August Willich avec qui il est en litige ouvert.

Le 11 février 1851, Marx écrit à Engels : « Je suis *fatigué* de cet encens officiel qu'Harney ne se lasse pas de prodiguer aux *petits grands hommes*² ». Cette expression que Marx formule en français anticipe sur le titre du pamphlet *Les grands Hommes de l'Exil* qu'il écrira en juin 1852 avec Engels et Donke, une galerie de portraits à charge des personnalités de l'immigration allemande à Londres à cette époque³. Il vise ici principalement August Willich et Karl Schapper avec lesquels Engels et lui viennent de rompre le 15.09.1850 et qui seront exclus de la *Ligue des Communistes* dès le 11.11.1850, le comité central de la ligue se voyant par la même occasion transféré à Cologne. Le même mois de septembre 1850, Marx avait quitté *l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands*, restée favorable aux thèses de Willich et de Schapper qui misaient sur une reprise du processus révolutionnaire sur le continent. C'est dans ce contexte que les relations entre Marx et Harney vont se détériorer après l'agression commise par les partisans de Willich sur la personne de deux amis de Marx et d'Engels, Wilhelm Pieper et Conrad Schramm lors d'un banquet pour le 3^e anniversaire de la révolution française de Février 48, banquet dont l'organisation dépendait en partie de Harney, accusé pour le coup d'avoir fait preuve en cette occasion de coupable faiblesse⁴.

A partir de 1851, Harney prend ses distances avec Ernest Jones, refusant de collaborer à *Notes to the people* l'hebdomadaire de ce dernier. Leurs relations iront en se dégradant.

A l'automne 1852, il s'allie à la bourgeoisie radicale et tente de former, mais sans succès, un parti national unifié avec les représentants des trade unions et des coopératives.

Dès 1853, Harney est très isolé politiquement. Après la mort de son épouse, il s'installe à Jersey en 1855 où il devient rédacteur au journal *Jersey Independent*. Engels l'y retrouve à St Héliier un jour d'octobre 1857 qu'il rendait visite à Conrad Schramm, alors en mauvaise santé. Il écrit à Marx : « J'ai pris (...) quelques verres avec lui (*avec Harney*) et je lui ai demandé de me parler de la Constitution en

¹ Suit alors un portrait peu flatteur de Feargus O'Connor « conservateur jusqu'au bout des ongles et plein d'une haine profonde à la fois contre le progrès industriel et contre la révolution ». (*Chroniques littéraires et politiques* réunies par M. Rubel, édition de la Pléiade des *Œuvres* de Marx, tome IV, page 408). Précisons que la qualification de « fraction purement démocratique » désigne la restriction de l'action des chartistes modérés au seul objectif institutionnel d'une réforme de l'appareil politique par le suffrage universel, les rapports de propriété restant en l'état.

² *Correspondance Marx Engels* aux Editions sociales, tome II, page 138. C'est dans la même lettre du 11 février 1851 que Marx, évoquant son total isolement politique et social, confie à Engels: « Cela à part, cet isolement authentique, public, dans lequel nous vivons, toi et moi, me plaît beaucoup. Il est tout à fait conforme à notre position et à nos principes ». Engels lui répondra sur ce thème, le 13 février : « Nous avons à nouveau enfin l'occasion – pour la première fois depuis longtemps - de démontrer que nous n'avons besoin ni de popularité, ni du soutien d'un parti quelconque dans un pays quelconque et que notre position est totalement indépendante de ces petits et mesquins calculs. Dorénavant nous n'avons de responsabilité que vis à vis de nous-mêmes, et quand viendra le moment où ces messieurs auront besoin de nous, nous serons alors en mesure de dicter nos conditions ». Il ajoute : « Que resterait-il de tous ces ragots et racontars que toute la populace de l'immigration colporte sur ton compte le jour où tu y répondras par ton *Economie* ? » (Ibidem, pages 143 et 144). Ce sont des propos privés, certes, et qui doivent être lus en tenant compte, outre les conflits politiques, des terribles conditions de misère noire que connaît Marx au début de son exil londonien.

³ L'ouvrage ne sera publié en russe qu'en 1930.

⁴ L'incident est raconté par Marx dans sa lettre à Engels du 24.02.51, page 151 du tome 2 de la *Correspondance*. Marx sera durablement mortifié par le comportement de Harney à cette occasion. Le 26.02.1851, il écrit à Engels: « Il s'est (...) rangé derrière ces gens immondes qui sont nos ennemis directs, personnels et, aux yeux de l'Allemagne, il a pris parti pour eux et contre nous en jetant dans le plateau de la balance tout le poids qu'il peut avoir ». Engels lui répond: « Cette saloperie dépasse les bornes et il faut le lui faire sentir. S'il s'associe avec les autres, tant pis pour lui, qu'il aille au diable.» (*Correspondance Marx Engels*, tome II, page 160)

vigueur ici ; du passé, il n'en a pas été question. Il semble être pour l'instant sacrément content d'avoir abandonné la grande politique pour se retirer dans son *petit royaume des aveugles* ».¹

En mai 1863, il immigre aux Etats-Unis où il occupera un emploi de fonctionnaire dans l'administration de l'Etat du Massachusetts. En 1869, il souscrit une cotisation à l'AIT, demandant à Marx de lui faire parvenir un exemplaire du Capital².

Il rentre en Angleterre en 1879, et poursuit une activité de journaliste à Newcastle jusqu'à sa mort, le 9 décembre 1897.

*
* *

Henry Hetherington (1792-1849)

On connaît peu de choses des premières années de Henry Hetherington, sinon qu'il est le fils d'un tailleur londonien. Il acquiert très jeune une formation de typographe. Après s'être marié en 1811 et avoir travaillé en Belgique, à Gand, il s'établit à son compte vers 1822 à Londres où il milite sur des positions radicales.

Il est à l'origine avec George Birkbeck de la fondation en 1823 du « London Mechanic's Institute », une institution d'enseignement pour adultes dans l'esprit de l'owénisme (l'institution se trouve aujourd'hui intégrée à l'Université de Londres).

Vers 1820, il commence une carrière de journaliste, à une époque où la publication des journaux était grevée d'une lourde taxe. Il gagne sa notoriété en menant une campagne très résolue contre le droit de timbre qui frappe la presse depuis le *Publication Act* de 1819. Il édite à dessein plusieurs journaux (des journaux à succès : le « Poor Man's Guardian » (*Le Défenseur du Pauvre* atteint en 1833 un tirage de 22.000 exemplaires par semaine) sans s'acquitter du droit de timbre, les journaux étant vendus à la sauvette, ce qui l'expose aux sanctions : amendes, confiscation du matériel, emprisonnement. A l'endroit où un point rouge devait indiquer que le journal s'était acquitté de la taxe, Hetherington avait placé le slogan « Le savoir, c'est le pouvoir ». Ce droit de timbre sera supprimé en 1855.

Dans ses journaux, Hetherington n'a de cesse de dénoncer le travail des enfants, les effets de la *Poor Law* ainsi que la corruption du pouvoir et le parasitisme de la classe politique en général (ce qui est un des thèmes principaux de l'opposition radicale).

Avec William Lovett, James Watson et John Cleave, il fonde en 1836 la *London Working's Man Association* qui sera à l'origine du mouvement chartiste, soutenant l'aile modérée.

Militant de la liberté religieuse, il est emprisonné pendant quatre mois en 1840 pour blasphème après avoir publié un ouvrage intitulé *Haslam's Letters to the Clergy on all Denominations* (Lettres de Haslam au clergé de toutes les confessions) où il dénonce l'Ancien Testament pour immoralité.

Il meurt en 1849 du choléra, après avoir refusé, par conviction personnelle, tout recours aux médicaments.

*
* *

Ernest Charles Jones (1819-1869)

Ernest Charles Jones est né à Berlin le 25 janvier 1819 dans une famille aristocratique. Il est le fils d'un major de l'armée britannique, aide de camp du duc de Cumberland et vétéran de Waterloo. Sa mère était la fille d'un grand propriétaire terrien du Kent.

Il passe ses premières années dans le domaine de son père en Holstein. Eduqué par des précepteurs privés, il montre des talents pour les langues et des goûts pour la poésie.

¹ *Correspondance Marx Engels*, tome V, page 47

² *Correspondance Marx Engels*, tome X, page 91

Il vient vivre en Angleterre en 1838 où il publie en 1842, sans nom d'auteur, un roman intitulé *The Wood Spirit*. En 1840, il épouse Atherley Jane, d'une ancienne famille de Cumberland.

Il devient avocat en avril 1844. Il achète une propriété dans le Kent mais sa situation financière se dégrade après la mort de ses parents.

En 1845, il participe avec George Julian Harney à la création des *Fraternal Democrats*.

En 1846, il rejoint l'aile gauche du mouvement chartiste. Il est avec Feargus O'Connor l'un des organisateurs de la dernière manifestation chartiste du 10 avril 1848 à Londres : peu de temps après, en juin, il est condamné à deux ans de prison pour discours séditionnel. Il y subit un strict régime d'isolement, une mesure censée empêcher que certains prisonniers ne transmettent « leurs tendances criminelles ».

En dépit de ces conditions de détention très dures, il écrit en prison un poème épique *La révolte de Hindostan* (avec, dit-on, son propre sang sur les feuillets détachés d'un livre de prières).

A sa sortie de prison en 1850, il devient l'un de principaux dirigeants du mouvement chartiste : il prend la direction avec George Julian Harney du comité exécutif de *l'Association nationale chartiste*. Tous deux tentent de relancer le mouvement sur d'autres bases, en lui donnant une orientation plus fermement socialiste, en rapport étroit avec Marx et Engels.

En mars 1848, Jones est à Paris pour la reconstitution du Comité Central de la *Ligue des Communistes* dont il fait partie¹. Dès cette période, Marx et Engels présentent Jones et Harvey comme les « chefs des chartistes anglais »².

Il rompra avec Harney lorsque l'évolution politique de ce dernier le conduira à privilégier une large union nationale avec la petite bourgeoisie radicale. Il fonde alors une revue, *Notes to the People*, à laquelle Marx et Engels collaboreront de juin 1851 à avril 1852.

Les relations de Jones avec Marx et Engels ne connaîtront que plus tard et de façon moindre la détérioration qui a affecté leurs rapports avec Harney. Dans une lettre à Dronke du 9 juillet 1851, Engels écrit : « Jones qui est d'ailleurs un tout autre type que Harney est par contre entièrement pour nous et expose maintenant aux Anglais le *Manifeste* »³. A Weydemeyer, Marx parle, le 1^{er} janvier 1852, de « notre ami Jones, le plus important leader du parti anglais »⁴.

Par ailleurs, à côté d'une carrière d'avocat dévoué aux causes du petit peuple, il poursuit une activité de romancier et de poète. Il publie : *The Maid of Warsaw*, *Woman's Wrongs*, *The Painter of Florence*. Plusieurs de ses poèmes, *The battle Day* (1855), *The revolt of Hindostan* (1857) et de ses chansons, *The Song of the Poor*, *The Song of the Day Labourers*, *The Factory Slave* ont atteint un large public.

Vers 1857, Jones amorce un rapprochement avec les classes moyennes, espérant ainsi relancer le mouvement chartiste sur la seule base d'une revendication du suffrage universel. Il organise à cet effet une conférence commune avec les libéraux le 8 février 1858. Marx et Engels rompent alors leurs relations amicales avec lui.

Marx écrit à Engels, le 16 janvier 1858 : « Que dis-tu de l'ami Jones ? Que le bougre se soit rendu, je me refuse encore à le croire. Il se peut que son expérience de 1848 lui pèse sur l'estomac vu la grande confiance qu'il a eue en lui ; il se peut qu'il se croie capable d'exploiter la middle class (...) La seule excuse pour Jones est la mollesse de la classe laborieuse en Angleterre, les basses eaux dans lesquelles elle patauge actuellement. Quoi qu'il en soit, dans la voie qu'il a prise, il deviendra dupe de la middle class ou renégat. »⁵

Engels pour sa part, écrit à Marx, après un meeting chartiste tenu en octobre 1858 à Manchester : « L'histoire de Jones est dégoûtante. Il a tenu ici un meeting et parlé entièrement dans le sens de la nouvelle alliance. Après cette histoire, on serait tenté de croire que le mouvement prolétarien anglais doit disparaître totalement sous son ancienne forme, sous sa forme chartiste traditionnelle, pour pouvoir renaître sous une forme nouvelle et viable. (...) Le prolétariat anglais s'embourgeoise réellement de plus en plus, si bien que cette nation, la plus bourgeoise de toutes, semble vouloir en arriver finalement à posséder une aristocratie bour-

¹ Le 12 mars 1848, Marx écrit à Engels : « Le comité central a été constitué puisque Jones, Harney, Schapper, Bauer, Moll se trouvent ici. » (*Correspondance Max Engels*, Editions sociales, tome 1, page 522).

² Lettre de Marx et Engels à Etienne Cabet, *Correspondance*, tome 1, page 533

³ *Correspondance*, tome II, page 242

⁴ Tome III, page 4

⁵ *Correspondance*, tome V, page 117

geoise et un prolétariat bourgeois à coté de la bourgeoisie. C'est dans une certaine mesure justifié dans une nation qui exploite le monde entier ».¹

Marx confie à Weydemeyer, le 1^{er} février 1859 : « J'ai rompu avec Ernest Jones. Malgré mes mises en garde répétées et bien que je lui ai prédit exactement ce qui est arrivé - sa déconfiture et la désorganisation du parti chartiste - il s'est engagé dans des tentatives de conciliation avec les *bourgeois radicals*. C'est maintenant un homme ruiné, mais il a causé un tort extraordinaire au prolétariat anglais. Certes on réussira bien à réparer les dégâts mais on a gâché un moment très favorable à l'action. Imagine une armée dont le général passe à l'ennemi la veille de la bataille.² »

La brouille sera toutefois de courte durée. Jones, en effet, abandonnera bientôt sa stratégie centriste. Et dès la fin de février 1859, il ne manquera pas de manifester sa solidarité avec Marx lorsque se déclenchera la pénible affaire Vogt³, lui apportant même sa compétence d'avocat.

De Manchester, Marx écrit à sa fille Jenny, le 17 mai 1864 : « J'ai rendu visite hier à Ernest Jones et nous avons renoué notre vieille amitié. Il m'a reçu avec beaucoup de cordialité.⁴ ». Jones est donc redevenu un intime : le 1^{er} mai 1865, il est invité chez Marx pour l'anniversaire de Jenny avec Odger, Cremer, Fox et Jung « de telle sorte qu'on fêtera l'anniversaire politiquement⁵ ».

En 1868, il se présente aux élections législatives à Manchester, mais en dépit de son indulgence pour les libéraux (ce qui lui sera de nouveau vertement reproché), il ne sera pas élu.

Il meurt d'une pleurésie le 26 janvier 1869. Apprenant la nouvelle, Marx écrit à Engels le 28 janvier 1869, « La nouvelle concernant E. Jones a naturellement provoqué une profonde consternation à la maison, car il était un des rares vieux amis⁶ ». Engels lui répond, le 29 : « Demain, Jones sera inhumé, accompagné d'une énorme procession dans le cimetière où Lupus est enterré. Vraiment une perte, ce garçon. Malgré tout, ses phrases bourgeoises n'étaient que feintes et ici, à Manchester, il n'y a personne qui puisse le remplacer auprès des travailleurs. Ça va être de nouveau la débandade et c'est pour le coup que ces gens-là se mettront à la remorque des bourgeois. Avec ça, Jones était, parmi les politiciens, le seul Anglais *cultivé* qui, *au fond*, fût tout à fait de notre bord.⁷ »

Ses funérailles donnent effectivement lieu à une importante manifestation dans la tradition chartiste.

*
* *

William Lovett (1800-1877)

Né en mai 1800 dans les Cornouailles à Newlyn, William Lovett est issu d'un milieu modeste de pêcheurs. Orphelin de son père qui s'est noyé en mer avant sa naissance, il est élevé par une mère méthodiste de stricte observance.

¹ *Correspondance*, tome V, page 222

² *Correspondance* Marx Engels, Editions sociales, volume V, page 256

³ Le 14 mai, un article anonyme paraît dans le journal *Das Volk* dénonçant Karl Vogt, célèbre naturaliste allemand et ancien membre, en 1849, du gouvernement de Bade, comme agent bonapartiste (ce qu'il était vraiment). Celui-ci réplique par un article (lui aussi anonyme), paru le 2 juin dans lequel il accable Marx des pires calomnies, l'accusant notamment de vivre richement à Londres aux crochets des immigrants allemands dont il détournerait à son profit les cotisations. Marx sera ulcéré par ces racontars haineux et va dépenser une énergie considérable dans cette affaire et même beaucoup d'argent pour publier (à compte d'auteur) sa riposte sous la forme d'un pamphlet intitulé *Herr Vogt*. C'est dans cette épreuve qu'il appréciera le comportement de ses proches (l'aide de Jones en l'occurrence et, par exemple, la distance de Freiligrath et de Lassalle). Le plus important est qu'il interrompt ses travaux en économie politique pendant un an et demi (il ne les reprendra qu'en août 1861). On trouvera un récapitulatif complet de l'affaire dans la longue lettre que Marx adresse, le 3 mars 1860, au Conseiller de Justice Weber, à Berlin (*Correspondance*, tome VI, pages 111-125).

⁴ *Correspondance*, tome VII, page 225

⁵ *Correspondance*, tome VII, page 119

⁶ *Correspondance*, tome X, page 14

⁷ *Correspondance*, tome X, page 18.

A 21 ans, il acquiert à Londres une formation de menuisier ébéniste et devient président de son syndicat professionnel dans un contexte dominé par l'owénisme. Il doit sa notoriété à la fondation d'une association, l'*Anti-Militia Association*, créée pour soutenir les refus d'inscription dans la milice londonienne selon le principe « pas de droit de vote, pas de fusil ».

De mauvaises affaires au début de son mariage le conduisent à chercher un emploi dans le mouvement coopératif. En 1829, il devient secrétaire de la *British Association for Promoting Cooperative Knowledge*, subissant alors l'influence d'Owen.

Il suit des cours du soir au *London Mechanic's Institute* où il entre en contact avec des radicaux comme Henry Hetherington et John Cleave qui compteront parmi les premiers dirigeants du chartisme.

En 1836, il fonde avec ces derniers la *London Workings' Men Association* dont est issu le mouvement chartiste. On lui prête la rédaction des six points de la Charte du Peuple en mai 1838. Ces six points revendiquaient : 1. le suffrage universel masculin à partir de 21 ans, 2. le scrutin secret, 3. la suppression du cens électoral, 4. la rétribution du mandat de député 5. un redécoupage des circonscriptions électorales, 6. un renouvellement annuel du parlement.

Outre les six points de la Charte, il milite pour l'amélioration des conditions de travail, pour l'abolition de la loi sur les pauvres et celle des workhouses détestés et de manière générale, dans l'esprit de l'owénisme, pour la promotion des travailleurs par l'éducation.

Il entre en conflit avec Feargus O'Connor sur la question stratégique du recours à la force, à l'action de grève notamment, pour faire aboutir les objectifs du mouvement.

En 1839, il se voit condamné à 12 mois de prison sur la seule accusation d'avoir assumé, au titre de dirigeant responsable, la dénonciation par les militants chartistes des brutalités policières lors d'un meeting à Birmingham.

Il profite de son séjour en prison pour écrire, en collaboration avec John Collins, un livre intitulé *La charte, une nouvelle organisation du peuple*. L'ouvrage est aussitôt dénoncé par O'Connor et par l'aile gauche du chartisme.

En 1841, il se retire de la politique et se consacre à la question éducative de la classe ouvrière. Il fonde la *National Association for Promoting the Political and Social Improvement of the People*.

Il meurt dans la pauvreté le 8 août 1877.

*
* *

Peter Murray McDouall (1814-1854)¹

Peter M. McDouall est né en Ecosse à Newton-Stewart, non loin de Glasgow, en 1814, dans une famille de tradition radicale (il se plaisait à dire qu'il était le petit-fils d'un homme qui s'était battu aux côtés de Washington).

Il acquiert une formation de chirurgien à l'Université d'Edimbourg et s'installe à Ramsbottom, une petite ville de récente industrialisation, où son expérience médicale le met en contact avec les réalités sanitaires d'une population ouvrière surexploitée. Il n'a de cesse de dénoncer les ravages du « factory system » sur la santé de la population ouvrière et aboutit très vite à la conclusion que la solution au problème social est avant tout politique. C'est sur cette base qu'en octobre 1838, il rejoint le chartisme en compagnie de son ami, le Dr Matthew Fletcher. Sacrifiant ainsi le confort d'une pratique médicale bourgeoise, McDouall, fait le choix d'une vie de militant marquée par la précarité.

En février 1839, il remplace Joseph Rayner Stephens (qui vient d'être arrêté en décembre 1838) comme délégué de Ashton-under-Lyne à la première Convention de la NCA où il devient l'un de principaux porte-parole de l'aile « de la force physique », partisan du recours à la grève générale pour faire aboutir les objectifs du mouvement. Il multiplie les interventions sur le thème de « l'esclavage blanc », ainsi qu'il nomme la condition ouvrière.

¹ Source : P. Pickering et S. Roberts, « Pills, pamphlets and politics : the career of P.M. McDouall (1814-1854) », in *Manchester Region History Review*, Vol XI, 1997, pp. 34-43.

Arrêté en juin 1839 en relation avec les événements du *Bull Ring* à Manchester, il assure lui-même sa défense lors de son procès en août mais son éloquence n'empêche pas que le jury le condamne à 11 mois de prison. Durant son emprisonnement, il mène une dure polémique contre son ancien mentor, Joseph R. Stephens qui évolue vers des positions plus modérées. Il noue aussi une relation sentimentale avec la fille de l'un de ses gardiens, Mary Anne, qu'il épousera à sa sortie de prison.

Il est libéré le 13 août 1840 en pleine agitation syndicale. Il est aussitôt entraîné dans une impressionnante série de conférences, pas moins de 27 meetings entre sa libération et le 21 septembre 1841. Sur le plan matériel, il connaît les difficultés de ces militants quasi professionnels dépourvus d'autres ressources que celles de leur activité d'orateurs et de journalistes¹. Entre avril et octobre 1841, il édite son propre journal, *The Chartiste and Republican Journal*, où il insiste sur la nécessité pour la NCA de renforcer son organisation.

Candidat aux élections générales de 1841, il connaît le sort des militants chartistes acclamés lors du vote « à mains levées » mais chaque fois évincés par les règles du scrutin censitaire.

Il joue, avec Thomas Cooper, un rôle de premier plan au cours de la grande grève de 1842, intervenant à la Convention de Manchester pour que la NCA donne un objectif politique à la grève et en prenne la direction.

Les autorités ne tardent pas à lancer contre lui un mandat d'arrêt. Il préfère prendre la fuite et s'exiler en France où il séjourne à partir de septembre 1842, vivant de très peu, notamment de sa collaboration au journal *Le Populaire* d'Étienne Cabet qu'il avait rencontré à Londres en 1839 et dont il traduit le *Voyage en Icarie*.

De retour en Angleterre à la fin de 1844, il tente de réorganiser le mouvement chartiste en Ecosse, ce qui lui vaut d'entrer en conflit avec Feargus O'Connor (qui craint la mise en place d'une structure concurrente de la NCA). Son retour est du reste marqué par diverses polémiques avec d'anciens compagnons, dont James Leach pour la gestion d'un fonds d'entraide qui devait lui permettre de s'établir comme médecin.

Au début de 1845, il ouvre un cabinet médical à Oldham mais il se fait bien vite le propagandiste de la Chartist Land Company pour laquelle il s'enthousiasme.

À la suite de l'échec de la manifestation du 10 avril 1848 et du rejet de la troisième pétition, il se laisse aller à des menées conspiratives et est arrêté pendant la nuit du 16 juillet puis condamné en août 1848 à deux ans de prison, une peine qu'il subit dans des conditions de détention (d'isolement notamment) très sévères.

À sa libération, il tente de reprendre sa pratique de médecin à Ashton-under-Lyne, mais sans succès. Il émigre alors en 1854 avec sa famille² en Australie où il décède peu après. Il a 40 ans.

*
* *

Robert Owen (1771- 1858)

Robert Owen³ est le type même de l'autodidacte.

Son savoir-faire lui assure une réussite précoce dans l'industrie manufacturière. Il a 27 ans lorsqu'il acquiert la plus grosse filature d'Ecosse (2.000 employés, dont 500 enfants issus des workhouses de Glasgow et d'Édimbourg), la société de New Lanark, propriété de David Dale dont il épouse l'une des filles⁴. Il

¹ Pour l'anecdote, Mac Douall démarchait lors de ses meetings une concoction et des pilules de sa composition qu'il vendait sous le nom de « MacDouall's Florida Medicine »

² Son épouse et ses cinq enfants rentreront en Angleterre où ils seront aidés par une souscription.

³ Source : « Vie et œuvre de Robert Owen », par A.L. Morton, introduction aux *Textes choisis de Robert Owen*, Éditions sociales, coll. Les Classiques du Peuple, Paris 1963, pp. 13-54

⁴ Robert Owen avait commencé en empruntant 100 livres à Manchester. En 1809, il achète la part de ses associés dans les New Lanark Mills pour 84.000 livres qu'il paie comptant. Cela donne la mesure des enrichissements de l'époque, compte tenu qu'en 1800, moins de 15% des familles avaient un revenu annuel supérieur à 50 livres, et parmi ces privilégiés, 1/4 seulement dépassaient 200 livres par an (source : Eric J. Hobsbawm, *L'ère des révolutions*, Editions Complexe 2000, page 52.)

entreprind dès 1800 de faire de New Lanark une communauté conforme à ses vues : amélioration des conditions de travail par la réduction de 14 à 10 heures de la journée de travail, hygiène, logement et nourriture, engagement des enfants à partir de 10 ans. Son usine devient rapidement un modèle, grâce notamment à ses innovations pédagogiques. L'action d'Owen se concentre du reste sur le sort des enfants afin de limiter par la réglementation l'usage de leur force de travail et de leur offrir une éducation à laquelle il prête une force d'émancipation sociale.

Le premier de ses quatre essais (*Essais sur la formation du caractère humain*) intitulé *Nouveau Regard sur la société*, publié en 1813, connaît un véritable succès. Owen devient un personnage public.

En 1820, ses adversaires dans le monde industriel le dénoncent à ses associés quakers pour son irrégion. En fin de compte, il doit s'écarter de la direction de l'école. Il reçoit la proposition de fonder une communauté aux Etats-Unis. Il accepte et part fonder « New Harmony » dans l'Indiana. L'entreprise est un échec dès 1825. Owen y a englouti sa fortune.

En 1832, il participe à Londres à la fondation du *National Equitable Labour Exchange* où les produits sont échangés selon le nombre d'heures de travail qu'ils contiennent et sur le coût des matières premières. Les disproportions dans l'évaluation des marchandises conduisent très vite au déséquilibre du marché.

En 1834, il favorise la mise en place d'une union syndicale, *La Grand National Consolidated Trades Union*, qui adopte ses conceptions sur la coopération, la formation du caractère, l'influence du milieu, l'émancipation des femmes et surtout l'importance de l'éducation, celle des enfants surtout. L'union ne dure pas plus d'un an.

En septembre 1858, déjà malade, il décide d'assister à la réunion de la *National Association for the Promotion of Social Science* (Association nationale pour la promotion de la science sociale), à Liverpool, pour y adresser en personne son dernier message à l'humanité. Victime d'une défaillance au milieu de son discours, il est ramené dans son lit où il perd connaissance. Il meurt le 17 novembre 1858 à l'âge de 84 ans. Son autobiographie *La vie de Robert Owen écrite par lui-même* paraîtra un an plus tard.

*

L'ouvrage d'Engels « Socialisme utopique et socialisme scientifique » contient une longue note consacrée à Robert Owen. Sous le titre « L'utopisme anglais : Robert Owen » Engels écrit¹ :

« Tandis que l'ouragan de la Révolution balayait la France, une révolution moins bruyante, mais tout aussi puissante, s'accomplissait en Angleterre. La vapeur et la machine-outil transformèrent la manufacture en grande industrie et révolutionnèrent tous les fondements de la société bourgeoise. Le paresseux mouvement de la manufacture se changea en une orageuse période de production à haute pression. Avec une rapidité sans cesse croissante, la société se divisa en grands capitalistes et en prolétaires exploités; la petite bourgeoisie, jusque-là la classe la plus stable de la société, se changea en une masse nomade d'artisans et de petits boutiquiers menant une existence tourmentée et formant la partie la plus fluctuante de la population. Cependant le nouveau mode de production n'était qu'au début de sa période ascendante, il était encore le mode de production normal, le seul possible vu les circonstances; et néanmoins il avait déjà produit les plus criantes incongruités sociales: agglomération d'une population vagabonde dans les épouvantables bouges des grandes villes; dissolution de tous les liens traditionnels de la subordination patriarcale et de la famille; surtravail, principalement des femmes et des enfants, poussé à son extrême limite; complète démoralisation des classes ouvrières jetées soudainement dans des conditions toutes nouvelles.

C'est alors qu'apparut, comme réformateur, un fabricant de 29 ans; un homme qui alliait à une simplicité enfantine allant jusqu'au sublime, un pouvoir de diriger les hommes comme peu l'ont possédé. Robert Owen s'était approprié la doctrine des matérialistes du XVIIIe siècle: que le caractère de l'homme est le produit, d'un côté, de son organisation native, et, de l'autre, des circonstances qui l'environnent pendant sa vie et principalement pendant sa période de développement. Dans la révolution industrielle, la plupart des fabricants, ses contemporains ne virent que confusion et chaos, bons à leur permettre de pêcher en eau trouble une rapide fortune. Il y vit l'occasion d'apporter l'ordre dans le chaos en mettant en pratique son théorème favori. Il en avait déjà fait

¹ F. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Editions sociales, Paris 1960, pp 49-54

un heureux essai à Manchester, dans une fabrique de 500 ouvriers dont il était le directeur. De 1800 à 1829,¹ il appliqua ces mêmes principes, en sa qualité de directeur associé, dans la grande filature de New-Lanark, en Écosse, mais avec une plus grande liberté d'action et avec un succès qui lui valut une réputation européenne. Il transforma une population d'environ 2,500 ouvriers, composée d'éléments divers et pour la plupart démoralisés, en une colonie-modèle où l'ivrognerie, la police, la prison, les procès, l'assistance publique et le besoin de charité privée étaient inconnus.

Et tout cela simplement parce que les ouvriers étaient placés dans des conditions plus dignes de l'homme, parce que la génération grandissante était soigneusement surveillée. Owen fut le premier inventeur des crèches qu'il introduisit à New-Lanark. Dès l'âge de deux ans, les enfants étaient envoyés à l'école où ils s'amusaient tellement qu'on avait peine à les ramener à la maison. Tandis que ses concurrents travaillaient 13 et 14 heures, il avait réduit le travail dans sa fabrique à 10 heures 1/2. Durant une crise cotonnière qui arrêta le travail pendant 4 mois, les ouvriers continuèrent à recevoir leur paie entière. Néanmoins la fabrique doubla, et au-delà, son capital d'établissement, et jusqu'au dernier moment donna aux propriétaires de riches profits.

Mais tout cela ne satisfait pas Owen. L'existence qu'il avait procurée à ses ouvriers était à ses yeux loin être digne de l'homme. «Ces hommes étaient mes esclaves». Les circonstances relativement favorables dans lesquelles il les avait placés étaient encore bien éloignées de pouvoir permettre un développement complet et rationnel des caractères et des intelligences et encore moins le libre exercice des facultés. — «Un petit groupe de 2,500 hommes produisait plus de richesse réelle pour la société qu'une population de 600,000 hommes n'aurait pu le faire il y a un demi-siècle de cela. Je me demandais: qu'est devenue la différence entre la richesse consommée par ces 2.500 hommes et celle qu'auraient consommée 600.000 ?» La réponse était simple. Elle a été consacrée à payer aux propriétaires de l'établissement 5% pour le capital engagé, outre un profit réalisé de sept millions et demi (300.000 livres sterling). Ce qui était vrai pour New-Lanark l'était à plus forte raison pour toutes les fabriques de l'Angleterre. «Sans cette nouvelle richesse créée avec l'aide de la machine, on n'aurait pas pu soutenir les guerres contre Napoléon, pour le maintien des principes aristocratiques de la société. Et pourtant cette nouvelle puissance était l'œuvre de la classe ouvrière ». Elle devait donc lui appartenir. Les nouvelles forces productives qui jusqu'alors n'avaient servi qu'à enrichir la minorité et à asservir les masses devinrent, pour Owen, les bases de la réorganisation sociale; elles étaient destinées à appartenir à la communauté et à n'être employées que pour le bien-être commun.

De cette manière pratique, conséquence pour ainsi dire du calcul commercial, naquit le communisme de Robert Owen. Il conserva toujours ce caractère pratique. Ainsi, en 1823, Owen proposa de guérir les misères irlandaises au moyen de colonies communistes. Il soumit tout un état détaillé des frais d'établissement, des dépenses annuelles et des revenus probables. Son plan définitif de réforme est étudié si minutieusement et avec une telle connaissance pratique que, si on lui concède sa méthode de réforme, on ne trouve pas d'objection à lui faire même au point de vue technique.

L'adhésion au communisme fut le moment critique de la vie d'Owen. Tant qu'il se contenta du rôle de philanthrope, il récolta richesse, renommée, honneurs, approbation. Il fut l'homme le plus populaire de l'Europe. Non seulement les bourgeois, mais les hommes d'État, les princes l'écoutaient et l'approuvaient. Mais quand il se fit l'apôtre du communisme, tout changea. D'après lui, trois grands obstacles empêchaient toute réforme sociale: la propriété individuelle, la religion, la forme actuelle du mariage. Il savait ce qui l'attendait s'il les attaquait: bannissement de la société officielle et perte de sa position sociale.

¹ Il doit s'agir d'une coquille. Richard Owen quitte en effet l'Angleterre en 1824 pour les Etats-Unis. Il ne rentrera qu'en 1828 après l'échec de New Harmony.

Mais rien ne l'arrêta et tout ce qu'il avait prévu arriva. Il fut mis au ban de la société officielle, la presse établit la conspiration du silence autour de lui et, pour comble, ses expériences communistes d'Amérique, dans lesquelles il sacrifia toute sa fortune, le ruinèrent. Il s'adressa directement aux ouvriers et vécut, toujours actif, pendant trente ans au milieu d'eux. À tous les progrès réels, à tous les mouvements sociaux de l'Angleterre intéressant les classes ouvrières, se rattache le nom de Robert Owen. En 1819, après cinq ans d'efforts, il fit passer la première loi qui limitait le travail des femmes et des enfants dans les fabriques; il présida le premier congrès où les trade-unions se réunirent dans une société générale de résistance; il introduisit comme mesures transitoires, en attendant une organisation communiste de la société, d'un côté les sociétés coopératives de production et de consommation qui eurent au moins ce mérite de prouver la complète inutilité des négociants et des manufacturiers, et de l'autre les *bazars du travail* pour l'échange des produits du travail, à l'aide d'un papier-monnaie ayant pour unité de valeur l'heure de travail. Ces institutions échouèrent fatalement, mais elles anticipaient la *Banque d'échange* que Proudhon établit en 1848. Seulement le papier-monnaie d'Owen ne se présentait pas comme une panacée universelle de tous les maux sociaux, mais simplement comme le premier pas vers une révolution bien plus radicale de toute la société. »

*
* *

Dic Penderyn (1808-1831)

Entre les 2 et 6 juin 1831, dans le village gallois de Merthyr Tydfill, une émeute oppose des milliers de mineurs et de sidérurgistes aux forces de l'ordre. Merthyr est le type même de ces villages qui ont connu une industrialisation fulgurante au début du siècle en raison d'importants gisements de fer et de houille. C'est là qu'a été mise en circulation la première locomotive, le 21 février 1804. L'insurrection, dont le déclenchement est une saisie de biens pour dettes, trouve ses véritables causes à la fois dans les conditions sociales de la jeune classe ouvrière et dans le climat de revendication pour la réforme électorale menée par les *Unions politiques* radicales. Les insurgés résisteront à l'armée pendant quatre jours. Les pertes dans leurs rangs seront importantes. Malgré une pétition et de multiples preuves de son innocence, le chef de file des mineurs, Dic Penderyn (le nom sous lequel était connu Richard Lewis), un jeune homme de 23 ans, est condamné à mort, accusé « de tentative de meurtre » pour avoir blessé un soldat écossais chargé de la répression : il est pendu publiquement à Cardiff (non loin des actuelles Halles) le 13 août 1831. Manifestement, le ministre de l'intérieur, Lord Melbourne, avait voulu faire un exemple. Dic Penderyn sera honoré comme l'un des premiers martyrs de la classe ouvrière britannique. Son souvenir jouera un rôle indéniable dans la résolution des insurgés de 1839 à Newport.

Alexander Cordell a publié sur le sujet en 1972 un roman populaire intitulé « The Fire People ». Les mêmes événements feront l'objet en 1978 d'un récit par l'historien marxiste Gwyn Alf Williams, sous le titre « The Merthyr Rising ».

*
* *

Joseph Rayner Stephens, (1805-1879)

Joseph Rayner Stephens est né le 8 mars 1805 à Édimbourg. Il est le fils d'un pasteur méthodiste. Il sera témoin en 1819 du fameux massacre de Peterloo et l'événement aura une forte influence sur lui.

En 1826, il œuvre comme prédicateur et missionnaire en Suède où il se lie d'étroite amitié avec Montalbert, le fils de l'ambassadeur de France à Stockholm.

Il est de retour en Angleterre en 1829 et peu après, en 1834, est ordonné comme pasteur méthodiste de tendance wesleyenne. Ses opinions sur la séparation de l'Église et de l'État ainsi que son engagement social aux côtés des travailleurs lui valent toutefois d'être exclu de son ministère. Il déménage alors dans le Lancashire à Ashton-under-Lyne où il fonde en 1837 une secte indépendante. Il radicalise alors ses opinions politiques et adresse à une population ouvrière de vigoureux prêches dénonçant le « factory system » comme contraire à la parole de Dieu. Au cours du meeting du jour de l'an à Newcastle-upon-

Tyne, il déclare par exemple: « Nous avons juré par notre Dieu, par la Terre, par le Ciel et par l'Enfer que, de l'Ouest à l'Est, du Nord au Sud, nous envelopperons d'une flamme dévorante, à laquelle aucun bras ne pourra résister, les manufactures des tyrans du coton et les monuments de leurs rapines et de leurs meurtres, édifiés sur la misère de millions d'êtres que Dieu, notre Dieu, le Dieu de l'Ecosse a faits pour être heureux.¹ »

A partir de 1834, il s'implique fermement dans la dénonciation des « poor laws ». Il ne s'est jamais réclamé explicitement du chartisme² tout en soutenant la plupart des actions du mouvement et sa presse. La violence de ses sermons hebdomadaires lui vaudra d'être arrêté le 27 décembre 1838 pour discours séditionnel et d'être condamné, le 15 août 1839, à une peine de 18 mois d'emprisonnement assortie d'une période de 5 ans soumise à un code de bonne conduite.

Dès sa sortie de prison, Stephens adoptera des positions plus modérées et orientera davantage son engagement vers la défense des enfants mis au travail dans l'industrie textile. Le signe le plus clair de son changement d'opinion sera son élection en 1848 au titre d'administrateur au sein du système des workhouses pour y pouvoir défendre certains cas individuels de détresse.

Il meurt le 18 février 1879.

*
* *

The Northern Star (1837-1852)

La presse a joué un rôle déterminant dans le développement du chartisme en assurant le lien entre les diverses composantes du mouvement. *The Northern Star* a été le plus important et le plus durable des journaux de cette époque : c'est lui qui expliquera le chartisme aux masses populaires³.

Fondé en novembre 1837 par William Hill, un ancien artisan devenu prédicateur, il est à ses débuts un journal radical engagé dans le combat social, en particulier dans les campagnes d'opinion sur la législation du travail et sur l'enfermement des pauvres dans les workhouses. Il devient, en 1838, l'organe officiel du chartisme après son rachat par Feargus O'Connor qui en fera le principal vecteur de son leadership entre 1839 et 1848. Les progrès de sa diffusion témoignent de son audience : son plus haut tirage, en 1839, atteint les 50.000 exemplaires par semaine et malgré un repli en 1845, il s'est maintenu autour des 13.000 exemplaires jusque 1848. Son déclin en 1851 accompagne l'essoufflement du mouvement chartiste. Publié sur 8 pages de 6 colonnes, c'était un hebdomadaire très professionnel, soutenu par tout un réseau de correspondants locaux qui garantissaient la qualité et la diversité des informations.

En novembre 1844, le siège du journal est déplacé à Londres. Un an plus tard, Joshua Hobson, qui avait succédé à William Hill en 1843, entre en conflit avec O'Connor et doit céder la direction du journal à G. Julian Harney secondé par George Flemming et par Ernest Jones. Harney quitte à son tour le journal en 1850 pour le racheter deux ans plus tard, en avril 1852 : il paraît alors sous le nom de *The Star*, puis sous celui de *The Star of Freedom*⁴ avant de disparaître le 27 novembre 1852.

The Northern Star a été au cours des 15 années de son existence un remarquable organe de propagande et d'éducation politique au sein des masses populaires.

*
* *

Joseph Sturge (1793-1859)

Joseph Sturge est né dans une famille (nombreuse) de confession quaker.

¹ Cité par Dolléans, op.cit. page 129

² Ainsi n'a-t-il jamais revendiqué les six points de la Charte (John Charlton, *The Chartists*, op. cit. page 100, note 4).

³ *The Northern Star* était un journal estampillé soumis à la taxe sur la presse et donc plutôt coûteux, ce qui obligeait les travailleurs à se cotiser pour l'acheter. Cette diffusion collective accompagnée de lectures publiques a sans aucun doute contribué à son succès populaire.

⁴ Sous ce titre, le journal est le résultat de sa fusion avec le *Friend of the People* de Harney.

Ses convictions religieuses font d'abord de lui un militant anti-esclavagiste. Elles le conduiront ensuite à rejoindre le mouvement chartiste pour l'émancipation de ces esclaves d'un autre type que sont les travailleurs soumis à la discipline d'entreprise et à l'exploitation patronale.

Après de mauvaises affaires dans le négoce, Sturge s'établit à Birmingham en 1822 où ses frères gèrent une importante firme d'importation de céréales. Membre actif de l'*Anti-Slavery Society*, il se signale par la rigueur de ses principes moraux et devient échevin de la ville en 1835.

Après le vote, le 29 août 1833¹, de la loi sur l'émancipation des esclaves dans les dominions britanniques, une législation bien incomplète², il décide d'enquêter sur place. Son livre, écrit en collaboration avec Thomas Harvey sous le titre *Les indes occidentales en 1837* dénonce les réalités persistantes de l'exploitation. Son action aboutira à faire voter le 1er août 1838 une nouvelle loi d'abolition qui affranchit cette fois les esclaves sans plus de conditions.

En juin 1839, il fonde *The British and Foreign Anti-Slavery Society* qui se donne pour ambition d'obtenir l'abolition de l'esclavage sur le plan mondial. C'est elle qui organise à Londres, le 12 juin 1840, le premier congrès international sur la question.

En 1841, il entreprend un voyage aux États-Unis où il déploie une intense activité auprès de la presse ainsi que des cercles politiques et religieux. Ce voyage fournit la matière d'un livre qu'il publie en 1842 sous le titre *A visit to the United States in 1841*.

C'est au retour de ce voyage qu'il se rapproche du mouvement chartiste après avoir créé en novembre 1841, une association pour le suffrage universel qu'il nomme *suffrage complet*. Il sera candidat, soutenu par les chartistes, aux élections de Nottingham de 1842 mais sans succès.

Après d'autres échecs, en 1844 à Birmingham et en 1847 à Leeds, il s'engagera aux côtés de Richard Cobden en faveur du pacifisme³ à l'occasion notamment du conflit de Crimée.

Il meurt subitement d'une crise cardiaque le 14 mai 1859.

*
* *

Henry Vincent (1813-1878)

Né à Londres le 10 mai 1813, Henry Vincent s'installe avec sa famille à Hull où il suit, à partir de 1829, une formation d'imprimeur. En 1833, il est engagé par la firme *Eyre and Spottiswood*, imprimeurs de la Reine, qu'il quitte en 1836 pour rejoindre la *London Working Men's Association*. Il devient rapidement un conférencier propagandiste de la Charte, actif en particulier dans l'Ouest de l'Angleterre et le pays de Galles. Ses talents d'orateur lui valent le surnom de « Démosthène du nouveau mouvement ». En décembre 1838, il fonde un journal *The Western Vindicator* où il tient, sous le titre *Life and Rambles* une rubrique hebdomadaire de ses activités et discours.

Il est arrêté à son domicile londonien le 7 mai 1839 pour avoir participé à une réunion interdite (« a riotous assemblage ») à Newport le 19 avril 1839. Son procès a lieu le 2 août 1839 : il s'y voit condamné à 12 mois de prison et incarcéré à Monmouth avec interdiction d'avoir accès à aucun matériel pour écrire, ni à aucun livre, sauf des ouvrages religieux.

¹ Signe des résistances, elle n'entrera en vigueur qu'un an plus tard, le 1^{er} août 1834.

² Elle prévoyait notamment une période intermédiaire dite d'*apprentissage* de 12 ans, période pendant laquelle les anciens esclaves étaient obligés de prêter gratuitement 40 heures par semaine au profit des planteurs.

³ Dans son article du *New York Daily Tribune* du 15 novembre 1853, Marx, commentant la répression par l'armée d'une grève de mineurs à Wigan, fustige cette « bande d'hypocrites, de fourbes et de phraseurs de Manchester » qui parlent de paix avec le Tsar mais qui se livrent à une guerre sans merci contre leur propre classe ouvrière (Œuvres, volume IV, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 746-747). Marx ne ménage pas ses critiques contre le pacifisme des leaders du libre-échange anglais, Cobden en premier. Dans son article du 18.02.53 dans le *New York Daily Tribune*, il écrit : « Ce serait une grave erreur de croire que l'évangile de la paix de l'école de Manchester a une profonde portée philosophique. Il signifie simplement que la méthode féodale de faire la guerre sera supplantée par la méthode commerciale - les canons par le capital » (op.cit. page 705).

Son incarcération déclenchera la tentative de coup de force de John Frost et de ses compagnons à Newport en novembre 1839.

En mars 1840, Vincent est à nouveau jugé pour complicité avec John Frost et condamné à 12 mois de prison supplémentaires, mais cette fois dans de meilleures conditions de détention. Il sortira de prison le 21 janvier 1841 grâce à l'aide de John Cleave dont il épousera la fille en février de cette année.

Il s'installe à Bath où il reprend la publication du *Vindicator*, mais selon une ligne politique cette fois plus modérée.

Il s'engage dans le mouvement du *Teetotal chartism*, une association pour la tempérance absolue et rejoint la *Complete Suffrage Union* de Sturge. Il sera candidat aux élections à de multiples reprises jusqu'en 1858, mais sans succès. Il rejoint alors la *Society of Friends*, autrement dit la secte des quakers dont il assure les offices dominicaux. Avocat de la cause anti-esclavagiste, il accomplit plusieurs tournées de conférences aux Etats-Unis de 1866 à 1876. Il meurt à son domicile le 19 décembre 1878.

5. Documents

Le présent cahier rassemble divers articles de Marx et d'Engels qui ont paru dans la presse chartiste ou qui se rapportent au mouvement. Un grand nombre de ces textes n'existent qu'en version anglaise ou allemande, comme c'est le cas le plus souvent des articles qu'Engels a publiés en français dans le journal *La Réforme* et que nous avons dû traduire.

Nos commentaires s'appuient sur les données fournies par les appareils critiques des éditions de référence des écrits de Marx et d'Engels, soit aux Editions sociales, soit chez Gallimard et par les encyclopédies que nous avons déjà mentionnées, Universalis et Wikipédia pour le domaine français, Britannica et Spartacus pour le domaine anglais.

*
* *

5. 1. K. Marx, *Les élections en Angleterre. Tories et Whigs*

Cet article de Marx pour le *New York Daily Tribune* **d'août 1852** justifie que nous dérogeons au principe d'une présentation chronologique des documents qui constituent ce cahier. Il offre en effet une description particulièrement éclairante des deux grandes formations politiques qui ont dominé l'activité parlementaire anglaise au 18^e et dans la première moitié du 19^e siècle : les tories, d'une part et d'autre part, les whigs.

Notons au passage que les revenus en provenance de ses contributions au *New York Daily Tribune* ont été les seules ressources financières de Marx à partir de son établissement en Angleterre¹. La collaboration de Marx et d'Engels au journal de Charles Dana durera une dizaine d'années², d'août 1851 à mars 1862. C'est Engels qui écrira les premiers articles que signe Marx et notamment la longue série intitulée « Révolution et contre-révolution en Allemagne³ ». Peu à peu, Marx rédigera lui-même en allemand les articles qu'Engels traduira en anglais. *Les élections en Angleterre. Tories et Whigs* est précisément le premier texte que Marx ait lui-même rédigé : il envoie sa copie le 2 août 1852 à Engels⁴ qui ne manque pas de la diviser en deux articles distincts, celui-ci et une suite intitulée *Le libre-échange et les chartistes* que nous lirons à la fin de ce dossier.

Cet article est à peu près contemporain de la rédaction du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* que Marx écrit entre novembre 1851 et mai 1852. Il témoigne à ce titre de toute l'intelligence du **journalisme politique de Marx**, une pratique qu'il a toujours tenue pour indissociable de son activité militante et de sa réflexion théorique. On

¹ Excepté l'aide financière qu'il reçoit d'Engels et qui a permis à sa famille de survivre au sens le plus physique du terme pendant les premières années, les plus éprouvantes, de l'exil londonien. On n'oubliera pas que la misère noire subie par Marx et par sa famille résulte de l'engagement de l'ensemble de ses ressources financières personnelles dans l'aventure de la *Neue Rheinische Zeitung* en juin 1848.

² Le 8 août 1851, Marx écrit à Engels : « Le New York Tribune nous a demandé de collaborer, à Freiligrath et à moi, contre rétribution. C'est le journal le plus diffusé en Amérique du Nord. Si tu peux me faire parvenir pour vendredi matin (15 août) un article rédigé en anglais sur la situation allemande, ce serait un excellent début. » (Marx, Engels, *Correspondance*, tome II, page 272, Editions sociales, 1971). Il insiste le 14 août 1851 : « En ce qui concerne le *New York Tribune*, il faut que tu m'aides en ce moment où j'ai plein les mains de *l'Economie politique* » (Marx, Engels, *Correspondance*, op.cit. page 188). La collaboration, au rythme de deux articles par semaine, (le mardi et le vendredi, cf. la lettre à Engels du 18.08.53) durera jusqu'en mars 1862, date à laquelle Marx y met un terme pour des raisons à la fois journalistiques (Dana se sert des articles de Marx pour les faire passer comme éditoriaux sous sa propre signature) et politiques (le journal soutient une ligne politique favorable à un compromis avec le Sud esclavagiste). Notons que Charles Dana sollicitera à nouveau la collaboration de Marx en avril 1857 dans le cadre d'une encyclopédie (*The New American Cyclopedic*) pour laquelle Marx et surtout Engels fourniront de nombreux articles entre 1853 et 1863.

³ « Ton article pour Dana est fameux », lui écrit Marx le 24 janvier 1852. *Marx Engels Correspondance*, op.cit., volume 2, page 28.

⁴ « Ci-joint une petite crotte pour Dana », écrit Marx le 02 août 1852. *Marx Engels Correspondance*, op.cit., volume 2, page 169.

ne peut oublier, en effet, que c'est comme rédacteur en chef de la *Rheinische Zeitung* qu'il entre dans le combat politique et que sa première préoccupation en 1848, lorsqu'il revient en Prusse, a été de fonder à Cologne la *Neue Rheinische Zeitung* dont il attendait qu'elle fût le véritable vecteur de ses interventions¹, de préférence même à la *Ligue des Communistes*.

Ajoutons aux analyses de Marx **quelques précisions historiques**.

C'est à la succession, en février 1685, du roi Charles II qu'est liée la naissance du parti Tory. Ce dernier réunissait les partisans de la dynastie des Stuart dont la continuité était menacée par le catholicisme affiché de Jacques II à qui revenait la couronne, son frère Charles étant décédé sans descendance légitime. L'appellation Tory désignait à l'époque, semble-t-il, des bandits irlandais, et donc, aux yeux des anglicans, des catholiques mal-faisants. Les tories demeureront en fin de compte fidèles à l'Église anglicane et abandonneront la cause de Jacques II.

Leurs adversaires, les Whigs, tiennent également leur appellation d'un sobriquet péjoratif désignant, semble-t-il, des voleurs de bétail et des dissidents religieux : ils se distinguent par leur opposition à la politique de Charles II et, de manière plus générale, par leur défense des pouvoirs du parlement contre toute volonté d'absolutisme royal. Ils prendront l'initiative de déposer Jacques II en faisant appel au prince d'Orange, Guillaume III. C'est en 1688, lors de la *Glorieuse révolution*, que les relations entre les deux partis se stabiliseront dans le cadre des institutions jusqu'à monopoliser pour près de deux siècles l'activité parlementaire britannique. Disons, sans entrer dans le détail, que la particularité de la vie politique anglaise, en comparaison avec la France, tient précisément dans ce « compromis historique » passé entre l'aristocratie et la bourgeoisie marchande pour contrôler le pouvoir royal dans le cadre d'un système de monarchie constitutionnelle².

On lira sur cette question la recension critique par Marx d'un ouvrage de François Guizot sur l'histoire de la révolution anglaise. L'article qui a paru en février 1848 dans le 2^e numéro de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue* est intitulé Guizot, « Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi ? »³. Marx y expose avec brio les déterminants de classe de la révolution anglaise de 1688.

S'agissant de l'alliance entre la bourgeoisie et l'aristocratie foncière anglaises, il écrit :

« La grande énigme pour Guizot (...) c'est l'alliance persistante entre la bourgeoisie et la majorité des gros propriétaires terriens, alliance qui distingue essentiellement la Révolution anglaise de la Révolution française (...) Cette classe de gros propriétaires terriens alliée à la bourgeoisie (...) se trouvait contrairement à la propriété foncière féodale en France, non en opposition mais bien plutôt en complet accord avec les conditions de la vie bourgeoise. En fait, leurs biens fonciers n'étaient pas une propriété féodale, mais bourgeoise. D'une part, ils fournissaient à la bourgeoisie industrielle la main-d'œuvre indispensable pour l'exploitation des manufactures, et, d'autre part, ils étaient à même de donner à l'agriculture un développement adéquat à l'état du commerce et de l'industrie. D'où leurs intérêts communs avec la bourgeoisie, d'où leur alliance avec celle-ci ».

S'agissant de la montée en puissance de la bourgeoisie industrielle et de la lutte de classe qui en résulte, il ajoute :

« Une bourgeoisie nouvelle, plus formidable, surgit, pendant que l'ancienne bourgeoisie combat la révolution française, la nouvelle s'empare du marché mondial. Telle devient son omnipotence qu'avant même que le bill de réforme ne mette le pouvoir politique direct entre ses mains, elle oblige ses adversaires à édicter des lois presque exclusivement dans son intérêt à elle et pour ses besoins à elle. (...) Et tandis que M. Guizot félicite les Anglais de ce que républicanisme et socialisme, ces déplorables aberrations de la vie sociale française, n'ont pas ébranlé chez eux les assises de la monarchie, hors de laquelle pas de salut, la société anglaise connaît des conflits de classes d'une acuité

¹ Sans compter ses écrits dans le *Vorwärts* en 1845 à Paris ainsi que, pendant les années bruxelloises, de mars 45 à février 48, sa collaboration à la *Deutsche Brüsseler Zeitung*.

² Telle est bien la signification de l'arrangement passé avec la dynastie d'Orange (avec Guillaume III, stadhouder de Hollande, époux de Marie, la fille de Jacques II demeurée protestante) à qui on offrait la couronne (au prix tout de même d'une conquête militaire, même si Jacques II s'enfuit sans livrer combat) en contrepartie de sa signature au bas du Bill of Rights de 1689 qui est le document fondateur de la monarchie parlementaire anglaise : c'est toute cette séquence politique que les Anglais ont nommée la *Glorieuse révolution*.

³ Il se trouve aux pages 348/353 du volume IV des *Œuvres* dans la Bibliothèque de la Pléiade chez Gallimard.

salut, la société anglaise connaît des conflits de classes d'une acuité inégalée dans aucun autre pays, une bourgeoisie à l'opulence et aux forces de production inégalées doit affronter un prolétariat dont la puissance et la concentration sont pareillement inégalées. »

Enfin signalons que depuis 1846, on désignait sous le nom de *peelites* la dissidence libre-échangiste du parti conservateur, en référence à Sir Robert Peel, premier ministre et chef du parti Tory lorsque dans un contexte de crise agricole et de famine en Irlande, il a décidé de faire voter contre la majorité de son propre parti l'abrogation des lois protectionnistes sur les céréales. Cette alliance avec la composante libre-échangiste des whigs préfigure la création du *parti libéral* qui sera officielle en 1859 lors du second ministère Palmerston, le parti tory se transformant pour sa part en *parti conservateur*.

Nous citons à partir de la traduction de Maximilien Rubel, dans *Karl Marx, Œuvres*, volume IV (Politique I), Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris 1994, pages 679-684.

[New York Daily Tribune, 21 août 1852.

Londres, vendredi 6 août 1852.

Les résultats des élections générales pour le Parlement britannique sont maintenant connus¹. Je les analyserai en détail dans ma prochaine lettre.

Quels étaient les partis qui, pendant cette période d'agitation électorale, se sont combattus ou soutenus ?

Tories, whigs, conservateurs libéraux (*peelites*), libre-échangistes *par excellence* (les hommes de l'école de Manchester², réformateurs parlementaires et financiers), et enfin les chartistes.

Les whigs, libre-échangistes et *peelites* se sont coalisés pour faire front aux tories. C'est entre ce bloc et les tories que s'est déroulée la véritable bataille électorale: les chartistes, opposés aux whigs, *peelites*, libre-échangistes et tories, combattaient en fait toute l'Angleterre officielle.

Les partis politiques de Grande-Bretagne sont bien connus aux Etats-Unis. Contentons-nous de rappeler brièvement les traits distinctifs de chacun d'eux³.

Jusqu'en 1846, les tories passaient pour les gardiens des traditions de la vieille Angleterre. On les soupçonnait d'admirer la Constitution anglaise comme la huitième merveille du monde, d'être des *laudatores*

¹ Il s'agit des élections générales de juillet 1852.

² C'est principalement dans le milieu des industriels de Manchester que s'est développée la propagande pour le libre-échange. Dans le second article intitulé « Le libre-échange et le libre échange et les chartistes » que l'on trouvera à la fin du présent cahier, Marx les présente ainsi : « (Ils) sont les représentants officiels de la société anglaise moderne, les représentants de cette Angleterre qui domine le marché mondial. Ils représentent le parti de la bourgeoisie consciente de son importance, le parti du capital industriel, qui entend faire de son pouvoir social une force politique et extirper les derniers vestiges arrogants de la société féodale ».

³ Dans la première de ses « Lettres de Londres » du 16 mai 1843 (un ensemble d'articles rédigés pour le journal *Schweizerischer Republikaner*) Engels se livre à une rapide caractérisation de la vie politique anglaise. Ces phrases ne sont pas sans intérêt en comparaison avec l'analyse de Marx. Engels écrit : « Il est connu qu'en Angleterre les partis sont identiques aux degrés et aux classes de la société ; que les tories s'identifient à la noblesse et à la fraction bigote et strictement orthodoxe de la Haute Eglise, que les whigs sont constitués par les fabricants, les négociants et les Dissenders, dans l'ensemble par la couche supérieure de la classe moyenne ; que la classe moyenne inférieure constitue ceux que l'on appelle « les radicaux » et que le chartisme a ses forces dans les « working men », les prolétaires. » (F. Engels, *Lettres de Londres*, chez Aubier, édition bilingue, Coll. Connaissance de Marx, Paris 1974, pp. 156-157)

*temporis acti*¹, de s'enthousiasmer pour le trône, la Haute Église², les privilèges et les libertés des sujets britanniques. L'année fatale, 1846, avec l'abrogation des droits sur les blés qui arracha un cri de détresse aux tories, prouva qu'ils ne se passionnaient que pour la rente foncière, et dévoila en même temps le secret de leur attachement aux institutions religieuses et politiques de la vieille Angleterre. Ces institutions sont, en effet, les plus favorables à la grande propriété foncière, qui, grâce à elles, a jusqu'ici dominé l'Angleterre et cherche encore à présent à maintenir sa loi. L'année 1846 révéla dans toute leur nudité les substantiels intérêts de classe qui sont la base réelle du parti tory. Cette année 1846 déchira la vénérable peau de lion³, ce masque traditionnel sous lequel se cachaient jusque-là les intérêts de classe des tories. L'année 1846 transforma les tories en protectionnistes. Tory était le nom sacré, protectionniste est l'appellation profane ; tory était le cri de guerre politique, protectionniste est le cri de détresse économique ; tory semblait couvrir une idée, un principe, protectionniste recouvre des intérêts. « Protectionnistes » de quoi ? De leurs propres revenus, de la rente de leur propre terre. Les tories sont donc, en fin de compte, aussi bourgeois que les autres bourgeois, car existe-t-il un bourgeois qui ne soit le protecteur de sa propre bourse ? Ils sont différents des autres bourgeois de la même façon que la rente foncière diffère du profit commercial et industriel. La rente foncière est conservatrice, le profit est progressiste⁴ ; la rente foncière est nationale, le profit est cosmopolite ; la rente foncière croit à l'Église officielle, le profit est dissident⁵ de naissance. L'abrogation des droits sur les blés, en 1846, était la simple reconnaissance d'un fait accompli depuis longtemps, d'une transformation survenue de longue date dans les éléments constitutifs de la société civile britannique, c'est-à-dire la subordination des intérêts de la propriété foncière aux intérêts de l'argent, de la propriété au commerce, de l'agriculture à l'industrie, de la campagne à la ville. Comment pourrait-on douter de ce fait, alors que le rapport de la population rurale à la population urbaine est de un à trois ? La rente foncière était le fondement matériel de la puissance des tories. La rente foncière est déterminée par les prix alimentaires. En conséquence, les prix alimentaires étaient maintenus artificiellement à un niveau élevé par les droits sur les blés. Leur abrogation a fait baisser le coût de la vie qui, à son tour, a fait baisser la rente foncière, dont la chute a brisé la force réelle qui soutenait le pouvoir politique des tories.

Quel est donc maintenant leur objectif ? Ils veulent maintenir un pouvoir politique dont la base sociale a cessé d'exister⁶. Et comment vont-ils atteindre leur objectif ? Tout simplement par une contre-révolution,

¹ Cette expression latine désigne « les laudateurs des temps révolus » autrement dit les passésistes qui stigmatisent leur époque au nom d'un passé idéalisé. L'expression trouve son origine au vers 173 de *l'Art poétique* d'Horace, dans un développement où le poète latin décrit les caractères associés aux différents âges de la vie.

² La Haute Église correspond dans l'Église anglicane à l'aile conservatrice en matière de dogme et de liturgie (par opposition à l'« Église basse », de sensibilité évangéliste).

³ L'image de la peau de lion dont on se vêt pour usurper une identité est un lieu commun de la littérature classique. On pense à la fable de La Fontaine « L'âne vêtu de la peau de lion » ou à « Fable ou histoire » au livre III des *Châtiments* de Victor Hugo (qui brocarde Napoléon III sous les traits d'un singe). L'expression n'est pas rare sous la plume de Marx. On la trouve notamment dans ce passage des *Luttes de classe en France* où parlant de la Montagne de 1848 devant Bonaparte, il écrit : « Et la Montagne, au lieu de déchirer le voile mensonger, prend au tragique la comédie parlementaire et veut même y jouer le rôle des Fouquier-Tinville ! Ne montrait-elle pas, sous la peau de lion empruntée à la Convention, sa robe originelle, la peau de veau de la bourgeoisie » (Édition de la Table Ronde, 2001, page 93)

⁴ Cette affirmation du caractère progressiste du capitalisme dans son rapport avec les structures féodales est dans la droite ligne du *Manifeste*.

⁵ On nommait dissidents ou non-conformistes les adeptes des sectes protestantes qui ne se reconnaissaient pas dans l'Église d'État anglicane. Ce sont surtout les presbytériens (ou puritains calvinistes) et les évangélistes (quakers et méthodistes). La référence est ici prise dans un jeu d'oppositions. Il n'existait pas moins de nombreux liens entre les Églises dissidentes soucieuses de briser le monopole anglican et les partisans du libre-échange.

⁶ Cette base sociale, c'est la rente foncière dont Marx anticipe à tort la ruine après l'abrogation des lois protectionnistes sur les céréales. Le libre-échange n'entraînera pas la faillite financière et par contrecoup politique de l'aristocratie foncière. Cette résistance conduira à Marx à réévaluer la théorie ricardienne de la rente dont il avait admis jusqu'alors les principes.

c'est-à-dire par une réaction de l'Etat contre la société. Ils luttent pour conserver par la force des institutions et une puissance politique qui étaient condamnées dès l'instant où la population urbaine dépassa du triple la population rurale. Mais une tentative de ce genre ne peut aboutir qu'à leur propre ruine; elle ne peut que précipiter et pousser à l'extrême l'évolution sociale de l'Angleterre ; elle débouchera nécessairement sur une crise.

Les tories recrutent leurs partisans parmi les fermiers qui, ou bien n'ont pas encore perdu l'habitude d'obéir à leurs propriétaires fonciers comme à leurs maîtres naturels, ou bien dépendent d'eux économiquement, ou bien ne comprennent pas encore que les intérêts du fermier et du propriétaire ne sont pas plus identiques que ceux de l'emprunteur et de l'usurier. En outre, les tories sont soutenus par tous ceux qui ont des intérêts dans les colonies, la navigation, la Haute Église, en un mot par tous ceux qui jugent nécessaire de défendre leurs intérêts contre les conséquences inévitables de l'industrialisation moderne et la révolution qu'elle prépare.

Cette hypothèse d'un coup d'Etat par les tories ne se vérifiera pas. Au contraire, ces derniers se montreront capables de se réorganiser sous la nouvelle appellation de parti conservateur, notamment grâce à l'action de Benjamin Disraeli qui développera un torysme populaire tourné vers les questions sociales.

Peu importe du reste car ce qui compte ici est moins la justesse des prévisions de Marx que **la mise en œuvre des catégories du matérialisme historique et leur mise à l'épreuve des faits.**

La mise en œuvre des catégories du matérialisme historique ? Oui, car cette approche des rapports entre telle position politique et la base matérielle des intérêts de classe qu'elle sert, si elle relève aujourd'hui quasiment du sens commun, détonnait nettement dans les commentaires politiques de l'époque en élaborant un type de rationalité tout à fait nouveau. Leur mise à l'épreuve des faits ? Oui, car l'analyse attentive des données de l'histoire immédiate apprendra bientôt à Marx à mesurer la plus grande complexité de la lutte des classes, en raison aussi bien des capacités de résistance et d'adaptation du capitalisme que du rôle des facteurs idéologiques dans le mouvement ouvrier.

Il ne reste pas moins que Marx demeure encore à cette époque animé d'une telle sorte d'impatience qu'en dépit de sa lucidité sur les rapports de force en Europe après 1848, il en vient à évoquer, dans une lettre à Adolf Cluss, le 15 septembre 1853, sa crainte que la vague révolutionnaire le surprenne avant même d'avoir terminé ses travaux d'économie politique : « De toute façon, écrit-il, les événements vont me tomber dessus avant que je ne le souhaite. Je pense qu'au printemps va commencer le *commercial downfall* comme en 1847 ».¹

Les ennemis héréditaires des tories sont les *whigs*, un parti qui n'a de commun avec les whigs américains que le nom.

Le parti whig d'Amérique du Nord a été fondé en 1833 en réaction à l'autoritarisme et à la politique financière du président Andrew Jackson (par ailleurs fameux, dans sa carrière militaire, comme « chasseur d'indiens ») : l'appellation choisie insistait sur une filiation avec les whigs anglais sous l'angle de leur opposition au pouvoir royal et de leur défense des prérogatives du parlement, en l'occurrence celles du Congrès contre la Présidence dans le cas américain. A l'opposé des démocrates, favorables à une Amérique agricole et plutôt égalitaire, les whigs étaient des capitalistes partisans d'une industrialisation rapide du pays, notamment par la mise en œuvre d'un vaste programme d'infrastructures. Vers 1852, le parti va se diviser sur la question de l'esclavage, l'aile anti-esclavagiste rejoignant les dissidents du parti démocrate au sein du nouveau parti républicain fondé en 1854. Le point de rupture avait été leur opposition commune au projet de loi autorisant l'extension de l'esclavage au Kansas. Les républicains de cette époque étaient de purs libéraux défendant une société industrielle de libre marché basée sur la promotion individuelle par le travail et l'initiative privée. Abraham Lincoln sera issu de leurs rangs. Après la défaite du Sud, ils vont du reste dominer la vie politique américaine jusqu'en 1932. Incapables de gérer la grande dépression, ils connaissent alors un important déclin et ce sera sur la base de son courant le plus conservateur que le parti va se reconstituer.

¹ Marx Engels, *Correspondance*, tome IV, Editions sociales, page 26

Dans l'histoire naturelle de la politique, le whig britannique constitue une espèce qui, semblable à toutes celles appartenant à la classe des amphibiens, se maintient facilement en vie, mais qu'il est difficile de décrire. Allons-nous, à l'exemple de leurs adversaires, les appeler Tories hors fonction. Ou bien, comme aiment à le faire les écrivains du continent, les considérerons-nous comme les représentants de certains principes *populaires* ? Nous serions, dans cette dernière hypothèse, tout aussi embarrassés que l'historien des whigs, Mr. Cooke, dans son *History of Parties*¹, il avoue très naïvement que le parti whig s'appuie sur un certain nombre de « principes libéraux, moraux et éclairés », mais que, malheureusement, pendant maintenant plus d'un siècle et demi d'existence, il n'a jamais été à même d'appliquer ces principes lorsqu'il était au pouvoir. Si bien qu'en réalité, d'après l'aveu de leur propre historien, les whigs représentent quelque chose qui diffère sensiblement de leurs « principes libéraux moraux et éclairés ». Leur situation est celle de l'ivrogne qui, conduit devant le Lord-Maire, déclara qu'il était un fervent du principe de la tempérance mais que, par tel ou tel hasard, il se saoula tous les dimanches.

Mais peu importe leurs principes; les faits historiques nous révèlent mieux ce qu'ils sont, ce qu'ils ont vraiment réalisé, et non ce qu'ils ont cru un jour et ce qu'ils voudraient que d'autres pensent de leur rôle.

Tout comme les Tories, les whigs appartiennent à la classe des grands propriétaires fonciers d'Angleterre. Mieux, ce sont même les propriétaires fonciers les plus anciens, les plus riches et les plus arrogants de l'Angleterre qui constituent le véritable noyau du parti whig.

Qu'est-ce qui les différencie donc des Tories ? Les whigs sont les *représentants aristocratiques* de la bourgeoisie, de la classe moyenne industrielle et commerciale. A condition que la bourgeoisie leur abandonne à eux, oligarchie de familles aristocratiques, le monopole du gouvernement et l'exclusivité des fonctions officielles, ils font à la classe moyenne - et l'aident à conquérir - toutes les concessions qui, au cours de l'évolution sociale et politique, se sont révélées *inévitables* et *impossibles à différer*. Ni plus ni moins. Et toutes les fois qu'une de ces lois inévitables a été adoptée, ils annoncent bruyamment que c'en est désormais fini de tout progrès historique, que toute l'évolution sociale est arrivée à son but suprême, et ils « s'accrochent à cette issue finale² ». Il leur est plus facile qu'aux Tories de supporter une diminution de leur revenu en fermages, puisqu'ils se considèrent comme les fermiers de droit divin des revenus que leur procure l'empire britannique. Tant qu'ils détiennent le monopole du gouvernement comme un bien familial, ils peuvent renoncer au monopole des droits sur les blés. Depuis la « glorieuse révolution » de 1688, les whigs ont toujours conservé la jouissance des fonctions publiques³, à de très courts intervalles près, causés surtout par la Révolution française et ses conséquences. Quiconque se rappelle cette période de l'histoire d'Angleterre constatera que le whigisme n'avait pas d'autre marque distinctive que le maintien de son oligarchie familiale. Les intérêts et les principes qu'en outre ils défendent de temps à autre ne sont pas vraiment les leurs ; ils leur sont imposés par le développement de la classe industrielle et commerciale, la bourgeoisie. Après 1688, on les voit s'allier avec les magnats de la finance qui prennent alors de l'importance, tout comme en 1846 avec les magnats de l'industrie. Ni la loi de 1831 relative à la réforme électorale⁴, ni la loi du libre-échange de 1846 ne sont dues aux whigs. Les deux mou-

¹ George Wingrove Cooke est un avocat et historien anglais. Son ouvrage s'intitule *A History of Party from the Rise of the Whig and Tory Factions in the Reign of Charles II, to the Passing of the Reform Bill* a paru en 1836-37 (une version numérisée est accessible sur le site de l'Université de Californie ou sur www.archive.org).

² *They « cling to finality »*, écrit Marx, faisant ainsi allusion au sobriquet de « Finality John » qu'avaient valu à John Russell ses déclarations sur le fait que la réforme électorale de 1832 dont il était l'un des principaux initiateurs au sein du gouvernement whig de Earl Grey, constituait à ses yeux une avancée démocratique ultime, le point final de l'évolution des institutions parlementaires en Angleterre.

³ Nous avons vu qu'ils sont à l'origine de la destitution de Jacques II et de l'avènement de Guillaume III d'Orange qui saura leur marquer sa reconnaissance.

⁴ La loi de réforme électorale mise en débat dès 1831 a été votée le 4 juin 1832.

vements de réforme, le politique aussi bien que le commercial, furent ceux de la bourgeoisie. Dès qu'un de ces mouvements avait mûri au point de devenir irrésistible et s'était révélé en même temps le plus sûr moyen d'écarter les tories de leurs fonctions, les whigs se mettaient en avant, s'emparaient de la direction du gouvernement et s'assuraient ainsi leur part de la victoire. En 1831, ils étendirent la part politique de la réforme juste assez pour ne pas laisser la bourgeoisie complètement insatisfaite; après 1846, ils limitèrent les mesures libre-échangistes juste assez pour que l'aristocratie terrienne conserve le maximum de privilèges. Chaque fois, ils s'étaient chargés du mouvement, afin d'en enrayer la progression et de reconquérir en même temps leurs propres postes.

Outre cette saisissante description de l'opportunisme des whigs, on remarquera le souci de Marx de montrer comment la bourgeoisie avance sur **deux fronts**, politique et économique.

Il est évident que le jour où l'aristocratie terrienne n'est plus à même de se maintenir comme puissance indépendante et de lutter, comme un parti autonome, pour le pouvoir gouvernemental, bref, sitôt les tories définitivement renversés, il n'y a plus de place pour les whigs dans l'histoire britannique. L'aristocratie détruite, à quoi sert une représentation aristocratique de la bourgeoisie face à cette aristocratie ?

On sait qu'au Moyen Âge les empereurs allemands soumièrent les villes, alors en plein essor, à des gouverneurs impériaux, dits *advocati*, chargés de protéger ces villes contre la noblesse du voisinage. Dès que l'accroissement de la population et de la richesse les rendit assez fortes et indépendantes pour assurer leur propre défense et même pour attaquer les nobles, les villes chassèrent ces nobles gouverneurs, les *advocati*.

Les whigs ont été ces *advocati* de la bourgeoisie britannique, et leur monopole du pouvoir sera fatalement brisé dès le moment où sera brisé le monopole foncier des tories; le parti des whigs s'est ravalé jusqu'à n'être qu'une coterie, dans la même mesure où la bourgeoisie a développé sa force et son indépendance.

De toute évidence, le caractère des whigs britanniques se révélera finalement n'être qu'un mélange hétérogène et répugnant de l'espèce que voici: « féodalistes » qui sont en même temps des malthusiens ; gens de finance imbus de préjugés féodaux ; aristocrates dépourvus du sens de l'honneur ; bourgeois sans industrie ; *finality-men* à la John Russell ne parlant que de progrès ; à la fois progressistes et fanatiquement conservateurs ; trafiqueurs de réformes à doses homéopathiques; promoteurs zélés du népotisme, grands maîtres de la corruption, hypocrites sous le masque de la religion, tartuffes en politique. La masse du peuple anglais jouit d'un sens commun sain et esthétique. Elle hait d'instinct tout ce qui est hétéroclite et ambigu, les chauves-souris et russellites¹. Et puis, la masse du peuple anglais, le prolétariat urbain et rural a en commun avec les tories la haine du *money-monger*, de l'«homme d'argent», avec la bourgeoisie, la haine des aristocrates. Dans les whigs, il hait les deux, les aristocrates et les bourgeois, le propriétaire foncier qui l'opprime et le magnat de la finance qui l'exploite. Il hait en eux l'oligarchie qui, depuis plus d'un demi-siècle, domine l'Angleterre et écarte le peuple de la gestion de ses propres affaires.

Les peelites (conservateurs libéraux) ne constituent pas un parti ; ils ne sont que le *souvenir*² d'un homme de parti, feu Robert Peel. Mais les Anglais sont trop prosaïques pour créer, avec eux, par amour d'un *souvenir*, autre chose qu'une élogie. Et maintenant que le peuple anglais a, dans toutes les régions du pays, érigé à feu Robert Peel des monuments de bronze et de marbre, il croit d'autant plus fermement pouvoir se passer de ces répliques ambulantes de Peel, les Graham, Gladstone,

¹ Ce néologisme ironique construit à partir du nom de John Russell sur le modèle des peelites boucle la métaphore darwinienne (« l'espèce des amphibiens ») qui inaugure tout le développement consacré aux whigs.

² Un mot que Marx écrit en français. Robert Peel est mort le 2 juillet 1850 des suites d'une chute de cheval.

Cardwell¹, etc. Les nommés peelites ne sont que cet état-major de bureaucrates que Robert Peel a dressé pour son usage personnel. Et comme ils forment un état-major assez complet, ils oublient par moments qu'ils n'ont pas d'armée derrière eux. Les peelites sont donc d'anciens partisans de Sir Robert Peel, qui ne savent pas encore à quel parti adhérer. Il est évident que ces scrupules ne sont pas une raison suffisante pour qu'ils se constituent en parti autonome.

Restent les libre-échangistes et les chartistes, dont la caractéristique fera l'objet de ma prochaine lettre.

¹ Député depuis 1818, le baronnet **Sir James Graham** (1792-1861) ne tarde pas à rejoindre le camp des libre-échangistes. Il occupera en 1830 puis en 1852 les fonctions de *First Lord of the Admiralty* (qui est le chef de la Royal Navy). Entre 41 et 46, dans le cabinet de Robert Peel, il devient « Home Secretary », autrement dit ministre de l'intérieur en charge de l'immigration. Il compte parmi les leaders de la dissidence de Robert Peel en 1846.

Juriste de formation **Edward Cardwell** (1813-1886) est l'un des hommes de confiance de Robert Peel. Entre 1852 et 1854, sous le ministère de Lord Aberdeen, il devient *President of The Board of Trade* (ministre de l'Economie, disons). Il rejoint le parti libéral en 1859 dans le cabinet Palmerston puis occupe le poste de secrétaire d'Etat à la Guerre dans le cabinet de Gladstone en 1868. Il est anobli en fin de carrière avec le titre de vicomte.

William Ewart Gladstone (1809-1898) sera Premier Ministre à 4 reprises, dont en 1868 lorsque, à la tête des libéraux, il succède à son adversaire, le conservateur Benjamin Disraeli envers qui il éprouve une véritable aversion. Il est notamment l'auteur de la réforme électorale de 1832-1833 qui parachève le suffrage universel en Angleterre.

5.2. Adresse à M. Feargus O'Connor des Communistes Démocratiques Allemands de Bruxelles

Cet article a paru dans *The Northern Star* n° 454 du **25 Juillet 1846**.

Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur *Marx Engels Collected Works* à l'adresse www.marxists.org/archive.

*
* *

La **date** de ce document réclame toute notre attention. En effet, c'est aux élections générales de juillet **1847** que Feargus O'Connor sera élu à Nottingham. Or cette Adresse concerne une élection de **1846**. Il s'agit en l'occurrence de l'élection partielle (a by-election) de Nottingham en juillet 1846 à l'occasion de laquelle O'Connor s'est présenté une première fois contre John Cam Hobhouse¹ qui avait en charge les affaires indiennes au sein du ministère (whig) de John Russell. O'Connor n'avait pas été élu à cette occasion mais il avait remporté le scrutin « à mains levées » (*by showing hands*). Selon les procédures électorales anglaises de l'époque, les candidats se présentaient d'abord devant l'ensemble des électeurs qui se prononçaient par un vote à mains levées. Il s'agissait toutefois d'un vote purement indicatif, sans portée réelle, une sorte de simulacre de suffrage universel. Le véritable scrutin se déroulait ensuite par écrit et ne concernait que les électeurs officiellement recensés selon des critères de fortune et de qualification². La victoire de Feargus O'Connor en août 1847 contre le même John Cam Hobhouse sera d'autant plus inattendue que les conditions du vote lui étaient très défavorables.

Par ailleurs, l'appellation de « Communistes Démocrates Allemands de Bruxelles » est une dénomination de circonstance. Il s'agit du « Comité de Correspondance communiste » comme l'attestent les trois signatures d'Engels, de Gigot et de Marx, les mêmes que l'on trouve au bas de la lettre à Proudhon du 5 mai 1845.

Monsieur le Président,

Nous saisissons l'occasion de votre magnifique succès à l'élection de Nottingham pour vous féliciter, et à travers vous les chartistes d'Angleterre pour cette remarquable victoire.

Nous considérons que la défaite d'un ministre libre-échangiste lors d'un scrutin à mains levées par une énorme majorité chartiste, et de surcroît au moment même où les principes du libre-échange triomphent à l'Assemblée législative³, nous considérons cet événement, Monsieur le Président, comme un signe que les classes laborieuses d'Angleterre sont très conscientes de la position qu'elles ont à adopter après le triomphe du libre-échange.

Nous concluons de ce fait qu'elles savent très bien que maintenant, alors que les classes moyennes ont mis en œuvre leur mesure principale, alors qu'il leur

¹ **John Cam Hobhouse** (1786-1869) a été l'intime du poète Byron qu'il accompagne en Espagne, en Grèce et en Turquie en 1809. Endetté par ses voyages, il s'engage dans l'armée et participe comme capitaine aux guerres contre Napoléon. Il est l'auteur d'une *Histoire des cent jours*. En 1819, il publie un pamphlet favorable à Bonaparte et hostile aux Bourbons, ce qui lui vaut d'être emprisonné quelque temps. Il acquiert ainsi une popularité qui lui permet de devenir député radical en 1820. Il occupera diverses fonctions ministérielles dans les cabinets whigs. En juillet 1846, il fait partie du gouvernement de John Russell où il occupe les fonctions de président de la *Commission de Contrôle* (Board of Control) de la British East India Company.

² Nous renvoyons à la description que Marx fait de ce dispositif au début de son article pour le *New York Daily Tribune* intitulé « Le libre-échange et les chartistes » (document 5.14 du présent cahier).

³ C'est le 26 juin 1846 que l'abrogation des lois protectionnistes sur les blés a été votée au prix d'une dissidence au sein du gouvernement conservateur de Robert Peel qui sera contraint de démissionner en juillet 1846.

suffit de remplacer l'actuel faible cabinet transitoire par un cabinet énergique¹, par un vrai ministère de la classe moyenne pour être reconnue comme la classe dirigeante du pays, nous concluons donc que désormais la grande lutte du capital et du travail, de la bourgeoisie et du prolétariat doit trouver son issue.

Le terrain est aujourd'hui préparé par l'élimination de la compétition de l'aristocratie terrienne; la classe moyenne et la classe ouvrière sont les seules classes entre lesquelles la lutte est possible.

Chacune des parties en présence a son propre cri de bataille en fonction de ses intérêts et de sa position respective: pour la classe moyenne, c'est « extension du commerce par quelque moyen que ce soit, et pour accomplir ce programme, un ministère de chevaliers d'entreprise du Lancashire », - pour la classe ouvrière, c'est - « une reconstruction démocratique de la Constitution sur base de la Charte du Peuple », par laquelle la classe ouvrière deviendra la classe dirigeante de l'Angleterre.

Nous nous réjouissons de voir les travailleurs anglais être pleinement conscients de cette modification du rapport de force entre les parties, être conscients de la nouvelle période d'agitation dans laquelle le Chartisme est entré avec la défaite finale de la troisième composante, l'aristocratie, et de la position dominante que doit désormais occuper et qu'occupera le chartisme, en dépit de la « conspiration du silence » menée par la presse de la classe moyenne et, enfin, de la nouvelle tâche qui lui est dévolue par ces nouvelles circonstances.

Qu'ils soient tout à fait conscients de cette tâche, la preuve en est dans leur intention d'aller aux élections lors du prochain scrutin général.

Nous devons vous féliciter, Monsieur le Président, en particulier pour votre brillant discours lors de l'élection de Nottingham et pour la très nette différence que vous avez établie entre la démocratie selon la classe ouvrière et le libéralisme de la classe moyenne.

La seconde motion de cette Adresse concerne le litige qui a opposé Feargus O'Connor et Thomas Cooper* en juin 1846.

Dès son engagement dans le mouvement chartiste en 1840, Thomas Copper s'était montré un fervent partisan de Feargus O'Connor et de la stratégie d'affrontement de classe. Son rôle dans les grèves de 1842 avait été particulièrement important, ce qui lui avait valu d'être condamné à deux ans de prison. L'expérience de la prison mais plus sûrement son amertume devant l'attitude de F. O'Connor condamnant les grèves comme une manipulation des patrons de l'Anti Corn Law League, alors que lui-même payait si durement son engagement, vont le conduire à prendre ses distances avec le mouvement chartiste et à engager une vive polémique contre O'Connor dans une lettre ouverte publiée en juin 1846 par le *Lloyd's Weekly Newspaper* où il l'accuse de malversations dans la gestion de la *Land Company*. O'Connor répliquera par deux lettres ouvertes parues dans *The Northern Star* des 13 et 20 juin.

On voit que Marx et Engels n'éprouvent à cette époque aucune hésitation à soutenir sans réserve la position de Feargus O'Connor. Sur le projet lui-même, on ne trouve pas, semble-t-il, de commentaire critique de leur part, ni public ni dans leur correspondance privée de cette époque. Leur jugement n'évoluera qu'avec l'évolution des choix politiques de F. O'Connor après l'échec de la troisième pétition en 1848. Marx écrit dans le numéro de mai/octobre 1850 de la *Neue Rheinische Zeitung - Revue* : « Le vieux O'Connor, squire² irlandais et prétendu descendant des vieux rois de Munster, est un authentique représentant de la vieille Angleterre, malgré ses origines et ses tendances politiques. Il est conservateur jusqu'au bout des ongles et plein d'une haine profonde à la fois contre le progrès industriel et contre la révolution. Tous ses idéaux sont de bout en bout patriarcaux, petits-bourgeois. Il concilie en sa personne un nombre incalculable de contradictions qui trouvent leur solution et leur harmonie dans un certain *common sense* banal et qui lui permettent bon an mal an d'écrire dans le *Northern Star* ses interminables lettres hebdomadaires dont chacune est en conflit ouvert avec la précédente. (...)

¹ Ce sera le cas après la démission de Robert Peel en juillet 1846, auquel succèdera le premier ministre wigh John Russell. Les élections générales de juillet 1847 donneront une majorité de sièges aux conservateurs. Toutefois la division de ces derniers permettra à John Russell de garder le pouvoir.

² Le terme anglais désigne un riche propriétaire terrien, notable de la gentry qui incarne l'ordre social. Attribuée à O'Connor, cette qualification est manifestement péjorative.

Ses épaules, sa voix tonitruante, le remarquable talent de boxeur avec lequel il est censé avoir tenu tête à plus de vingt mille personnes au marché de Nottingham, tout cela fait de lui un représentant typique de la vieille Angleterre. Évidemment un homme comme O'Connor ne peut être qu'un grand obstacle dans le mouvement révolutionnaire¹. »

Nous vous félicitons en outre pour le vote de confiance unanime en votre faveur, spontanément adopté par l'ensemble du mouvement chartiste à l'occasion des calomnies colportées par le soi-disant respectable Thomas Cooper.

Le parti chartiste ne peut que profiter de l'exclusion de ces bourgeois déguisés, qui, tout en affichant le nom de Chartistes dans un pur souci de popularité, s'évertuent de s'attirer les faveurs des classes moyennes par une propagande personnelle ou celle de leurs représentants littéraires (comme la comtesse de Blessington², Charles Dickens, D. Jerrold³, et autres "amis" de Cooper), et avec pour arguments d'infamantes doctrines pour vieilles femmes comme celle de « non-résistance ».

Enfin, Monsieur le Président, nous avons à vous remercier, vous et vos coadjuteurs, pour la manière noble et éclairée dont *The Northern Star* est dirigé.

Nous n'hésitons pas un instant à déclarer que le *Star* est le seul journal anglais (sauf, peut-être, le *People's Journal*, que nous ne connaissons du reste que par le biais du *Star*), qui connaisse l'état réel des composantes sociales en Angleterre, le seul qui soit réellement et essentiellement démocratique, qui soit libre de tous préjugés nationaux ou religieux, qui comprenne les démocrates et les travailleurs (aujourd'hui, les deux se confondent quasiment) à travers le monde, qui sur tous ces points vue exprime la pensée de la classe ouvrière anglaise, et qui, par conséquent, est le seul journal vraiment intéressant pour les démocrates du continent.

Nous déclarons par la présente que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour élargir la diffusion du *Northern Star* sur le continent, et pour y diffuser des extraits en traduction dans le plus grand nombre possible de journaux.

Nous avons l'honneur d'exprimer ces sentiments, Monsieur le Président, en tant que représentants reconnus de nombreux communistes d'Allemagne, pour ce qui est de leurs relations avec les démocrates de l'étranger.

Pour les Communistes Démocratiques Allemands de Bruxelles.

Le Comité,

F. Engels Ph. Gigot, K. Marx

Bruxelles, 17 Juillet, 1846

¹ Marx, *Œuvres*, volume IV (Politique I), Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, pp. 408-409.

² **Marguerite de Blessington** (1789-1849), comtesse par mariage, est une écrivaine irlandaise. Elle est l'auteure de divers romans de mœurs et de mémoires sur la vie mondaine ainsi que d'un recueil de maximes. Après la mort de son époux, elle tient à Londres un salon littéraire que fréquente notamment Dickens. Elle était étroitement liée à la famille de Bonaparte. La comtesse n'a pas laissé le souvenir d'un attachement particulier à la cause chartiste. La référence ne vise donc qu'à discréditer Thomas Cooper à travers ses « amis ». En revanche, on ne peut dire que l'œuvre de Charles Dickens ait été indifférente aux réalités sociales.

³ Il s'agit de **Douglas Jerrold** (1803-1857), dramaturge et journaliste anglais. Il est l'un des fondateurs, en juin 1841, de *Punch Magazine*, une publication humoristique radicale.

5.3. F. Engels, *La crise commerciale en Angleterre, le mouvement chartiste et l'Irlande*

Cet article a paru le **26 octobre 1847** dans le journal *La Réforme*. Il est le premier article qu'Engels ait fait paraître dans ce journal fondé en juillet 1843 par Alexandre Auguste Ledru-Rollin et que dirigeait Ferdinand Flocon.

*
* *

Ce jour-là, dans une longue lettre où il rend compte à Marx de son activité à Paris, Engels écrit : « Je suis également en excellents termes avec le père Flocon. Chez celui-ci, je me suis d'abord présenté comme un Anglais et lui ai demandé au nom de Harney pourquoi il ignorait ainsi le *Star*¹. Oui, me dit-il, il le regrettait, il ne serait que trop heureux d'en parler, mais malheureusement personne à la rédaction ne parlait l'anglais ! Je m'offris à lui écrire un article par semaine, ce qu'il accepta de grand cœur. (...) Flocon veut que je lui fasse pour son usage personnel un article sur le chartisme dont il ne connaît goutte ; je vais aller le voir tout de suite et continuer à l'entortiller dans nos filets ». Il ajoute dans le post-scriptum de la même lettre : « Mon article est paru dans *La Réforme*. La plus surprenant est que Flocon n'y a pas changé une seule syllabe, ce qui m'étonne beaucoup.² ».

Engels poursuivra sa collaboration avec *La Réforme* jusqu'en janvier 1848. Marx et lui prendront leurs distances avec la publication très vite après le déclenchement de la révolution de février en France³.

Nous nous intéresserons tout particulièrement aux deux derniers paragraphes de cette correspondance. Engels y mentionne en effet la terrible famine qui sévit en Irlande depuis l'été 1845, depuis deux ans déjà⁴.

Un bref rappel n'est pas inutile.

La grande Famine⁵ des années 1845-1851 (avec un degré d'extrême gravité entre 46 et 49) résulte de la conjonction de deux causes, l'une biologique, l'autre politique. **La cause biologique** est le déclencheur immédiat : elle réside dans la fulgurante propagation de la maladie de la pomme de terre, le mildiou⁶, qui va provoquer dès 1845 la destruction de la plus grande partie de la récolte, puis en 1846 de sa quasi totalité. Or la pomme de terre constituait l'aliment de base des ouvriers et des paysans irlandais de sorte que la détresse alimentaire prendra très vite des proportions catastrophiques : on estime à un million et demi de morts les victimes de la famine et des maladies qui en ont résulté. Il faut ajouter à ces victimes directes le nombre des émigrés (plus d'un million) qui fuiront le pays dans des circonstances souvent effroyables (on parle des « navires cercueils » qui feront route vers les Etats-Unis, ainsi nommés à cause du nombre des passagers qui mourront durant le voyage). **La cause politique** qui sera déterminante dans l'amplification des événements, vient des multiples dimensions de l'hégémonie impériale anglaise. Dès Cromwell, par exemple, des lois spéciales avaient imposé aux paysans catholiques propriétaires de transmettre leur terre en parts égales à chacun de leurs héritiers mâles, et non au seul aîné, ce qui avait entraîné une fragmentation à l'extrême des exploitations et en conséquence, leur moindre rentabilité. Par ailleurs, l'idéologie du libre-échange fournira au gouvernement de

¹ Autrement dit *The Northern Star* qui est, à cette date, le journal de George Julian Harney.

² Correspondance Marx Engels, tome I, pp. 447-500, Éditions sociales, Paris 1971

³ En lui administrant au passage une belle leçon de matérialisme historique : en conclusion de son article du 3 novembre 1848 intitulé « *La Réforme* de Paris, à propos de la situation en France », Marx écrit en effet : « *La Réforme* repousse la question dans « la conscience morale » et finalement le rabâchage moral est un remède à tout. L'opposition entre bourgeoisie et prolétariat vient donc des idées entre ces deux classes. Et d'où viennent ces idées ? Des rapports sociaux. Et d'où viennent ces rapports ? Des conditions matérielles, des conditions économiques des classes hostiles. D'après *La Réforme* les deux classes se tireront d'affaire si elles perdent la conscience de leur véritable situation et de leur véritable opposition et se grisent de l'opium des sentiments et des formules patriotiques de 1793. Quel désarroi ! » (*La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales 1969, tome II, page 88)

⁴ Engels ignorait d'autant moins ce drame que sa compagne, Mary Burns, était d'origine irlandaise.

⁵ On sait moins qu'elle a été précédée d'une première famine qui avait décimé, entre 1739 et 1741, un dixième de la population irlandaise estimée à cette époque à 2,4 millions d'habitants (Source : Peter Gray, *L'Irlande au temps de la grande famine*, Gallimard, Coll. Découvertes, N° 265, 1995).

⁶ Ce champignon était apparu en 1843 sur la côte Est des Etats-Unis et s'était propagé en 1845 dans le Middle West. La maladie est repérée en Irlande en septembre 1845. Elle atteint l'Europe dès octobre. En Flandre, par exemple, où certaines couches de la paysannerie ne sont pas loin des conditions de vie irlandaises, la récolte de 1845 est perdue à plus de 85 % (Source: Peter Gray, op.cit. pp. 34-35 et 43).

Londres les arguments pour ne pas intervenir au nom du désengagement de l'Etat en matière économique et du strict respect des lois de la libre concurrence. Les grands propriétaires fonciers protestants ne cesseront du reste pas d'exporter des produits agricoles et du bétail vers la métropole dans les pires moments de la famine. De surcroît, les mesures d'aide seront condamnées au nom d'un malthusianisme cynique qui estime que les pauvres ne souffrent que de leur propre imprévoyance et que la famine, en somme, est un régulateur naturel, sinon la juste punition divine d'un peuple inférieur¹. On ajoutera à ces malheurs la décision de nombreux propriétaires d'expulser leurs fermiers incapables de payer la location afin de consacrer les terres ainsi libérées à des élevages plus rentables. **Les chiffres de la famine**, même relativement imprécis, donnent la mesure du désastre humain. Sur la base du recensement de 1851, on estime le déficit de population à 2.400.000 personnes. Si l'on soustrait le nombre des irlandais qui ont émigré, on peut évaluer à 1.100.000 celui des victimes de la faim et des maladies entre 1846 et 1850. Au cours de cette période, l'Etat anglais n'aura consenti qu'un soutien de 7 millions de livres sterling, soit 0,5% de son PNB en cinq ans. Ce chiffre doit être comparé aux 20 millions de livres accordés en 1830 aux planteurs esclavagistes des Antilles pour les dédommager de l'abolition de l'esclavage dans les colonies et aux 70 millions de livres sterling que coûtera la guerre de Crimée entre 1854 et 1856².

*
* *

Nous traduisons à partir de la version anglaise³ disponible sur *Marx Engels Collected Works*, volume 6

*
* *

La crise commerciale à laquelle l'Angleterre se trouve exposée à l'heure actuelle est en vérité plus sévère qu'aucune des précédentes crises. Ni en 1837 ni en 1842, la dépression n'a été aussi généralisée qu'à l'heure actuelle. Toutes les branches de la puissante industrie anglaise ont vu s'interrompre le rythme de leur développement; partout c'est la stagnation, partout on ne voit que des travailleurs jetés à la rue. Il va sans dire qu'un tel état de choses donne lieu à une extrême agitation parmi les travailleurs qui, déjà exploités par les industriels en temps de prospérité commerciale, se trouvent actuellement congédiés en masse et abandonnés à leur sort. En conséquence, les assemblées de travailleurs mécontents se multiplient. *The Northern Star*, l'organe des ouvriers chartistes, consacre plus de sept de ses larges colonnes à rendre compte des meetings tenus la semaine dernière [rapports sur les meetings chartistes dans le *Northern Star* du 16 octobre 1847]; la liste des meetings annoncés pour la présente semaine remplit trois autres colonnes. Le même journal mentionne une brochure publiée par un travailleur, M. John Noakes (John Noakes, *Les droits de l'Aristocratie sur le sol*, dont le compte rendu a paru dans *The Northern Star* du 23 octobre 1847) dans laquelle l'auteur attaque ouvertement et sans ambages le droit de l'aristocratie à posséder ses terres⁴.

« Le sol anglais », explique-t-il, « est la propriété du peuple, dont les aristocrates se sont emparés par la force ou par la ruse. Le peuple doit veiller à ce que son droit inaliénable à la propriété prévale ; les produits de la terre doivent être de propriété publique et utilisés dans

¹ C'est tout particulièrement l'opinion de **Charles Trevelyan** (1807-1886) qui occupera de 1840 à 1859 le poste de secrétaire adjoint au Trésor et sera chargé à ce titre de gérer l'aide aux victimes de la famine à propos de laquelle il déclarait: « Le jugement de Dieu a envoyé cette calamité pour donner une leçon aux Irlandais. Elle ne doit donc pas être atténuée. Le véritable fléau auquel nous avons affaire n'est pas le fléau physique de la famine mais le fléau moral du caractère égoïste, pervers et turbulent de ce peuple ». Il exprimait ainsi le point de vue dominant du premier ministre John Russell et de sa majorité whig. (Source : Multitext project in Irish History, University College Cork – www.multitext.ucc.ie)

² Source : Peter Gray, op.cit. pages 94 et 95. On consultera par ailleurs les données statistiques que Marx livre au chapitre XXV du Livre I du *Capital* (Loi générale de l'accumulation capitaliste), aux pages 511-525 de l'édition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969.

³ L'état de dispersion de l'édition des écrits de Marx et d'Engels nous contraint de recourir à une traduction à partir de l'anglais d'un texte rédigé par Engels en français.

⁴ Un thème particulièrement sensible : en octobre 1847, on se trouve en pleine polémique autour de la Land Company.

l'intérêt général. On me dira peut-être que ces propos sont révolutionnaires. Mais révolutionnaires ou non, là n'est pas la question ; si les gens ne peuvent pas obtenir ce dont ils ont besoin dans le cadre d'une loi, alors ils doivent y parvenir dans l'illégalité. »

Il n'étonnera personne que dans ces circonstances, les chartistes doivent avoir recours à des mesures franchement inhabituelles. Leur chef, le célèbre Feargus O'Connor¹, vient d'annoncer qu'il va bientôt gagner l'Ecosse, où il appelle à des assemblées dans toutes les villes afin de recueillir des signatures pour la pétition nationale pour la Charte du peuple qui sera envoyée au prochain parlement². Dans le même temps, il a annoncé qu'avant même l'ouverture du Parlement, la presse chartiste sera en mesure d'être augmentée par un quotidien, « *Le Démocrate*³ ».

On se souviendra que lors des dernières élections, M. Harney, rédacteur en chef du *Northern Star*, avait été présenté comme le candidat chartiste à Tiverton, un arrondissement représenté au parlement par Lord Palmerston, le ministre des Affaires étrangères.

M. Harney, qui avait remporté le vote à mains levées, avait décidé de se retirer de la compétition lorsque Lord Palmerston avait exigé le vote écrit⁴. Cet événement montre combien les sentiments des habitants de Tiverton diffèrent de ceux du petit nombre des électeurs parlementaires. Il y avait un poste à pourvoir au conseil d'arrondissement; les électeurs municipaux, beaucoup plus nombreux que ceux des élections législatives, ont donné le siège vacant à M. Rowcliffe, le même qui avait proposé la candidature de M. Harney lors des élections. En outre, les Chartistes sont en train de se préparer partout en Angleterre pour les élections municipales qui auront lieu dans tout le pays au début de novembre.

Mais tournons-nous à présent vers le plus grand district industriel d'Angleterre, le Lancashire, une région du pays qui a souffert plus que toute autre de la stagnation industrielle. La situation dans le Lancashire est alarmante au plus haut degré. La plupart des usines ont déjà complètement cessé le travail, et celles qui sont encore en activité n'emploient leurs travailleurs que pour deux ou tout au plus trois jours par semaine. Mais ce n'est pas tout: les industriels de Ashton, une ville très importante pour l'industrie du coton, ont annoncé à leurs travailleurs que dans une semaine, ils allaient réduire les salaires de 10 pour cent. Cette nouvelle qui sème l'inquiétude parmi les travailleurs est en train de se répandre dans tout le pays. Quelques jours plus tard, une réunion des délégués des travailleurs de tout le comté a eu lieu à Manchester. Ils ont décidé d'envoyer une délégation aux propriétaires afin qu'ils ne mettent pas à exécution leur menace de réduction et, si cette députation n'obtenait aucun résultat, d'annoncer une grève de tous les travailleurs employés dans l'industrie cotonnière du Lancashire. Cette grève, avec celle des sidérurgistes et des mineurs qui a déjà commencé, ne manquera pas de prendre les mêmes dimensions alarmantes qui ont marqué la dernière grève générale, celle de 1842. Elle pourrait très bien devenir encore plus menaçante pour le gouvernement.

Entre-temps la famine irlandaise connaît les plus terribles convulsions. Les *workhouses* sont submergés par les mendiants⁵, les propriétaires ruinés refusent de payer la taxe des pauvres, les affamés se rassemblent par milliers

¹ Pour rappel, il venait d'être élu député de Nottingham lors des élections générales de juillet 1847.

² Il s'agit de la troisième pétition qui sera présentée le 10 avril 1848.

³ Ce projet de presse n'aboutira pas.

⁴ Rappelons que le vote se déroulait en deux phases : une première où l'ensemble des présents s'exprimaient à mains levées, une seconde, par écrit, réservée aux seuls électeurs qui s'acquittaient du cens électoral. Si Harney avait échoué, Feargus O'Connor avait par contre été élu à Nottingham en se présentant contre le ministre whig John Cam Hobhouse.

⁵ Dès 1847, c'est dans le cadre répressif de l'« Irish poor law » qu'est géré le drame humain de la famine, ce qui revenait à faire peser le poids de l'aide sur les seuls contribuables irlandais. Les élections de 1847 en Angleterre avaient donné lieu à une campagne de dénonciation des « gaspillages » provoqués par l'aide aux populations affamées, le *Times* dénonçant ces mesures comme « une marque d'humanité déplacée » (Peter Gray, op. cit., page 6).

pour saccager les granges et les étables des fermiers et même des prêtres catholiques, qui étaient encore sacrés à leurs yeux il y a peu de temps.

Il semble bien que les Irlandais ne mourront pas de faim l'hiver prochain aussi calmement que l'hiver dernier. L'immigration des Irlandais en Angleterre est de plus en plus alarmante chaque jour. On estime qu'en moyenne, ce sont 50.000 Irlandais qui arrivent chaque année ; leur nombre cette année est d'ores et déjà de plus de 220.000. En septembre, il en est arrivé 345 chaque jour, et en octobre ce chiffre est passé à 511. Cela signifie que la concurrence entre les travailleurs devient plus forte¹, et il ne serait pas du tout étonnant que la crise actuelle provoque un tel un vacarme de protestations qu'elle contraigne le gouvernement à concéder de très importantes réformes.

¹ On estime qu'en 1851, plus de 20% de la population de Liverpool étaient des immigrants irlandais chassés par la famine (Peter Gray, op. cit., page 110). Comme la loi anglaise sur les pauvres autorisait les autorités locales à renvoyer chez eux les indigents, c'est par milliers que ceux-ci seront expulsés de force.

5.4. F. Engels, *Le programme agraire des Chartistes*

Cet article a été publié pour la première fois dans *La Réforme* du **1er Novembre 1847** et repris par *The Northern Star* le 6 novembre 1847 avec, en tête, cette note rédactionnelle : « L'article ci-après, traduit de *La Réforme*, le plus sérieux des journaux français et un défenseur conséquent du droit du travail dans tous les pays, encouragera la classe ouvrière d'Angleterre avec la fière consolation que désormais la lutte pour la liberté universelle ne sera plus confinée dans les limites de notre donjon prisonnier de la mer. »

Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur *Marx Engels Collected Works* à l'adresse www.marxists.org.

*
* *

Pour rappel, c'est le 25 avril 1845 que la 3^e Convention de la **National Chartist Association** à Londres se consacre à la mise en place de la **Chartist Land Co-operative Society**. Le but de la société était de récolter des fonds afin d'acheter des parcelles de terrains et de les louer ensuite aux coopérateurs avec des loyers modestes. L'attribution se faisait par tirage au sort au fur et à mesure du développement de l'entreprise. Les perspectives étaient bien sûr d'offrir aux ouvriers sans emploi une alternative aux workhouses, avec la possibilité d'un véritable reclassement. Il s'agissait non moins, dans l'esprit de la Charte, de leur permettre de devenir des électeurs capables de conquérir une majorité électorale.

Le projet sera porté de bout en bout par Feargus O'Connor qui, dès le mois de juillet 181 (alors qu'il est emprisonné à York), avait fait paraître, dans le *Northern Star*, ses « Letters to the Landlords » dans lesquelles il proposait aux propriétaires fonciers irlandais de combattre l'hégémonie des industriels par une sorte d'alliance avec la classe ouvrière, les invitant à abandonner leurs immenses cultures de rente au profit d'une allocation de parcelles à de petits propriétaires paysans qui se consacraient à une variété de cultures intensives. Il s'agissait dès le départ d'un projet d'appropriation individuelle de la terre bien différent à la fois des communautés owénistes et des propositions de nationalisation pure et simple d'un Bronterre O'Brien. Le retour à la terre était en tout cas présenté comme la solution aux problèmes sociaux de l'Angleterre industrielle.

Les campagnes de presse de F. O'Connor sur ce thème se succéderont dans le *Northern Star* au cours des années 1843 et 1844. Toutes les conventions chartistes en débattront jusqu'en décembre 1845 dans un contexte de crise alimentaire : dès octobre de cette année, en effet, la maladie de la pomme de terre commence à produire ses ravages et la famine menace en Irlande mais aussi en Angleterre.

La société a rencontré très vite des difficultés organisationnelles qui ont entravé son développement, sous l'angle notamment des procédures légales d'enregistrement. Lorsqu'en janvier 1846, O'Connor entreprend de faire enregistrer la *Chartist Land Co-operative Company* comme « friendly society », autrement dit comme société mutuelle, cela lui est refusé au motif que la société présentait toutes les caractéristiques d'une association politique. C'est le début d'une longue période d'instabilité statutaire au cours de laquelle la société portera trois noms : d'abord celui de *Chartist Co-operative Land Company*, puis de *National Co-operative Land Company*, enfin, à partir de mars 1847, de *National Land Company*. Malgré ces déboires administratifs, le succès est immédiat : entre 1846 et 1848, on ne compte pas moins de 75.000 souscripteurs. Un premier lotissement est acheté en mars 1846 à Heronsgate (qui sera renommé O'Connorville en août 1847). Il sera suivi de plusieurs autres¹.

L'exiguïté des parcelles, la mauvaise qualité des terres, l'inexpérience des ouvriers en matière d'exploitation agricole ainsi que l'abrogation des lois sur les céréales le 15 mai 1846 vont précipiter l'échec.

La situation s'est de surcroît compliquée lorsque le rédacteur en chef du *Northern Star*, Joshua Hobson, en conflit avec O'Connor, a poursuivi ce dernier en justice pour rupture de contrat l'accusant du même coup de malversations dans la gestion du journal et de la Société². On sait aujourd'hui que les accusations n'étaient pas fondées, même si les finances personnelles de Feargus O'Connor et les fonds des entreprises qu'il gérait n'étaient pas rigoureusement séparés.

¹ Les autres lotissements seront inaugurés respectivement le 24 octobre 1846 à Lowbands dans le Worcestershire (170 acres), le 8 juin 1847 à Snig's End dans le Gloucestershire (268 acres), le 24 juin 1847, à Minster Lovell dans le Oxfordshire (300 acres) et en hiver 1847 à Great Doford dans le Worcestershire (280 acres).

² Thomas Cooper publiait à la même époque une lettre ouverte portant les mêmes accusations.

Par ailleurs, dès janvier 1847, Bronterre O'Brien lance une violente campagne de presse contre la *Land Company* : une série d'articles paraissent les 5 janvier, 17 avril, 1-15-22 mai dans son journal *The national Reformer*. Observant qu'une classe de petits propriétaires paysans est la meilleure sécurité qu'on puisse offrir aux forces conservatrices du pays, il écrit « Quiconque rejoint cette société se place lui-même pratiquement du côté du gouvernement et contre sa propre classe¹ ».

Le 24 mai 1848, une commission d'enquête parlementaire examinera les statuts et le fonctionnement de la *National Land Company*. Elle remettra ses conclusions le 31 juillet 1848, la déclarant illégale pour au moins trois raisons : impossibilité de l'enregistrer comme *friendly society*, tenue incorrecte des comptes, perte de documents essentiels², illégalité de l'attribution des parcelles par loterie. En août 1851, une loi dissout la *Land Company*.

En fin de compte, la société aura distribué en 4 ans 1.118 acres répartis entre à peine 250 exploitants. En 1858, il ne restait plus que 3 lotissements à O'Connorville, redevenue Heronsgate.

Voici près de deux ans, les travailleurs chartistes ont fondé une association avec pour objet l'achat de terrains et leur répartition entre ses membres dans le cadre de petites exploitations³. On espérait diminuer de cette manière la concurrence excessive entre les travailleurs industriels, transférant du marché du travail certains de ces travailleurs afin qu'ils forment une classe tout à fait nouvelle et essentiellement démocratique de petits paysans.

Ce projet, dont l'auteur n'est autre que Feargus O'Connor lui-même, a eu un tel succès que la *Chartist Land Company* compte déjà deux à trois cent mille membres⁴, qu'elle dispose de fonds sociaux à hauteur de £ 60.000 (un million et demi de francs), et que ses recettes, a annoncé *The Northern Star*, dépassent 2.500 £ par semaine. En fait, la société, dont je propose de vous donner plus tard un compte rendu plus détaillé, a pris une dimension telle que le phénomène préoccupe déjà l'aristocratie foncière, car il est évident que ce mouvement, s'il continue à croître au même rythme que jusqu'à présent, finira par donner lieu à une campagne d'agitation nationale pour l'appropriation du sol national par le peuple.

La bourgeoisie ne trouve pas cette société à son goût ; elle la considère comme un levier dans les mains du peuple, un levier qui permettra à ce dernier de se libérer lui-même sans rien devoir à la classe moyenne. C'est en particulier la petite bourgeoisie, plus ou moins libérale, qui voit d'un mauvais œil la *Land Company*, car elle constate déjà que les Chartistes sont beaucoup plus indépendants de son soutien qu'avant la fondation de l'association. En outre, ces mêmes radicaux, incapables d'expliquer l'indifférence du peuple à leur égard, ce qui est la conséquence inévitable de leur attitude tiède, ne cessent de s'en prendre à M. O'Connor qu'ils présentent comme le seul obstacle à une réunion des chartistes et de la composante radicale.

Il suffisait donc que la *Land Company* soit l'œuvre d'O'Connor pour attirer sur elle toute la haine des bourgeois plus ou moins radicaux.

Au début, ils ont ignoré le projet, mais quand il est apparu que la conspiration du silence ne pouvait être poursuivie plus longtemps, ils ont essayé de prouver que la société avait été organisée de telle sorte qu'elle ne pouvait qu'aboutir à la plus scandaleuse des faillites ; finalement, lorsque ces manœuvres n'ont pas empêché la Société de prospérer, ils en sont revenus à la tactique que depuis dix ans, ils avaient constamment utilisée contre M. O'Connor, toujours sans le moindre succès. Ils ont cherché à discréditer le caractère du

¹ Source : Slowson, *The Decline of the Chartist Movement*, New York, 1916, (édition électronique de l'université de Colombia, sur www.archive.org)

² O'Connor s'est montré sur ce point très négligent. L'enquête a dénoncé le caractère particulièrement désorganisé de ses finances et de son administration qui n'archive rien et ne rend de compte à personne. Il a été toutefois blanchi de l'accusation d'avoir tiré profit de l'entreprise ; tout indique au contraire qu'il y est allé largement de sa poche.

³ A la différence des colonies communautaires owéniennes, les parcelles étaient destinées à une exploitation individuelle.

⁴ Ce nombre paraît largement surévalué. Le site *chartist.net* propose une évaluation de 70.000 coopérateurs au début de 1848 et la collecte d'une somme de 100.000 livres sterling.

personnage, à semer le doute sur son désintéressement, à lui refuser le droit de se proclamer l'incorruptible et bienveillant administrateur au service des travailleurs. Lorsque, par conséquent, il y a quelque temps, M. O'Connor a publié son rapport annuel, six journaux plus ou moins radicaux, qui semblent avoir tenu une réunion clandestine, se sont joints aux attaques contre lui.

Ces publications sont les suivantes : *The Weekly Dispatch*, *The Globe*, *The Nonconformist*, *The Manchester Examiner*, *The Lloyd's Weekly Newspaper* and *The Nottingham Mercury*.

Elles ont accusé M. O'Connor des plus éhontés vols et malversations, cherchant à prouver leurs accusations ou à les rendre vraisemblables sur base des chiffres du rapport lui-même. Loin de se contenter de cela, elles ont fouillé dans la vie privée du célèbre agitateur¹: une montagne d'accusations, chacune plus grave que les autres, a été amassée sur son compte, et ses adversaires pouvaient s'imaginer que tout cela le submergerait.

Mais O'Connor, qui depuis dix ans n'a pas cessé de lutter contre la soi-disant presse radicale, n'a pas fléchi sous ces calomnies. Il a publié dans *The Northern Star* du 23 de ce mois une réponse aux six journaux. Cette réponse, un chef-d'œuvre de polémique qui rappelle le meilleur des pamphlets de William Cobbett, réfute une accusation après l'autre et, prenant à son tour l'offensive, lance contre les six éditeurs de très graves attaques, pleines d'un superbe mépris. Cela a suffi à justifier complètement O'Connor aux yeux du peuple. Le *Northern Star* du 30 de ce mois contient les votes de confiance en faveur de O'Connor, adoptés lors de réunions publiques des chartistes dans plus de cinquante localités.

Mais O'Connor a voulu donner à ses adversaires la possibilité de l'affronter devant la population. Il les a invités à soutenir leurs accusations lors de réunions publiques à Manchester et à Nottingham. Pas un seul d'entre eux n'a relevé le défi. À Manchester², O'Connor a parlé pendant quatre heures devant plus de dix mille personnes qui lui ont réservé un tonnerre d'applaudissements et lui ont confirmé leur confiance à l'unanimité. La foule était si nombreuse qu'au-delà de la grande assemblée où O'Connor lui-même se défendait, il s'est avéré nécessaire de tenir une autre réunion sur la place publique, où dix à quinze mille autres personnes, qui n'avaient pas été en mesure d'entrer à l'intérieur de la salle de réunion, étaient haranguées par plusieurs autres orateurs.

Lorsque les assemblées ont pris fin, O'Connor a déclaré qu'il était prêt à recueillir les contributions et souscriptions des membres de la Land Company ; la somme qu'il a collectée ce soir-là a dépassé £ 1.000 (25.000 francs).

À Nottingham, où O'Connor a tenu le lendemain un des plus grands meetings qui aient jamais eu lieu dans cette ville, son discours a provoqué le même enthousiasme populaire.

C'était au moins la centième fois que M. O'Connor triomphait de cette brillante façon des calomnies de la presse bourgeoise.

Imperturbable au milieu de toutes ces attaques, l'infatigable patriote continue son action, et la confiance unanime du peuple anglais est la meilleure preuve de son courage, de son énergie, de son incorruptibilité.

¹ Le terme n'est en rien péjoratif. Il qualifie un propagandiste, un tribun.

² Le meeting a eu lieu le 26 octobre 1847.

5.5. F. Engels, *Le banquet chartiste*

Cet article a été publié pour la première fois le **6 novembre 1847** dans *La Réforme*. Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur *Marx Engels Collected Works* à l'adresse www.marxists.org

*
* *

Engels commente ici le banquet organisé à Londres le 25 octobre 1847 pour célébrer la victoire électorale de Feargus O'Connor aux récentes élections d'août 1847.

Pour rappel, la mention relative aux « partisans du *suffrage complet* » fait référence à la fondation en avril 1842, à l'initiative de Joseph Sturge*, de la *National Complete Suffrage Union*. Une conférence unitaire avait été organisée à cette date à Birmingham avec pour objectif de rapprocher, dans le cadre d'une formation unique, les réformateurs radicaux partisans de Sturge et l'organisation chartiste elle-même. Sturge avait obtenu le ralliement d'Henry Vincent et de James Bronterre O'Brien, ce qui avait conduit à une vive polémique avec Feargus O'Connor dans le journal *The Northern Star*. Il s'agissait clairement d'une tentative de redonner la main aux classes moyennes en scellant une alliance avec la composante réformiste du mouvement chartiste au moment où ce dernier venait de s'autonomiser. Cette réunion de Birmingham s'était tenue quelques jours à peine avant la réunion de la Convention de la NCA (National Charter Association) du 12 avril qui devait achever les derniers préparatifs de présentation de la seconde pétition.

Les 27 et 30 décembre 1842, une nouvelle conférence de la National Complete Suffrage Union avait été convoquée à Birmingham. Après l'assemblée d'avril, la manœuvre visait à mettre en minorité O'Connor et ses partisans au profit d'une union entre les classes moyennes et les chartistes de la *force morale* conduits par William Lovett. Or les sturgistes commirent l'erreur de vouloir substituer au texte de la Charte un nouveau projet de loi rédigé par eux. Lovett lui-même ne pouvait admettre le procédé et après de multiples tentatives de conciliation, il n'avait pu que s'opposer à la prise en considération de ce document nouveau. Le conflit ouvert entre les sturgistes et les chartistes de la NCA avait eu pour résultat le retrait définitif de William Lovett de la scène politique. O'Connor se trouvait désormais seul à la commande du mouvement.

*
* *

Dans une lettre d'avant-hier¹, j'ai pris sur moi de défendre les Chartistes et leur chef Feargus O'Connor contre les attaques de la presse bourgeoise radicale. Aujourd'hui, à ma grande satisfaction, je peux vous annoncer un événement qui confirme ce que j'ai indiqué sur l'état d'esprit des deux parties. Vous jugerez par vous-mêmes à qui la démocratie française devrait accorder sa sympathie: aux Chartistes, qui sont des démocrates sincères et sans arrière-pensées, ou aux bourgeois radicaux qui évitent si soigneusement d'utiliser le mot d'ordre de la Charte du peuple, à savoir le suffrage universel, et se bornent à proclamer qu'ils sont partisans du suffrage complet!

Le mois dernier, un banquet a eu lieu à Londres pour célébrer le triomphe des convictions démocratiques lors des dernières élections. Dix-huit députés radicaux du Parlement avaient été invités, mais comme ce sont les Chartistes qui avaient pris l'initiative de ce banquet, ces Messieurs ont tous fait défaut, à l'exception de O'Connor. Les radicaux, comme nous le voyons, se comportent d'une manière qui laisse clairement prévoir la façon dont ils entendent honorer les engagements qu'ils ont pris lors des dernières élections.

¹ Engels fait référence à son article du 1er novembre 1847 intitulé « Le programme agraire des chartistes ».

On s'est passé d'autant plus aisément de leur présence qu'ils avaient envoyé un de leurs dignes représentants – le Docteur Epps¹, un homme timide et un non moins timide réformateur, conciliant envers tout le monde excepté avec les hommes actifs et énergiques de notre bord, un bourgeois philanthrope qui brûle, dit-il, de libérer le peuple, mais qui ne souhaite pas que les gens se libèrent sans lui ; en fait, un digne partisan du radicalisme bourgeois.

Le Docteur Epps a proposé un premier toast à la souveraineté du peuple, mais avec si peu d'enthousiasme, sauf en quelques passages un peu plus animés, qu'à plusieurs reprises, cette tiédeur a suscité les murmures de l'assemblée.

« Je ne pense pas », a-t-il déclaré, « que la souveraineté du peuple puisse être obtenue par une révolution. Les Français ont combattu trois jours² ; ils se sont fait escroquer sur la question de la souveraineté nationale. Je ne pense pas non plus que cela puisse être obtenu par de longues palabres. Ceux qui parlent le moins sont les mêmes qui agissent le plus. Je n'aime pas les hommes qui font beaucoup de bruit; les grands mots ne font pas de grands actes. »

Ces saillies indirectes contre les chartistes ont été accueillies par de nombreuses marques de désapprobation.

Il ne pouvait en être autrement, surtout lorsque le Docteur Epps a ajouté:

« La bourgeoisie a été calomniée parmi les travailleurs, comme si elle n'était pas la seule classe qui puisse obtenir pour eux les droits politiques. (« Non! Non! ») Non? N'est-ce pas les bourgeois qui sont les électeurs? Et les électeurs ne sont-ils pas les seuls qui puissent accorder le droit de vote à ceux qui ne l'ont pas? Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui ne deviendrait pas un bourgeois s'il le pouvait? Ah ! Si les travailleurs renonçaient à boire et à fumer, ils auraient de l'argent pour soutenir leur propagande politique, ils pourraient faire beaucoup pour contribuer à leur liberté, etc., etc. »

Tel est le langage des hommes qui rejettent O'Connor et les chartistes !

Les orateurs qui ont succédé au Dr. Epps ont énergiquement réfuté l'étrange doctrine du Docteur radical, au milieu des applaudissements de l'assemblée.

M. Macgrath³, membre du comité exécutif de l'Association chartiste⁴, a rappelé que le peuple ne doit pas avoir confiance dans la bourgeoisie, qu'il doit conquérir ses propres droits par lui-même ; il n'est pas conforme à la dignité des gens d'avoir à mendier pour obtenir ce qui leur appartient.

M. Jones a rappelé à l'assemblée que la bourgeoisie a toujours oublié le peuple et maintenant qu'elle voit la croissance de la démocratie, dit-il, elle veut s'en servir pour renverser l'aristocratie terrienne, puis écraser les démocrates dès qu'elle aura atteint son objectif.

¹ Médecin de formation, **John Epps** (1805-1869) a été un adepte de la phrénologie selon Franz Joseph Gall (en 1827, il publie sous le pseudonyme de Medicus un ouvrage intitulé *Internal Evidences of Christianity Deduced from phrenology*). Il est également l'un des premiers praticiens de l'homéopathie en Angleterre. Il est typiquement un bourgeois philanthrope dans le style du radicalisme anglais. Militant anti-esclavagiste et de l'Anti-Corn Law League, il s'est trouvé proche du mouvement chartiste.

² On nomme « **les trois glorieuses** » les journées révolutionnaires des 26, 27 et 28 juillet 1830 qui ont mis fin à la première restauration monarchique en France : la bourgeoisie avait gardé l'initiative en imposant une monarchie constitutionnelle fondée sur la famille d'Orléans, branche cadette des Bourbons, Louis-Philippe devenant non plus roi de France mais roi des Français.

³ **Philip Mcgrath** est un dirigeant chartiste de premier plan. Il appartient à l'exécutif de la National Chartist Association de 1844 à 1849. Proche de Feargus O'Connor, c'est lui qui assurera la direction de la Land Company. En 1848, il fait partie, avec Jones et Harney, de la délégation chartiste à Paris, porteuse d'un message de félicitation au gouvernement provisoire de la république.

⁴ Ou plus précisément la **National Charter Association** fondée le 20 juillet 1840. La NCA comptera quelque 50.000 membres dès la première année de sa création. Selon Morton et Tate, la NCA « peut prétendre, à juste titre, être le premier véritable parti de la classe ouvrière » (A-L Morton et G. Tate, *Histoire du Mouvement ouvrier anglais*, Maspero, 1963, page 110)

M. O'Connor, répliquant encore plus directement au Dr. Epps, lui a demandé qui a écrasé le pays avec une énorme dette si ce n'est la bourgeoisie? Qui a privé les travailleurs de leurs droits politiques et sociaux si ce n'est la bourgeoisie? Qui a refusé, le soir même, de répondre à l'invitation du peuple, si ce ne sont les dix-sept honorables bourgeois à qui les démocrates avaient malheureusement donné leur voix? Non, non, jamais le capital ne représente le travail! Le lion et l'agneau iront se coucher ensemble avant que capitalistes et travailleurs soient unis par les intérêts et les sentiments!

C'est M. Harney, rédacteur en chef de *The Northern Star*, qui a prononcé le dernier toast à "*Nos frères démocrates de par le monde entier! Puissent leurs luttes actuelles pour la liberté et l'égalité être couronnées de succès!* »

Les rois, les aristocrates, les prêtres et les capitalistes de tous les pays, a-t-il dit, sont alliés entre eux. Puissent les démocrates de tous les pays suivre le même exemple! Partout la démocratie poursuit sa marche en avant. En France, les banquets¹ se succèdent en faveur de la réforme électorale et le mouvement se développe sur une telle échelle qu'il doit conduire à un résultat favorable. Espérons que les masses, cette fois, seront les bénéficiaires de cette agitation, que la réforme conquise par les Français vaudra mieux que celle obtenue par nous en 1831².

Il ne peut y avoir de véritable réforme tant que la souveraineté n'appartiendra pas entièrement à la nation, il n'y a pas de souveraineté nationale aussi longtemps que les principes de la Constitution de 1793 ne seront pas une réalité³.

M. Harney a ensuite évoqué les progrès de la démocratie en Allemagne, en Italie et en Suisse, et terminé en désavouant, pour sa part, dans les termes les plus énergiques, l'étrange doctrine du Dr. Epps sur les droits de la bourgeoisie.

¹ A partir du 9 juillet 1847, en France, l'opposition au régime lance une campagne de **banquets**. Ces réunions contournaient la loi de 1835 (après l'attentat de Fieschi contre le roi) sur l'interdiction des réunions publiques. On y débattait surtout d'une réforme électorale de type libéral. C'est l'interdiction d'un de ces banquets à Paris, le 14 puis le 21 février, qui provoque une réaction populaire que les dirigeants libéraux ne peuvent contrôler comme en 1830. Les barricades du 22 février lancent le processus révolutionnaire qui aboutira à l'instauration de la deuxième république.

² Il s'agit de la loi dite **Reform Act** de 1831-1832 qui maintenait le principe du cens électoral. La classe ouvrière et la petite bourgeoisie demeuraient ainsi exclues du champ politique. Un point de vocabulaire témoigne de la profonde déception suscitée par cette réforme qui avait mobilisé les forces populaires. On distingue en anglais un *projet* de loi (que l'on nomme *Bill*) et *la loi* elle-même sitôt qu'elle est votée (on la nomme *Act*). Or dans le vocabulaire des chartistes, c'est toujours du *Reform Bill* de 1832 qu'il est question, comme pour exprimer symboliquement le rejet d'une législation qui aurait dû ne pas exister.

³ Cette référence à la constitution française de 1793 est dans la droite ligne de la **tradition jacobine** du radicalisme anglais.

5.6. F. Engels, *Le mouvement chartiste*

Cet article écrit en français par Engels a paru dans *La Réforme* du **22 novembre 1847**. Nous citons à partir de l'ouvrage de Roger Dangeville, K. Marx et F. Engels, *Le Parti de Classe*, tome 1, Maspero 1973, page 101.

*
* *

La lecture de ce document fournit l'occasion de faire le point sur **les associations internationalistes présentes à Londres dans les années 1840**.

1. La première de ces sociétés est créée, en octobre 1844, à l'initiative de Karl Schapper (de la Ligue des Justes) et de William Lovett (l'un des fondateurs, en 1836, de la London Working Men's Association à l'origine du mouvement chartiste) sous le nom de « **The Democratic Friends Of All Nations** » (Les Amis démocratiques de toutes les nations). Elle est fondée à la suite d'un meeting organisé le **22 septembre 1844** à Londres en l'honneur de Wilhelm Weitling¹. C'est William Lovett qui en rédige la première et unique adresse « To the friends of humanity and justice among all nations » avec pour devise : « Tous les hommes sont frères » (« All Men are Brethren »). L'association aura une existence très éphémère, en raison des conflits de tendance qui apparaissent dès le début dans le mouvement chartiste entre les partisans de la « force morale » et ceux qui préconisent une ligne de classe plus résolue.

2. La seconde société, au nom de **Society of Fraternal Democrats**, (Les Démocrates Fraternelles) est fondée à l'initiative de George Julian Harney à la suite d'un congrès « des démocrates de tous les pays » organisé à Londres le 22 septembre 1845 pour fêter l'anniversaire de la première république française² de 1792. Officiellement constituée le **15 mars 1846**, elle regroupe la gauche du chartisme (George Julian Harney, Ernest Jones, Thomas Clark), les militants de la *Ligue des Justes* (Karl Schapper, Josef Moll) et des émigrants révolutionnaires d'autres pays présents à Londres (les Polonais sont représentés par Louis Oborski, les Français par J. Michelot). Les Fraternal Democrats rejoindront la *Ligue des Communistes* en 1847. Ces deux sociétés, et particulièrement les Fraternal Democrats, peuvent être tenues comme les premières structures ouvrières internationalistes. Elles sont les précurseurs de la première internationale. (Notons que Marx et Engels accomplissent à cette époque leur premier voyage en Angleterre, de la mi-juillet au 24 août. Ils rencontrent à la fin de leur séjour à Londres les dirigeants de la *Ligue des Justes* et plusieurs leaders de la gauche du chartisme, dont G. J. Harney, mesurant ainsi les évolutions en cours au sein du mouvement ouvrier anglais depuis la grande grève de 1842.)

3. Il faut mentionner une troisième société, créée sous le nom de **The People's International League** lors d'un meeting public le **28 avril 1847** à l'initiative de Giuseppe Mazzini avec la collaboration des leaders radicaux de la classe moyenne engagés dans la propagande pour le libre-échange (comme John Bowring et le Dr Epps) ou dans le chartisme « de la force morale » (comme James Watson, Thomas Cooper, Henry Vincent et Henry Hetherington).

On nous écrit de Londres,

L'ouverture d'un parlement nouvellement élu³, et comptant parmi ses membres des représentants distingués du parti populaire⁴, ne pouvait manquer de produire une agitation extraordinaire dans les rangs de la démocratie. Les associations locales des chartistes se réorganisent partout. Le nombre des meetings se multiplie ; les moyens d'action les plus divers s'y proposent et s'y discutent. Le comité exécutif de l'Association chartiste⁵ vient de prendre la direc-

¹ Il s'agit sans doute du premier meeting internationaliste de l'histoire du mouvement ouvrier.

² C'est le 22 septembre 1792, deux jours après la victoire de Valmy, qu'est proclamé l'An I de la République française.

³ La session parlementaire s'est ouverte le 18 novembre 1847.

⁴ Il comptait en tout cas Feargus O'Connor qui venait d'être élu député de Nottingham aux élections générales du 5 août 1847.

⁵ C'est le 20 juillet 1840 qu'est fondée à Manchester la *National Charter Association*. Elle comptera plus de 50.000 membres dès la première année de sa fondation. Les historiens du mouvement ouvrier, Morton et Tate, notamment, la tiennent pour « le premier véritable parti de la classe ouvrière ».

tion de ce mouvement, en traçant, dans une adresse à la démocratie britannique, le plan de campagne que le parti suivra pendant la session actuelle.

« *Sous peu de jours, y lit-on, il va se réunir une Chambre qui, à la face du peuple, ose s'appeler les Communes de l'Angleterre. Sous peu de jours, cette assemblée, élue par une seule classe de la société, va commencer ses travaux iniques et odieux pour fortifier, au détriment du peuple, les intérêts de cette classe.*

« *Il faut que le peuple en masse proteste dès l'abord contre l'exercice des fonctions législatives usurpé par cette assemblée. Vous, chartistes du Royaume-Uni, vous en avez les moyens ; il est de votre devoir de les mettre à profit. Nous vous soumettons donc une nouvelle pétition nationale pour la Charte du peuple¹. Couvrez-la de vos millions de signatures ; faites que nous puissions la présenter comme l'expression de la volonté nationale, comme la protestation solennelle du peuple contre toute loi rendue sans le consentement du peuple, comme une loi, enfin, pour la restitution de la souveraineté nationale escamotée depuis tant de siècles.*

« *La pétition, à elle seule, ne saurait cependant suffire aux exigences du moment. Nous avons, il est vrai, conquis un siège à la législative à M. O'Connor. Les députés démocrates trouveront en lui un chef vigilant et plein d'activité. Mais il faut que O'Connor trouve un soutien dans la pression du dehors et cette pression du dehors, cette opinion publique forte et imposante, c'est vous qui devez la créer. Que partout les affiliés de notre association se réorganisent ; que tous les anciens membres rejoignent nos rangs ; que partout on appelle à des meetings ; que partout la discussion de la charte soit à l'ordre du jour ; que toutes les localités s'imposent des cotisations pour grossir nos fonds. Soyez actifs, faites preuve de la vieille énergie anglaise, et la campagne qui s'ouvre sera la plus glorieuse que nous ayons jamais entreprise pour la victoire de la démocratie. » (Le Comité exécutif des Chartistes du Royaume-Uni, 18 novembre 1847)*

La société des *Démocrates fraternels*, composée de démocrates de presque toutes les nations européennes, vient elle aussi, de se rallier ouvertement et complètement à l'agitation chartiste. Elle a adopté la résolution suivante :

« *Considérant que le peuple anglais ne pourra appuyer d'une manière effective la lutte de la démocratie dans les autres pays qu'autant qu'il aura pour lui-même conquis le gouvernement de la démocratie ;*

« *Qu'il est du devoir de notre société, établie pour soutenir la démocratie militante de tous les pays, de se rallier aux efforts des démocrates anglais pour obtenir une réforme électorale sur la base de la Charte ;*

« *La Société des démocrates fraternels s'engage à appuyer de toutes ses forces l'agitation pour la Charte populaire. » (Résolution des Démocrates Fraternels, 15 novembre 1847)*

Cette société fraternelle, qui compte parmi ses membres les démocrates les plus distingués, tant anglais qu'étrangers, résidant à Londres, prend de jour en jour plus d'importance. Elle s'est tellement développée que les libéraux de Londres ont trouvé bon de lui opposer une *Ligue internationale* bourgeoise², dirigée par les sommités parlementaires du libre-échange. Le but de cette nouvelle association, à la tête de laquelle se trouvent MM. le docteur³ Bowring, le colonel Thompson et autres champions de la liberté du commerce, n'est autre que de faire de la propagande pour le libre-échange chez les étrangers, sous le manteau de phrases philanthropiques et libérales. Mais il apparaît qu'elle ne fera pas long feu. Depuis six mois qu'elle existe, elle n'a presque rien fait, tandis que les *Démocrates fraternels* se sont ouvertement prononcés contre tout acte d'oppression tenté par qui que ce soit. Aussi la démocratie,

¹ Cette pétition, la troisième, conduira à la manifestation du 11 avril 1848 à Londres

² Il s'agit de l'association *The People's International League*.

³ Sans doute le texte mentionne-t-il ici le docteur Epps, John Bowring, éminent polyglotte, n'ayant pas cette qualité.

tant anglaise qu'étrangère, en tant qu'elle est représentée à Londres, s'est-elle attachée aux *Démocrates fraternels*, déclarant en même temps qu'elle ne se laissera pas exploiter au profit des manufacturiers libre-échangistes de l'Angleterre.

5.7. K. Marx, Discours sur la Pologne

Du 20 novembre au 10 décembre 1847, Marx et Engels sont à Londres pour assister au deuxième congrès de la *Ligue des Communistes*. Le **29 novembre 1847**, ils prennent la parole à un meeting international organisé par les *Fraternal Democrats* pour marquer le 17^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830.

L'occasion se présente ici de **souligner toute l'importance qu'a prise la cause polonaise au sein du mouvement ouvrier et démocratique de la première moitié du 19^e siècle**¹.

Pour rappel :

Après la dernière partition de **1795** entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, la Pologne disparaît de la carte comme Etat indépendant. Elle connaîtra au cours du 19^e siècle une série d'insurrections, la plupart sans succès.

1. En **1806**, un soulèvement commandé par les officiers polonais de Napoléon libère un territoire qui formera de 1807 à 1813 le « Duché de Varsovie », une sorte de protectorat de l'Empire français bientôt démantelé par le traité de Vienne de 1815.

2. En **1830**, le soulèvement de Varsovie résistera de novembre 1830 à septembre 1831. La défaite militaire devant les armées du tsar entraînera une russification massive du pays. On assiste à une importante immigration, en particulier vers la France.

3. En **1846**, une insurrection éclate le 22 février à Cracovie. Le territoire est aussitôt envahi par les troupes autrichiennes, prussiennes et russes avec pour résultat que l'Etat libre de Cracovie est annexé par l'Autriche.

4. En **1848**, c'est dans le Grand Duché de Pologne sous domination prussienne qu'éclate une rébellion. Profitant de la révolution de mars à Berlin, les paysans et la petite noblesse se soulèvent. L'insurrection prendra fin le 9 mai 1848. Les troupes prussiennes se livreront à une cruelle répression.

5. En **1863**, un soulèvement éclate le 22 janvier dans la partie de la Pologne sous domination russe et conduit à la formation d'un gouvernement polonais provisoire. En dépit de son retentissement international, l'insurrection affaiblie par ses contradictions de classe ne peut résister longtemps aux armées russes.

Dans le chef de Marx et d'Engels, leur soutien appuyé à la cause du peuple polonais participe d'une conviction constante que la Russie tsariste est une puissance réactionnaire nuisible.

Ils prendront la parole une seconde fois, trois mois plus tard, en **février 1848 à Bruxelles** lors d'une célébration, à l'initiative de *l'Association démocratique*, de l'insurrection de Cracovie de 1846. Les allocutions prononcées à cette occasion² paraîtront en brochure sous le titre « Célébration, à Bruxelles, du deuxième anniversaire de la révolution polonaise du 22 février 1846 ».

Le texte des allocutions de Londres paraîtra dans la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* du 9 décembre 1847, Engels ayant au préalable fourni un écho de la manifestation dans *La Réforme* du 5 décembre. Nous citons dans la traduction de Roger Dangeville, K. Marx et F. Engels, *Le parti de classe*, Maspero 1971, pages 101-102.

Nous venons de recevoir les informations suivantes sur le contenu des discours tenus à Londres par MM. Marx, Engels et Tedesco³ (de Liège). Nous reproduirons plus tard le discours de ce dernier, tenu en français.

¹ Un exemple parmi d'autres : c'est pour réclamer que la France lève une armée en vue de rétablir la souveraineté de la Pologne qu'est conduite la manifestation insurrectionnelle du 15 mai 1848 à Paris. (Aventurisme blanquiste ou provocation policière, ce coup de force sans effet marque la fin du mouvement révolutionnaire des ouvriers parisiens et prépare les massacres de juin.)

² Les discours de Marx et d'Engels se trouvent aux pages 999-1004 du tome IV (Politique I) des *Œuvres* de Marx, traduction par M. Rubel, aux éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris 1994.

³ **Victor Tedesco** (1821-1897) est un avocat belge natif du Luxembourg. Il participe à la fondation de *l'Association démocratique de Bruxelles* en 1848. Membre de la *Ligue des Communistes* depuis son premier congrès, il accompagne Marx et Engels à Londres pour le second congrès. Il est l'auteur en 1849 d'un *Catéchisme du prolétaire* (que l'on peut lire dans le numéro 210 de septembre/octobre 1998, pages 17-29, des *Cahiers Marxistes*). Il sera arrêté en février 1848 au moment de l'expulsion de Marx de Bruxelles. Inculpé une seconde fois dans le cadre du procès de Risquons-Tout, il sera condamné à mort par la cour d'Assises d'Anvers le 30 août 1848. Sa peine ayant été commuée en prison à vie, il purgera 5 années d'emprisonnement dans la forteresse de Huy avant d'être libéré en janvier 1854. Victor Tedesco était franc-maçon, membre de la loge liégeoise « La parfaite Intelligence et l'Etoile réunies » (le détail est fourni par le *Dictionnaire historique de la laïcité*).

Karl Marx dit :

« L'union et la fraternité des nations est un mot d'ordre que l'on trouve aujourd'hui dans la bouche de tous les partis, et notamment des libre-échangistes bourgeois. De fait, il y a une certaine fraternité entre les classes bourgeoises de toutes les nations. C'est la fraternité des oppresseurs contre les opprimés, des exploiters contre les exploités. De même que la classe des bourgeois d'un pays fraternise et s'unit contre les prolétaires d'un même pays, malgré la concurrence et la rivalité existant entre les membres individuels de la bourgeoisie, de même les bourgeois de tous les pays fraternisent et s'unissent contre les prolétaires de tous les pays, malgré leurs luttes mutuelles et leur concurrence sur le marché mondial.

« Pour que les peuples puissent véritablement s'unir, il faut que leurs intérêts soient communs. Pour que leurs intérêts puissent être communs, il faut abolir les rapports de propriété actuels car ils impliquent l'exploitation des peuples entre eux. Or, seule la classe ouvrière a intérêt à éliminer les conditions de propriété actuelles, de même qu'elle seule en a les moyens.

« La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie est en même temps la victoire sur les conflits nationaux et industriels qui, de nos jours, dressent les différents peuples les uns contre les autres. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés.

« La Pologne d'ancien régime est certes ruinée, et nous sommes les derniers à vouloir la restaurer. Mais il n'y a pas que la vieille Pologne qui soit ruinée ; la vieille Allemagne, la vieille France, la vieille Angleterre et toute la vieille société le sont aussi. Mais la ruine de la vieille société n'est pas une perte pour nous, qui n'avons rien à perdre dans la vieille société, comme c'est également le cas dans tous les pays pour la grande majorité de la population. Au contraire, nous avons tout à gagner à la disparition de la vieille société qui conditionne la formation d'une société ne reposant plus sur des oppositions de classes.

« De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise sera décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. Il en résulte que ce n'est pas en Pologne que la Pologne doit être libérée, mais en Angleterre. C'est pourquoi vous, les chartistes, vous n'avez pas à formuler de vœux pieux pour la libération des nations : renversez vos propres ennemis à l'intérieur, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir défait toute la vieille société ».

Après avoir clairement opposé les deux *internationalismes*, bourgeois et prolétarien, Marx enchaîne, on le voit, une **séquence de trois propositions** qui doivent retenir notre attention.

Rappelons-les.

En premier : les rapports de propriété capitalistes sont fondamentalement des rapports d'exploitation et ces rapports sont les mêmes, qu'ils s'exercent au détriment du prolétariat dans le cadre de l'Etat national ou qu'ils se manifestent dans l'asservissement d'une nation par une autre.

En second: la classe ouvrière est la seule qui ait intérêt à l'abolition de ces rapports de domination et qui en ait les moyens. L'émancipation de la classe ouvrière dans son Etat national entraînera donc la fin des rapports d'oppression entre les nations.

té en Belgique, de P. Defosse, J-M Dufays et M. Goldberg). C'est en cette qualité qu'après sa libération, il militera à la tête du parti libéral d'Arlon. Il présidera le Conseil provincial du Luxembourg.

Enfin: c'est en Angleterre que le conflit de classe est engagé dans sa plus grande clarté. La classe ouvrière anglaise a donc une responsabilité toute particulière dans le combat pour l'émancipation des peuples asservis.

Or la seconde de ces propositions (« seule la classe ouvrière a intérêt à éliminer les conditions de propriété actuelles ») nous engage à jeter un regard en arrière sur ce que Marx écrivait sur ce thème, **quatre années auparavant**, dans son article sur la philosophie du droit de Hegel paru dans les *Annales franco-allemandes* au début 1844.

Relisons¹ ce passage :

« Où donc est la possibilité *positive* de l'émancipation allemande ?

« Voici notre réponse. Dans la formation d'une classe dont les *chaînes sont radicales*, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de *droit particulier*, parce qu'on ne lui a pas fait de *tort particulier*, mais un *tort en soi*, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre *historique*, mais simplement au titre *humain*, une sphère qui ne soit pas en une opposition particulière avec les conséquences, mais en une opposition générale avec toutes les suppositions du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper, sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit, en un mot, la *perte complète* de l'homme, et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le *regain complet de l'homme*. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le *prolétariat*.

« Le prolétariat ne commence à se constituer en Allemagne que grâce au mouvement *industriel* qui s'annonce partout. En effet, ce qui forme le prolétariat, ce n'est pas la *pauvreté naturellement existante*, mais la *pauvreté produite artificiellement*; ce n'est pas la masse machinalement opprimée par le poids de la société, mais la masse résultant de la décomposition aiguë de la société, et surtout de la *décomposition aiguë* de la classe moyenne. Ce qui n'empêche pas, cela va de soi, la pauvreté naturelle et le servage germano-chrétien de grossir peu à peu les rangs du prolétariat.

« Lorsque le prolétariat annonce la *dissolution de l'ordre social actuel*, il ne fait qu'énoncer le *secret de sa propre existence*, car il *constitue* lui-même la *dissolution effective* de cet ordre social. Lorsque le prolétariat réclame la *négarion de la propriété privée*, il ne fait qu'établir en *principe de la société* ce que la société a établi en principe *du prolétariat*, ce que celui-ci, sans qu'il y soit pour rien, *personnifie* déjà comme résultat négatif de la société.

(...)

« De même que la philosophie trouve dans le prolétariat ses armes *matérielles*, le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes *intellectuelles*. Et dès que l'éclair de la pensée aura pénétré au fond de ce naïf terrain populaire, les *Allemands* s'émanciperont et deviendront des *hommes*.

« Résumons le résultat. L'émancipation de l'Allemagne n'est pratiquement possible que si l'on se place au point de vue de la théorie qui déclare que l'homme est l'essence suprême de l'homme. L'Allemagne ne pourra s'émanciper du Moyen Age qu'en s'émancipant en même temps des victoires *partielles* remportées sur le Moyen Age. En Allemagne, *aucune* espèce d'esclavage ne peut être détruite, sans la destruction de *tout* esclavage. L'Allemagne *qui aime aller au fond des choses* ne peut faire de révolution sans tout bouleverser *de fond en comble*. *L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme*. La philosophie est la *tête* de cette émancipation, le *prolétariat* en est le *cœur*. La philosophie ne peut être réalisée sans la suppression du prolétariat, et le prolétariat ne peut être supprimé sans la réalisation de la philosophie. Quand toutes les conditions intérieu-

¹ Nous renvoyons au premier cahier de notre fascicule n° 2

res auront été remplies, le *jour de la résurrection allemande* sera annoncé par le *chant éclatant du coq gaulois*. »

Les **éléments communs** entre les deux écrits sont manifestes, particulièrement en ce qui concerne le rôle directeur de la classe ouvrière et la prolétarianisation des classes moyennes. Mais ce qui saute aux yeux, ce sont **les différences** dans les registres de pensée.

L'analyse de 1844 est pleinement tributaire des **catégories de la philosophie** : la classe ouvrière est appréhendée dans le couple *universel/particulier* ; la souffrance qui lui est infligée est un « tort *en soi* » ; son rôle qui est conçu en terme de « *négation* » est d'accomplir l'affranchissement de *l'humain* en son *essence* ; l'avenir est suspendu à une « rencontre » *entre la philosophie et le prolétariat* associés dans la métaphore « foudroyante » de l'éclair et du sol.

Au contraire, **les propositions de 1847** relèvent d'une **théorie de la lutte des classes** qui s'appuie sur la compréhension des mécanismes intimes du capital. Ce qui est mis en avant, ce n'est plus un affaire de « tête » philosophique et de « cœur » prolétarien, ni même une logique historique, mais c'est très précisément l'action uniformisante de la mise en œuvre de la force de travail par le capital. Ce qui est mis en avant, c'est, autrement dit, la **base matérielle** de l'exploitation (à savoir la soumission généralisée au travail simple dans la discipline de fabrique) qui rend possible la solidarité dans le combat. Les travailleurs, hommes, femmes et enfants, ne sont plus que les supports de relations sociales régies par la loi du travail abstrait¹ qui, à la fois, égalisent les conditions d'exploitation et créent les conditions d'une lutte commune.

Et cependant, si justes que soient ces observations au regard de la logique du capital, Marx force le trait quand il affirme que le processus a d'ores et déjà accompli la prolétarianisation des classes moyennes et que le chartisme est désormais l'expression du seul prolétariat anglais dans sa lutte frontale avec la bourgeoisie. En novembre 1847, ce qui est à l'ordre du jour dans le mouvement, outre la troisième pétition en cours, c'est en effet l'établissement des colonies agricoles par O'Connor et l'aile modérée du chartisme n'a pas renoncé à ses perspectives d'alliance avec les classes moyennes. Il faudra attendre mars et avril 1851 pour que, sous la direction d'Ernest Jones, la Convention chartiste se donne un nouveau programme sur le principe de « la Charte *mais pas seulement la Charte* » et adopte une ligne ouvertement socialiste. Mais à cette date, le mouvement est en déclin.

¹ Rappelons que le travail *abstrait* désigne dans le vocabulaire théorique de Marx une activité *bien réelle*. Le travail est dit abstrait en référence à une moyenne (mesurée en temps) des travaux concrètement accomplis, compte tenu d'un certain état des forces productives.

5.8. F. Engels, *Discours sur la Pologne*

Nous découvrons à présent l'intervention d'Engels au même meeting du **29 novembre 1847**.

Engels rendra compte de l'événement dans *La Réforme* du 5 décembre 1847. On y apprend que les orateurs sont pour la plupart les mêmes qui signeront bientôt, le 8 janvier 1848, une *Adresse des Démocrates fraternels à la classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Irlande*, à savoir E. Jones, Charles Keen et G. Julian Harney, le Français A. Michelot, Karl Schapper pour l'Allemagne, Louis Oborski pour la Pologne, auxquels se sont joints Marx, Engels et Victor Tedesco. On y apprend que la soirée s'est terminée par trois hourras pour les journaux de progrès que sont *La Réforme*, *The Northern Star* et la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, et par trois huées à l'adresse du *Journal des Débats*, du *Times* et de la *Gazette d'Augsbourg*. On y apprend que la réunion s'est terminée par une vibrante Marseillaise, chacun debout et chapeau bas.

(Le texte est cité dans la traduction de Maximilien Rubel, K. Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, pp. 995-996)

Londres, 29 novembre 1847

Permettez-moi, mes amis, de m'adresser aujourd'hui à vous exceptionnellement en ma qualité d'Allemand. Nous, démocrates allemands, avons, en effet, un intérêt particulier à la libération de la Pologne. Ce sont des princes allemands qui ont tiré avantage du partage de la Pologne, ce sont des soldats allemands qui oppriment encore à présent la Posnanie et la Galicie. C'est à nous, Allemands, à nous, démocrates allemands, qu'il incombe avant tout d'effacer cette tache qui souille notre nation. Une nation ne peut pas se libérer et continuer, en même temps, à opprimer d'autres nations. La libération de l'Allemagne ne pourra donc pas se réaliser sans que la Pologne soit délivrée du joug allemand. C'est pourquoi la Pologne et l'Allemagne ont un intérêt commun. C'est pourquoi les démocrates allemands et polonais peuvent travailler de concert à la libération des deux nations.

Je suis également de l'avis que le premier coup décisif dont la conséquence sera la victoire de la démocratie et la libération de tous les pays européens sera porté par les chartistes anglais. J'ai vécu en Angleterre pendant plusieurs années¹ ; pendant cette période, je me suis ouvertement associé au mouvement chartiste. Les chartistes anglais seront les premiers à se lever, précisément parce qu'en Angleterre la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat est la plus violente. Pourquoi l'est-elle ? Parce qu'en Angleterre l'industrie moderne, parce que les machines brassent toutes les classes opprimées du pays en une seule grande classe possédant des intérêts communs, la classe du prolétariat. De la même façon, du côté opposé, toutes les classes d'exploiteurs ont été unies en une seule classe, la bourgeoisie. Ainsi, la lutte est simplifiée, ainsi elle pourra se terminer en une seule grande bataille. N'en est-il pas ainsi ? L'aristocratie n'a plus aucun pouvoir en Angleterre où la bourgeoisie règne seule après avoir pris à la remorque l'aristocratie. Mais en face de la bourgeoisie se trouve la grande masse du peuple, unie dans une redoutable phalange dont la victoire sur les capitalistes au pouvoir devient de plus en plus proche. Cette destruction des intérêts opposés qui séparaient jadis les divers groupes des travailleurs, ce nivellement de la vie de tous les ouvriers, vous le devez au machinisme. Sans machinisme, pas de chartisme, et même si le machinisme doit aggraver encore votre situation du mo-

¹ C'est en novembre 1842 qu'Engels s'installe à Manchester pour y parfaire son apprentissage dans la filature de coton *Ermen & Engels* dont son père était co-propriétaire.

ment, c'est quand même lui qui, par là, rend notre victoire possible. Mais ce n'est pas seulement en Angleterre, c'est aussi dans d'autres pays que le machinisme a eu les mêmes effets sur les travailleurs. En Belgique, en Amérique, en France, en Allemagne, il a aussi égalisé la situation de tous les travailleurs et l'égalise encore davantage tous les jours. Dans tous ces pays, les ouvriers ont maintenant le même intérêt, celui de renverser la classe qui les opprime, c'est-à-dire la bourgeoisie. Ce nivellement des conditions de vie, cette identité des intérêts de parti des travailleurs de tous les pays sont le résultat du machinisme qui constitue donc un formidable progrès historique¹. Qu'en résulte-t-il pour nous ? Puisque la situation des travailleurs de tous les pays est la même, puisque leurs intérêts sont les mêmes, puisque leurs ennemis sont les mêmes, ils doivent lutter au coude à coude. A la fraternité des bourgeois de tous les peuples, ils doivent opposer la fraternité des travailleurs de tous les peuples².

L'allocution d'Engels appelle **trois remarques**

1. Le premier paragraphe est dans le droit fil du précédent raisonnement de Marx. Engels exprime en une formule proche du précepte (ce qui en assurera la notoriété) la relation que Marx établit entre les rapports de domination entre classes au sein d'un Etat national et les rapports d'hégémonie entre nations dans l'espace mondial. **Ce qui pointe ici, c'est une théorie de l'impérialisme.**
2. De même, Engels redit la conviction que Marx et lui partagent d'une **simplification de la lutte des classes entre deux camps désormais nettement tranchés, le prolétariat d'un côté, la bourgeoisie de l'autre**. Il faut évidemment tenir compte des effets de tribune qui gauchissent et radicalisent toujours des discours prononcés en des circonstances où il s'agit surtout de frapper les imaginations. Cette thèse n'est pas moins constamment réaffirmée dans leurs écrits de cette époque. C'est elle que l'on trouve exposée au tout début du *Manifeste du Parti Communiste*, au premier chapitre, *Bourgeois et prolétaires*, où les auteurs, avant de décrire le rôle « éminemment révolutionnaire » de la bourgeoisie, écrivent : « (...) notre époque, l'époque de la bourgeoisie, se distingue des autres par un trait particulier : elle a simplifié les antagonismes de classe. De plus en plus³, la société se divise en deux grands camps opposés, en deux grandes classes qui s'affrontent : la bourgeoisie et le prolétariat⁴ ». S'agissant de l'Angleterre, on retrouve cette analyse dans des écrits bien ultérieurs, par exemple dans une correspondance adressée au *New York Times*, le 29 mars 1854, où Marx, écrit : « Plus que tout autre pays, la Grande-Bretagne a vu se développer au plus haut degré le despotisme du capital et l'esclavage du travail. En aucun autre pays, les rangs intermédiaires entre le millionnaire commandant à des armées industrielles entières et l'esclave salarié, qui ne vit qu'au jour le jour, n'ont été aussi radicalement balayés de la surface de la terre. Il n'existe plus, comme dans les pays continentaux, de grandes classes de paysans et d'artisans dépendant presque autant de leur propriété que de leur propre travail. Un divorce complet entre la propriété et le travail s'est produit en Grande Bretagne. C'est pourquoi, en aucun autre pays, la guerre entre les deux classes qui constituent la société moderne n'a pris de dimensions si colossales et des traits si distincts et si palpables⁵. »

Nous touchons ici à un **problème très délicat de la théorie des classes sociales dans les écrits de Marx**. Un problème très délicat ? Oui, en raison d'abord de la complexité de la question elle-même. Mais aussi parce qu'il nous manque une *analyse d'ensemble* de la problématique par Marx. De même, en effet, que Marx n'a jamais fourni les « deux ou trois placard d'imprimerie » qu'il s'était promis de rédiger sur la dialectique⁶, *Le Capital* se termine au livre III, sur un chapitre inachevé précisément

¹ Maximilien Rubel suit ici la version allemande parue dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* qui donne à lire : « ist ein ungeheurer geschlicher Fortschritt ». La version anglaise se réduit à l'expression « is an enormous advance ». Le choix de l'adjectif « historique » tend à donner au processus un caractère de nécessité.

² La version anglaise parle de « nations ».

³ Toute la difficulté, on le voit, réside dans l'indication de cette progressivité.

⁴ Nous citons dans la traduction de M. Rubel, Marx, *Oeuvres*, Bibliothèque de la Période, tome 1, page 162.

⁵ Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, Tome IV, pp. 754-755.

⁶ Lettre de Marx à Engels du 16.01.58 « [par pur hasard], j'avais feuilleté la Logique de Hegel. Freiligrath a trouvé quelques tomes de Hegel ayant appartenu à l'origine à Bakounine et me les a envoyés en cadeau. Si

consacré aux classes sociales. Il est du reste significatif que dans cette dernière ébauche, c'est encore à l'Angleterre que Marx se réfère lorsque, évoquant un schéma à *trois classes*, il écrit : « Ceux qui ne possèdent que leur force de travail, ceux qui possèdent le capital et ceux qui possèdent la terre – leurs sources de revenus étant respectivement la salaire, le profit et la rente foncière en d'autres termes, les travailleurs salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers, constituent les trois grandes classes de la société moderne fondée sur le mode de production capitaliste. C'est assurément en Angleterre que la société moderne a connu, quant à sa structure économique, le développement le plus riche, le plus classique. **Pourtant, même là, cette structure de classe ne se présente pas dans toute sa pureté.** Là aussi, des couches moyennes et intermédiaires estompent partout les lignes de démarcation (quoique incomparablement moins à la campagne que dans les villes). »¹

Notons la difficulté comme **une pierre d'attente**. Nous y reviendrons lorsque nous entreprendrons bientôt d'examiner les analyses que Marx consacre aux événements liés aux révolutions de 1848 et au contexte politique qui en résultera, notamment les textes réunis dans *Les luttes de classe en France* et surtout *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. La défaite des révolutions de 1848 va en effet provoquer chez Marx un important remaniement de ses conceptions sur cette question de l'affrontement direct entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Sans anticiper sur ces problèmes, disons pour l'heure qu'il est utile de distinguer dans le processus de stratification sociale en régime capitaliste entre, d'une part, une *tendance* organique à la polarisation conflictuelle prolétariat contre bourgeoisie et, d'autre part, des réalités sociologiques *résistantes ou émergentes*, notamment dans cet espace intermédiaire imprécis où l'on situe les classes moyennes. En tout cas, le développement des luttes de classe va se révéler beaucoup plus complexe que ne l'affirment Marx et Engels dans leurs écrits de cette période 1845-1848.

3. « Sans le machinisme, pas de chartisme », écrit Engels. Le jugement est un peu forcé. Il est vrai qu'à partir des grandes grèves de l'été 1842, l'élément moteur du mouvement est le prolétariat des mines et des fabriques. Il n'en reste pas moins que le chartisme de 1836 a été lancé par des leaders issus des milieux d'artisans et d'ouvriers qualifiés et que dans sa première phase, grosso modo celle de première pétition, il prolonge davantage la tradition démocratique du radicalisme qu'il n'exprime les revendications de classe des ouvriers des fabriques et leur orientation vers le socialisme.

jamais j'ai un jour de nouveau du temps pour ce genre de travaux, j'aurais grande envie de rendre, en 2 ou 3 placards d'imprimerie, accessible aux hommes de sens commun, le fond rationnel de la méthode que H[egel] a découverte, mais en même temps mystifiée. » (*Correspondance Marx Engels*, Editions sociales, Paris 1975, Tome V, page 116)

¹ C'est nous qui avons souligné. K. Marx, *Le Capital*, Livre III, Bibliothèque de la Pléiade, page 1485.

5.9. F. Engels, *L'agitation chartiste*

Cet article a paru le **30 décembre 1847** dans *La Réforme*. Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur *Marx Engels Collected Works* à l'adresse www.marxists.org

*
* *

Où en est le mouvement chartiste en décembre 1847 ?

La victoire électorale de Feargus O'Connor à Nottingham en juillet 47 a provoqué un effet de relance. Cette victoire n'est sans doute pas sans rapport avec la fermeté de son engagement en faveur de la Land Company. Nous sommes loin, en effet, avec cette expérience, d'une bataille ouvertement politique soutenue par une intense lutte de classe. Elle se rapproche plutôt des entreprises communautaires à la façon d'Owen¹. Il est probable qu'en accordant leurs suffrages à O'Connor, les classes moyennes disposant du droit de vote ont été sensibles à ce changement de stratégie.

Or, la Land company ne va pas bien. Après les succès du début, l'entreprise piétine et devient surtout la cible de vives polémiques lancées de l'intérieur du mouvement par Joshua Hobson d'une part et par Thomas Copper d'autre part, dès juin 1846. O'Connor dépense beaucoup d'énergie pour se défendre contre ces attaques.

Parmi les difficultés rencontrées par la Land Company, la question de son statut juridique n'est toujours pas réglée. Le but de la première pétition évoquée dans cet article est précisément d'obtenir un statut par le biais d'une loi spéciale votée par le Parlement.

Depuis l'ouverture du Parlement, l'agitation chartiste s'est énormément développée.

Des pétitions sont en cours d'élaboration, des meetings ont lieu et les militants chartistes se déplacent partout.

Outre la grande *Pétition nationale pour la Charte du Peuple* qui, cette fois-ci, il faut l'espérer, permettra de recueillir quatre millions de signatures, deux autres pétitions pour la Chartist Land Company viennent d'être présentées à la population.

La première, publiée sous la direction de F. O'Connor et parue dans *The Northern Star* de cette semaine, peut être résumée comme suit:

"A l'Honorable Chambre des Communes de Grande-Bretagne et d'Irlande réunies en Parlement, Messieurs:

"Nous, soussignés, membres de la Chartist Land Company et tous ouvriers, considérant que la spéculation excessive sur les produits de notre travail, que la concurrence illimitée et l'incessant développement des moyens mécaniques de production ont partout fermé les débouchés pour notre travail;

"Qu'à mesure du développement des moyens mécaniques de production, le travail manuel diminue et que les travailleurs sont licenciés;

"Que votre récente décision de suspendre temporairement le travail dans les chemins de fer fera perdre leur emploi à des milliers de tra-

¹ Inaugurée en octobre 1845, la Land Company prenait la suite de la colonie owénienne de Queenwood qui venait d'être dissoute au cours de l'été de cette année.

vailleurs qui inonderont le marché du travail et inciteront à nouveau les employeurs à diminuer les salaires, déjà réduits tant de fois;

"Que, néanmoins, nous ne demandons rien de plus que de vivre du produit de notre travail;

"Que nous rejetons comme une insulte tous les impôts sur les pauvres, qui n'ont d'autre fonction que de fournir aux capitalistes une réserve de main-d'œuvre à lancer à tout moment sur le marché du travail afin de réduire les salaires par le biais de la concurrence entre les travailleurs eux-mêmes;

"Que si l'industrie manufacturière ne sait plus comment employer les masses de prolétaires qu'elle a produites, l'industrie agricole offre encore un vaste champ pour notre travail, car il est certain que par l'utilisation du travail, le rendement de la terre de notre pays peut être au moins quadruplé;

"Que, par conséquent, nous avons formé une société pour l'achat de terres en vertu de laquelle chacun peut être en mesure de gagner sa vie pour lui-même et sa famille sans être sous la dépendance de la paroisse ou de la bienfaisance de tiers, et sans réduire les salaires des autres travailleurs par le fait de la concurrence.

"En ce sens, nous vous prions donc, Messieurs, de voter une loi qui dispense la Land Company de payer les droits de timbre, aussi bien que les taxes sur les briques, sur le bois et sur d'autres matériaux de construction et de voter le projet de loi qui vous sera soumis à cette fin. "

Le projet de loi a aussi été rédigé par Feargus O'Connor, qui le présentera bientôt au Parlement¹.

La deuxième pétition exige le retour au peuple des terres non cultivées qui sont la propriété des paroisses.

A partir du 16e siècle, on assiste en Angleterre, comme en France, à un mouvement d'**enclosures**, autrement dit de clôtures des terrains par leurs propriétaires. On passe ainsi d'une exploitation en paysage ouvert (*open fields*, en anglais) à un dispositif de parcelles privées, ce qui a pour résultat d'entraver puis d'empêcher l'exercice des droits coutumiers, comme celui de vaine pâture, qui permettaient aux paysans sans terre de récolter sur les terres communes et d'y entretenir un peu de bétail. Ce processus de privatisation de l'espace au profit des puissants va se poursuivre jusqu'au milieu du 19^e siècle et jeter dans l'indigence une population rurale qui n'a d'autre solution que de chercher du travail dans l'industrie. Marx analyse et commente le phénomène au chapitre XXVII du *Capital*, intitulé « L'expropriation de la population campagnarde ». Il écrit : « La spoliation des biens d'Eglise, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capitalisme et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu.² »

Ces terres, qui depuis trente ans ont été vendues en lots aux grands propriétaires terriens, devraient, comme le demande la pétition, être divisées en petits domaines afin d'être louées ou vendues à de bonnes conditions de paiement aux travailleurs de ce pays. Cette pétition a été adoptée à Londres lors d'une grande réunion au cours de laquelle MM Harney et Jones, rédacteurs en chef de « The Northern Star » l'ont appuyée en l'absence de O'Connor, qui était retenu au Parlement. Elle a également été adoptée au cours d'un grand meeting à Norwich, où M.

¹ O'Connor vient d'être élu député de Nottingham lors des élections de juillet 1847.

² Page 452 de l'édition de poche Garnier Flammarion, Paris, 1969

Jones, qui est un des meilleurs orateurs d'Angleterre, lui a apporté un appui brillant et des plus convaincants.

La pétition nationale a finalement été adoptée par une grande assemblée à Londres. Les principaux orateurs étaient MM Keen¹, Schapper² (allemand) et Harney.

Le discours de ce dernier surtout s'est signalé par sa fermeté démocratique.

« Qu'est-ce que l'ensemble de notre système politique et social", a-t-il déclaré, « sinon une gigantesque fraude, instituée et maintenue au bénéfice des oisifs et des imposteurs.

« Voyez l'Eglise!

Les évêques et archevêques se sont approprié d'énormes salaires tout en ne laissant que quelques livres par an aux pasteurs qui assument tout le travail.

Des millions de livres sterling, sous forme de dîmes, sont prélevés chaque année au sein du peuple ; ces dîmes étaient à l'origine principalement destinées à l'entretien des églises et au soutien des pauvres ; aujourd'hui il existe des taxes distinctes pour cela, et l'Eglise "empoché" toutes les dîmes.

« Je vous le demande, une telle Eglise n'est-elle pas une imposture organisée ? (Applaudissements.)

« Voyez notre Chambre des Communes, qui ne représente pas le peuple, mais l'aristocratie et la classe moyenne, et condamne la grande majorité des adultes de sexe masculin de ce pays à subir un esclavage politique en leur refusant le droit de vote.

« Cette Chambre n'est-elle pas une imposture légalisée? (Vives acclamations).

« Voyez ces vénérables Pairs. Alors que les cris de détresse se font entendre dans tous le pays, ils peuvent s'asseoir, soir après soir, dans l'attente que la Coercion Bill³ leur parvienne de la Chambre des Communes.

« Quelqu'un sera-t-il assez bon pour me montrer l'utilité de cet Hôpital des Incurables – se trouvera-t-il quelqu'un pour tenter de défendre cette imposture héréditaire ? (Applaudissements)

« Bien sûr, mon respect pour ce témoin béni de la sagesse de nos ancêtres - la monarchie – m'interdit de parler en d'autres termes que les plus loyaux d'une souveraine aussi digne d'intérêt que la reine Victoria, qui régulièrement, une fois par an, nous gratifie d'un discours royal et d'un royal bébé⁴. (Rires)

¹ **Charles Keen** était membre des *Fraternal Democrats*, signataire à ce titre de *l'Adresse à la Classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Irlande* du 10 janvier 1848. Il est l'un des intervenants au meeting du 5 décembre 1847 pour l'anniversaire de la révolution polonaise. Il quittera l'Angleterre pour New York en 1848.

² **Karl Schapper** (1812-1870) est l'un des principaux dirigeants de la *Ligue des Justes*. Exilé en Angleterre après l'échec de l'insurrection blanquiste de la *Société des Saisons* en mai 1839, il est co-fondateur de *l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands*. Il est membre des *Fraternal Democrats*, membre non moins du comité central de la *Ligue des Communistes* dès son premier congrès en 1847.

³ « **Coercion Bill** » (projet de loi) ou « Coercion Acts » (textes de loi) est le nom générique d'un ensemble de lois répressives qui investissent le vice-roi d'Irlande de pouvoirs extraordinaires.

⁴ La reine **Victoria** (1819-1901) avait épousé en février 1840 le prince **Albert de Saxe-Cobourg-Gotha**, son cousin (il était le fils de son oncle maternel). Cette union allait être fertile, 9 naissances s'échelonnant de 1840 à 1857. En décembre 1847, Victoria était enceinte de son sixième enfant dont elle allait accoucher le 18 mars 1848.

Nous venons d'avoir le discours, et je vois déjà le faire-part nous annonçant qu'en mars prochain, nous aurons le bébé. (Rires)

« Sa Très Gracieuse Majesté exprime sa forte préoccupation pour les souffrances de son peuple ; elle admire sa patience et lui promet un autre bébé - et s'agissant de bébés, elle n'a jamais encore fait de vaines promesses. (Eclats de rire)

« Ensuite, il y a le Prince Albert, un glorieux chapelier, un éleveur de porcs de toute première importance, et un éminent feld-maréchal qui, pour l'ensemble de ses services, est payé trente mille livres par an¹. (Éclats de rire.)

« Non, citoyens, la monarchie n'est pas une imposture. » (Rires et applaudissements.)

L'orateur, après avoir ainsi opposé à cette représentation de la société officielle l'image des souffrances du peuple, a conclu en demandant l'adoption de la pétition nationale pour la Charte.

La pétition a été adoptée à l'unanimité.

M. Duncombe la déposera sur le bureau de la Chambre des Communes, quand elle aura fait le tour du pays.

Je vous en enverrai la traduction dès que j'aurai obtenu une copie².

¹ La dotation du prince Albert avait fait l'objet d'un débat à la Chambre des Communes et le gouvernement de Robert Peel avait été conduit à ramener de 50.000 à 30.000 livres les exigences de la couronne. Albert avait le grade militaire de feld-maréchal. Quant aux allusions à sa qualité de chapelier (« a celebrated hatmaker ») et d'éleveur de porcs (« a capital breeder of pigs »), elles sont énigmatiques. Il semble que le prince se soit occupé de la gestion des fermes de Windsor. On lui prêtait en tout cas des compétences en botanique et en apiculture.

² Cette traduction ne sera pas publiée par *La Réforme*.

5.10. F. Engels, *La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes*

Cet article a paru le **8 janvier 1848** dans le journal *La Réforme*. Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur *Marx Engels, Collected Works*, volume 6.

*
* *

La lecture du document nous donne l'occasion d'établir un bref point de synthèse sur **la question irlandaise** en cette période et sur le rôle joué par **Daniel O'Connell** dont le récent décès, le 15 mai 1847, lève le principal obstacle à une possible, même si problématique, alliance entre les chartistes et les nationalistes irlandais.

Rappelons d'abord que le vocable de « **Coercion Bill** » est une appellation générique pour désigner les lois d'exception votées par le pouvoir anglais pour maintenir l'ordre en Irlande. Au cours du 19^e siècle, ce ne sont pas moins de 187 lois répressives de ce genre qui seront promulguées, et notamment en 1845 pour juguler les troubles causés par les premiers effets de la Grande Famine. La question du Repeal était venue en discussion au parlement le 18 novembre 1847 et celle de la Coercion Bill, le 29 novembre 1847. Des comptes rendus des interventions de Feargus O'Connor avaient paru dans *The Northern Star* les 4 et 11 décembre 1847. La loi d'exception sera votée par 295 votes contre 40.

*
* *

L'asservissement de l'Irlande par l'Angleterre est un long processus marqué par une extrême violence. Il s'accélère à la fin du Moyen Âge lorsque l'Angleterre, privée de ses possessions continentales, entreprend la colonisation systématique de l'île¹. Toute l'histoire de l'Irlande est rythmée par les incessantes révoltes des populations gaéliques et des élites anglo-normandes² contre les envahisseurs britanniques, soldats et colons. Les cycles soulèvement/répression se répètent ainsi au cours des siècles avec une dimension religieuse à partir de la Réforme³. Ce ne sont souvent que des jacqueries sans issue et des soulèvements locaux vite réprimés⁴, sauf en deux occasions. D'abord **entre 1594 et 1603** sous la direction de Hugh O'Neill qui infligera, en 1598, leur première défaite d'envergure aux armées anglaises (l'échec, en fin de compte, du soulèvement marque alors le déclin puis la fin de la société gaélique). Puis **en 1642**, dans le cadre de la Confédération catholique d'Irlande fondée en mai à Kilkenny⁵. Les catholiques irlandais avaient alors commencé les hostilités avec un certain succès compte tenu du déclenchement en Angleterre de la guerre civile entre les partisans du roi Charles Ier et les troupes du Parlement commandées par Oliver Cromwell. Ils ne résisteront cependant pas à leurs propres divisions ni surtout à la puissance de l'armée de Cromwell qui en trois ans, **de 1649 à 1653**, conquiert l'ensemble du pays et le réduit à n'être plus désormais qu'une dépendance coloniale de l'Angleterre. Le conflit aura été très meurtrier et d'une brutalité sauvage : on évalue à quelque 500.000 les pertes humaines liées à cette guerre et aux violences qui l'ont accompagnée⁶, notamment les déportations d'enfants et de femmes vendus comme esclaves à la Jamaïque et en Virginie. La victoire anglaise aboutira à une confiscation massive de terres au profit des chefs de guerre et des négociants qui ont financé le conflit. Après un dernier sursaut dans une guerre qui implique à la fin du 17^e siècle la France de Louis XIV, commence une période de répression au cours de laquelle les catholiques se trouvent interdits de propriété et exclus de toutes les professions publiques et de nombreux

¹ Au moyen notamment d'une politique de peuplement qui aboutit, aux 16^e et 17^e siècles, à l'établissement, avec des fortunes diverses, de très nombreux colons protestants sur les terres confisquées aux clans rebelles.

² Ce sont les descendants des seigneurs féodaux normands venus d'Angleterre au 12^e siècle sous l'autorité d'Henry II Plantagenet pour soumettre le pays et s'emparer de vastes propriétés au prix d'une guerre de près de trois siècles avec les populations celtes. Ces barons féodaux finiront par s'assimiler pleinement à la culture gaélique au point de mériter, sous l'appellation de «Vieux anglais», la réputation d' «Irlandais parmi les Irlandais».

³ En 1536, Henry VII impose à l'Irlande l'*Acte de suprématie* qui établit l'hégémonie de l'Eglise anglicane sur tout le territoire.

⁴ Chaque répression donnant lieu à de nouvelles confiscations de terres dans un contexte de violence sans retenue.

⁵ Elle est précédée en 1641 par une meurtrière jacquerie des catholiques irlandais contre les colons protestants de l'Ulster.

⁶ Et cela pour une population estimée à 1,5 million d'habitants à cette époque : cela donne une idée de la sauvagerie de la répression.

métiers: les Irlandais sont réduits dans leur grande majorité à la condition de serfs sous la dépendance, du moins dans le sud du pays, de la caste des landlords protestants formant ce que l'on a appelé l'Ascendancy¹.

Daniel O'Connell (1775-1847) est issu d'une vieille famille aristocratique de confession catholique. Cette double qualité *sociale* et *confessionnelle* explique à la fois son extrême conservatisme et la dimension fondamentalement communautaire, religieuse, de son action au service des catholiques d'Irlande. Elle explique en tout cas son hostilité pour les revendications sociales et politiques du chartisme². Dès qu'il prend la tête, en 1823, de l'*Association catholique*, il condamne l'action révolutionnaire et préconise la voie parlementaire pour exiger du pouvoir britannique d'abord la suppression des lois discriminatoires à l'égard des catholiques puis, de manière plus radicale, la révocation de l'Acte d'Union par lequel, le 7 juin 1800, le parlement irlandais avait voté la réunion de l'Irlande et de l'Angleterre³ dans le cadre du *Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande*, en vigueur dès le premier janvier 1801. Sur la première revendication, il obtient gain de cause en avril 1829 par le vote d'une loi d'émancipation des catholiques. Cette victoire lui vaudra le titre de « libérateur ». Il échouera toutefois sur le second objectif. Malgré le soutien d'une mobilisation spectaculaire sous la forme de meetings monstres⁴, il n'ose en effet braver les interdictions du gouvernement de Londres⁵ et finit par perdre la confiance de ses partisans. Le légalisme de O'Connell n'empêchera pas qu'il soit inculpé pour trahison et incarcéré quelque temps. Il sortira très affaibli de cette épreuve et politiquement brisé. Il meurt à Gênes, le 15 mai 1847, au cours d'un pèlerinage à Rome.

La « Coercion Bill » irlandaise est entré en vigueur mercredi dernier.

Le « Lord Lieutenant⁶ » n'a pas tardé à tirer parti des pouvoirs despotiques que cette nouvelle loi lui a conférés ; l'acte a été appliqué dans tous les comtés de Limerick et Tipperary et dans plusieurs baronnies des comtés de Clare, Waterford, Cork, Roscommon, Leitrim, Cavan, Longford et King's Country.

Reste à voir ce que sera l'effet de cette mesure odieuse. À cet égard, nous savons déjà ce qu'en pense la classe pour les intérêts de laquelle elle a été prise, à savoir les propriétaires irlandais. Ils proclament partout dans leurs organes de presse que la mesure n'aura aucun effet. Et dire que c'est pour atteindre ce résultat que tout un pays est mis en état de siège ! C'est pour cela que les neuf dixièmes des députés irlandais⁷ ont trahi la cause de leur pays !

Car c'est un fait. La défection a été générale. Lors de l'examen du projet de loi, la famille O'Connell s'est elle-même divisée⁸: John et Maurice, deux des fils du défunt "Libérateur" [Daniel O'Connell⁹], sont restés fidèles à leur patrie, alors que leur frère Morgan O'Connell, a non seulement voté en faveur du projet de loi,

¹ L'imposition à l'Irlande de contraintes économiques de type colonial ne manquera pas de susciter un mécontentement parmi ces colons et partant, une sorte de « nationalisme protestant » qui s'exprimera dans la brève rébellion de Wolfe Tone en 1798. A nouveau la réaction anglaise donnera lieu à un véritable carnage.

² Premier maire catholique de Dublin en novembre 1841, il n'hésite pas à faire appel à l'armée britannique pour réprimer des ouvriers en grève dans sa ville.

³ « Une union du requin et sa proie », selon le mot de Byron dans le second de ses discours à la Chambre des Lords, le 21 avril 1812.

⁴ Une forme d'expression populaire qui caractérise le chartisme.

⁵ L'interdiction en particulier d'un gigantesque meeting (on attendait un million de personnes) prévu le 8 octobre 1843 sur un site hautement symbolique de la culture gaélique, à Clontarf au nord de Dublin où, en 1014, les celtes avaient défait les envahisseurs vikings. Londres n'avait pas hésité à mobiliser l'armée.

⁶ Le *Lord Lieutenant* ou vice-roi d'Irlande était le chef de l'exécutif. Ce poste était réservé aux aristocrates anglais.

⁷ L'acte de réunion de l'Irlande et de l'Angleterre au sein du Royaume Uni d'Angleterre et d'Irlande accordait aux Irlandais une représentation de 100 députés à la Chambre des Communes et de 102 Lords, tous protestants.

⁸ Daniel O'Connell a eu 7 enfants, trois filles et quatre garçons qui sont tous devenus députés : **Maurice** O'Connell (1803-1853), l'aîné, a été député de 1832 à 1837, puis de 1838 à sa mort ; **Morgan** O'Connell (1804-1885), le second fils s'engage à 15 ans dans l'armée de Bolivar pour qui son père avait une grande admiration ; il deviendra le plus jeune officier de la Légion irlandaise de Bolivie. Député de 1832 à 1840, il entre en désaccord avec son père sur la question du Repeal ; **John** O'Connell (1810-1858) a été député de 1832 à 1857. C'est lui qui dirigera la *Repeal Association* pendant la période de déclin de son père. Il entre en conflit avec les militants de *Jeune Irlande*, dénonçant leur irrégion. En novembre 1847, il votera l'Irish Coercion Bill ; **Daniel Junior** O'Connell (1816-1897) est le cadet : après une carrière de brasseur (il lance avec succès une bière nommée O'Connell's Ale) il devient député de 1846 à 1847 puis de 1853 à 1863. Il deviendra à la fin de sa vie un militant des associations de tempérance.

⁹ La précision est apportée par l'article d'Engels. C'est sous cette appellation de *Libérateur* que Daniel O'Connell avait établi sa popularité.

mais a pris la parole à plusieurs reprises pour exprimer son soutien. A peine dix-huit députés se sont-ils prononcés clairement et sans équivoque contre la loi, et il n'en est que vingt qui ont appuyé l'amendement proposé par M. Wakley¹, le député chartiste d'un arrondissement à la périphérie de Londres, qui avait exigé que le projet de loi s'accompagnât de mesures visant à réduire les causes des crimes que l'on se proposait de réprimer. Et parmi ces dix-huit et vingt députés, il y avait encore quatre ou cinq radicaux anglais et deux Irlandais représentant des arrondissements anglais, ce qui signifie que, sur la centaine de députés que compte l'Irlande au Parlement, il n'y en a eu qu'une douzaine pour s'opposer sérieusement au projet de loi.

C'était la première discussion sur une question importante touchant l'Irlande, qui avait eu lieu depuis la mort de O'Connell. Il s'agissait de décider qui prendrait la place du grand agitateur² à la tête de l'Irlande.

Jusqu'à l'ouverture du Parlement, M. John O'Connell avait été tacitement reconnu en Irlande comme le successeur de son père.

Mais il est vite devenu évident, le débat une fois commencé, qu'il n'était pas en mesure de diriger le parti et, qui plus est, qu'il avait trouvé un redoutable rival en la personne de Feargus O'Connor. Ce leader démocratique à propos de qui Daniel O'Connell déclarait: « Nous sommes heureux de faire cadeau de M. F. O'Connor au chartisme anglais », s'est mis lui-même à la tête du parti irlandais d'un seul bond. C'est lui qui a proposé le rejet pur et simple du projet de loi; c'est lui qui a réussi à rallier toute l'opposition derrière lui; c'est lui qui s'est opposé à chaque clause, qui a exigé le vote chaque fois que possible; c'est lui qui, dans ses discours, a résumé tous les arguments de l'opposition contre le projet de loi et, enfin, c'est lui qui pour la première fois depuis 1835, a réintroduit la proposition d'abroger l'Union, une motion qu'aucun des parlementaires irlandais n'aurait jamais avancée.

Les députés irlandais ont accepté ce leader avec mauvaise grâce. Comme simples Whigs, ils détestent fondamentalement, dans le fond de leur cœur, l'énergie démocratique de M. O'Connor. Il ne leur permettra pas de continuer à utiliser l'argument de l'abrogation dans leur campagne pour renverser les conservateurs au profit des Whigs et d'oublier le mot « abrogation » une fois ceux-ci arrivés au pouvoir. Mais les députés irlandais qui soutiennent l'abrogation ne peuvent rien faire sans un chef de file comme O'Connor et, bien qu'ils tentent de saper sa popularité croissante en Irlande, ils sont obligés de se soumettre à son leadership au Parlement.

Lorsque la session parlementaire sera terminée, il est probable que O'Connor partira en tournée en l'Irlande afin de relancer la propagande pour l'abrogation et fonder un parti chartiste irlandais. Il ne fait aucun doute que si O'Connor réussit à faire cela, il deviendra le chef du peuple irlandais en moins de six mois. Quand il aura en mains la direction du mouvement démocratique des trois royaumes, il occupera une position qu'aucun autre agitateur, pas même O'Connell, n'aura occupée avant lui.

Nous laisserons à nos lecteurs le soin de juger de l'importance de cette future alliance entre les peuples des deux îles. La démocratie britannique avancera beaucoup plus rapidement lorsque ses rangs auront augmenté de deux millions de courageux et ardents Irlandais, et l'Irlande frappée par la pauvreté³ fera enfin un pas important vers sa libération.

¹ **Thomas Wakley (1795-1862)** est un chirurgien anglais, fondateur en octobre 1823 d'un célèbre journal médical: *The Lancet* (considéré aujourd'hui encore comme une référence). Proche de William Cobbett, il devient, en 1835, député radical de Finsbury. Il sera l'un des rares à soutenir les revendications chartistes au parlement ainsi que l'indépendance irlandaise. Il sera l'avocat de multiples causes humanitaires.

² Rappelons que le terme n'est nullement péjoratif. Il désigne un tribun.

³ A cette date, les effets de la famine sont toujours très sensibles. L'Irlande souffre donc de bien davantage que de pauvreté.

5.11. F. Engels, *Les Démocrates Fraternelles à la classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Irlande*

Cette Adresse a été adoptée lors d'un meeting des *Fraternal Democrats* le 3 janvier 1848 à Londres. Elle a paru dans le *Northern Star* du **8 janvier 1848**. Le texte paraîtra ensuite le 10 janvier 1848 dans *La Réforme* à l'initiative d'Engels.

Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur *Marx Engels Collected Works*, volume 6.

*
* *

Ce document est caractéristique de la propagande diffusée par la gauche du chartisme contre les manœuvres de toutes sortes tendant à associer les objectifs politiques du mouvement (en priorité, ne l'oublions pas, le suffrage universel) aux intérêts particuliers des classes moyennes (compte tenu de l'extension de cette notion de « classes moyennes » en Angleterre où elle englobe aussi bien les grands industriels libre-échangistes).

Parmi les manœuvres de diversion ici dénoncées, les *Démocrates Fraternelles* pointent le rôle de l'**Anti-State-Church Association**, (L'association contre l'Eglise d'Etat), une société créée en 1841, à l'initiative d'Edward Miall¹, par les plus radicaux du mouvement **anticonformiste**, ce terme générique désignant les dissidents de l'Eglise anglicane d'Angleterre, baptistes, méthodistes, quakers, par exemple, qui se trouvaient exclus des fonctions publiques. Ils étaient partisans à divers titres d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat. Notons qu'au recensement religieux de 1851, la moitié des croyants anglais se déclaraient membres de sectes non conformistes. Ces mouvements religieux militaient essentiellement sur le thème de la « pureté sociale » au sein notamment de sociétés pour la tempérance, pour la morale sexuelle² et le contrôle des jeux. Ils étaient aussi très actifs dans les organisations pacifistes. L'exemple d'Henry Vincent témoigne de la proximité de ces sociétés avec le mouvement chartiste : après avoir exalté l'action violente³, Vincent se retire en effet de l'action politique directe pour se consacrer à la cause de la tempérance⁴.

L'allusion « aux sociétés pour la réforme de la monnaie » vise le leader de la *Birmingham Political Union*⁵, Thomas Attwood⁶ qui était porteur d'une réforme monétaire (il était banquier de profession) et qui était parvenu à réunir une pétition de 40.000 signatures relative à ses projets.

Enfin cette Adresse intervient dans un contexte politique marqué par des rumeurs d'invasion de l'Angleterre par la France. Pour l'anecdote, il faut savoir que les premiers jours de l'année 1848 ont été consacrés aux débats à la Chambre des Communes sur le budget que le gouvernement whig se voyait contraint de présenter en déficit, à moins de substantielles économies dans le département de la défense. Or pour éviter ces coupes, une manœuvre a consisté à diffuser dans la presse une correspondance privée entre le duc de Wellington et Sir John Burgoyne, Inspecteur Général de la Défense. Le Duc envisageait dans cette lettre la possibilité d'un débarquement de l'armée française sur les côtes du sud de l'Angleterre et une rapide progression de l'infanterie ennemie vers Londres. Le document avait évidemment fait sensation⁷.

La Société des Démocrates Fraternelles a adopté lors de sa dernière réunion
une Adresse aux travailleurs de Grande-Bretagne et d'Irlande.

¹ **Edward Miall (1809-1881)** est un pasteur dissident opposé à l'Eglise anglicane dans sa relation avec l'Etat. Il fonde en 1841 la revue « Nonconformist » où il défend la cause de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, puis, en 1844, avec le même objectif, l'« Association contre l'Eglise d'Etat » (Anti-State-Church Association). En 1852, on comptera plus de 40 députés « non conformistes » à la Chambre des Communes. Lui-même siégera à deux reprises, en 1852-1859 puis en 1869-1874.

² Ils étaient opposés notamment à la protection sanitaire des prostituées.

³ C'est pour obtenir sa libération que les insurgés de Newport organisent leur expédition en 1839.

⁴ Au sein du *teetotalisme* un mouvement ainsi nommé -Te(emperance)To(tal)- pour évoquer l'abstinence totale. Fondée en 1829, La « Political Union for the Protection of Public Rights » avait pour objet « Parliamentary Reform and Tax Reductions through Peace, Order, Unity and Legality » : elle a été une organisation active dans la campagne pour la réforme de 1832.

⁶ Pour rappel, c'est Thomas Attwood, député depuis décembre 1832, qui présentera la première pétition au parlement en juin 1839.

⁷ Source : John Saville, 1848, *The British State and the Chartiste Movement*, Cambridge University Press, 1990, pages 59-60.

Cette adresse, publiée sous la direction de M. Harney, du *Northern Star*, a paru dans le dernier numéro de ce journal.

Après avoir rappelé, dans une évocation aussi rapide qu'éloquente, les souffrances actuelles de la classe ouvrière, cette Adresse invite les travailleurs des deux îles à parachever l'organisation de leur parti:

De toutes parts, les classes moyennes vous ont tendu des pièges. Afin de vous détourner de la Charte du Peuple, qui est le seul objectif important pour vous, elles élaborent toutes sortes de projets de réformes superficielles. Mais en l'espace de quelques années, vous avez dû apprendre à deux reprises la dure leçon comme quoi tout plan de réforme émanant de la bourgeoisie doit être pour vous « comme les fruits de la mer Morte qui séduisent l'œil, mais ne sont que cendres sur les lèvres¹ ». Rappelez-vous l'agitation pour le Reform Bill², et celle pour l'abrogation des Corn Laws.

Néanmoins, il vous est demandé de soutenir une « Ligue nationale pour la Réforme des Abus », une « Association contre l'Eglise d'Etat », une autre « Contre la corruption », puis encore des sociétés pour la réforme de la monnaie, pour l'abolition de certaines taxes, etc., etc. Tous ces projets spectaculaires ont pour unique but d'étendre le pouvoir déjà dominant de la bourgeoisie. Ils se liguent tous pour résister à votre légitime revendication des droits liés à la citoyenneté: ils sont donc vos ennemis. S'ils étaient désireux, comme ils prétendent l'être, de promouvoir votre bien-être, ils vous aideraient à obtenir un pouvoir de souveraineté. Ils savent bien que si vous pouviez contrôler le pouvoir législatif, toutes les réformes qu'ils ont en vue - et des réformes de beaucoup plus d'importance - seraient aussitôt accomplies. Comment peuvent-ils se prétendre vos amis, tout en vous refusant le droit de vote?

Faisons en sorte que cette grande vérité imprègne l'esprit de chaque travailleur, à savoir que c'est de la hutte et du taudis, de la mansarde et de la cave qui doivent venir ceux qui régèneront cet ordre social et sauveront la race humaine. Accueillez avec joie et amour fraternel chaque homme qui, appartenant aux ordres privilégiés, saura renoncer aux distinctions de classe et s'allier à vous, mais n'attendez votre propre émancipation d'aucune autre classe que de la vôtre³. Pratiquement mis hors-la-loi par les autres classes de l'Etat, vous devez trouver en vous-mêmes, dans votre lucidité, votre courage et votre force, les moyens d'accomplir votre régénérescence.

Nous devons attirer votre attention toute particulière sur un abominable complot contre vos intérêts, une conspiration ourdie à la fois par les ennemis de toute réforme et par de nombreux pseudo-réformateurs de la classe moyenne. Ces conspirateurs cherchent à relancer ces préjugés nationaux, aujourd'hui presque disparus, qui ont fait autrefois des travailleurs de ces pays, les bouchers zélés de leurs semblables en d'autres contrées. Ils aspirent à enflammer le peuple de ces deux îles avec des sentiments de crainte et de haine envers le peuple de France, sous prétexte que les Français envisageraient l'invasion et la domination de l'Angleterre.

Travailleurs de Grande-Bretagne et d'Irlande, votre pays est déjà envahi et asservi par des ennemis de l'intérieur – des ennemis qui vous ont réduits politiquement et socialement à la condition d'Iloles⁴. Vous ne délogerez pas ces ennemis en renforçant le pouvoir matériel de ceux qui vous dirigent. Nous pensons que le véritable peuple de France, que les prolétaires ont appris par expérience que, comme vous-mêmes, ils ne doivent pas chercher leurs ennemis en quelque terre étrangère, mais bien dans leur propre pays. En France, comme en Angleterre, une triomphante ploutocratie règne en maître et broie

¹ A partir de quatre vers du poète irlandais Thomas More extraits de *Lalla Rookh* (1817) : « Like Dead Sea fruits / That tempt the eye / But turn to ashes / on the lips ».

² On distingue nettement en anglais « Reform Act » qui est une loi et « Reform Bill » qui est un projet de loi : la loi de 1832 était si impopulaire qu'elle était systématiquement mentionnée sous le nom de projet de loi.

³ Cette phrase annonce très clairement le premier considérant des statuts de *l'Association internationale des Travailleurs* que Marx rédigea en 1864 et qui déclare « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. ».

⁴ Les Iloles sont dans la Grèce antique une population asservie par les Spartiates : leur condition est comparable à celle des serfs au Moyen Âge.

les fils du travail, les réduit en poussière. Comme en Angleterre, le peuple se bat en France contre cet ennemi et pour l'avènement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Même à supposer que ce pays puisse être menacé par une agression extérieure, l'Angleterre n'aurait rien à craindre si son peuple était composé d'hommes libres.

Ce ne sont pas les armées, les marines ou les forteresses qui constituent la véritable défense des nations; la meilleure défense d'une nation réside en un peuple qui soit vraiment libre....Que les classes privilégiées renoncent à leurs injustes usurpations, qu'elles établissent l'égalité politique ainsi que la justice sociale, et l'Angleterre n'aura rien à craindre d'un monde en armes. Au contraire, le peuple de tous les pays saluerait avec joie la marche en avant du pouvoir en Angleterre, si ce dernier se rangeait du côté de la liberté et de l'émancipation sociale de l'humanité.

Travailleurs de Grande-Bretagne et d'Irlande, pourquoi devriez-vous prendre vous-mêmes les armes et vous battre pour préserver des institutions dont vous ne partagez pas les privilèges? Pour le maintien de lois faites non pour vous protéger, mais pour vous opprimer? Pour la protection d'une propriété qui ne peut être à vos yeux que le produit accumulé du pillage des fruits de votre travail? Non seulement vous êtes privés du produit de votre industrie mais votre pauvreté fournit le prétexte pour vous refuser les droits de citoyens! Soumis au pillage, à l'inconduite et aux insultes des détenteurs de la propriété, il vous est demandé de verser votre sang pour la défense de la propriété! Que les titulaires des privilèges et de la propriété livrent eux-mêmes leurs propres batailles! Et s'ils sont trop faibles pour le faire, qu'ils donnent au peuple ce qui lui appartient, qu'ils apprennent à se soumettre à la volonté populaire ; s'ils agissent ainsi, l'ensemble de la nation constituera autour de ces îles un rempart que ne pourrait jamais briser aucun envahisseur étranger!

Ce dont vous avez grandement besoin, c'est du pouvoir politique comme moyen d'accomplir votre émancipation sociale, et jusqu'à ce que ce pouvoir politique vous appartienne, que votre mot d'ordre soit: « Pas de vote, pas de fusil! ». Accordez-nous le droit de vote, ou nous ne porterons pas les armes!

Travailleurs de Grande-Bretagne et d'Irlande!

Ayez en horreur ces conspirateurs qui poussent à l'affrontement des nations entre elles, au nom de ce pernicieux mensonge selon lequel les habitants de pays différents seraient des « ennemis naturels ».

Rassemblement autour de la bannière de la démocratie, avec sa devise: « Tous les hommes sont frères¹! »

Signé au nom de la Société des Démocrates fraternels :

G. J. Harney, E. Jones, Th. Clark, C ; Keen (Grande-Bretagne), J. A. Michelot, H. Bernard (France); C. Schapper, J. Moll (Allemagne) ; J. Schabelitz, H. Krell (Suisse); P. Holm , Luntberg (Scandinavie); L. Oborski (Pologne) C. Pohse, P. Bluhm (Russie).

¹ Ce principe constituait la devise de la *Ligue des Justes*. Après le congrès constitutif de la *Ligue des communistes* en 1847, elle sera remplacée par cette autre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. ».

5.12. F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais

Cet article a paru dans la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* du **9 janvier 1848**. Nous traduisons à partir de la version allemande disponible sur le site www.mlwerke.de.

*
* *

Dans une lettre réponse de l'*Association démocratique de Bruxelles* aux *Fraternal Democrats* de Londres, les signataires (L. Jottrand, président, K. Marx, vice-président et A. Picard, secrétaire) écrivent : « Nous partageons entièrement le point de vue que vous avez adopté dans votre adresse récente aux travailleurs de Grande-Bretagne et d'Irlande concernant le problème de la « défense nationale ». Nous espérons que cette adresse contribuera dans une large mesure à éclairer le peuple anglais sur la question de savoir qui sont ses vrais ennemis ».

Ils ajoutent : « De même, nous avons observé avec un grand plaisir les démarches faites par la masse des chartistes anglais pour parvenir enfin à une alliance étroite entre les peuples d'Irlande et de Grande-Bretagne. Nous avons compris que les chances sont à présent plus favorables que jamais pour vaincre le préjugé qui a incité le peuple irlandais à confondre en une seule et même haine les classes opprimées d'Angleterre et les oppresseurs des deux pays. Nous espérons voir très prochainement réunie entre les mains de Feargus O'Connor la direction des deux mouvements populaires, anglais et irlandais, et nous considérons comme le succès le plus important de notre cause en général l'alliance imminente des classe opprimées des deux pays sous la bannière de la démocratie.¹ »

Cette déclaration d'internationalisme appelle **deux remarques**.

Elle témoigne d'abord d'une manifeste **sous-estimation** du facteur idéologique, religieux en l'occurrence, dans le rapport de domination coloniale imposé au peuple irlandais par l'Etat anglais, une sujétion dramatiquement aggravée par l'inertie de Londres au cours de la Grande Famine.

Elle témoigne ensuite d'une claire **surestimation** de la classe ouvrière irlandaise doublement incapable, en effet, de s'engager dans cette voie en raison, d'abord, de sa faiblesse numérique dans un pays agricole, à cause également de sa fragilité dans les conditions de l'immigration, les travailleurs irlandais établis en Angleterre subissant la double épreuve de l'exil et de la discrimination sociale par le fait de la concurrence des ouvriers entre eux.

Cet appel sera d'autant moins entendu que la résistance irlandaise a pris à cette époque une autre voie sous la direction du mouvement **Jeune Irlande**.

Ce mouvement nationaliste irlandais se développe en 1842 autour d'une revue de sensibilité romantique, *The Nation*, fondée conjointement par Charles Gavan Duffy, un catholique, et fait remarquable, par un protestant, Thomas Davis. Le mouvement, essentiellement culturel d'abord², se développe dans un premier temps sous l'obédience de Daniel O'Connell mais il entre bien vite en désaccord avec le légalisme de ce dernier, ce qui lui vaudra d'être exclu en 1845 de la Repeal Association. En juillet 1848, dans le contexte de la famine, et dans un climat politique marqué par la révolution de Paris³, William Smith O'Brien⁴ tente un soulèvement dans le Munster. Mais l'insurrection est mal préparée et se réduit en fin de compte à une échauffourée⁵ à Ballingarry le 29

¹ « L'association démocratique de Bruxelles aux Fraternal Democrats à Londres, » in K. Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, tome IV, pp. 1005-1006.

² Centré sur la préservation de la langue et de la culture gaéliques, un combat que Daniel O'Connell, parfait anglophone, avait délaissé.

³ Les dirigeants de *Jeune Irlande*, dont Smith O'Brien solliciteront une entrevue auprès de Lamartine, chef du gouvernement provisoire de la deuxième République. Mais l'entretien se révélera très décevant pour les nationalistes irlandais.

⁴ **Smith O'Brien (1803-1864)** est depuis 1828 un parlementaire tory issu de l'aristocratie protestante. En 1843, il proteste contre l'emprisonnement de Daniel O'Connell et rejoint la Repeal Association. Déçu par la politique de O'Connell, il fonde en janvier 1847 la *Confédération irlandaise* qui préconise une stratégie de résistance armée. En juillet 1848, il participe aux incidents de Ballingarry, ce qui lui vaudra d'être condamné à la peine la plus infamante de l'époque, celle d'être pendu, décapité et écartelé. De nombreuses pétitions en sa faveur feront fléchir le pouvoir : il sera en fin de compte déporté en Australie. Une mesure de pardon lui permettra de revenir en Irlande en 1856.

⁵ Elle est restée dans l'histoire sous l'appellation moqueuse de « bataille du carré de choux de la veuve Mc Cormack ». L'affaire se résume en un bref affrontement armé entre un groupe de manifestants et une compagnie de police qui, surprise, s'était barricadée dans les bâtiments d'une ferme, prenant en otage les enfants de

juillet 1848 entre une quarantaine de policiers et un groupe de militants conduits par Smith O'Brien. Le mouvement nationaliste irlandais est brisé. Il ne renaîtra qu'en 1858 avec la fondation de la **Fraternité républicaine irlandaise** et celle, à New York, de la **Confrérie de Fenian**. Mais ce sera sans alliance avec le mouvement ouvrier anglais.

Le premier numéro du *Northern Star* de l'année 1848 contient une Adresse au peuple irlandais par Feargus O'Connor, le célèbre chef de file des Chartistes anglais et leur représentant au Parlement. Cette Adresse mérite d'être lue avec attention en son entier et soigneusement prise en considération par tous les démocrates, mais l'espace trop restreint dont nous disposons nous empêche de la reproduire dans son intégralité.

Nous manquerions toutefois à nos devoirs si nous passions ce document sous silence. Les conséquences de cet appel énergique au peuple irlandais se feront très bientôt puissamment ressentir. Feargus O'Connor, lui-même Irlandais de naissance et protestant, est depuis plus de dix ans le chef de file et le principal pilier du grand mouvement ouvrier anglais. Il doit désormais être considéré comme le véritable leader des Repealers¹ irlandais et des partisans de la réforme. Ses interventions à la Chambre des Communes² contre l'infâme récente loi d'exception irlandaise lui ont valu de mériter ce titre, et la poursuite de la campagne d'opinion pour la cause irlandaise montre que Feargus O'Connor est véritablement l'homme dont l'Irlande a besoin.

O'Connor est vraiment très sérieusement préoccupé par le salut des millions d'Irlandais. Pour lui, l'abrogation - l'abolition de l'Union, autrement dit l'obtention d'un parlement autonome irlandais - n'est pas un vain mot. Ce n'est pas non plus un prétexte pour obtenir des postes pour lui-même et pour ses amis et pour faire de bonnes affaires à titre personnel.

Dans son Adresse, il montre au peuple irlandais comment depuis 13 ans, Daniel O'Connell, ce véritable jongleur politique, l'a mené par le bout du nez avec ce mot d'ordre d' « abrogation ».

Il montre sous son vrai jour le comportement de John O'Connell, qui a assumé l'héritage politique de son père et qui, comme ce dernier, n'hésite pas à sacrifier des millions d'Irlandais crédules à ses spéculations et avantages personnels. Tous ses discours au « Conciliation Hall » de Dublin³, toutes ses assurances hypocrites et ses belles phrases ne pourront effacer l'opprobre dont il s'est lui-même couvert par le passé ainsi que récemment encore, lors des débats à la Chambre des Communes sur la loi d'exception irlandaise⁴.

Il faut que le peuple irlandais ouvre enfin les yeux et qu'il se débarrasse d'un grand coup de pied de toute cette bande de prétendus Repealers, qui, ainsi déguisés, rient sous cape en caressant leur porte-monnaie ; il faut qu'il se débarrasse surtout de John O'Connell, ce papiste fanatique et cet escroc politique.

la propriétaire (une certaine madame McCormack). La police n'hésitera pas à fait feu pour se dégager d'un siège que les manifestants se résoudront à lever sans gloire.

¹ Autrement dit des partisans de l'abrogation de la loi d'Union de l'Irlande et de l'Angleterre au sein du Royaume Uni d'Angleterre et d'Irlande. Nous maintenons le terme anglais, *to repeal* signifiant *abroger* (une loi), *annuler* (une décision de justice), *révoquer* (un décret). C'est après la rébellion de Wolf Tone de 1798 que l'Union avait été imposée à l'Irlande par le gouvernement anglais. Elle était entrée en vigueur en janvier 1801. A partir de 1820, l'abrogation est devenue une revendication de masse avec pour leader O'Connell, qui crée la Repeal Association en 1840.

² La question de la Coercion Bill irlandaise est venue en discussion à la chambre le 29 novembre 1847.

³ Une salle publique de Dublin où se tenaient les meetings des militants du Repeal.

⁴ **John O'Connell (1810-1858)** est le troisième fils de Daniel O'Connell. Il s'opposera violemment au sein de la Repeal Association de son père au mouvement *Jeune Irlande* dont il dénonce le caractère irrégulier. Il compte parmi les parlementaires irlandais qui ont voté la loi martiale irlandaise en novembre 1847.

Si le contenu de l'Adresse s'était résumé à cela, nous ne l'aurions pas spécialement mentionnée.

Mais il y est question de bien plus important. En effet, Feargus O'Connor s'y exprime non seulement comme un Irlandais, mais aussi et surtout comme un démocrate anglais, comme un Chartiste.

Avec une lucidité qui ne peut échapper à personne, même à l'esprit le plus obtus, il montre au peuple irlandais la nécessité de lutter de toutes ses forces en étroite association avec les classes laborieuses d'Angleterre, avec les Chartistes afin de réaliser les six points de la Charte du Peuple : des parlements annuels, le suffrage universel, le vote par scrutin secret, le droit d'éligibilité sans condition d'être propriétaire, la rémunération des représentants du peuple et l'organisation des circonscriptions électorales selon le nombre d'habitants. Que ces six points soient d'abord conquis, et l'abrogation pourra alors devenir avantageuse pour l'Irlande.

En outre O'Connor souligne que ce sont les travailleurs anglais qui ont déjà réclamé justice pour l'Irlande dans une pétition qui a reçu 3 millions et demi de signatures¹, et que les Chartistes anglais ont à nouveau protesté dans de nombreuses pétitions contre la loi d'exception irlandaise. Il souligne enfin que les classes opprimées en Angleterre comme en Irlande doivent ou bien combattre et vaincre ensemble ou bien continuer à souffrir de la même oppression et vivre dans la même misère sous la dépendance de la classe capitaliste dominante.

Il ne fait aucun doute que désormais les masses populaires irlandaises s'uniront de plus en plus étroitement avec les Chartistes anglais et qu'elles agiront avec eux selon un plan commun. C'est ainsi que la victoire des démocrates anglais, et partant, la libération de l'Irlande s'en trouveront anticipées de nombreuses années.

Telle est la portée de l'Adresse de O'Connor au peuple irlandais.

¹ Référence à la seconde pétition chartiste de mai 1842 qui contenait une revendication pour l'autonomie de l'Irlande.

5.13. Fr. Engels, Meeting pour la pétition nationale

Cet article a été publié pour la première fois dans *La Réforme*, le **19 janvier 1848**. Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur *Marx Engels, Collected Works*, volume 6.

*
* *

Parmi les orateurs mentionnés dans ce document, Georges Julian Harney et Ernest Jones sont les plus connus. Voici une brève notice sur les autres intervenants :

Thomas Clark (1821-1856) est un fervent admirateur de O'Connor avec qui il va gérer la Land Company. Elu à l'exécutif de la NCA depuis 1843, il est un partisan d'une alliance du chartisme avec les « Repealers » irlandais. Par ailleurs il est membre des *Fraternal Democrats* et signataire à ce titre de l'Adresse du 3 janvier 1848. Après 1848, il soutiendra une stratégie de rapprochement avec les classes moyennes, ce qui entraînera sa rupture avec la direction la NCA. Il fonde en 1850 une organisation concurrente, la *National Charter League*, sur un programme modéré d'alliance avec les libre-échangistes de l'Ecole de Manchester.

William Dixon est un tisserand de Manchester, actif dans le mouvement syndical. Il devient membre de l'Exécutif de la NCA en 1848. Propagandiste de la Land Company dès 1853, il en sera l'un des cinq directeurs. Il rejoindra en 1851 la *National Charter League*, avec Mac Grath et Thomas Clark.

Joseph Iraenens John Fussel est bijoutier de profession. Chartiste de « la force physique », il jouera un rôle de premier plan à Birmingham en 1839. Arrêté à Londres en 1848, il sera condamné à 2 ans et 3 mois de prison.

Charles Keen est né en 1816 à Londres où il travaille comme docker. Membre des *Fraternal Democrats*, il devient le « lieutenant » de Harney. Il quitte l'Angleterre en 1848 pour les USA.

John Skelton est un chartiste de la première heure. Il compte parmi les 15 signataires de la Charte, membres de la *London Working Men's Association*, qui fondent officiellement le mouvement le 8 mai 1838. Cordonnier de profession, il est particulièrement actif dans le mouvement syndical des années 1840. Après 1848, il se retire de la vie politique et sous le nom de Dr Skelton, devient un fervent propagandiste de la médecine alternative, faisant carrière comme « médecin botaniste ». A partir de 1840, en effet, se développe en Angleterre parmi les couches populaires, un fort engouement pour les pratiques dissidentes de la médecine : hydropathie, homéopathie, traitement par les plantes... On assiste à une multiplication de sectes préconisant les remèdes naturels et l'auto-médicamentation. Elles se revendiquaient du libéralisme, comparant la législation officielle (le Medical Act) aux lois protectionnistes sur les blés (les Corn Laws). John Skelton est l'auteur de « six propositions pour une médecine végétale » qui rappellent explicitement les six propositions du mouvement chartiste.

John West (1811-1887) est un irlandais établi à Macclesfield (au sud de Manchester) comme tisserand manuel dans le métier de la soie. Il est l'un des grands orateurs chartistes, ce qui lui vaudra d'être emprisonné à plusieurs reprises pour discours séditieux, notamment en 1848, où il se voit condamné par les assises de Liverpool à un an de prison. Il a été l'un des initiateurs en 1842 du Land Scheme qui sera mis en application par O'Connor. La fin de sa vie est assombrie par une situation de grande pauvreté.

La quatrième assemblée convoquée pour l'adoption de la Pétition Nationale par le Conseil Chartiste s'est tenue à Londres mardi dernier sous la présidence de M. Julian Harney. MM Clark et Dixon, du comité central chartiste [de l'Association Nationale de la Charte], West, de Macclesfield, Skelton, Keen, et Fussell ont pris la parole à tour de rôle. Mais les orateurs de la soirée étaient MM Harney et Jones. Nous donnons ici des extraits de leurs discours [cités à partir du compte rendu intitulé: "La Charte du Peuple: importantes réunions publiques", publié dans *The Northern Star*]:

M. Ernest Jones.

Nous sommes réunis ici pour aider à faire adopter la « Coercion Bill¹ » contre le gouvernement et pour exercer une telle « pression de l'extérieur² », qu'elle obligera le pauvre petit³ Lord Russell à se mettre dans la peau de quelque chose qui ressemble à un homme d'Etat décent. Nous avons besoin de cette pression étant donné que de tous les parlements que nous avons eus, le présent est sans aucun doute le plus hostile aux travailleurs. (Une voix: Non, non!) Quelqu'un a dit « Non », mais je le répète, aucune classe ne s'est jamais montrée aussi hostile à la classe ouvrière que la classe moyenne d'Angleterre. (Ecoutez ! Ecoutez !) Elle a abattu l'aristocratie sur sa gauche et la démocratie sur sa droite, et elle prospère sur leurs ruines. Je ne souhaite pas ressusciter l'aristocratie. Non! Laissons là le serpent meurtri, car il piquerait la main qui l'a secouru. Sous la féodalité, les gens étaient des esclaves, oui, mais des esclaves gras; sous votre gouvernement, Honorable défenseur de la classe moyenne, ils demeurent des esclaves mais des esclaves maigres.

(Vives acclamations).

Étant donné que nous n'avons jamais eu un parlement plus bourgeois et donc plus hostile, l'heure est venue d'organiser la résistance. Et le peuple le sait. Nous aussi sommes en train de renforcer notre armée ; la Vieille Garde du Chartisme est à nouveau sur le terrain. Nous aussi sommes en train d'enrôler notre milice, ces millions d'affamés. Nous aussi sommes en train de renforcer notre "défense nationale" : courage dans nos cœurs, discipline dans nos rangs, unité dans notre action⁴.

(Applaudissements.)

Mais il en est ici qui ne sont pas satisfaits de cela, et proclament que des millions de personnes déterminées, bien organisées et bien informées ne suffisent pas pour obtenir la Charte. Ces honorables personnes disent aux gens qu'ils doivent d'abord s'enrichir et qu'ensuite seulement ils seront libres⁵. Mais je vous le dis : gagnez d'abord votre liberté, et alors vous serez riches!

(Applaudissements.)

Devenez riches ! Comment donc ? A l'asile des pauvres⁶ ou en prison ?

Devenir riche dans les chasses gardées de notre noblesse ? Devenir riche avec six shillings par semaine ? Devenir riche dans les cimetières de l'Irlande affa-

¹ **Coercion Bill** : le terme qui est utilisé ici par ironie est une appellation générique pour désigner des lois d'exception suspendant les libertés fondamentales. Ces mesures répressives ont surtout été promulguées pour maintenir l'ordre en Irlande : ainsi de 1801 à 1846, ce ne sont pas moins de 17 lois martiales de ce type qui ont été votées pour réprimer les troubles sociaux en Irlande, le plus souvent des incidents provoqués par l'état de misère de la population (en 1846, surtout après que la récolte de pommes de terre a été complètement détruite).

² Marx définit cette expression dans un article intitulé « Un meeting ouvrier à Londres » paru dans *Die Presse* le 02.02.1862. Il écrit : « Il n'est pas d'innovation importante, de mesure décisive qui ait jamais pu être introduite en Angleterre sans cette pression de l'extérieur, soit que l'opposition en ait eu besoin contre le gouvernement, soit que le gouvernement en ait eu besoin contre l'opposition. Par pression de l'extérieur, l'Anglais entend les grandes manifestations populaires extra-parlementaires, qui naturellement ne peuvent être organisées sans l'active participation de la classe ouvrière. »

³ **Lord John Russel** (1792-1878) avait succédé comme premier ministre au conservateur Robert Peel en 1846 à la tête d'un gouvernement whig. Il était de très petite taille.

⁴ Ces allusions à « la défense nationale » font écho à l'émotion qu'avait suscitée la « fuite » dans la presse d'une correspondance privée entre l'Inspecteur Général de la Défense, Sir John Burgoyne et le duc de Wellington. Ce dernier faisait part de ses craintes d'un débarquement de l'armée française. Cette publication intervenait fort opportunément à un moment où des mesures d'économie étaient envisagées dans le département de la défense nationale dans un contexte de déficit budgétaire. (Source : Fabrice Bensimon, *Les Britanniques face à la Révolution française*, L'Harmattan, 2000, pages 30-34)

⁵ L'argument est celui des idéologues des classes moyennes, lesquels préconisaient une collaboration de classe, la seule qui soit susceptible à leurs yeux de produire de la croissance, de sorte que leurs salaires augmentant, les ouvriers atteignent le seuil du cens électoral et deviennent ainsi des citoyens à part entière (Cf l'intervention du Dr Epps lors du banquet chartiste du 25 octobre 1847).

⁶ Autrement dit, le workhouse.

mée ? (Applaudissements.) Allez donc le dire aux chômeurs de Manchester, aux 20.000 miséreux de Bradford. Allez donc le dire au métayer irlandais en train de mourir à la lueur de son cottage incendié par son propriétaire. Allez donc le dire au mendiant des portes de Grosvenor Square ! Allez lui dire une fois pour toutes de rester un esclave, mais n'insultez pas sa misère en lui conseillant de devenir riche !

Je sais que vous vous référerez ici à notre glorieuse Land Company¹ afin de prouver que le peuple peut devenir riche (...) ² Mais vous imaginez-vous que le gouvernement vous permettra d'aller de l'avant (...) Cette société a réussi à sauver 50 000 familles de la ruine³, mais soyez assurés que le Parlement vous empêchera de former d'autres sociétés, à moins que vous n'obteniez le pouvoir politique ... Que les membres de la Land Company se souviennent de leurs ancêtres, les « yeomen⁴ » d'Angleterre, qui étaient tous propriétaires du pays. Comment ont-ils tout perdu? Eh bien, par la fiscalité, qui les a ruinés.

Alors, Messieurs, gagnez de l'argent, on en aura besoin pour les milices, pour une plus grande armée. Gagnez de l'argent, on en aura besoin pour de nouveaux palais, pour de nouveaux évêques, pour de nouveaux bébés⁵ royaux! Gagnez de l'argent, devenez vous-mêmes la classe moyenne, et alors, comme vous le savez, la classe moyenne ne vous craindra plus! Gagnez de l'argent - et cette impossible tâche sera votre seul salut. Pas un mot sur notre triomphe à Nottingham, [l'élection au Parlement de F. O'Connor] ou sur de notre organisation, sur notre pétition ou sur notre Convention nationale, actuellement en préparation. (...) Non, mes amis, nous avons par dessus tout besoin du droit de vote. (...) Et vous, les hommes de Londres, vous avez en votre pouvoir de l'obtenir bien plus sûrement que vos frères dans le reste de l'Angleterre (...) Nos vaillants compagnons du Nord sont loin d'ici; leurs voix ne seront pas entendues, car il y a des centaines de kilomètres et beaucoup de casernes entre les pétitionnaires et le Parlement. Mais vous, les hommes de Londres, vous pouvez aller personnellement frapper aux portes de St Stephens Chapel⁶ jusqu'à ce que vos débiteurs privilégiés vous donnent en retour, tremblants, ce qu'ils tiennent de vous depuis des siècles! Frappez donc aux portes, frappez jusqu'à ce que justice soit faite.

(Tonnerre d'applaudissements.)

M. Julian Harney.

Nous sommes ici pour adopter une pétition à l'adresse du Parlement (...) Mais nous ne demandons ni la pitié ni la miséricorde. Même si nous étions tombés au point de commettre une telle chose, nous savons que nous n'avons rien à attendre de la pitié de nos oppresseurs (...) Ce n'est pas en implorant miséricorde que nos ancêtres se sont libérés du joug du traître Charles I⁷. Ce n'est pas en demandant pitié que les Américains ont brisé leurs chaînes. Ce n'est pas en implorant miséricorde que le peuple français a renversé la tyrannie du féodalisme, le pouvoir des prêtres et la monarchie.

(Vives acclamations.)

Non, il serait vain pour nous d'implorer la miséricorde du Capital. Toutes nos pétitions n'aboutiraient à rien si elles n'étaient pas suivies par d'autres mesu-

¹ L'idée de créer une nouvelle classe de travailleurs propriétaires, et donc d'électeurs, n'était pas étrangère au projet du Land Scheme.

² Les points de suspension ainsi que les suivants appartiennent au texte original.

³ Il convient de distinguer entre le nombre des actionnaires (il atteindra les 70.000 souscripteurs) et les bénéficiaires effectifs des lots (attribués, rappelons-le, par tirage au sort) : ils ne seront en fin de compte que 250 résidents.

⁴ Parmi ses multiples sens, dont une acception militaire, le terme désigne une classe de propriétaires fonciers plutôt diversifiée allant du petit paysan au gros fermier proche de la gentry. Leur prospérité au cours des 17^e et 18^e siècles décline avec les débuts de l'industrialisation.

⁵ Une allusion (très convenue) à la fertilité de la reine Victoria.

⁶ C'était l'adresse de la Chambre des Communes.

⁷ **Charles Ier** (1600-1649) est le second roi de la dynastie des Stuarts. Son conflit d'autorité avec le Parlement déclencha une guerre civile et la première révolution anglaise. Après sa défaite qui le conduisit sur l'échafaud, le 30 janvier 1649, la République est proclamée par Oliver Cromwell qui impose son pouvoir personnel.

res. Et d'abord, ce n'est pas de la pitié que nous demandons ; nous demandons la justice. Nous la demandons, non seulement par la pétition, mais aussi par le moyen de notre campagne d'agitation et de notre organisation qui commence déjà à effrayer la classe moyenne parlementaire. Poursuivez donc cette campagne d'agitation, car lorsque vous cessez, vos requêtes ne sont plus que des mots vides de sens.

Vraiment, il vaut la peine de lutter.

Voyez ce puissant empire, érigé à la force des bras et cimenté par le sang de vos pères ; cet empire de 160 millions d'habitants, couvrant la sixième partie du globe habitable ; cet empire sur lequel « le soleil ne se couche jamais. » [Expression utilisée par les contemporains du roi d'Espagne et empereur germanique, Charles Quint, au sujet de ses domaines où le « soleil ne se couche jamais »¹] Comment se fait-il que vous, les propriétaires et les conquérants de millions de kilomètres de cette belle planète, n'en possédez pas un pouce de terre ? Que des millions d'héritiers de ce magnifique empire sont en train de mourir de faim, que des milliers sont sans abri du souffle hivernal ? Les richesses naturelles ou manufacturées de toute contrée sont produites dans le cadre de l'Empire britannique. Nos fabrications sont sources d'émerveillement et sont enviées dans le monde entier. Nos artisans, nos ouvriers et nos marins sont célébrés partout dans le monde pour leurs compétences, leur zèle et leur héroïsme. Tous les éléments de la grandeur et du bonheur abondent, et malgré cela, vous êtes écrasés par la misère. Cet empire est légitimement non pas la propriété d'une minorité oisive de privilégiés intrigants, mais il est la propriété de tout le peuple. Est-ce que cela ne vaut pas la peine de lutter ? La Charte est le moyen par lequel vous vaincrez. (Applaudissements.) Lorsque, par conséquent, les usurpateurs vous demanderont de prendre les armes pour la défense du pays, refusez jusqu'à ce que vous ayez votre part équitable de ses avantages. Quel serait votre sort si vous étiez sous les armes ? Souvenez-vous du pauvre soldat qui a récemment été fusillé en Inde pour insubordination, voilà ce qui vous est donné en partage, à comparer avec la part du duc de Wellington qui a obtenu du Trésor une somme de deux millions et demi de livres (60 millions de francs) : tant pour les aristocrates.

Eh bien, alors ! Si l'aristocratie craint de perdre ses vastes propriétés, laissez-la combattre elle-même pour sauvegarder ses terres ! Si l'Eglise craint la confiscation de ses immenses revenus, laissez les prêtres et les évêques prendre eux-mêmes les armes ! Si les Juifs et les arnaqueurs de « Change Alley »² craignent l'enlèvement de leurs fonds, laissez-les se battre eux-mêmes pour protéger leur œuvre de pillage ! Si les boutiquiers redoutent la saisie de leurs tiroirs caisses et de leurs livres de compte, laissez-les aller au combat eux-mêmes pour protéger leurs biens ! Mais vous, hommes du peuple, fils du labeur surchargés de travail et mal rémunérés, vous qui êtes sans logement et tremblez de froid, vous les serfs du Privilège, vous qui n'avez ni terres, ni revenus, ni rente ni dîmes, ni fonds publics, ni actions, ni profits, ni usure, ni droit de vote, vous à qui le trône n'offre aucune protection et la loi aucune sécurité, luttiez pour autre chose, ou ne luttiez pas du tout ! (Vives acclamations) Si vous devez lutter, luttiez pour vous-mêmes. (Nouvelles acclamations) Lorsque les seigneurs, les prêtres et les bourgeois vous demanderont de vous battre, que votre réponse soit : pas de vote, pas de fusil ! Les coquins et les fous se bousculent aujourd'hui pour parler de défense nationale ; il n'existe qu'une seule défense, celle des Chartistes : La terre pour le peuple, à chaque homme une maison, à chaque homme un vote, et à chaque homme un fusil !

(Tonnerre d'applaudissements)

Le discours se termine par un appel martial qui est bien dans la manière du chartisme dont la violence n'a été le plus souvent qu'une rhétorique de tribune.

¹ Cette glose appartient à la version originale.

² « Change Alley » est le nom d'une rue de Londres où se trouvaient les bureaux d'une compagnie (la *South Sea Company*) fondée au 18^e siècle et devenue synonyme d'opérations financières et spéculatives.

5.14. K. Marx, Le libre-échange et les chartistes

On se souvient que cet article constitue la seconde partie de la première contribution de Marx au New York Daily Tribune de Charles Dana. Il a paru **le 10 août 1852**. Nous citons dans la traduction de Maximilien Rubel, K. Marx, *Œuvres*, volume IV, Politique, I, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, pp. 685-694)

*
* *

La première partie consacrée aux « hommes de l'école de Manchester » est dans **la droite ligne politique du Manifeste**. La bourgeoisie y est présentée comme la classe progressiste en charge de créer les conditions de la révolution prolétarienne, de lui ouvrir la voie en quelque sorte. Son rôle historique est d'« extirper les derniers vestiges arrogants de la société féodale » et de jeter les bases productives sur lesquelles s'édifiera une société nouvelle.

Nous aurons le loisir de revenir dans les prochains fascicules sur cette thèse importante que Marx et Engels n'ont cessé d'affirmer depuis 1847 et sur les orientations stratégiques qu'elle implique à leurs yeux pour le mouvement révolutionnaire.

[New York Daily Tribune, 25 août 1852.]

Londres, mardi 10 août 1852.

Alors que les tories, les whigs, les peelites¹ - en fait tous les partis dont nous avons parlé jusqu'ici - appartiennent plus ou moins au passé, les libre-échangistes (les hommes de l'école de Manchester, les réformateurs parlementaires et financiers) sont les représentants officiels de la société anglaise moderne, les représentants de cette Angleterre qui domine le marché mondial. Ils représentent le parti de la bourgeoisie consciente de son importance, le parti du capital industriel, qui entend faire de son pouvoir social une force politique et extirper les derniers vestiges arrogants de la société féodale. Ce parti est dirigé par les éléments les plus actifs et les plus énergiques de la bourgeoisie anglaise : - les manufacturiers. Que réclament-ils ? La suprématie franche et totale de la bourgeoisie, l'assujettissement officiel de l'ensemble de la société aux lois de la production bourgeoise moderne et au commandement des hommes qui dirigent cette production. Par libre-échange, ils entendent le libre mouvement du capital débarrassé de toutes les entraves politiques, nationales et religieuses. La propriété foncière doit être une marchandise négociable et l'exploitation des terres doit s'effectuer conformément aux lois générales du commerce. Il y aura des fabricants d'aliments, au même titre que les fabricants de fil et de coton, mais il n'y aura plus de seigneurs. Bref, on ne tolérera plus les moindres restrictions, réglementations ou monopoles, politiques ou sociaux, à moins qu'ils ne découlent des « lois éternelles de l'économie politique », c'est-à-dire des conditions dans lesquelles le capital produit et distribue. La lutte de ce parti contre les vieilles institutions anglaises, ces produits d'un stade suranné, d'une phase évanescence de l'évolution sociale, se résume dans le mot d'ordre : *produisez aussi bon marché que possible et évitez les faux frais* (les dépenses superflues, inutiles) *dans la production*. Et ce mot d'ordre s'adresse non seulement aux simples particuliers, mais surtout à l'ensemble de la nation.

La royauté, avec sa «splendeur barbare», sa cour, sa liste civile et ses flagorneurs - où la ranger sinon dans les faux frais de la production ? La na-

¹ Rappelons que l'on désignait sous ce nom la dissidence libre-échangiste du parti tory, en référence à Sir Robert Peel, premier ministre et chef des tories en 1846 lorsqu'il a décidé, contre l'avis majoritaire de son parti, de faire voter l'abrogation des lois protectionnistes sur les céréales.

tion peut produire et commercer sans royauté ; faites disparaître la Couronne ! Les sinécures de la noblesse, la Chambre des Lords ? Faux frais de production. La grande armée permanente ? Faux frais de production. Les colonies ? Faux frais de production¹. L'Eglise officielle, avec ses richesses, butins de pillage et de mendicités ? Faux frais de production. Que les membres du clergé se concurrencent librement, et que chacun les paie suivant ses propres besoins. Tout l'appareil pesant de la législation anglaise avec sa cour de Chancery²? Faux frais de production. Les guerres nationales ? Faux frais de production. L'Angleterre peut exploiter les nations étrangères à moindre coût, tout en étant en paix avec elle³.

Comme vous le voyez, pour ces champions de la bourgeoisie britannique, pour ces hommes de l'école de Manchester, toute institution d'*Old England* se présente comme un genre de mécanisme aussi coûteux qu'inutile, sans autre but que d'empêcher la nation de produire en aussi grande quantité et aussi bon marché que possible, et d'échanger ses produits en toute liberté. Leur dernier mot, c'est nécessairement la république bourgeoise dans laquelle la libre concurrence s'exerce dans toutes les sphères de la vie et où il ne reste, en fait de gouvernement, que le minimum indispensable à l'administration extérieure et intérieure des intérêts de classe généraux et des affaires de la bourgeoisie, ce minimum y étant organisé aussi simplement, aussi économiquement que possible⁴.

Dans d'autres pays, un tel parti serait appelé démocratique. Mais il est nécessairement révolutionnaire, et l'objectif qu'il poursuit de façon plus ou moins consciente, c'est l'anéantissement de la vieille Angleterre en tant que pays aristocratique. Cependant, son but immédiat est d'obtenir une réforme du Parlement qui lui livrera le pouvoir législatif nécessaire pour une telle révolution.

A cet endroit de son raisonnement, Marx doit composer avec les réalités politiques. Une chose, en effet, est d'affirmer que la bourgeoisie industrielle montante est une classe révolutionnaire à terme, soumise, dit-il, à la « nécessité historique », autre chose est de rendre compte des alliances politiques en cours. Il n'en reste pas moins que l'on rencontre ici une seconde thèse importante que Marx et Engels vont soutenir fermement à partir du *Manifeste*, à savoir le processus de **simplification de la lutte des classes** accompli par le triomphe de la bourgeoisie, une évolution qui ne laisse face à face que deux seules classes antagonistes.

Mais les bourgeois britanniques ne sont pas des Français excitables. Quand ils se proposent de faire aboutir une réforme parlementaire, ils n'iront pas faire une révolution de Février. Tout au contraire. Ayant remporté, en 1846, une grande victoire sur l'aristocratie terrienne par l'abrogation des droits sur les blés, ils se contentèrent d'en recueillir les avantages matériels, mais ils négligèrent d'en tirer les conséquences politiques et économiques nécessaires, permettant ainsi aux whigs de ressaisir leur monopole héréditaire du gouvernement. Durant toutes les années, de 1846 à 1852, ils se rendirent ridicules par leur cri de guerre : « De grands principes et

¹ Marx se laisse manifestement emporter par sa plume.

² La « court of Chancery » était une cour de justice distincte des tribunaux ordinaires ; elle traitait de façon moins formelle d'affaires ne relevant pas du droit commun (la Common Law, au sens anglais d'un droit essentiellement fondé sur la jurisprudence). Cette juridiction d'origine royale avait été créée au 16^e siècle pour régler des problèmes selon une procédure spéciale dite d'Equity qui permettait de pallier les rigidités de la Common Law, par exemple en matière de réparation et de dommages-intérêts. Les deux systèmes resteront en vigueur jusqu'à leur abolition par les *Judicature Acts* de 1873 et 1875, les notions de *common law* et d'*equity* perdurant néanmoins dans le droit anglais (source : Wikipedia, article « Commun Law »)

³ On notera qu'un grand nombre des « hommes de Manchester » étaient par ailleurs d'ardents pacifistes. C'est le cas de Richard Cobden, de John Bright, de Joseph Sturge.

⁴ Ce programme n'est autre en vérité que celui de la droite libertarienne contemporaine ou si l'on préfère de l'anarcho-capitalisme selon la définition qu'en donne Pierre Lemieux au début de son ouvrage, *L'anarcho-capitalisme* (PUF 1988, Coll. Que sais-je ? N° 2406) : « Au sens propre du terme, l'anarcho-capitalisme est la doctrine selon laquelle une société capitaliste sans État est économiquement efficace et moralement désirable. »

des mesures pratiques » (lire: petites). Et pourquoi cela ? Parce que dans tous les mouvements violents il leur faut en appeler à la classe ouvrière. Mais si l'aristocratie est leur adversaire sur le point de disparaître, la classe ouvrière est leur ennemi en train de monter. Ils préfèrent pactiser avec l'adversaire disparaissant plutôt que de renforcer l'ennemi montant, à qui l'avenir appartient, par des concessions d'une importance plus qu'apparente. C'est pourquoi ils s'efforcent d'éviter tout conflit violent avec l'aristocratie ; mais la nécessité historique et les torques les poussent en avant. Ils sont forcés de remplir leur mission et de briser la vieille Angleterre, l'Angleterre du passé ; et le jour où ils auront conquis pour eux seuls le pouvoir politique, où le pouvoir politique et la suprématie économique seront réunis dans les mêmes mains et que, de ce fait, la lutte contre le capital ne sera plus distincte de la lutte contre le gouvernement existant, ce jour-là marquera le début de la révolution sociale en Angleterre.

Le tout début du développement consacré aux chartistes contient une remarque particulièrement importante sur le rapport « inévitable » entre « la conquête du suffrage universel » et « la suprématie politique de la classe ouvrière ». La notation est évidemment très brève et il faut se garder, sur cette base fragile et sur un sujet aussi délicat, de commenter sans retenue. **Mais on trouve ici l'une des rares évocations sous la plume de Marx d'un possible passage pacifique au socialisme par le suffrage universel.** On remarquera bien sûr que cette affirmation se rapporte expressément au cas particulier de l'Angleterre ; Marx y parle « de la conquête du suffrage universel en Angleterre » et de ce point de vue, l'analyse participe ici de la thèse précédemment évoquée d'une simplification de l'affrontement de classe en Angleterre et d'une sorte de basculement sociologique en raison de la supériorité numérique la classe ouvrière ainsi que de la quasi disparition de la paysannerie.¹ On remarquera toutefois que Marx inclut dans les conditions de cette hégémonie le fait que les ouvriers « ont acquis la claire conscience de leur situation en tant que classe ». C'est que la récente analyse de la situation française dans « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte » lui a révélé toute l'importance des déterminations idéologiques de l'action politique. Loin de produire les résultats escomptés, et à tout le moins la consolidation des acquis sociaux de la révolution, le suffrage universel a en effet conduit à deux reprises en France, le 24 avril 1848, lors de l'élection de la Constituante² et le 10 décembre 1848, lors de l'élection de Louis Bonaparte à la présidence de la République, à une légitimation « populaire » des anciennes élites bourgeoises et aristocratiques. Marx n'a pu que constater l'isolement de la classe ouvrière³ et l'impact de tout un imaginaire napoléonien sur la petite paysannerie. Voilà un paramètre dont il devra tenir compte dans l'avenir⁴.

Voyons maintenant les chartistes, la partie politiquement active de la classe ouvrière britannique. Les six points de la Charte pour lesquels ils combattent ne renferment rien d'autre que la revendication du suffrage universel et des conditions sans lesquelles le suffrage universel serait illusoire pour la

¹ Pour sa part, Engels avait écrit dans la *Neue Rheinische Zeitung* - revue d'avril 1850 : « Le suffrage universel dans l'Angleterre habitée à deux tiers par des prolétaires industriels, c'est le règne exclusif de la classe ouvrière, avec toutes les transformations révolutionnaires des conditions sociales qui en sont inséparables » (traduit et cité par M. Rubel, dans *K. Marx, Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, tome IV, page 1473).

² Le 17.03.48 les travailleurs parisiens organisent une manifestation de masse (ils sont plus de cent mille) pour soutenir le gouvernement provisoire mais surtout pour réclamer un report des élections, les nouvelles de province laissant prévoir une victoire électorale des forces conservatrices. Le report ne sera accordé que pour un mois et les élections du 23 avril suivant confirmeront les craintes de la gauche républicaine : sur 851 élus, on comptera 230 républicains modérés, un grand nombre de royalistes camouflés (près de 400), des bonapartistes et une petite centaine à peine de radicaux et de socialistes.

³ On pense à la célèbre image du solo funèbre dans une phrase où Marx, au terme de l'édition de 1852 de *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, évoque le péril d'un isolement de la classe ouvrière au sein d'une nation paysanne : « En désespérant de la restauration napoléonienne, le paysan français perd la foi en sa parcelle et la révolution prolétarienne réalise ainsi le chœur sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre. (Editions de poche Garnier Flammarion, 2007, page 199)

⁴ Dans son ouvrage *La Philosophie de Marx*, Etienne Balibar parle d'un véritable refoulement de la notion d'idéologie chez Marx à partir de la période 1848-1850, un refoulement qu'il explique par la difficulté rencontrée par Marx de résoudre les apories du concept : « Le fait est que l'expérience immédiate, en France comme en Allemagne allait révéler la puissance du nationalisme, des mythes historiques (républicains et impériaux) voire des formations religieuses sur le prolétariat, en même temps que la puissance des appareils politiques et militaires de l'ordre établi. Comment concilier la thèse politique d'une extériorité radicale entre les conditions de production de l'idéologie et la condition prolétarienne avec le constat de leur compénétration quotidienne ? (...) la difficulté est demeurée chez (Marx) béante et elle a entraîné le refoulement du concept même d'idéologie » (page 55 de l'ouvrage, aux éditions *La Découverte*, coll. Repères. Nous renvoyons à l'ensemble du chapitre III intitulé « Idéologie ou fétichisme : le pouvoir et la sujétion »).

classe ouvrière, par exemple : scrutin secret, diètes pour les membres du Parlement, élections générales annuelles. Mais suffrage universel est synonyme de pouvoir politique pour la classe ouvrière d'Angleterre où les prolétaires forment la grande majorité de la population, où, dans une longue guerre civile, menée pourtant souterrainement, ils ont acquis la claire conscience de leur situation en tant que classe, où même les district ruraux ne connaissent plus de paysans, mais seulement des seigneurs de la terre, des entrepreneurs capitalistes (fermiers) et des travailleurs salariés. La conquête du suffrage général en Angleterre serait par conséquent une réforme qui mériterait d'être qualifiée de socialiste plus que toute autre mesure honorée de ce nom sur le continent.

Son résultat inévitable y est la suprématie politique de la classe ouvrière.

J'aurai l'occasion de parler du renouveau et de la réorganisation du parti chartiste. Pour l'heure, je ne traiterai que des élections récentes.

Marx commence par exposer les particularités du système électoral anglais qui combinait les contraintes du vote censitaire et un simulacre de démocratie directe.

Pour pouvoir participer à l'élection du Parlement britannique, on doit posséder dans la municipalité une maison estimée à dix livres lors de l'établissement de la taxe des pauvres; dans les comtés, on doit être un freeholder doté d'un revenu annuel de quarante shillings, ou un fermier qui paie au moins cinquante livres sterling. De ce seul fait, les chartistes n'ont pu prendre officiellement qu'une part restreinte dans la bataille électorale qui vient de se terminer. Pour expliquer le mode réel de leur participation, il me faut rappeler une particularité du système électoral britannique :

Nomination day, jour de la nomination, et declaration day, jour de la déclaration ! Spectacle des mains levées et scrutin !

Lorsque, le jour de l'élection, les candidats se sont présentés et ont harangué publiquement le peuple, ils sont, en première instance, élus à main levée, et chacun a le droit de lever la main, qu'il soit électeur ou non.. Celui en faveur de qui une majorité de mains s'est levée est déclaré (provisoirement) élu par le commissaire des élections en raison de ce geste. Mais voici le revers de la médaille. L'élection à main levée n'a été qu'une simple cérémonie, un acte de politesse formelle envers le «peuple souverain», politesse qui tourne court sitôt que le privilège est menacé. Car, si le geste des mains levées ne désigne pas les candidats des électeurs privilégiés, ces candidats exigent un scrutin, auquel ne peuvent prendre part que les électeurs privilégiés, et seul celui qui emporte la majorité des votes est déclaré régulièrement élu. La première élection, à main levée, n'est qu'une satisfaction apparente accordée momentanément à l'opinion publique, afin de lui démontrer, l'instant d'après, avec autant plus de force, son impuissance.

On pourrait croire que cette élection à main levée, cette formalité dangereuse, n'a été inventée que pour bafouer le suffrage universel et se divertir de quelque plaisanterie aristocratique aux dépens de la « populace » (*rabbble*¹, suivant l'expression du commandant Beresford, ministre de la Guerre). Mais ce serait faire fausse route: la tradition des anciens usages, primitivement commune à toutes les nations teutonnes, a pu se perpétuer jusqu'au XIXe siècle parce qu'elle donnait à peu de frais et sans danger au Parlement de classe britannique une apparence de popularité. Les classes dirigeantes tiraient de cet usage la satisfaction de voir le peuple prendre part massivement, avec plus ou moins de passion, à leurs intérêts particuliers comme s'il s'agissait de ses propres intérêts nationaux. Et ce n'est que lorsque la bourgeoisie prit une attitude indépendante aux côtés des deux partis officiels, les whigs et les tories, que les masses ouvrières lui tinrent

¹ Un terme péjoratif signifiant « populace, canaille ».

tête, le jour de la nomination, sous leur propre nom. Or, jamais dans le passé le contraste n'avait été si sérieux, si menaçant, si général, si nettement marqué par des principes opposés, à travers tout le pays, entre l'élection à main levée et le scrutin, entre le jour de la présentation et le jour de la proclamation, qu'il le fut à ces dernières élections¹ de 1852.

Quel contraste en effet ! Il suffisait d'être nommé par le vote à main levée pour être battu lors du scrutin. Il suffisait d'avoir obtenu la majorité au scrutin pour recevoir du peuple, en guise de salut, pommes pourries et morceaux de brique. Les membres du Parlement régulièrement élus devaient, avant tout, faire des pieds et des mains pour mettre à l'abri les corps de leur moi parlementaire. D'un côté, la majorité du peuple, de l'autre, le douzième de toute la population, soit le cinquième de tous les adultes mâles du pays. D'un côté, l'enthousiasme, de l'autre, la corruption. D'un côté, des partis reniant leurs propres caractères distinctifs, des libéraux prêchant le conservatisme, des conservateurs proclamant le libéralisme de leurs vues; de l'autre, le peuple proclamant sa présence et plaidant sa propre cause. D'un côté, une machine usée qui, se mouvant éternellement dans son cercle vicieux, est incapable de faire un seul pas en avant, et le processus stérile de frottement par lequel tous les partis politiques s'érodent mutuellement et se réduisent progressivement en poussière; de l'autre, la masse de la nation en marche, menaçant de briser le cercle vicieux et d'anéantir la machine officielle.

La fin de l'article est une longue citation d'un discours d'Ernest Jones que Marx livre sans aucun commentaire. Même s'il n'est pas interdit de soupçonner ici le pigiste de « tirer à la ligne », il faut dire que cet exposé d'Ernest Jones soutient l'attention par lui-même tant il sonne comme **une remarquable version populaire de *Travail salarié et Capital***. C'est une vraie leçon d'économie politique marxiste qu'il administre à ses auditeurs. On remarquera son insistance à interpellier les commerçants de l'assemblée, leur rappelant où se trouvent leurs véritables intérêts de classe.

Je ne m'étendrai pas sur ce contraste, à travers tout le pays, entre présentation et scrutin, sur la démonstration électorale, lourde de menace, de la classe ouvrière, et les manœuvres électorales craintives de la classe dirigeante. Je choisis parmi la masse de circonscriptions une seule où ce contraste se concentre comme dans un foyer: l'élection à Halifax. S'y opposaient les candidats que voici: Edwards (tory) ; Sir Charles Wood² (ancien ministre des Finances des whigs, beau-frère du comte Grey) ; Frank Crossley³ (manchesterien) ; et enfin Ernest Jones, le plus énergique, le plus conséquent et le plus doué représentant du chartisme. Halifax étant une ville industrielle, le tory avait peu de chances. Crossley, l'homme de Manchester, était l'allié des whigs. La vraie bataille se livra donc entre Wood et Jones, entre le whig et le chartiste.

« Sir Charles Wood parla une demi-heure environ⁴; au commencement, on ne l'entendait guère, et, pendant la seconde moitié, son discours fut à peu près incompréhensible, le vaste auditoire ne ménageant pas sa désapprobation. D'après le reporter placé près de lui, Wood ne fit que récapituler les réformes libérales déjà adoptées; puis il attaqua le gouvernement de Lord Derby et entonna un hymne « à la prospérité sans exemple du pays et du peuple ». (Bravo ! Très bien !) Il ne proposa pas

¹ Le scrutin eut lieu le 6 juillet 1852. Il donnera lieu à une coalition de whigs et de peelites dans le ministère du Comte d'Aberdeen, le chef de file de ces derniers après la mort de Robert Peel.

² **Charles Wood (1800-1885)** a été Chancelier de l'Echiquier (autrement dit ministre de l'économie et des finances) dans le gouvernement Russell de 1846 à 1852.

³ et non Grossley, comme on le trouve écrit à cette page 690 du volume de la Pléiade (*Œuvres*, tome IV)

⁴ Cet extrait non référencé par Marx est sans doute issu, comme le discours de Jones qui suit, du compte rendu paru dans le *People's Paper* du 24 juillet.

une seule réforme nouvelle et ne fit qu'une courte et timide allusion au bill de Lord John Russell relatif au droit de vote¹. »

Comme vous ne trouverez dans aucun des grands journaux londoniens de la classe dirigeante le discours d'E. Jones, j'en donne ci-après un extrait substantiel :

Accueilli avec un immense enthousiasme, E. Jones dit: «Électeurs et non-électeurs, vous vous êtes réunis pour célébrer un grand et solennel événement, la Constitution reconnaît aujourd'hui le suffrage universel en théorie, pour le renier peut-être demain en pratique. Aujourd'hui, vous avez devant vous les représentants de deux systèmes, et vous avez à décider suivant quel système vous serez gouvernés dans les sept années à venir. Sept années -la vie d'un enfant ! Au seuil de ces sept années, je vous demande de réfléchir: aujourd'hui, laissez-les passer en revue devant vous, lentement et calmement. Vous allez décider aujourd'hui, vous qui êtes 20.000 hommes, pour que 500 hommes peut-être puissent désormais passer outre à votre volonté. (Très bien ! Bravo !) Vous avez devant vous les représentants de deux systèmes. Whigs, tories et marchands d'argent sont à ma gauche, c'est vrai, mais ils ne font qu'un. Le marchand d'argent dit, achetez bon marché et vendez cher. Le tory dit, achetez cher et vendez encore plus cher. Pour le travailleur, les deux ne font qu'un. Mais le premier système est en train de l'emporter, et ce qui le ronge en profondeur, c'est le paupérisme. Ce système est fondé sur la concurrence avec l'étranger. Or, j'affirme que le principe d'acheter bon marché et de vendre cher, appliqué à la concurrence avec l'étranger, précipite la ruine de la classe ouvrière et du petit commerce. Pourquoi ? Le travail est créateur de toute la richesse. Avant que le moindre grain ne pousse, avant qu'un fil ne soit tissé, il faut que l'homme ait travaillé. Mais dans ce pays, le travailleur n'est pas maître de son emploi. Le travail est une marchandise louée, une chose qui se vend et s'achète au marché. Comme le travail est à l'origine de toute richesse, c'est la première chose qui s'achète. - « Achetez à bas prix ! Achetez à bas prix ! ». La main-d'œuvre s'achète le meilleur marché possible. Mais cela continue : « Vendez cher ! Vendez cher ! ». Vendre quoi ? Le produit du travail. À qui ? À l'étranger. Mais oui ! Et au travailleur lui-même, car n'étant pas son propre employeur, l'ouvrier n'est pas partie prenante aux premiers fruits de son labeur. « Achetez bon marché, vendez cher. » Que dites-vous de ce conseil ? Achetez le travail de l'ouvrier bon marché et vendez cher à ce même ouvrier le produit de son propre travail ! Le principe de la perte est dans la nature de ce marché. L'employeur achète la main-d'œuvre à bon marché - il vend et il lui faut faire un profit sur la vente ; il vend à l'ouvrier lui-même -, par conséquent, chaque transaction entre employeur et employé est une fraude délibérée de la part de l'employeur. Ainsi, le travail doit s'avilir en permanence pour que le capital croisse en pratiquant la fraude continue. Mais le système ne s'arrête pas là. Il doit être étendu à la concurrence avec l'étranger - ce qui signifie que nous devons ruiner le commerce d'autres pays, comme nous avons ruiné le travail dans le nôtre. Comment cela se passe-t-il ? Le pays où les impôts sont élevés doit vendre meilleur marché que celui où les impôts sont faibles. La concurrence de l'étranger croît sans cesse - le bon marché doit donc augmenter tout aussi continuellement. Par conséquent, les salaires doivent baisser en Angleterre continuellement. Et comment s'opère la baisse ? Par l'excédent de travail. Comment obtient-on l'excédent de travail ? Par le monopole de la terre, qui jette dans les usines plus d'ouvriers que nécessaire. Par le monopole des machines, qui jette ces ouvriers sur le pavé. Par le

¹ Le premier ministre Lord Russell avait fait adopter en mai 1852 une réforme relative aux pratiques de corruption lors des élections. Marx commentera cette mesure dans un article du *New York Tribune* du 4 septembre intitulé « La corruption électorale ».

travail des femmes, qui chasse l'homme de la navette. Par le travail des enfants, qui chasse la femme du métier à tisser. Puis, le pied posé sur ce fondement vivant des ouvriers en surnombre, ils piétinent leurs cœurs torturés en criant « Vous allez crever de faim! Qui veut du travail ? La moitié d'un pain vaut mieux que pas de pain du tout. » Et la foule qui souffre saisit avidement toute offre. (Cris puissants: « Oui, très juste ! ») Voilà le traitement infligé à l'ouvrier. Mais comment cela réagit-il sur vous, électeurs ? Quel est le contrecoup sur le commerce intérieur, sur le boutiquier, sur la taxe des pauvres et sur les impôts ? Toute augmentation de la concurrence étrangère doit être compensée par une baisse grandissante dans le pays même. Plus le travail baisse de prix, plus l'excédent de travailleurs augmente, et cet excédent est obtenu par l'emploi accru de machines. Encore une fois, comment cela réagit-il sur vous ? Le libéral manchestérien, à ma gauche, fait breveter une nouvelle invention et jette sur le pavé trois cents hommes en surnombre. Pour vous, commerçants, c'est trois cents clients en moins! Contribuables, pour vous, c'est trois cents pauvres en plus à votre charge ! (Tonnerre d'applaudissements.) Mais, notez bien, le mal ne s'arrête pas là ! Ces trois cents hommes, ils font d'emblée baisser les salaires de ceux qui continuent à exercer leur métier. L'employeur leur dit : « Maintenant, je réduis vos salaires. ». Les hommes protestent. Puis il ajoute : « Vous voyez ces trois cents hommes qui viennent de quitter l'usine ? Vous pouvez, si vous le désirez, changer de place avec eux, ils ne demandent qu'à rentrer à n'importe quelles conditions, car ils meurent de faim. ». Les hommes s'en rendent compte et ils sont comme anéantis. Ô toi, libéral de Manchester, pharisien de la politique ! Ces hommes sont là pour écouter - t'ai-je enfin démasqué ? Mais nous ne sommes pas encore au bout de nos peines. Chassés de leur propre emploi, ces hommes cherchent à trouver une occupation ailleurs, où ils accroissent encore les ouvriers en surnombre et font baisser les salaires. Les professions mal payées d'aujourd'hui étaient parmi les bien payées d'hier, et celles qui sont bien payées aujourd'hui seront parmi les mal payées de demain. C'est ainsi que le pouvoir d'achat des classes laborieuses est amoindri chaque jour, et conséquemment le commerce est ruiné. Rappelez-vous, vous qui tenez boutique ! Vos clients deviennent plus pauvres, vos profits diminuent, alors que le nombre des indigents augmente en même temps que vos impôts et vos taxes des pauvres. Vos revenus diminuent, vos frais augmentent. Que pensez-vous de ce système ? C'est sur vous que le riche industriel et le propriétaire foncier se débarrassent du fardeau des impôts et des taxes des pauvres. Vous, gens de la classe moyenne! Vous êtes la machine à payer les impôts pour les riches. Ils créent la pauvreté qui crée leur richesse, et vous font payer cette pauvreté qu'ils ont créée. Le propriétaire foncier y échappe en vertu de ses privilèges, l'industriel en se dédommageant sur les salaires de ses ouvriers, et tout cela retombe sur vous. Que pensez-vous de ce système ? Eh bien, c'est le système que défendent les gens se trouvant à ma gauche. Quant à moi, qu'est-ce que j'ai à vous proposer ? Je vous ai montré le mal. C'est déjà quelque chose. Mais je vais faire davantage. Je suis ici pour vous montrer ce qui est juste. » (Acclamation.)

Ernest Jones développa ensuite ses propres vues sur les réformes politiques et économiques, et il continua comme suit :

« Électeurs et non électeurs, je viens d'exposer devant vous quelques-unes des mesures sociales et politiques dont je recommande aujourd'hui l'adoption immédiate, comme je l'ai déjà fait¹ en 1847. Mais pour avoir voulu étendre vos libertés, ma liberté à moi a été rognée. (Tiens ! Tiens !) Parce que j'ai voulu édifier pour vous tous le temple de la liberté, j'ai été jeté au

¹ Ernest Jones s'était présenté à Halifax aux élections de juillet 1847, sans succès.

cachot comme un vulgaire criminel¹. Et voici qu'à ma gauche est assis un de mes principaux geôliers. (Rumeur violente et prolongée en cette direction) Parce que j'ai voulu faire parler la vérité, on m'a condamné au silence. Deux ans et une semaine durant, il m'a gardé en prison, en détention cellulaire, au régime du secret, sans encre ni plume ni papier ; mais en échange, je devais faire de l'étoffe. Ah ! (se tournant vers Sir Charles Wood) vous avez triomphé pendant deux ans et une semaine; aujourd'hui, c'est mon tour. J'appelle l'ange du Châtiment qui habite le cœur de tous les Anglais ici présents. (Tempête d'applaudissements.) Prêtez l'oreille ! Vous entendrez le bruissement de ses ailes dans le souffle de cette foule immense ! (Nouvelles acclamations nourries.) Vous me direz peut-être que ce n'est pas là une affaire publique. Mais c'en est une ! (Très juste!) C'est une affaire publique, car l'homme qui est insensible au chagrin de la femme d'un prisonnier l'est aussi envers la femme de l'ouvrier. Celui qui ne compatit pas à la détresse des enfants du prisonnier restera indifférent devant les enfants de l'esclave salarié. (Très juste ! et applaudissements.) Son passé le prouve, et ses promesses d'aujourd'hui n'y contredisent pas. Qui a voté le bill irlandais de coercition, le bâillonnement de la presse irlandaise et l'immixtion dans ses affaires ? Le whig que voici ! Chassez-le ! Qui a voté quinze fois contre la motion Hume² en faveur de l'extension du suffrage; contre la motion Locke King³ en faveur du suffrage dans les comtés; contre la motion Ewart⁴ en faveur de la réduction des périodes de législature ; contre la motion Berkeley⁵ en faveur du scrutin secret ? Le whig que voici ! Mettez-le à la porte ! Qui a voté contre l'élargissement de Frost, de William, de Jones⁶ ? Le whig que voici! Chassez-le ! Qui a voté contre l'enquête sur les atrocités coloniales et en faveur de Ward⁷ et de Torrington⁸, les tyrans des îles Ioniennes et de Ceylan ? Le whig que voici! Faites-le sortir! Qui a voté contre la réduction du traitement de douze mille livres du duc de Cambridge⁹, contre toutes les réductions dans l'armée ou la marine ; contre la suppression de l'impôt sur les fenêtres ? Qui a voté quarante-huit fois contre toute autre réduction d'impôt, y compris son propre traitement? Le whig que voici ! A la porte! Qui a voté contre la suppression de l'impôt sur les journaux, de l'impôt sur les annon-

¹ Jones avait été arrêté en juin 48 après l'échec de la manifestation de Londres et condamné à deux ans de prison.

² **Joseph Hume** (1777-1855) est un vieux de la vieille du radicalisme anglais. Cet écossais acquiert d'abord une formation de médecin avant de devenir député conservateur en 1812. Aussitôt élu, il rejoint les réformateurs radicaux et milite pour le Bill de réforme de 1832 qui le déçoit. Proche de William Lovett et de Francis Place, il soutient les initiatives chartistes tout en s'opposant à la ligne politique de F. O'Connor. Il est l'auteur entre 1848 et 1851 de plusieurs motions parlementaires tendant à élargir les conditions d'éligibilité.

³ **Peter John Locke King** (1811-1874) siège comme député radical de 1847 à 1874. Il est l'auteur de multiples motions parlementaires en faveur d'une réforme du vote censitaire, dont l'une, déposée le 20 février 1851, entraînera la chute du premier gouvernement Russell.

⁴ **William Ewart** (1798-1869) est avocat de formation. Comme député radical, il jouera un rôle important dans l'abolition en 1837 de la peine capitale pour des délits mineurs. Il sera actif dans le domaine de l'éducation populaire. Il est l'auteur en 1850 d'un projet de loi sur les bibliothèques publiques.

⁵ Il est malaisé d'identifier l'honorable député. Aux élections de 1852, on ne dénombre pas moins de 6 élus portant ce nom, dont les 4 fils du 5^e Comte de Berkeley, Frederick Augustus.

⁶ Ce sont les condamnés de Newport.

⁷ **Sir Henry Warde (1797-1860)** a été de 1849 à 1855 Haut-Commissaire du protectorat anglais de la République des îles ioniennes (dont l'Angleterre s'était emparée en novembre 1815 après sa victoire sur Napoléon). En 1848, il avait réprimé un mouvement insurrectionnel de nationalistes (les Rhisospastes) sous la direction de Théodore Vlaco et du pape Gregorio Nodaro (Rizospastis est le nom du quotidien du KKE, le Parti Communiste de Grèce). Le protectorat sera rétrocedé à la Grèce en mai 1864.

⁸ Le vicomte **Lord Torrington** avait été gouverneur de Ceylan (l'actuel Sri Lanka) que les Anglais avaient annexé en 1796. En 1850, une enquête parlementaire avait examiné son comportement dans la brutale répression en 1848 des Kandiens, une population de l'île plusieurs fois rebelle contre la domination coloniale portugaise puis anglaise.

⁹ Le titre de **duc de Cambridge** était porté par le 7^e fils de Georges III, Adolphus Frederick (1774-1850).

ces, de la taxation du savoir¹ ? Le whig que voici ! Chassez-le Qui a voté pour des fournées de nouveaux évêques, prébendes de vicaires, pour des subsides à Maynooth² et contre la réduction de ces subsides, contre l'exemption des dissidents de la taxe d'Église³ ? Le whig que voici ! A bas le whig! Qui a voté contre toute enquête sur la falsification des denrées alimentaires ? Le whig que voici ! A bas le whig ? Qui a voté contre l'abaissement de l'impôt sur le sucre et la suppression de la taxe sur le malt ? Le whig que voici ! A bas le whig! Qui a voté contre la réduction du travail de nuit des boulangers, contre l'enquête sur la situation des tisseurs sur métiers, contre l'inspection sanitaire des maisons de travail, contre l'interdiction de faire travailler les enfants avant 6 heures du matin, contre les secours municipaux accordés aux femmes enceintes des pauvres, contre le bill de dix heures ? Le whig que voici ! A la porte le whig ! Au nom de Dieu et de l'humanité, chassez-le ! Hommes d'Halifax ! Hommes d'Angleterre ! Vous avez devant vous les deux systèmes. A vous de juger et de choisir ! » (On ne saurait décrire l'enthousiasme provoqué par ce discours, surtout vers la fin. Ayant écouté avec une attention soutenue chacun des propos, la foule faisait entendre sa voix à chaque pause, tel le fracas d'une vague qui reflue, pleine d'exécration pour les représentants du whiggisme et la domination de classe. Ce fut une scène dont on se souviendra longtemps. Lors du vote à main levée, seuls quelques individus, pour la plupart intimidés ou achetés, votèrent pour Sir Charles Wood. Presque tous les assistants dans une allégresse et avec un enthousiasme indescriptible, levèrent les deux mains pour Ernest Jones.) Le maire déclara Mr. Ernest Jones et Mr. Henri Edward élus par le geste à main levée. Sir Charles Wood et Mr. Crossley exigèrent alors le scrutin secret.

La prédiction de Jones se réalisa: il avait été nommé par 20.000 voix, mais le whig Sir Charles Wood et l'homme de Manchester Crossley furent élus par 500 voix.

¹ Un vieux slogan radical depuis l'époque où, en 1830, Henry Hetherington et James Bronterre O'Brien et beaucoup d'autres militaient pour la presse non estampillée, la taxe sur les journaux étant dénoncée comme une taxe sur le savoir.

² En 1845, Robert Peel attribue au collège royal St Patrick de Maynooth, un séminaire catholique d'Irlande, une augmentation significative du subside qui lui était accordé depuis 1795, date à laquelle l'établissement avait été fondé par George III pour empêcher que la formation des prêtres catholiques ne fût assurée en France. Cette décision avait soulevé de vives controverses dans les milieux protestants qui accusaient Peel de trahison.

³ Au titre d'Église « établie », l'Église anglicane percevait pour son entretien une dîme, autrement dit un impôt religieux que tous les citoyens devaient payer, qu'ils fussent catholiques ou qu'ils appartenissent aux sectes protestantes, baptistes, quakers, méthodistes et autres puritains.

5.15. Karl Marx, Au parlement ouvrier

Le 9 mars 1854, Marx écrit à Engels : « J'ai reçu du *Labour parliament* une invitation à siéger à Manchester en tant que *Honory Delegate* (Nadaud¹ et Louis Blanc² également). Je leur ai envoyé aujourd'hui une lettre de remerciement avec quelques phrases qui, selon la manière dont on les lit, peuvent passer pour très extrêmes ou très modérées³. »

Le « Parlement du travail⁴ » (« Labour parliament ») s'était réuni à Manchester du 6 au 18 mars 1854 dans un contexte de conflit social à Preston dans le Lancashire. Dès le début de la grève, en octobre 1853, les patrons avaient recouru au lock-out. Les ouvriers parvinrent toutefois à prolonger la grève jusqu'en mai 1854 grâce à d'importants fonds de soutien. Le parlement chartiste s'était emparé de la question en délibérant de la mise en place de structures de solidarité. Il quittait ainsi le domaine des revendications strictement politiques du charisme pour s'engager sur un terrain plutôt syndical (création d'une organisation permanente chargée de percevoir des cotisations en vue notamment de l'achat de terres agricoles et de l'établissement de coopératives ouvrières).

Marx commente la réunion dans une correspondance au *New York Daily Tribune* du 24 mars 1854. Il y compare cette assemblée avec la Commission du Luxembourg de Paris. C'est l'occasion pour lui de marquer son opposition avec Louis Blanc en établissant une nette distinction entre « organisation du travail » et « organisation des travailleurs ». Il écrit :

« On serait tenté de considérer l'assemblée réunie au palais du Luxembourg à Paris, après la révolution de Février, comme un précédent sur une voie similaire, mais une grande différence apparaît au premier coup d'œil ; c'est que la Commission du Luxembourg fut une initiative du gouvernement, tandis que le Parlement ouvrier est né d'une initiative du peuple ; que la commission du Luxembourg fut inventée pour écarter les membres socialistes du gouvernement provisoire du centre de l'action et de toute participation sérieuse aux affaires réelles du pays ; enfin que les délégués de la Commission étaient uniquement composés de membres des divers « corps d'Etat », corporations correspondant plus ou moins aux guildes du Moyen Age et aux trade-unions actuelles tandis que le Parlement ouvrier est une véritable représentation à l'échelle nationale de toutes les branches et parties de la classe ouvrière. Le succès du parlement ouvrier va dépendre principalement, sinon exclusivement, de sa capacité à agir selon le principe qu'il ne s'agit plus

¹ **Martin Nadaud (1815-1898)** est un ouvrier maçon français qui jouera un rôle politique important à partir de la révolution de février 1848. Autodidacte comme le sont les dirigeants ouvriers de l'époque, il rejoint en 1838 les partisans d'Etienne Cabet et de Pierre Leroux. En 1848, il est élu comme délégué des maçons à la commission du Luxembourg. En 1849, il est élu à l'Assemblée législative où il siège dans les rangs de la Montagne. Lors du coup d'Etat de décembre 51, il est arrêté puis banni. Il s'installe à Londres où il reprend son métier de maçon avant d'exercer comme professeur de français. Rentré en France en 1870, il est nommé préfet de la Creuse par Gambetta. Il poursuivra une carrière de député dans diverses majorités républicaines. Pour l'anecdote, on lui doit l'expression « quand le bâtiment va, tout va » transformée à partir d'un de ses discours à la Chambre.

² **Louis Blanc (1811-1882)** est un acteur de premier plan de la révolution de 1848 en France. Il commence en 1834 une carrière de journaliste politique et publie en 1839 « L'Organisation du Travail » un ouvrage important qui fonde sa notoriété : il y défend le principe d'une initiative industrielle publique qui combatte l'anarchie du régime concurrentiel capitaliste et ses conséquences sur la classe ouvrière. Membre du gouvernement provisoire en 1848, il reçoit la présidence de la Commission du Luxembourg pendant que la droite gouvernementale organise la faillite des ateliers nationaux qui étaient censés s'inspirer de ses principes sur l'organisation du travail. Après la répression des journées de juin, il s'exile à Londres et ne rentre en France qu'après la chute du second Empire. Marx, dont les relations avec l'immigration londonienne ont toujours été orageuses, ne tenait pas le personnage de Louis Blanc en grande estime. Sa correspondance privée laisse apparaître des jugements peu amènes sur l'homme : le 12.02.1851 à Engels (sachant que Louis Blanc était de petite taille) : « (...) quant à Louis Blanc, ce nabot sublime et cet esprit supérieur, sa stupide vanité prend des proportions qui font de lui un vrai fou » ; à Hermann Ebner, le 02.12.1851 : « ce nabot, vaniteux, importun et sot de Louis Blanc² ».

³ Correspondance Marx Engels, Editions Sociales, Paris 1974, tome IV, page 82.

⁴ L'appellation n'a rien d'exceptionnel. C'est ainsi que l'on nommait depuis 1839 les sessions, souvent très longues, de la Convention nationale chartiste.

aujourd'hui de se consacrer à la dénommée organisation du travail, mais à l'organisation de la classe laborieuse¹. ».

Puis surtout, il ajoute ceci :

« Les privilèges des classes actuellement dirigeantes et l'esclavage de la classe ouvrière reposent au même titre sur l'organisation *existante* du travail qui sera évidemment défendue et entretenue par les premières avec tous les moyens dont elles disposent, l'un de ces moyens étant l'actuel appareil d'Etat. Par conséquent, pour modifier l'organisation du travail existante et la remplacer par une nouvelle, il faut de la puissance - du pouvoir social et politique - de la puissance non seulement pour résister mais aussi pour attaquer ; mais afin d'acquérir cette puissance, il faut s'organiser en une armée dotée de la force morale et physique qui lui permettra d'affronter l'armée ennemie. Si le Parlement ouvrier pré-fère passer son temps à des questions purement théoriques au lieu de préparer la voie à la constitution effective d'un parti national, il se condamne à l'échec comme la Commission du Luxembourg avant lui. ».

Pour rappel : La Commission du Luxembourg avait été installée par le gouvernement provisoire le 1er mars 1848 et sa présidence confiée à Louis Blanc. Il s'agissait très nettement d'une mesure de diversion destinée à encommissionner la question sociale et à écarter du pouvoir les représentants ouvriers, Louis Blanc et Albert. Au premier chapitre des *Luttes de Classes en France*, Marx écrit : « Ainsi, les représentants de la classe ouvrière étaient bannis du siège du gouvernement provisoire, dont la fraction bourgeoise conservait dans ses seules mains le pouvoir d'Etat réel et les rênes de l'administration ; à côté du ministère des Finances, du Commerce, des travaux publics, à côté de la Banque et de la Bourse s'élevait une synagogue socialiste dont les grands prêtres, Louis Blanc et Albert, avaient pour tâche de découvrir la terre promise, d'annoncer le nouvel Évangile et de donner de l'occupation au prolétariat parisien. A la différence de tout pouvoir d'Etat profane, ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucun pouvoir exécutif. C'est avec leur tête qu'ils devaient briser les piliers de la société bourgeoise. Pendant que le Luxembourg cherchait la pierre philosophale, à l'hôtel de Ville on frappait la monnaie qui avait cours² »

La lettre de Marx a paru dans *The People's Paper* du 18 mars 1854. Nous citons dans la traduction de Maximilien Rubel, K. Marx, *Œuvres*, Coll. de la Pléiade, tome IV, pages 753-754.

*
* *

Ce texte est d'une grande netteté.

Après un premier paragraphe de circonstance,

Londres, le 9 mars 1854,

Dean Street 28, Soho.

Je regrette profondément de ne pouvoir quitter Londres, en ce moment du moins, et de me voir ainsi privé de la possibilité d'exprimer de vive voix à quel point l'invitation qui m'est faite de participer en qualité de délégué d'honneur au Parlement ouvrier m'emplit de fierté et me comble de gratitude. Le simple fait de la convocation de ce Parlement témoigne à lui seul que nous sommes entrés dans une nouvelle ère de l'histoire mondiale. L'annonce de cet événement important va susciter les espoirs de la classe ouvrière dans toute l'Europe et en Amérique.

Marx consacre son premier développement à l'énoncé, maintes fois répété au cours de ces années, de la thèse qui affirme la réduction à deux antagonistes de la lutte des classes dans le contexte anglais, : la bourgeoisie industrielle et le prolétariat.

¹ « Inauguration du parlement du travail » traduit par M. Rubel, Karl Marx, *Œuvres*, tome IV, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 751-752

² Karl Marx, *Œuvres*, op. cit., pp. 245-246

Il s'agit à la fois d'une thèse **juste** et d'une thèse **fausse**. Elle est une thèse juste **politiquement** : Marx et Engels se distinguent de leurs contemporains par une remarquable lucidité sur la structure de la société capitaliste que polarise l'opposition capital/travail. Elle est une thèse fausse **sociologiquement**, si cette polarisation, qui est une tendance organique, est décrite comme une réalité sociale accomplie. Marx et Engels ont manifestement anticipé à tort sur la disparition de l'aristocratie terrienne et des couches sociales intermédiaires constitutives de la petite bourgeoisie.

On remarquera que si Marx évoque, dans le second paragraphe, « l'énorme supériorité numérique » de la classe ouvrière anglaise, il se garde bien ici d'en tirer des conclusions sur d'éventuelles perspectives électorales associées au suffrage universel.

De tous les pays, c'est en Angleterre que le despotisme du capital et la servitude du travail ont atteint le degré le plus élevé. Nulle part ailleurs, les couches intermédiaires entre le millionnaire qui règne sur des armées entières de travailleurs d'industrie et l'ouvrier esclave du salaire qui gagne sa vie au jour le jour n'ont été ainsi balayées peu à peu de la surface de la terre. Ici, à la différence des pays du continent, ces deux grandes classes sociales, la paysannerie et l'artisanat, qui sont presque autant tributaires de leur propriété que de leur travail, n'existent plus. Il s'est opéré en Grande-Bretagne une rupture totale entre la propriété et le travail. C'est pourquoi il n'y a aucun pays au monde où la guerre entre les deux classes qui constituent la société moderne ait pris des proportions aussi colossales et des formes aussi nettes et manifestes.

C'est bien pourquoi nul n'est plus compétent et mieux désigné que la classe ouvrière britannique pour diriger ce grand mouvement qui devra avoir pour résultat final l'émancipation totale du travail. Elle l'est par la conscience claire qu'elle a de sa condition, par son énorme supériorité numérique, son expérience des luttes qui l'ont décimée dans le passé et sa force morale présente.

Puis il procède à une sorte de **définition positive du socialisme** qu'il subordonne à **deux conditions** : la création d'une **base productive**, d'une part, l'instauration de **rapports sociaux de production de type nouveau** d'autre part. « Conquérir la nature » et « conquérir les hommes » : rien, affirme Marx, ne se fera sans un effort d'organisation.

Les millions d'ouvriers de Grande-Bretagne ont été les premiers à créer la base réelle d'une nouvelle société, l'industrie moderne, qui a transformé les forces destructrices de la nature en puissance productive de l'homme. Avec une invincible énergie, avec sa sueur et son intelligence, la classe ouvrière anglaise a créé les conditions matérielles pour ennobler le travail même et multiplier ses fruits au point de rendre possible une abondance générale.

En créant les inépuisables forces productives de l'industrie moderne, elle a rempli la première des conditions de l'émancipation du travail. Il lui faut désormais réaliser la seconde. Elle doit libérer les forces productrices de richesses des odieuses chaînes du monopole et les soumettre au contrôle collectif des producteurs qui ont, jusqu'ici, toléré de voir les propres produits de leur travail se retourner contre eux et se muer en autant d'instruments de leur propre oppression.

La classe ouvrière a conquis la nature; elle doit désormais conquérir les hommes. Pour mener à bien cette entreprise, ce n'est pas la force qui lui fait défaut mais bien une organisation de toutes ses forces conjointes. Organiser la classe ouvrière à l'échelle nationale - tel est, me semble-t-il, le grand et glorieux but auquel tend le Parlement ouvrier.

Si le Parlement ouvrier se montre fidèle à l'idée qui l'a vu naître, les historiens futurs devront relater l'existence, en l'an 1854, en Grande-Bretagne, de deux parlements: un Parlement à Londres et un Parlement à Manchester - un Parlement des riches et un Parlement des pauvres - mais dire aussi que des hommes dignes de ce nom, il n'en siégeait qu'au Parlement des travailleurs et non au Parlement des maîtres.

Votre très dévoué

Karl Marx

5.16. Sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif

Pour les amateurs de références, voici, par ordre chronologique, un récapitulatif des déclarations de Marx et d'Engels sur l' « exception anglaise », à savoir sur l'état de la lutte des classes en Grande Bretagne entre 1847 et 1854, avec pour caractéristique *principale* une simplification de l'antagonisme de classe et *subsidaire*, la possibilité d'un renversement du rapport de force par la voie du suffrage universel.

- 25.07.46 M/E Adresse à M. Feargus O'Connor des Communistes Démocratiques Allemands de Bruxelles (*The Northern Star* n° 454 du **25 Juillet 1846**).
- « Le terrain est aujourd'hui préparé par l'élimination de la compétition de l'aristocratie terrienne; la classe moyenne et la classe ouvrière sont les seules classes entre lesquelles la lutte est possible. (...) »
- Nous nous réjouissons de voir les travailleurs anglais être pleinement conscients de cette modification du rapport de force entre les parties, être conscients de la nouvelle période d'agitation dans laquelle le Chartisme est entré avec la défaite finale de la troisième composante, l'aristocratie, et de la position dominante que doit désormais occuper et qu'occupera le chartisme, en dépit de la « conspiration du silence » menée par la presse de la classe moyenne et, enfin, de la nouvelle tâche qui lui est dévolue par ces nouvelles circonstances. » (Doc 5.2)
- 29.11 1847 (M) *Discours sur la Pologne* Le **29 novembre 1847**, (à un meeting international organisé par les *Fraternal Democrats* pour marquer le 17^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830)
- « De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise sera décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. Il en résulte que ce n'est pas en Pologne que la Pologne doit être libérée, mais en Angleterre. C'est pourquoi vous, les chartistes, vous n'avez pas à formuler de vœux pieux pour la libération des nations : renversez vos propres ennemis à l'intérieur, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir défait toute la vieille société ». (Doc 5.7.)
- 29.11.1847 (E) *Discours sur la Pologne* (au même meeting du **29 novembre 1847**)
- « Les chartistes anglais seront les premiers à se lever, précisément parce qu'en Angleterre la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat est la plus violente. Pourquoi l'est-elle ? Parce qu'en Angleterre l'industrie moderne, parce que les machines brassent toutes les classes opprimées du pays en une seule grande classe possédant des intérêts communs, la classe du prolétariat. De la même façon, du côté opposé, toutes les classes d'exploiteurs ont été unies en une seule classe, la bourgeoisie. Ainsi, la lutte est simplifiée, ainsi elle pourra se terminer en une seule grande bataille. N'en est-il pas ainsi? L'aristocratie n'a plus aucun pouvoir en Angleterre où la bourgeoisie règne seule après avoir pris à la remorque l'aristocratie. Mais en face de la bourgeoisie se trouve la grande masse du peuple, unie dans une redoutable phalange dont la victoire sur les capitalistes au pouvoir devient de plus en plus proche. Cette destruction des intérêts opposés qui séparaient jadis les divers groupes des travailleurs, ce nivellement de la vie de tous les ouvriers, vous le devez au machinisme. Sans machinisme, pas de chartisme, et même si le machinisme doit aggraver encore votre situation du moment, c'est quand même lui qui, par là, rend notre victoire possible. » (Doc 5.8.)
- Avril 1850 (E) *La loi anglaise des dix heures* dans la *Neue Rheinische Zeitung*—revue **d'avril 1850**
- « Le suffrage universel dans l'Angleterre habitée à deux tiers par des prolétaires industriels, c'est le règne exclusif de la classe ouvrière, avec toutes les transformations révolutionnaires des conditions sociales qui en sont inséparables » (traduit et cité par M. Rubel, dans *K. Marx, Œuvres*, La Pléiade, tome IV, page 1473).

10.08.1852 (M) K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (New York Daily Tribune du **10 août 1852**.)

«Ayant remporté, en 1846, une grande victoire sur l'aristocratie terrienne par l'abrogation des droits sur les blés, (les bourgeois britanniques) se contentèrent d'en recueillir les avantages matériels (...) Durant toutes les années, de 1846 à 1852, ils se rendirent ridicules par leur cri de guerre : « De grands principes et des mesures pratiques » (lire: petites). Et pourquoi cela ? Parce que dans tous les mouvements violents il leur faut en appeler à la classe ouvrière. Mais si l'aristocratie est leur adversaire sur le point de disparaître, la classe ouvrière est leur ennemi en train de monter. Ils préfèrent pactiser avec l'adversaire disparaissant plutôt que de renforcer l'ennemi montant, à qui l'avenir appartient, par des concessions d'une importance plus qu'apparente. C'est pourquoi ils s'efforcent d'éviter tout conflit violent avec l'aristocratie ; mais la nécessité historique et les torques les poussent en avant. Ils sont forcés de remplir leur mission et de briser la vieille Angleterre, l'Angleterre du passé ; et le jour où ils auront conquis pour eux seuls le pouvoir politique, où le pouvoir politique et la suprématie économique seront réunis dans les mêmes mains et que, de ce fait, la lutte contre le capital ne sera plus distincte de la lutte contre le gouvernement existant, ce jour-là marquera le début de la révolution sociale en Angleterre ». (...)

« Voyons maintenant les chartistes, la partie politiquement active de la classe ouvrière britannique. Les six points de la Charte pour lesquels ils combattent ne renferment rien d'autre que la revendication du suffrage universel et des conditions sans lesquelles le suffrage universel serait illusoire pour la classe ouvrière, par exemple : scrutin secret, diètes pour les membres du Parlement, élections générales annuelles. Mais suffrage universel est synonyme de pouvoir politique pour la classe ouvrière d'Angleterre où les prolétaires forment la grande majorité de la population, où, dans une longue guerre civile, menée pourtant souterrainement, ils ont acquis la claire conscience de leur situation en tant que classe, où même les district ruraux ne connaissent plus de paysans, mais seulement des seigneurs de la terre, des entrepreneurs capitalistes (fermiers) et des travailleurs salariés. La conquête du suffrage général en Angleterre serait par conséquent une réforme qui mériterait d'être qualifiée de socialiste plus que toute autre mesure honorée de ce nom sur le continent. » (Doc 5.14)

9.03.54 (M) « Au parlement ouvrier » (The People's Paper du **18 mars 1854**)

« De tous les pays, c'est en Angleterre que le despotisme du capital et la servitude du travail ont atteint le degré le plus élevé. Nulle part ailleurs, les couches intermédiaires entre le millionnaire qui règne sur des armées entières de travailleurs d'industrie et l'ouvrier esclave du salaire qui gagne sa vie au jour le jour n'ont été ainsi balayées peu à peu de la surface de la terre. Ici, à la différence des pays du continent, ces deux grandes classes sociales, la paysannerie et l'artisanat, qui sont presque autant tributaires de leur propriété que de leur travail, n'existent plus. Il s'est opéré en Grande-Bretagne une rupture totale entre la propriété et le travail. C'est pourquoi il n'y a aucun pays au monde où la guerre entre les deux classes qui constituent la société moderne ait pris des proportions aussi colossales et des formes aussi nettes et manifestes¹. » (Doc 5.15)

¹ Le paragraphe se trouve repris presque textuellement au début de l'article que Marx fait paraître le 29 mars 1854 dans le *New York Times* sous le titre *Le parlement ouvrier* (K. Marx, *Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 754-758).

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
Chartisme (le), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (le), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (le), Protagonistes	Vol. 11
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
Charles Fourier : Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier : Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier : L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Charles Fourier : Fourier sous le regard de Marx et d'Engels	Vol. 1
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel : L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel : Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel : La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx et F. Engels : sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11

K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> du 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> du 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon : chronique d'une rupture	Vol. 8
J. Nagels, « Le point de vue de la production dans le marxisme »	Vol. 8
J. Nagels, « David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs »	Vol. 8
P.-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P.-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 3
Vorwärts, Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10